

C-15

Second Session, Forty-first Parliament,
62 Elizabeth II, 2013

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-15

An Act to replace the Northwest Territories Act to implement certain provisions of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement and to repeal or make amendments to the Territorial Lands Act, the Northwest Territories Waters Act, the Mackenzie Valley Resource Management Act, other Acts and certain orders and regulations

FIRST READING, DECEMBER 3, 2013

MINISTER OF ABORIGINAL AFFAIRS AND NORTHERN
DEVELOPMENT

C-15

Deuxième session, quarante et unième législature,
62 Elizabeth II, 2013

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-15

Loi remplaçant la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest afin de mettre en oeuvre certaines dispositions de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest et modifiant ou abrogeant la Loi sur les terres territoriales, la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie, d'autres lois et certains décrets et règlements

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2013

MINISTRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU
DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADIEN

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to replace the Northwest Territories Act to implement certain provisions of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement and to repeal or make amendments to the Territorial Lands Act, the Northwest Territories Waters Act, the Mackenzie Valley Resource Management Act, other Acts and certain orders and regulations*”.

SUMMARY

Part 1 enacts the *Northwest Territories Act* and implements certain provisions of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement. It also amends and repeals other Acts and certain orders and regulations.

Part 2 amends the *Territorial Lands Act* to modify the offence and penalty regime and create an administrative monetary penalty scheme. It also adds inspection powers.

Part 3 amends the *Northwest Territories Waters Act* to make changes to the jurisdiction and structure of the Inuvialuit Water Board, to add a regulation-making authority for cost recovery, to establish time limits with respect to the making of certain decisions, to modify the offence and penalty regime, to create an administrative monetary penalty scheme and to make other changes.

Part 4 amends the *Mackenzie Valley Resource Management Act* to consolidate the structure of the Mackenzie Valley Land and Water Board, to establish time limits for environmental assessments and reviews and to expand ministerial policy direction to land use planning boards and the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board. This Part also amends the administration and enforcement provisions of Part 3 of that Act and establishes an administration and enforcement scheme in Part 5 of that Act, including the introduction of enforceable development certificates. Moreover, it adds an administrative monetary penalty scheme to the Act. Lastly, this Part provides for the establishment of regional studies and regulation-making authorities for, among other things, consultation with aboriginal peoples and for cost recovery and incorporates into that Act the water licensing scheme from the *Northwest Territories Waters Act* as part of the implementation of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi remplaçant la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest afin de mettre en oeuvre certaines dispositions de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest et modifiant ou abrogeant la Loi sur les terres territoriales, la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie, d'autres lois et certains décrets et règlements* ».

SOMMAIRE

La partie 1 édicte la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* afin de mettre en oeuvre certaines dispositions de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest. De plus, elle modifie ou abroge d'autres lois et certains décrets et règlements.

La partie 2 modifie le régime d'infractions et de peines de la *Loi sur les terres territoriales* et crée un régime de sanctions administratives pécuniaires. Elle ajoute également des pouvoirs d'inspection.

La partie 3 modifie la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* afin, notamment, d'apporter des changements à la compétence territoriale et à la structure de l'Office inuvialuit des eaux, d'ajouter des pouvoirs réglementaires régissant le recouvrement des coûts, de fixer des délais pour la prise de certaines décisions, de modifier le régime d'infractions et de peines et, enfin, de créer un régime de sanctions administratives pécuniaires.

La partie 4 modifie la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* afin de réorganiser la structure de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, d'établir des délais pour les évaluations et examens des répercussions environnementales et d'étendre l'application des instructions générales obligatoires ministérielles aux offices d'aménagement territoriaux ainsi qu'à l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie. Cette partie modifie en outre les dispositions en matière d'exécution et de contrôle d'application à la partie 3 de cette loi et établit un régime d'exécution et de contrôle d'application à la partie 5 de cette loi et un régime de certificats dans le cadre de l'évaluation environnementale des projets de développement. Elle ajoute également un régime de sanctions administratives pécuniaires. Enfin, elle prévoit l'établissement d'études régionales, des pouvoirs réglementaires concernant notamment la consultation des peuples autochtones et le recouvrement des coûts et incorpore le régime de permis d'utilisation des eaux de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO REPLACE THE NORTHWEST TERRITORIES ACT TO IMPLEMENT CERTAIN PROVISIONS OF THE NORTHWEST TERRITORIES LANDS AND RESOURCES DEVOLUTION AGREEMENT AND TO REPEAL OR MAKE AMENDMENTS TO THE TERRITORIAL LANDS ACT, THE NORTHWEST TERRITORIES WATERS ACT, THE MACKENZIE VALLEY RESOURCE MANAGEMENT, OTHER ACTS AND CERTAIN ORDERS AND REGULATIONS

SHORT TITLE

1. *Northwest Territories Devolution Act*

PART 1

NORTHWEST TERRITORIES ACT

ENACTMENT OF ACT

2. **Enactment**

AN ACT RESPECTING THE NORTHWEST TERRITORIES

SHORT TITLE

1. *Northwest Territories Act*

INTERPRETATION

2. Definitions
3. Consultation

EXECUTIVE POWER

4. Commissioner
5. Deputy Commissioner
6. Oaths
7. Salaries
8. Executive Council
9. Seat of government

TABLE ANALYTIQUE

LOI REMPLAÇANT LA LOI SUR LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST AFIN DE METTRE EN OEUVRE CERTAINES DISPOSITIONS DE L'ENTENTE SUR LE TRANSFERT DES RESPONSABILITÉS LIÉES AUX TERRES ET AUX RESSOURCES DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET MODIFIANT OU ABROGEANT LA LOI SUR LES TERRES TERRITORIALES, LA LOI SUR LES EAUX DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST, LA LOI SUR LA GESTION DES RESSOURCES DE LA VALLÉE DU MACKENZIE, D'AUTRES LOIS ET CERTAINS DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest*

PARTIE 1

LOI SUR LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

ÉDICTION DE LA LOI

2. **Édiction**

LOI CONCERNANT LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*

DÉFINITIONS

2. Définitions
3. Consultation

POUVOIR EXÉCUTIF

4. Commissaire
5. Commissaire adjoint
6. Serments
7. Traitements
8. Conseil exécutif
9. Siège

LEGISLATIVE POWER

LEGISLATIVE ASSEMBLY OF THE NORTHWEST TERRITORIES

10. Continuance
11. Duration
12. Oaths
13. Sittings
14. Speaker
15. Quorum
16. Rules

LEGISLATURE OF THE NORTHWEST TERRITORIES

17. Continuance

LEGISLATIVE POWERS

18. Subjects
19. Laws — natural resources
20. Laws — access to lands and waters
21. Roads on Tliche lands
22. Unitization of straddling resources
23. Federal appurtenant undertakings
24. Composition of water board
25. Restrictions on powers
26. Agreement implementation Acts
27. Laws — conservation of wildlife
28. Laws — borrowing, making loans and investing
29. Withholding assent
30. Transmittal of laws
31. Conflicting laws
32. *Official Languages Act*
33. Amendments concurred in

CONSOLIDATED REVENUE FUND OF THE NORTHWEST TERRITORIES

34. Establishment
35. Recommendation of Commissioner
36. Appropriation of moneys granted by Parliament

PUBLIC ACCOUNTS OF THE NORTHWEST TERRITORIES

37. Fiscal year
38. Submission to Legislative Assembly

POUVOIR LÉGISLATIF

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

10. Maintien
11. Mandat
12. Serments
13. Séances
14. Président
15. Quorum
16. Règles

LÉGISLATURE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

17. Maintien

COMPÉTENCE LÉGISLATIVE

18. Domaines de compétence
19. Lois : ressources naturelles
20. Lois : accès aux terres et aux eaux
21. Routes sur les terres tliches
22. Exploitation des ressources chevauchantes
23. Entreprises fédérales en cause
24. Composition de l'office des eaux
25. Limitation des pouvoirs
26. Lois de mise en oeuvre d'accords
27. Lois : protection de la faune
28. Lois : emprunts, prêts et placements
29. Refus de la sanction
30. Communication au gouverneur en conseil
31. Incompatibilité
32. *Loi sur les langues officielles*
33. Agrément

TRÉSOR DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

34. Composition
35. Recommandation du commissaire
36. Affectation des sommes accordées par le Parlement

COMPTES PUBLICS DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

37. Exercice
38. Présentation à l'assemblée législative

39.	Form and contents	39.	Forme et contenu
40.	Annual audit	40.	Vérification annuelle
41.	Supplementary report	41.	Rapport supplémentaire
42.	Report at Commissioner's request	42.	Rapport à la demande du commissaire
43.	Auditor General's powers	43.	Pouvoirs du vérificateur
ADMINISTRATION OF JUSTICE		ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	
JUDICATURE		ORGANISATION JUDICIAIRE	
44.	Appointment of judges	44.	Nomination des juges
45.	Tenure of judges	45.	Durée des fonctions des juges
SUPREME COURT OF THE NORTHWEST TERRITORIES		COUR SUPRÊME DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
46.	Judges	46.	Juges d'office
47.	Deputy judges	47.	Juge adjoint
48.	Jurisdiction — civil cases	48.	Compétence civile
49.	Jurisdiction — criminal cases	49.	Compétence pénale
COURT OF APPEAL OF THE NORTHWEST TERRITORIES		COUR D'APPEL DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
50.	Sittings	50.	Pouvoir de siéger
PUBLIC LANDS AND WATERS		TERRES DOMANIALES ET EAUX	
ADMINISTRATION AND CONTROL		GESTION ET MAÎTRISE	
51.	Public lands — Commissioner	51.	Terres domaniales : commissaire
52.	Rights in respect of waters	52.	Droits relatifs à des eaux
53.	Relinquishment by Commissioner	53.	Renonciation par le commissaire
54.	Transfer to Commissioner	54.	Transfert au commissaire
RESTRICTIONS		RESTRICTIONS	
55.	Taking of administration and control by Governor in Council	55.	Reprise par le gouverneur en conseil
56.	Prohibition order — public lands	56.	Décret d'interdiction : terres domaniales
57.	Prohibition order — waters	57.	Décret d'interdiction : eaux
58.	Consultation — prohibition orders	58.	Consultation : décrets d'interdiction
COMPENSATION		INDEMNISATION	
59.	No expenditure or compensation	59.	Réserves : dépenses et indemnités
AGREEMENTS		ACCORDS	
60.	Management of waters	60.	Gestion des eaux
AMENDING THIS ACT		MODIFICATION DE LA PRÉSENTE LOI	
61.	Consultation — Minister	61.	Consultation ministérielle

TRANSITIONAL PROVISIONS

- 62. Ordinances
- 63. Commissioner
- 64. Executive Council
- 65. Council
- 66. Speaker
- 67. Judges
- 68. Definitions
- 69. Existing interests
- 70. References to Government of Canada or Minister
- 71. Pending proceedings
- 72. Validity of laws of Legislature
- 73. Indemnification by Government of the Northwest Territories
- 74. Indemnification by Government of Canada
- 75. Limitation on indemnification
- 76. Enforcement actions
- 77. No waiver—solicitor-client privilege
- 78. Assignment of contracts
- 79. Transfer—public property

AMENDMENT TO THIS ACT

- 80. Repeal—subsection 4(3)

AMENDMENTS TO OTHER ACTS

- 3. *Access to Information Act*
- 4. *Arctic Waters Pollution Prevention Act*
- 5. *Canada Evidence Act*
- 6. *Canada Water Act*
- 7. *Crown Liability and Proceedings Act*
- 8. *Electoral Boundaries Readjustment Act*
- 9. *Excise Tax Act*
- 10. *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*
- 11. *Canadian Human Rights Act*
- 12. *Importation of Intoxicating Liquors Act*
- 13. *Department of Indian Affairs and Northern Development Act*
- 14. *Interpretation Act*
- 15–17. *Canada Lands Surveys Act*

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- 62. Ordonnances
- 63. Commissaire
- 64. Conseil exécutif
- 65. Conseil
- 66. Président
- 67. Juges
- 68. Définitions
- 69. Intérêts existants
- 70. Mentions du gouvernement du Canada ou du ministre
- 71. Affaires en instance
- 72. Validation : lois de la législature
- 73. Indemnisation par le gouvernement territorial
- 74. Indemnisation par le gouvernement du Canada
- 75. Réserve : consentement écrit
- 76. Mesures d'exécution
- 77. Secret professionnel maintenu
- 78. Cession des marchés
- 79. Transfert : biens publics

MODIFICATION APPORTÉE À LA PRÉSENTE LOI

- 80. Abrogation du paragraphe 4(3)

MODIFICATIONS APPORTÉES À D'AUTRES LOIS

- 3. *Loi sur l'accès à l'information*
- 4. *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*
- 5. *Loi sur la preuve au Canada*
- 6. *Loi sur les ressources en eau du Canada*
- 7. *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*
- 8. *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*
- 9. *Loi sur la taxe d'accise*
- 10. *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*
- 11. *Loi canadienne sur les droits de la personne*
- 12. *Loi sur l'importation des boissons enivrantes*
- 13. *Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien*
- 14. *Loi d'interprétation*
- 15–17. *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*

18.	<i>National Energy Board Act</i>	18.	<i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i>
19.	<i>Northern Pipeline Act</i>	19.	<i>Loi sur le pipe-line du Nord</i>
20–25.	<i>Canada Oil and Gas Operations Act</i>	20–25.	<i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i>
26.	<i>Privacy Act</i>	26.	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
27.	<i>Statutory Instruments Act</i>	27.	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
28.	<i>Canada Student Loans Act</i>	28.	<i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>
29–31.	<i>Territorial Lands Act</i>	29–31.	<i>Loi sur les terres territoriales</i>
32.	<i>Dominion Water Power Act</i>	32.	<i>Loi sur les forces hydrauliques du Canada</i>
33–34.	<i>Divorce Act</i>	33–34.	<i>Loi sur le divorce</i>
35–37.	<i>Canada Petroleum Resources Act</i>	35–37.	<i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i>
38.	<i>Canadian Multiculturalism Act</i>	38.	<i>Loi sur le multiculturalisme canadien</i>
39–40.	<i>Official Languages Act</i>	39–40.	<i>Loi sur les langues officielles</i>
41.	<i>Hibernia Development Project Act</i>	41.	<i>Loi sur l'exploitation du champ Hibernia</i>
42.	<i>Federal Real Property and Federal Immovables Act</i>	42.	<i>Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux</i>
43.	<i>Nunavut Act</i>	43.	<i>Loi sur le Nunavut</i>
44–45.	<i>Land Titles Repeal Act</i>	44–45.	<i>Loi d'abrogation de la Loi sur les titres de biens-fonds</i>
46.	<i>Oceans Act</i>	46.	<i>Loi sur les océans</i>
47.	<i>Canadian Environmental Protection Act, 1999</i>	47.	<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i>
48–49.	<i>Canada Elections Act</i>	48–49.	<i>Loi électorale du Canada</i>
50–51.	<i>Canada National Parks Act</i>	50–51.	<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i>
52.	<i>Youth Criminal Justice Act</i>	52.	<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>
53.	<i>Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act</i>	53.	<i>Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut</i>
54.	<i>Public Service Labour Relations Act</i>	54.	<i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i>
55.	<i>Public Service Employment Act</i>	55.	<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>
56–57.	<i>Tlicho Land Claims and Self-Government Act</i>	56–57.	<i>Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho</i>
AMENDMENTS TO THE OATHS OF ALLEGIANCE AND OFFICE AND SEAT OF GOVERNMENT ORDER (N.W.T.)		MODIFICATION DU DÉCRET SUR LES SERMENTS D'ALLÉGEANCE ET D'OFFICE ET LE SIÈGE DU GOUVERNEMENT (T.N.-O.)	
58–63.	Amendments	58–63.	Modifications
COORDINATING AMENDMENTS		DISPOSITIONS DE COORDINATION	
64.	2013, c. 14	64.	2013, ch. 14
REPEALS		ABROGATIONS	
<i>Acts</i>		<i>Lois</i>	
65.	<i>Northwest Territories Act</i>	65.	<i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i>
66.	<i>Northwest Territories Waters Act</i>	66.	<i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i>
67.	<i>Northwest Territories Surface Rights Board Act</i>	67.	<i>Loi sur l'Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest</i>

Orders and Regulations

68. *Game Declared in Danger of Becoming Extinct*
 69. *Northwest Territories Reindeer Regulations*
 70. *Management of Forests in the Northwest Territories Designation Order*
 71. *Fire Management in the Northwest Territories Designation Order*
 72. *Northwest Territories Archaeological Sites Regulations*

COMING INTO FORCE

73. Order in council

PART 2

AMENDMENTS TO THE TERRITORIAL LANDS ACT

- 74-77. Amendments

PART 3

NORTHWEST TERRITORIES WATERS ACT

AMENDMENTS TO THE ACT

- 78-99. Amendments

TRANSITIONAL PROVISIONS

- 100-109.

CONSEQUENTIAL AMENDMENT TO THE MACKENZIE VALLEY
RESOURCE MANAGEMENT ACT

110. Amendment

COMING INTO FORCE

111. Order in council

PART 4

MACKENZIE VALLEY RESOURCE MANAGEMENT ACT

AMENDMENTS TO THE ACT

- 112-237. Amendments

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

238. *Access to Information Act*
 239. *Privacy Act*

Décrets et règlements

68. *Gibier déclaré menacé d'extinction*
 69. *Règlement sur les rennes des Territoires du Nord-Ouest*
 70. *Décret désignant la gestion des forêts dans les Territoires du Nord-Ouest*
 71. *Décret désignant la gestion du feu en forêt dans les Territoires du Nord-Ouest*
 72. *Règlement sur les lieux archéologiques des Territoires du Nord-Ouest*

ENTRÉE EN VIGUEUR

73. Décret

PARTIE 2

MODIFICATION DE LA LOI SUR LES TERRES
TERRITORIALES

- 74-77. Modifications

PARTIE 3

LOI SUR LES EAUX DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

MODIFICATION DE LA LOI

- 78-99. Modifications

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- 100-109.

MODIFICATION CORRÉLATIVE À LA LOI SUR LA GESTION DES
RESSOURCES DE LA VALLÉE DU MACKENZIE

110. Modification

ENTRÉE EN VIGUEUR

111. Décret

PARTIE 4

LOI SUR LA GESTION DES RESSOURCES DE LA VALLÉE
DU MACKENZIE

MODIFICATION DE LA LOI

- 112-237. Modifications

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

238. *Loi sur l'accès à l'information*
 239. *Loi sur la protection des renseignements personnels*

240. *Tlicho Land Claims and Self-Government Act*

240. *Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho*

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

241–252.

241-252.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

253. Order in council

253. Décret

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-15

PROJET DE LOI C-15

An Act to replace the Northwest Territories Act to implement certain provisions of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement and to repeal or make amendments to the Territorial Lands Act, the Northwest Territories Waters Act, the Mackenzie Valley Resource Management Act, other Acts and certain orders and regulations

Loi remplaçant la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest afin de mettre en oeuvre certaines dispositions de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest et modifiant ou abrogeant la Loi sur les terres territoriales, la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie, d'autres lois et certains décrets et règlements

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Northwest Territories Devolution Act*.

1. *Loi sur le transfert de responsabilités aux 5 Territoires du Nord-Ouest.*

Titre abrégé
5

PART 1

PARTIE 1

NORTHWEST TERRITORIES ACT

LOI SUR LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

ENACTMENT OF ACT

ÉDICTION DE LA LOI

Enactment

2. **The *Northwest Territories Act* is enacted as follows:**

2. **Est édictée la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, dont le texte suit :**

Édiction

An Act respecting the Northwest Territories

Loi concernant les Territoires du Nord-Ouest

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Northwest Territories Act*.

1. *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

Definitions	2. The following definitions apply in this Act.
“Aboriginal party” « <i>partie autochtone</i> »	“Aboriginal party” means an Aboriginal organization that is a party to the Agreement.
“Agreement” « <i>accord</i> »	“Agreement” means the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013, as amended from time to time.
“federal appurtenant undertaking” « <i>entreprise fédérale en cause</i> »	“federal appurtenant undertaking” means an undertaking in relation to which a use of waters or a deposit of waste is permitted by a licence and that is (a) related to remediation that is performed by or on behalf of Her Majesty in right of Canada (i) under the Agreement, or (ii) in respect of an Excepted Waste Site as defined in section 1.1 of the Agreement; or (b) located on public lands that are under the administration of a federal minister.
“former Act” « <i>ancienne loi</i> »	“former Act” means the <i>Northwest Territories Act</i> , chapter N-27 of the Revised Statutes of Canada, 1985.
“gas” « <i>gaz</i> »	“gas” means natural gas—including coal-bed methane—and all substances other than oil that are produced in association with natural gas.
“Gwich’in Agreement” « <i>accord gwichin</i> »	“Gwich’in Agreement” means the Agreement as defined in section 2 of the <i>Gwich’in Land Claim Settlement Act</i> .
“Inuvialuit Final Agreement” « <i>Convention définitive des Inuvialuits</i> »	“Inuvialuit Final Agreement” means the Agreement as defined in section 2 of the <i>Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act</i> .
“line of delimitation” « <i>ligne de démarcation</i> »	“line of delimitation” means the Line of Delimitation that is described in Schedule 18 to the Agreement.
“minerals” « <i>ressources minérales</i> »	“minerals” means precious or base metals or other non-living naturally occurring substances—including coal, but not including oil, gas or

DÉFINITIONS

2.	Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.	Définitions
« accord »	L’Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, avec ses modifications éventuelles.	« accord » “ <i>Agreement</i> ”
« accord gwichin »	L’Entente au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich’in</i> .	« accord gwichin » “ <i>Gwich’in Agreement</i> ”
« accord du Sahtu »	L’Entente au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu</i> .	« accord du Sahtu » “ <i>Sahtu Agreement</i> ”
« accord sur l’autonomie gouvernementale »	Accord conclu entre Sa Majesté du chef du Canada et un peuple autochtone des Territoires du Nord-Ouest, mis en oeuvre par une loi fédérale et reconnaissant, à la fois : a) le statut en droit et la capacité juridique d’un organisme de gouvernance de ce peuple autochtone; b) le pouvoir de cet organisme d’édicter des lois.	« accord sur l’autonomie gouvernementale » “ <i>self-government agreement</i> ”
« accord tlicho »	L’Accord au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur les revendications territoriales et l’autonomie gouvernementale du peuple tlicho</i> .	« accord tlicho » “ <i>Tlicho Agreement</i> ”
« ancienne loi »	La <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i> , chapitre N-27 des Lois révisées du Canada (1985).	« ancienne loi » “ <i>former Act</i> ”
« Convention définitive des Inuvialuits »	La Convention au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l’Arctique</i> .	« Convention définitive des Inuvialuits » “ <i>Inuvialuit Final Agreement</i> ”
« eaux »	Eaux intérieures qui se trouvent à la surface ou dans le sous-sol des terres situées dans la région intracôtère, qu’elles soient à l’état liquide ou solide.	« eaux » “ <i>waters</i> ”
« entente de règlement »	Entente mentionnée à l’annexe 1 de l’accord.	« entente de règlement » “ <i>settlement agreement</i> ”

	water—that are, or were before their production, part of the land, whether solid, liquid or gaseous.	« entreprise fédérale en cause » Entreprise à l'égard de laquelle un permis visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets a été délivré et qui, selon le cas :	« entreprise fédérale en cause » "federal appurtenant undertaking"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.	5 a) est liée à des travaux d'assainissement exécutés par l'État fédéral ou pour son compte :	5
"Northwest Territories" « Territoires du Nord-Ouest »	"Northwest Territories" means that part of Canada that is north of the 60th parallel of north latitude, west of the boundary described in Schedule I to the <i>Nunavut Act</i> and not within Yukon.	(i) soit au titre de l'accord, (ii) soit à l'égard d'une décharge publique visée par une exception au sens de l'article 10.1.1 de l'accord;	
"oil" « pétrole »	"oil" means (a) crude petroleum—regardless of gravity—that is produced at a well-head in liquid form; or (b) any other hydrocarbons—except coal and gas—including hydrocarbons that may be extracted or recovered from surface or subsurface deposits, including deposits of oil sand, bitumen, bituminous sand or oil shale and other types of deposits.	b) est située sur des terres domaniales dont un ministre fédéral a la gestion. « gaz » Le gaz naturel—notamment le méthane de houille—et toutes les substances produites avec ce gaz, à l'exclusion du pétrole. « ligne de démarcation » La ligne de délimitation décrite à l'annexe 18 de l'accord.	« gaz » "gas" « ligne de démarcation » "line of delimitation"
"onshore" « région intracôtière »	"onshore" means that part of Canada that is north of the 60th parallel of north latitude, west of the boundary described in Schedule I to the <i>Nunavut Act</i> and not within Yukon that consists of the following lands: (a) lands, including lands under water, that lie landward of the low-water line—or in respect of Inuvialuit lands as defined in section 2 of the Inuvialuit Final Agreement, landward of the mean or ordinary high-water mark—of the sea coast of the mainland or of the sea coast of any naturally occurring permanent island; (b) lands under water that are within small enclosed bays along the sea coast of the mainland or the sea coast of any naturally occurring permanent island; and (c) lands, including lands under water, that lie landward of the line of delimitation and seaward of the low-water line—or in respect of lands that are contiguous with the sea coast of Inuvialuit lands as defined in section 2 of the Inuvialuit Final Agreement, seaward of the mean or ordinary high-water mark—of the sea coast of the mainland.	« ministre » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. « partie autochtone » Organisation autochtone qui est une partie à l'accord. « petite baie fermée » Indentation côtière qui satisfait aux conditions suivantes : a) la distance de la ligne droite parcourant l'entrée de l'indentation au niveau de basse mer est d'au plus quatre kilomètres; b) l'aire de l'indentation, incluant les îles ou parties d'île qui y sont situées, est supérieure à celle d'un demi-cercle dont le diamètre correspond à la ligne droite visée à l'alinéa a). « pétrole » Le pétrole brut, quelle que soit sa densité, qui est extrait à la tête de puits sous forme liquide et les autres hydrocarbures, à l'exclusion du charbon et du gaz, notamment ceux qui peuvent être extraits ou récupérés de gisements en affleurement ou souterrains de sables pétrolifères, de bitume, de sables ou de schistes bitumineux, ou d'autres sortes de gisements.	20 « ministre » "Minister" « partie autochtone » "Aboriginal party" « petite baie fermée » "small enclosed bay" « pétrole » "oil"

It does not include lands that lie seaward of the line of delimitation, other than those lands — including lands under water — that lie landward of the low-water line of the sea coast of those naturally occurring permanent islands and those lands under water that are within small enclosed bays along the sea coast of those islands.

“public lands”
« terres
domaniales »

“public lands” means

(a) lands — including minerals, oil, gas, timber or wood and buildings, structures, improvements or other fixtures — that are situated in the onshore and that belong to Her Majesty in right of Canada; or

(b) interests — in lands that are situated in the onshore — that belong to Her Majesty in right of Canada.

“Sahtu Agreement”
« accord du Sahtu »

“Sahtu Agreement” means the Agreement as defined in section 2 of the *Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act*.

“self-government agreement”
« accord sur l'autonomie gouvernementale »

“self-government agreement” means an agreement between Her Majesty in right of Canada and an Aboriginal people of the Northwest Territories that is implemented by an Act of Parliament and that recognizes

(a) the legal status and capacity of a governing body to represent that Aboriginal people; and

(b) the authority of that governing body to enact laws.

“settlement agreement”
« entente de règlement »

“settlement agreement” means an agreement that is listed in Schedule 1 to the Agreement.

“settlement lands”
« terres visées par un règlement »

“settlement lands” means lands in the Northwest Territories whose title is vested in an Aboriginal organization under a settlement agreement.

“small enclosed bay”
« petite baie fermée »

“small enclosed bay” means any coastal indentation that meets the following conditions:

(a) the distance of a straight line across the entrance of the indentation at the low-water line measures four kilometres or less; and

« région intracôtière » La partie du Canada située au nord du soixantième parallèle de latitude nord et à l'ouest de la limite décrite à l'annexe I de la *Loi sur le Nunavut* — à l'exclusion du Yukon —, qui comprend les terres suivantes :

« région intracôtière »
“onshore”

a) les terres, y compris celles se trouvant sous l'eau, situées vers la terre, à partir du niveau de basse mer — ou de la laisse de basse mer ordinaire ou moyenne, dans le cas de terres inuvaluites au sens de l'article 2 de la Convention définitive des Inuvaluits — de la côte de la partie continentale ou de la côte de toute île permanente naturelle;

b) les terres se trouvant sous l'eau dans de petites baies fermées le long de la côte de la partie continentale ou de la côte de toute île permanente naturelle;

c) les terres, y compris celles se trouvant sous l'eau, situées vers la terre, à partir de la ligne de démarcation, et vers la mer, à partir du niveau de basse mer — ou de la laisse de basse mer ordinaire ou moyenne, dans le cas de terres contiguës à la côte des terres inuvaluites au sens de l'article 2 de la Convention définitive des Inuvaluits — de la côte de la partie continentale.

Sont toutefois exclues les terres situées vers la mer, à partir de la ligne de démarcation, à l'exception, d'une part, des terres, y compris celles se trouvant sous l'eau, situées vers la terre, à partir du niveau de basse mer de la côte des îles permanentes naturelles et, d'autre part, des terres se trouvant sous l'eau dans de petites baies fermées le long de la côte des îles permanentes naturelles.

« ressources minérales » Métaux précieux, métaux de base ou autres substances naturelles non vivantes — notamment le charbon, mais à l'exclusion du pétrole, du gaz et de l'eau — qui font partie des terres ou qui en faisaient partie avant leur production, sous forme solide, liquide ou gazeuse.

« ressources minérales »
“minerals”

« terres domaniales » Les terres — y compris les ressources minérales, le pétrole, le gaz, les bois et forêts ainsi que les bâtiments, les structures, les améliorations et les autres accessoires —

« terres domaniales »
“public lands”

	(b) the area of the indentation, including any islands or parts of islands lying within the indentation, is greater than that of a semi-circle whose diameter is the distance of the straight line referred to in paragraph (a).	situées dans la région intracôtière et qui appartiennent à l'État fédéral, et les intérêts que celui-ci détient sur des terres situées dans cette région.	
"Tlicho Agreement" « accord tlicho »	"Tlicho Agreement" means the Agreement as defined in section 2 of the <i>Tlicho Land Claims and Self-Government Act</i> .	5 « terres visées par un règlement » Terres des Territoires du Nord-Ouest dont le titre est acquis par une organisation autochtone au titre d'une entente de règlement.	5 « terres visées par un règlement » "settlement lands"
"waters" « eaux »	"waters" means any inland waters — whether in a liquid or frozen state — that are on or below the surface of lands that are situated in the onshore.	10 « Territoires du Nord-Ouest » La partie du Canada située au nord du soixantième parallèle de latitude nord et à l'ouest de la limite décrite à l'annexe I de la <i>Loi sur le Nunavut</i> , à l'exclusion du Yukon.	10 « Territoires du Nord-Ouest » "Northwest Territories"
Consultation	3. Wherever in this Act a reference is made, in relation to any matter, to a duty to consult, that duty must be exercised (a) by providing the person to be consulted with the following: (i) notice of the matter in sufficient form and detail to allow the person to prepare their views on the matter, (ii) a reasonable period for the person to prepare those views, and (iii) an opportunity to present those views to the person having that duty; and (b) by considering, fully and impartially, any views so presented.	15 3. Toute consultation qui doit être effectuée sous le régime de la présente loi comporte l'envoi à la personne à consulter d'un avis suffisamment détaillé pour lui permettre de préparer ses arguments, l'octroi d'un délai suffisant pour ce faire et l'occasion de présenter ceux-ci à la personne qui est tenue de consulter; elle comporte également une étude approfondie et impartiale de ces arguments.	Consultation
	EXECUTIVE POWER	POUVOIR EXÉCUTIF	
Commissioner	4. (1) A Commissioner of the Northwest Territories must be appointed by order of the Governor in Council.	4. (1) Le gouverneur en conseil nommé, par décret, le commissaire des Territoires du Nord-Ouest.	Commissaire
Publication of order	(2) The order appointing the Commissioner must be published in the <i>Canada Gazette</i> .	(2) Le décret de nomination est publié dans la <i>Gazette du Canada</i> .	25 Publication du décret
Instructions	(3) The Commissioner must act in accordance with any written instructions given to him or her by the Governor in Council or the Minister.	(3) Le commissaire exerce ses attributions conformément aux instructions écrites du gouverneur en conseil ou du ministre.	Instructions
Deputy Commissioner	5. (1) The Governor in Council may appoint a Deputy Commissioner to act as Commissioner during the Commissioner's absence or inability or when that office is vacant.	5. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer un commissaire adjoint pour assurer l'intérim en cas d'absence ou d'empêchement du commissaire ou de vacance de son poste.	30 Commissaire adjoint

Absence, inability or vacancy	(2) The senior judge, within the meaning of subsection 22(3) of the <i>Judges Act</i> , of the Supreme Court of the Northwest Territories is authorized to act as Deputy Commissioner during the Deputy Commissioner's absence or inability or when that office is vacant.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du commissaire adjoint ou de vacance de son poste, l'intérim est assuré par le juge principal — au sens du paragraphe 22(3) de la <i>Loi sur les juges</i> — de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.	Intérim
Oaths	6. Before assuming office, the Commissioner and the Deputy Commissioner must take and subscribe the oath of office and the oath of allegiance prescribed by the Governor in Council.	6. Préalablement à leur entrée en fonctions, le commissaire et le commissaire adjoint prêtent et souscrivent les serments professionnel et d'allégeance prescrits par le gouverneur en conseil.	Serments
Salaries	7. The salary of the Commissioner and of the Deputy Commissioner are to be fixed by the Governor in Council and paid out of the Consolidated Revenue Fund of Canada.	7. Les traitements du commissaire et du commissaire adjoint sont fixés par le gouverneur en conseil et payés sur le Trésor fédéral.	Traitements
Executive Council	8. An Executive Council of the Northwest Territories is established, the members of which are to be appointed by the Commissioner.	8. Est institué le Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest, dont les membres sont nommés par le commissaire.	Conseil exécutif
Seat of government	9. The seat of the Government of the Northwest Territories is at Yellowknife or at another place in the Northwest Territories that is designated by the Legislature.	9. Le siège de l'administration des Territoires du Nord-Ouest est fixé à Yellowknife ou à tout autre endroit de ces territoires désigné par la Législature des Territoires du Nord-Ouest.	Siège

LEGISLATIVE POWER

POUVOIR LÉGISLATIF

LEGISLATIVE ASSEMBLY OF THE NORTHWEST TERRITORIES

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Continuance	10. The Council of the Northwest Territories established under the former Act is continued as the Legislative Assembly of the Northwest Territories. Each member of the Legislative Assembly is elected to represent an electoral district in the Northwest Territories.	10. Est maintenue sous le nom de « Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest » l'institution composée des députés élus pour représenter chacun une des circonscriptions électorales de ces territoires — dans l'ancienne loi, le Conseil des Territoires du Nord-Ouest.	Maintien
Duration	11. (1) No Legislative Assembly is to continue for longer than five years after the day on which the writs are returned for a general election, but the Commissioner may dissolve it before then.	11. (1) Sauf dissolution décidée par le commissaire, le mandat maximal de l'assemblée législative est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections correspondantes.	Mandat
Writs	(2) Writs for the election of members of the Legislative Assembly are to be issued on the Commissioner's instructions.	(2) Les brefs relatifs aux élections législatives sont délivrés sur l'ordre du commissaire et selon ses instructions.	Brefs
Oaths	12. Before assuming office, each member of the Legislative Assembly must take and subscribe before the Commissioner the oath of office prescribed by the Legislature of the	12. Préalablement à son entrée en fonctions, chaque député prête et souscrit devant le commissaire, d'une part, le serment professionnel prescrit par la Législature des Territoires du	Serments

	Northwest Territories and the oath of allegiance set out in the Fifth Schedule to the <i>Constitution Act, 1867</i> .	Nord-Ouest et, d'autre part, le serment d'allégeance prévu à la cinquième annexe de la <i>Loi constitutionnelle de 1867</i> .	
Sittings	13. The Legislative Assembly must sit at least once every 12 months.	13. L'assemblée législative tient une séance 5 au moins une fois tous les douze mois.	Séances 5
Speaker	14. (1) The Legislative Assembly must elect one member as Speaker to preside over the Legislative Assembly when it is sitting.	14. (1) L'assemblée législative choisit en son sein son président de séance.	Président
Speaker's vote	(2) The Speaker may vote in the Legislative Assembly only in the case of a tie.	(2) Le président ne participe aux décisions de 10 l'assemblée qu'en cas de partage.	Droit de vote
Quorum	15. A majority of the members of the Legislative Assembly, including the Speaker, constitutes a quorum.	15. Le quorum est constitué par la majorité 10 des députés, y compris le président.	Quorum
Rules	16. The Legislative Assembly may make rules for its operations and procedures, except 15 in relation to the subjects set out in paragraph 18(1)(b).	16. L'assemblée législative peut établir des règles pour régir ses activités, sauf en ce qui 15 traite aux questions relevant des domaines de compétence prévus à l'alinéa 18(1)b).	Règles 15
	LEGISLATURE OF THE NORTHWEST TERRITORIES	LÉGISLATURE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
Continuance	17. The Commissioner in Council as defined in section 2 of the former Act is continued as the Legislature of the Northwest Territories; the 20 Legislature consists of the Commissioner and the Legislative Assembly.	17. Le commissaire en conseil, au sens de l'article 2 de l'ancienne loi, est maintenu sous le nom de « Législature des Territoires du Nord-Ouest »; cette législature est composée du 20 commissaire et de l'assemblée législative.	Maintien 20
	LEGISLATIVE POWERS	COMPÉTENCE LÉGISLATIVE	
Subjects	18. (1) The Legislature may make laws in relation to the following subjects in respect of the Northwest Territories: (a) the election of members of the Legislative Assembly, including the name and number of electoral districts and the qualifications of electors and candidates; (b) the disqualification of persons from 30 sitting or voting as members of the Legislative Assembly and the privileges, indemnities and expenses of those members; (c) the Executive Council; (d) the establishment and tenure of public 35 offices and the appointment, conditions of employment and payment of office-holders; (e) municipal and local institutions;	18. (1) La législature a compétence pour légiférer dans les domaines ci-après en ce qui 25 touche les Territoires du Nord-Ouest : a) les élections législatives, notamment l'éligibilité, l'exercice du droit de vote ainsi que 25 le nombre de circonscriptions électorales et leur nom; b) le droit de siéger à l'assemblée législative et celui d'y voter, les privilèges des députés ainsi que les indemnités qui leur sont payées; 30 c) le Conseil exécutif; d) la création de postes dans la fonction publique, les conditions d'occupation de ceux-ci ainsi que la nomination et la rémunération des titulaires; 35 e) les institutions municipales et locales;	Domaines de compétence

- (f) direct taxation and licensing in order to raise revenue for territorial, municipal or local purposes;
- (g) the levying of a tax on furs—or any other parts of fur-bearing animals—that are to be shipped or taken from the Northwest Territories to any place outside the Northwest Territories;
- (h) the incorporation of companies with territorial objects, except railway—other than street railway—, steamship, air transport, telegraph and telephone companies;
- (i) the solemnization of marriage;
- (j) property and civil rights;
- (k) the administration of justice, including the constitution, maintenance and organization of territorial courts—of both civil and criminal jurisdiction—and procedure in civil matters in those courts;
- (l) the establishment, maintenance and management of prisons and other places of confinement;
- (m) the conservation of wildlife and its habitat;
- (n) waters—the rights in respect of which are under the administration and control of the Commissioner—including the disposition under subsection 52(3) of those rights, the deposit of waste in those waters and what constitutes waste;
- (o) education, but any law respecting education must provide that
- (i) a majority of the ratepayers of any part of the Northwest Territories may establish any school in that part that they think fit and make the necessary assessment and collection of rates for it, and
- (ii) the minority of the ratepayers of that part of the Northwest Territories—whether Protestant or Roman Catholic—may establish separate schools in that part and, if they do so, are liable to assessments of only the rates that they impose on themselves in respect of those schools;
- (p) immigration;
- f) les impôts directs et les licences pour la perception de recettes à des fins territoriales, municipales ou locales;
- g) le prélèvement d'une taxe sur les fourrures—ou sur toute autre partie d'un animal à fourrure—expédiées ou emportées à l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest;
- h) l'attribution de la personnalité morale à des compagnies d'intérêt territorial, à l'exclusion de celles oeuvrant dans les domaines du chemin de fer—exception faite des compagnies de tramway—, des bateaux à vapeur, du transport aérien, du télégraphe et du téléphone;
- i) la célébration du mariage;
- j) la propriété et les droits civils;
- k) l'administration de la justice, notamment la constitution, la prise en charge financière et matérielle et l'organisation des tribunaux territoriaux, de compétence tant civile que criminelle, ainsi que la procédure civile devant ces tribunaux;
- l) la création, l'entretien et la gestion de prisons et autres lieux de détention;
- m) la protection de la faune et de son habitat;
- n) les eaux, dans le cas où le commissaire a la gestion et la maîtrise des droits relatifs à celles-ci, notamment l'aliénation de tels droits en vertu du paragraphe 52(3), le dépôt de déchets dans ces eaux et ce qui constitue un déchet;
- o) l'éducation, à condition que les lois s'y rapportant confèrent toujours le droit :
- (i) à la majorité des contribuables de toute partie des Territoires du Nord-Ouest d'établir dans cette partie les écoles qu'elle juge indiquées et de procéder à la répartition et à la perception des taxes nécessaires à cette fin,
- (ii) à la minorité des contribuables de cette partie des Territoires du Nord-Ouest, qu'elle soit protestante ou catholique romaine, d'établir dans cette partie des écoles séparées, auquel cas les contribuables qui ont établi ces écoles ne sont

- (q) those public lands that are under the administration and control of the Commissioner, including their disposition under subsection 51(1);
- (r) intoxicants, including what constitutes an intoxicant; 5
- (s) hospitals and charities;
- (t) agriculture;
- (u) the entering into of intergovernmental agreements by the Commissioner or any other official of the Government of the Northwest Territories; 10
- (v) the expenditure of money for territorial purposes;
- (w) the adoption and use of an official seal; 15
- (x) generally, all matters of a merely local or private nature;
- (y) the imposition of fines, penalties, imprisonment or other punishments in respect of a contravention of a provision of a law of the Legislature; and 20
- (z) any other subject that may be designated by order of the Governor in Council.
- assujettis qu'aux taxes qu'ils s'imposent eux-mêmes à cet égard et qu'ils répartissent en conséquence;
- p) l'immigration;
- q) les terres domaniales dont le commissaire a la gestion et la maîtrise, notamment leur aliénation en vertu du paragraphe 51(1); 5
- r) les substances enivrantes, notamment ce qu'est une telle substance;
- s) les hôpitaux et oeuvres de bienfaisance; 10
- t) l'agriculture;
- u) la conclusion d'accords intergouvernementaux par le commissaire ou tout autre fonctionnaire territorial;
- v) les dépenses à des fins territoriales; 15
- w) l'adoption d'un sceau officiel et son utilisation;
- x) de façon générale, toutes les questions d'intérêt purement local ou privé;
- y) l'imposition de peines — amende, emprisonnement ou autres — pour infraction aux dispositions d'une de ses lois; 20
- z) les autres domaines éventuellement désignés par décret.

Laws —
intoxicants

(2) The Legislature may make laws relating to the importation of intoxicants into the Northwest Territories from another part of Canada or elsewhere and defining what constitutes an intoxicant for the purposes of those laws. 25

(2) Elle a compétence pour légiférer sur l'introduction dans les Territoires du Nord-Ouest de substances enivrantes provenant d'une autre partie du Canada ou de l'étranger, et notamment définir, dans ce contexte, ce qu'est une telle substance. 30

Lois : substances
enivrantesLaws — natural
resources

19. (1) The Legislature may make laws in relation to the following subjects in respect of the onshore: 30

(a) exploration for non-renewable natural resources;

(b) the development, conservation and management of non-renewable natural resources and forestry resources, including the rate of primary production from those resources; 35

(c) oil and gas pipelines that are situated entirely in the onshore; 40

19. (1) La législature a compétence pour légiférer dans les domaines ci-après en ce qui touche la région intracôtière :

a) la prospection des ressources naturelles non renouvelables; 35

b) l'exploitation, la conservation et la gestion de ces ressources et des ressources forestières, notamment le rythme de la production primaire tirée de ces ressources;

c) les pipelines d'hydrocarbures entièrement situés dans la région intracôtière; 40

Lois : ressources
naturelles

	(d) the development, conservation and management of sites and facilities for the production of electrical energy; and	d) l'aménagement, la conservation et la gestion des emplacements et des installations destinés à la production d'énergie électrique;	
	(e) the export, from the onshore to another part of Canada, of the primary production from non-renewable natural resources and forestry resources and of the electrical energy that is produced in the onshore.	e) l'exportation, depuis la région intracôtière, à destination d'une autre partie du Canada, de la production primaire tirée des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières, et de l'énergie électrique produite dans la région intracôtière.	
Limitation — no discrimination	(2) A law that is made under paragraph (1)(e) is not to authorize or provide for discrimination in prices or in supplies that are exported.	(2) Les lois édictées en vertu de l'alinéa (1)e ne peuvent cependant autoriser ni prévoir des disparités de prix ou des disparités dans les exportations.	Réserve : exportations
Laws — taxation	(3) The Legislature may make laws in relation to the raising of money by any mode of taxation in respect of resources referred to in paragraph (1)(b) and the primary production from those resources and in respect of sites and facilities referred to in paragraph (1)(d) and the production of electrical energy from those sites and facilities. The Legislature may make those laws even if the production is exported.	(3) La législature a compétence pour légiférer en vue de prélever des sommes par tout mode de taxation des ressources visées à l'alinéa (1)b — ainsi que de la production primaire tirée de celles-ci — et des emplacements et installations visés à l'alinéa (1)d — ainsi que de leur production d'énergie électrique —, que la production en cause soit exportée ou non.	Lois : taxation
Limitation — no differentiation	(4) A law that is made under subsection (3) is not to authorize or provide for taxation that differentiates between production that is exported and that which is not.	(4) Les lois édictées en vertu du paragraphe (3) ne peuvent cependant ni autoriser ni prévoir une taxation établissant une distinction entre ce qui est exporté et ce qui ne l'est pas.	Réserve : absence de distinction
Definition of "primary production"	(5) In this section, "primary production" means (a) production from a non-renewable natural resource if (i) it is in the form in which the resource exists on its recovery or severance from its natural state, or (ii) it results from processing or refining the resource and is not (A) a manufactured product, or (B) a product that results from refining crude oil, refining upgraded heavy crude oil, refining gases or liquids derived from coal or refining a synthetic equivalent of crude oil; and	(5) Au présent article, « production primaire » s'entend : a) s'agissant de ressources naturelles non renouvelables : (i) du produit qui se présente sous la même forme que lors de son extraction du milieu naturel, (ii) du produit non manufacturé de la transformation, du raffinage ou de l'affinage de ressources, à l'exception du produit du raffinage du pétrole brut, du raffinage du pétrole brut lourd amélioré, du raffinage des gaz ou liquides dérivés du charbon ou du raffinage d'un équivalent synthétique du pétrole brut; b) s'agissant de ressources forestières, de la production qui est constituée de tout produit primaire du bois — notamment des billots, des poteaux, du bois d'oeuvre, des copeaux	Définition de « production primaire »

	(b) production from a forestry resource if the product consists of sawlogs, poles, lumber, wood chips, sawdust or any other primary wood product—or of wood pulp—and is not manufactured from wood.	5	ou de la sciure — ou de pâte de bois, mais ne vise pas la production qui est constituée de produits manufacturés en bois.	
No derogation	(6) Nothing in subsections (1) to (5) derogates from any powers that the Legislature has under this Act.		(6) Les paragraphes (1) à (5) ne portent pas atteinte aux compétences et aux pouvoirs conférés à la législature par les autres dispositions de la présente loi.	5 Compétences et pouvoirs de la législature
Laws — access to lands and waters	20. The Legislature may make laws in relation to access to the public lands that are under the administration of a federal minister and to the waters overlying those lands, including the compensation that is to be paid in respect of that access.	10	20. La législature a compétence pour légiférer sur l'accès aux terres domaniales dont un ministre fédéral a la gestion — et aux eaux qui s'y trouvent —, notamment l'indemnité à payer pour cet accès.	Lois : accès aux terres et aux eaux
Roads on Tlicho lands	21. Laws of the Legislature that are made in relation to public highways apply to roads identified in the Tlicho Agreement — as if they were on public lands — if the Tlicho Agreement provides that those laws apply to those roads.	15	21. Si l'accord tlicho le prévoit, les lois de la législature relatives aux routes publiques s'appliquent aux routes spécifiées dans l'accord tlicho comme si celles-ci étaient situées sur les terres domaniales.	Routes sur les terres tlichos
Unitization of straddling resources	22. (1) Despite sections 18 and 19, the Legislature must not amend a law of the Legislature without the consent of the Governor in Council if the law as amended would (a) affect the unitization of those straddling resources that are referred to in the Agreement for Coordination and Cooperation in the Management and Administration of Petroleum Resources in the Inuvialuit Settlement Region that was made on June 25, 2013, as amended from time to time; or (b) limit how that agreement applies to or is implemented by the Government of the Northwest Territories.	20 25 30	22. (1) Malgré les articles 18 et 19, ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement du gouverneur en conseil les lois de la législature qui, dans leur version modifiée : a) soit auraient une incidence sur l'exploitation en commun des ressources chevauchantes visées par l'entente de coordination et de coopération à l'égard de la gestion et de l'administration des ressources pétrolières et gazières dans la région désignée des Inuvialuits, conclue le 25 juin 2013, avec ses modifications éventuelles; b) soit limiteraient la mesure dans laquelle cette entente s'applique au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ou la mesure dans laquelle celui-ci doit la mettre en oeuvre.	Exploitation des ressources chevauchantes
National Energy Board	(2) Despite sections 18 and 19, during the period of 20 years beginning on the day on which section 1 comes into force, the Legislature must not amend a law of the Legislature without the consent of the Governor in Council if the law as amended would affect the regulatory functions of the National Energy Board in that part of the Inuvialuit Settlement Region — as defined in section 2 of the Inuvialuit Final Agreement — that is situated in the onshore.	35 40	(2) Malgré les articles 18 et 19, au cours des vingt années suivant l'entrée en vigueur de l'article 1, ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement du gouverneur en conseil les lois de la législature qui, dans leur version modifiée, auraient une incidence sur l'exercice des fonctions de réglementation de l'Office national de l'énergie à l'égard de la partie de la région désignée — au sens de l'article 2 de la Convention définitive des Inuvialuits — comprise dans la région intracôtière.	Office national de l'énergie

Federal appurtenant undertakings

23. Only a federal minister may, in relation to a federal appurtenant undertaking, exercise the following powers and functions under a law of the Legislature:

- (a) approve the issuance, renewal or amendment of a licence permitting the use of waters or the deposit of waste in waters;
- (b) consent to a declaration by a water board that an amendment to such a licence — as a result of which the use, flow or quality of waters would be altered — is required on an emergency basis;
- (c) approve the form of any security posted in respect of such a licence;
- (d) hold and apply the security;
- (e) exercise powers that are substantially the same as those set out in section 39 of the *Northwest Territories Waters Act*, as it read immediately before the coming into force of section 1;
- (f) issue policy directions to a water board that may issue, renew or amend such a licence; and
- (g) designate inspectors and grant them powers that are substantially the same as those set out in section 37 or 44.02 of the *Northwest Territories Waters Act*, as they read immediately before the coming into force of section 1.

Composition of water board

24. For every five members who are appointed to a water board that may — under a law of the Legislature — issue, renew or amend a licence permitting the use of waters or the deposit of waste in waters, one must be nominated by a federal minister.

Restrictions on powers

25. (1) Nothing in subsection 18(1) or section 19 must be construed as giving the Legislature greater powers than are given to legislatures of provinces under sections 92, 92A and 95 of the *Constitution Act, 1867*.

Entreprises fédérales en cause

23. Seul un ministre fédéral peut exercer, à l'égard de l'entreprise fédérale en cause, les attributions ci-après prévues sous le régime de toute loi de la législature :

- a) l'approbation de la délivrance, du renouvellement ou de la modification d'un permis visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets dans des eaux;
- b) le consentement à une déclaration par l'office des eaux portant que la modification à un tel permis, qui aurait des répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau, s'impose d'urgence;
- c) l'approbation de la forme de toute garantie déposée à l'égard d'un tel permis;
- d) la détention et l'utilisation d'une telle garantie;
- e) l'exercice de pouvoirs substantiellement les mêmes que ceux prévus à l'article 39 de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 1;
- f) l'établissement de directives à l'intention d'un office des eaux pouvant délivrer, renouveler ou modifier un tel permis;
- g) la désignation d'inspecteurs et l'octroi de pouvoirs qui sont substantiellement les mêmes que ceux prévus aux articles 37 et 44.02 de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 1.

Composition de l'office des eaux

24. Pour chaque tranche de cinq membres de tout office des eaux pouvant, sous le régime d'une loi de la législature, délivrer, renouveler ou modifier un permis visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets dans des eaux, un de ces membres est nommé sur la recommandation du ministre fédéral.

Limitation des pouvoirs

25. (1) Le paragraphe 18(1) et l'article 19 n'ont pas pour effet de conférer à la législature des pouvoirs plus étendus que ceux qu'attribuent aux législatures provinciales les articles 92, 92A et 95 de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

Water power	(2) Despite subsection 18(1) and sections 19 and 20, the Legislature must not make laws in respect of the right to the use and flow of waters for the production or generation of water power to which the <i>Dominion Water Power Act</i> applies.	(2) Est soustrait aux domaines de compétence conférés par le paragraphe 18(1) et les articles 19 et 20 le droit d'utilisation des eaux et de leur énergie motrice aux fins de production de forces hydrauliques visées par la <i>Loi sur les forces hydrauliques du Canada</i> .	Forces hydrauliques
Agreement implementation Acts	26. Despite subsection 25(1), the Legislature may, in exercising its powers under sections 18 and 19 for the purpose of implementing an Aboriginal land claim agreement or a self-government agreement, make laws that are in relation to the matters coming within class 24 of section 91 of the <i>Constitution Act, 1867</i> .	26. Malgré le paragraphe 25(1), la législature peut, dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par les articles 18 et 19, édicter des lois touchant les matières visées au point 24 de l'article 91 de la <i>Loi constitutionnelle de 1867</i> en vue de mettre en oeuvre les accords sur les revendications territoriales des peuples autochtones ou sur l'autonomie gouvernementale.	Lois de mise en oeuvre d'accords
Laws — conservation of wildlife	27. Despite subsection 25(1), any law of the Legislature that is in relation to the conservation of wildlife applies, unless the contrary intention appears in it, to and in respect of Aboriginal people.	27. Malgré le paragraphe 25(1), les lois de la législature concernant la protection de la faune s'appliquent, sauf intention contraire expresse, aux autochtones.	Lois : protection de la faune
Laws — borrowing, making loans and investing	28. (1) The Legislature may make laws for the (a) borrowing of money by the Commissioner on behalf of the Northwest Territories for territorial, municipal or local purposes; (b) making of loans to persons; and (c) investing by the Commissioner of surplus money standing to the credit of the Consolidated Revenue Fund of the Northwest Territories.	28. (1) La législature a compétence pour légiférer dans les domaines suivants : a) les emprunts faits par le commissaire pour le compte des Territoires du Nord-Ouest à des fins territoriales, municipales ou locales; b) les prêts consentis à des personnes; c) le placement, par le commissaire, des excédents du Trésor des Territoires du Nord-Ouest.	Lois : emprunts, prêts et placements
Restriction	(2) The aggregate of all borrowings is not to exceed the maximum amount set under subsection (4).	(2) Le montant total des emprunts ne peut excéder le plafond fixé en vertu du paragraphe (4).	Réserve
Charge on Consolidated Revenue Fund	(3) The repayment of money borrowed under a law made under paragraph (1)(a)—and the payment of interest on that money—is a charge on and is payable out of the Consolidated Revenue Fund of the Northwest Territories.	(3) Le remboursement de tout emprunt visé à l'alinéa (1)a) et le paiement des intérêts afférents sont imputables au Trésor des Territoires du Nord-Ouest.	Imputation sur le Trésor
Maximum amount— borrowings	(4) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, set the maximum amount of the aggregate of all borrowings.	(4) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre des Finances, fixer le plafond de l'ensemble des emprunts.	Plafond des emprunts

	Territories from granting rights in respect of, or providing services in, English, French or a language of an Aboriginal people of Canada—in addition to the rights and services provided for in the <i>Official Languages Act</i> referred to in subsection (1)—whether by amendment, without the concurrence of Parliament, or by any other means.	de ces territoires d'accorder des droits à l'égard du français, de l'anglais ou de la langue d'un peuple autochtone du Canada ou de fournir des services dans ces langues, en plus des droits et services prévus par la <i>Loi sur les langues officielles</i> visée au paragraphe (1), que ce soit par modification de celle-ci, sans le concours du Parlement, ou par tout autre moyen.	
Amendments concurred in	33. (1) Parliament concurs in <i>An Act to amend the Official Languages Act</i> , made on 10 October 29, 1990 by the Commissioner in Council.	33. (1) Le Parlement donne son agrément à la <i>Loi modifiant la Loi sur les langues officielles</i> , adoptée le 29 octobre 1990 par le commissaire en conseil.	Agrément
March 12, 1992	(2) Parliament concurs in <i>An Act to amend the Official Languages Act</i> , made on March 12, 1992 by the Commissioner in Council.	(2) Le Parlement donne son agrément à la <i>Loi modifiant la Loi sur les langues officielles</i> , adoptée le 12 mars 1992 par le commissaire en conseil.	12 mars 1992
	CONSOLIDATED REVENUE FUND OF THE NORTHWEST TERRITORIES	TRÉSOR DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
Establishment	34. (1) All public moneys over which the Legislature has the power of appropriation are to form a fund to be known as the Consolidated Revenue Fund of the Northwest Territories.	34. (1) Les fonds publics susceptibles d'affectation par la législature constituent le Trésor des Territoires du Nord-Ouest.	Composition
Establishment of bank accounts	(2) The member of the Executive Council designated for that purpose by a law of the Legislature must establish, in the name of the Government of the Northwest Territories, accounts for the deposit of public moneys with (a) banks as defined in section 2 of the <i>Bank Act</i> ; or (b) authorized foreign banks, as defined in section 2 of the <i>Bank Act</i> , that are not subject to the restrictions and requirements referred to in subsection 524(2) of that Act.	(2) Le membre du Conseil exécutif désigné à cette fin par une loi de la législature ouvre, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, des comptes dans les établissements aux fins de dépôt de fonds publics parmi les banques, au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur les banques</i> , et parmi les banques étrangères autorisées, au sens de cet article, qui ne font pas l'objet des restrictions et exigences visées au paragraphe 524(2) de cette loi.	Ouverture de comptes bancaires
Recommendation of Commissioner	35. The Legislative Assembly must not adopt or pass any vote, resolution, address or bill—for the appropriation of public moneys, or of any tax, for any purpose—that has not been first recommended to the Legislative Assembly by message of the Commissioner in the session in which the vote, resolution, address or bill is proposed.	35. L'assemblée législative ne peut valablement voter de crédits, de résolution, d'adresse ou de projet de loi visant l'affectation, à une fin quelconque, de fonds publics ou d'une taxe ou d'un impôt que si elle a reçu préalablement, au cours de la même session, une recommandation formelle du commissaire à cet effet.	Recommandation du commissaire
Appropriation of moneys granted by Parliament	36. If a sum of money is granted to Her Majesty in right of Canada by Parliament to defray expenses for a specified public service in	36. Dans le cas d'une somme accordée par le Parlement à l'État fédéral pour couvrir les dépenses d'un service public donné dans les	Affectation des sommes accordées par le Parlement

the Northwest Territories, the power of appropriation by the Legislature over that sum is subject to the purpose for which it is granted.

Territoires du Nord-Ouest, le pouvoir d'affectation de la législature est subordonné à l'objet pour lequel cette somme a été accordée.

PUBLIC ACCOUNTS OF THE NORTHWEST TERRITORIES

COMPTES PUBLICS DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Fiscal year

37. The fiscal year of the Government of the Northwest Territories is the period beginning on April 1 in one year and ending on March 31 in the next year.

37. L'exercice du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest s'ouvre le 1^{er} avril et se clôt le 31 mars de l'année suivante.

Exercice

Submission to Legislative Assembly

38. The Commissioner, with the consent of the Executive Council, must lay before the Legislative Assembly — on or before the day of 10 each fiscal year that the Legislative Assembly fixes — a report called the Public Accounts of the Northwest Territories for the preceding fiscal year; the Legislative Assembly must consider the report. 15

38. Au cours de chaque exercice, dans le délai fixé par l'assemblée législative, le commissaire, avec l'agrément du Conseil exécutif, présente à celle-ci un rapport sur l'exercice 10 précédent, intitulé « Comptes publics des Territoires du Nord-Ouest »; l'assemblée procède à l'examen du rapport.

Présentation à l'assemblée législative

Form and contents

39. The Public Accounts of the Northwest Territories must be prepared in any form that the Commissioner, with the consent of the Executive Council, directs and are to include

39. Les comptes publics des Territoires du Nord-Ouest sont établis dans la forme prescrite 15 par le commissaire avec l'agrément du Conseil exécutif; ils comportent les éléments suivants :

Forme et contenu

(a) consolidated financial statements for the 20 Government of the Northwest Territories, prepared in accordance with Canadian public sector accounting standards;

a) les états financiers consolidés du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest préparés en conformité avec les normes comptables 20 canadiennes pour le secteur public;

(b) any other information or statements that are required in support of those consolidated 25 financial statements under any law of the Legislature; and

b) les autres renseignements ou documents nécessaires à l'appui de ces états financiers, ou dont la production est exigée sous le régime d'une loi de la législature; 25

(c) the opinion of the Auditor General of Canada that is referred to in subsection 40(1).

c) les conclusions du vérificateur général du Canada au sujet des questions visées au paragraphe 40(1).

Annual audit

40. (1) The Auditor General of Canada must 30 audit the accounts — including those related to the Consolidated Revenue Fund of the Northwest Territories — and financial transactions of the Government of the Northwest Territories in each fiscal year in accordance with Canadian 35 generally accepted auditing standards and must express his or her opinion as to whether

40. (1) À la fin de chaque exercice, le vérificateur général du Canada vérifie, confor- 30 mément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, les comptes — notamment ceux qui ont trait au Trésor des Territoires du Nord-Ouest — et les opérations financières du gouvernement de ces territoires, 35 et indique si, à son avis :

Vérification annuelle

(a) the consolidated financial statements present fairly — in all material respects and in accordance with Canadian public sector 40 accounting standards — the financial situation of the Government of the Northwest Territories as at the end of the fiscal year; and

a) les états financiers consolidés présentent fidèlement — à tous égards importants et en conformité avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public — la 40 situation financière de ce gouvernement en fin d'exercice;

	(b) the transactions of the Government of the Northwest Territories that have come to the notice of the Auditor General in the course of the audit are within the powers of that Government under this or any other Act of Parliament.	5	b) les opérations de ce gouvernement qui ont été portées à sa connaissance à l'occasion de la vérification étaient valides au regard des pouvoirs conférés à celui-ci par la présente loi et toute autre loi fédérale.	5
Report	(2) The Auditor General must report to the Legislative Assembly any matter falling within the scope of the audit that, in his or her opinion, ought to be reported to the Assembly.	10	(2) Le vérificateur général adresse à l'assemblée législative un rapport au sujet de toute question soumise à la vérification qui, à son avis, mérite d'être portée à l'attention de l'assemblée.	10
Supplementary report	41. The Auditor General of Canada may, at any time, inquire into and submit a supplementary report to the Legislative Assembly about any matter relating to the activities of the Government of the Northwest Territories, including whether	15	41. Le vérificateur général du Canada peut faire des enquêtes au sujet des activités du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et présenter à l'assemblée législative un rapport supplémentaire sur le sujet, notamment dans les cas suivants :	15
	(a) accounts have not been faithfully and properly maintained or public money has not been fully accounted for or paid, if so required by law, into the Consolidated Revenue Fund;	20	a) les comptes n'ont pas été tenus d'une manière fidèle et régulière ou des fonds publics n'ont pas fait l'objet d'un compte rendu complet ou n'ont pas été versés au Trésor dans les cas où cela était légalement requis;	20
	(b) essential records have not been maintained or the rules and procedures applied have been insufficient to safeguard and control public property, to secure an effective check on the assessment, collection and proper allocation of the revenue and to ensure that expenditures have been made only as authorized;	25	b) les registres essentiels n'ont pas été tenus ou les règles et mécanismes utilisés ont été insuffisants pour sauvegarder et contrôler les biens publics, assurer un contrôle efficace des cotisations, du recouvrement et de la répartition régulière du revenu et vérifier que les dépenses effectuées ont été autorisées;	25
	(c) money has been expended for purposes other than those for which it was appropriated by the Legislature or has been expended without due regard to economy or efficiency; or	30	c) des sommes ont été dépensées à d'autres fins que celles auxquelles la législature les avait affectées ou sans égard à l'économie ou à l'efficience;	30
	(d) satisfactory procedures have not been established to measure and report the effectiveness of programs, if such procedures could appropriately and reasonably be implemented.	35	d) des mécanismes satisfaisants n'ont pas été établis pour mesurer l'efficacité des programmes et en faire rapport dans les cas où ils peuvent convenablement et raisonnablement être mises en oeuvre.	35
Report at Commissioner's request	42. At the Commissioner's request, made with the consent of the Executive Council, the Auditor General of Canada may — if in his or her opinion it does not interfere with the Auditor General's primary responsibilities — inquire into and report to the Legislative Assembly on any	40	42. À la demande du commissaire faite avec l'agrément du Conseil exécutif, le vérificateur général du Canada peut, s'il estime que la mission n'entrave pas ses responsabilités principales, enquêter et présenter un rapport à l'assemblée législative sur ce qui suit :	40
				Rapport à la demande du commissaire

(a) matter relating to the financial affairs of the Government of the Northwest Territories or to public property in the Northwest Territories; or

(b) person or organization that has received or is seeking financial aid from the Government of the Northwest Territories.

Auditor General's powers

43. (1) For the purposes of carrying out his or her functions under this Act, the Auditor General of Canada has all the powers that he or she has under the *Auditor General Act*.

Access to information

(2) Except as provided by any law of the Legislature that expressly refers to this subsection, the Auditor General is entitled to free access at all convenient times to information that relates to the fulfilment of his or her responsibilities and is entitled to require and receive from the public service of the Northwest Territories any information, reports and explanations that he or she considers necessary for that purpose.

a) toute question relative aux affaires financières du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ou aux biens publics dans ces territoires;

b) toute personne ou organisation ayant reçu ou sollicité l'aide financière de ce gouvernement.

Pouvoirs du vérificateur

43. (1) Le vérificateur général du Canada est investi, pour l'exécution de ses fonctions au titre de la présente loi, des pouvoirs que lui confère la *Loi sur le vérificateur général*.

Accès à l'information

(2) Sauf dérogation expresse au présent paragraphe prévue par une loi de la législature, le vérificateur général a le droit, à tout moment convenable, de prendre connaissance librement de tout élément d'information se rapportant à l'exercice de ses fonctions; il peut exiger que les fonctionnaires des Territoires du Nord-Ouest lui fournissent les renseignements, rapports et explications qu'il estime nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

ADMINISTRATION OF JUSTICE

JUDICATURE

Appointment of judges

44. The Governor in Council must appoint the judges of any superior, district or county courts in the Northwest Territories.

Tenure of judges

45. The judges of the superior, district and county courts in the Northwest Territories hold office during good behaviour but are removable by the Governor General on address of the Senate and House of Commons and cease to hold office on attaining the age of 75 years.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ORGANISATION JUDICIAIRE

44. Le gouverneur en conseil nomme les juges des cours supérieures, de district ou de comté des Territoires du Nord-Ouest.

Nomination des juges

45. Les juges ainsi nommés occupent leur poste à titre inamovible, sous réserve de révocation par le gouverneur général sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes. La limite d'âge pour l'occupation de leur charge est de soixante-quinze ans.

Durée des fonctions des juges

SUPREME COURT OF THE NORTHWEST TERRITORIES

Judges

46. A judge—other than a deputy judge—of the Yukon Supreme Court or the Nunavut Court of Justice is, by reason of holding that office, a judge of the Supreme Court of the Northwest Territories.

Deputy judges

47. (1) The Governor in Council may appoint any person who is or has been a judge of a superior, district or county court of a province or a barrister or advocate of at least 10 years standing at the bar of a province to be a deputy

COUR SUPRÊME DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

46. Les juges—autres que les juges adjoints—de la Cour suprême du Yukon et de la Cour de justice du Nunavut sont d'office juges de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.

Juges d'office

47. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer juge adjoint de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest tout juge—ou ancien juge—d'une cour supérieure, de district ou de comté d'une province, ou tout avocat, en

	judge of the Supreme Court of the Northwest Territories and fix his or her remuneration and allowances.	exercice ou non, inscrit pendant au moins dix ans au barreau d'une province. Il fixe sa rémunération et ses indemnités.	
Duration of appointment	(2) A deputy judge may be appointed for any particular case or cases or for any specified period.	(2) La nomination peut intervenir pour une ou des affaires particulières ou pour une période déterminée.	Durée des fonctions 5
Tenure of office	(3) A deputy judge holds office during good behaviour but is removable by the Governor General on address of the Senate and House of Commons.	(3) Le juge adjoint occupe son poste à titre inamovible, sous réserve de révocation par le gouverneur général sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.	Occupation du poste 10
Powers	(4) A deputy judge must be sworn to the faithful performance of his or her duties in the same manner as a judge of the Supreme Court of the Northwest Territories and, during his or her appointment, has and may exercise and perform all the powers, duties and functions of a judge of that Court.	(4) Le juge adjoint prête le serment de remplir fidèlement ses fonctions, comme tout juge de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest. Il exerce, pour la durée de sa charge, toutes les attributions d'un juge de cette cour.	Pouvoirs 15
Jurisdiction—civil cases	48. The Supreme Court of the Northwest Territories has and may exercise and perform—in Yukon or Nunavut—all of its powers, duties and functions with respect to a civil case other than one for which the Court sits with a jury.	48. La Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest peut exercer, au Yukon ou au Nunavut, les attributions de celle-ci en matière civile pour les procès tenus sans jury.	Compétence civile 20
Jurisdiction—criminal cases	49. (1) A judge of the Supreme Court of the Northwest Territories has and may exercise and perform—anywhere in Canada—all of its powers, duties and functions with respect to any criminal offence committed or charged to have been committed in the Northwest Territories.	49. (1) Tout juge de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest peut exercer les attributions de celle-ci partout au Canada dans le cas d'une infraction criminelle commise ou poursuivie dans ces territoires.	Compétence pénale 25
Application of laws	(2) All laws applicable to criminal proceedings held in the Northwest Territories apply in like manner to proceedings held under this section elsewhere in Canada.	(2) Les règles de droit applicables aux instances pénales tenues dans les Territoires du Nord-Ouest s'appliquent de la même manière à celles tenues en application du présent article ailleurs au Canada.	Application des règles de droit 30
Enforcement	(3) Any judgment, conviction, sentence or other order pronounced or made in any proceedings held under this section outside the Northwest Territories may be enforced at the place at which it is pronounced or made—or elsewhere, either in or outside the Northwest Territories, as the judge may direct—and the proper officers of the Northwest Territories have and may exercise all powers and authority necessary for its enforcement at the place where it is directed to be enforced, even if that place is not in the Northwest Territories.	(3) Les ordonnances et autres décisions judiciaires rendues dans une instance tenue en dehors des Territoires du Nord-Ouest et visée par le présent article peuvent être exécutées sur place ou en tout autre lieu, à l'intérieur ou à l'extérieur de ces territoires, selon les instructions du juge saisi. Les fonctionnaires compétents des Territoires du Nord-Ouest ont tous les pouvoirs nécessaires pour l'exécution au lieu fixé, même en dehors de ces territoires.	Mise à exécution 40

COURT OF APPEAL OF THE NORTHWEST TERRITORIES

COUR D'APPEL DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Sittings

50. The Court of Appeal of the Northwest Territories may sit in the Northwest Territories or, unless a law of the Legislature provides otherwise, elsewhere in Canada.

50. La Cour d'appel des Territoires du Nord-Ouest peut siéger dans ces territoires ou, sauf disposition contraire de toute loi de la législature, ailleurs au Canada.

Pouvoir de siéger

PUBLIC LANDS AND WATERS

TERRES DOMANIALES ET EAUX

ADMINISTRATION AND CONTROL

GESTION ET MAÎTRISE

Public lands — Commissioner

51. (1) The Commissioner has the administration and control of public lands and may use, sell or otherwise dispose of those lands and retain the proceeds of the disposition.

51. (1) Le commissaire a la gestion et la maîtrise des terres domaniales. Il peut en jouir, les aliéner et conserver leurs fruits ou le produit de leur aliénation.

5 Terres domaniales : commissaire

Exceptions

(2) Despite subsection (1), the Commissioner does not have the administration and control of the following public lands unless they are transferred to him or her under section 54:

(2) Sont toutefois soustraites à la gestion et à la maîtrise du commissaire, sauf si celles-ci lui sont transférées en vertu de l'article 54 :

Exceptions

(a) those listed under subsection (3);

a) les terres domaniales mentionnées dans la liste établie en application du paragraphe (3);

(b) those in respect of which the administration and control is relinquished by the Commissioner under section 53;

b) celles dont la gestion et la maîtrise font l'objet d'une renonciation par le commissaire en vertu de l'article 53;

(c) those in respect of which the administration and control is taken by the Governor in Council under section 55; and

c) celles dont la gestion et la maîtrise sont reprises par le gouverneur en conseil en vertu de l'article 55;

(d) those acquired by Her Majesty in right of Canada after the coming into force of section 1.

d) celles acquises par l'État fédéral après l'entrée en vigueur de l'article 1.

List

(3) The Governor in Council must, on the day on which section 1 comes into force, list the public lands that are excluded from the administration and control of the Commissioner.

(3) Le gouverneur en conseil établit, à la date d'entrée en vigueur de l'article 1, la liste des terres domaniales soustraites à la gestion et à la maîtrise du commissaire.

Liste

Rights in respect of waters

52. (1) All rights in respect of waters belong to Her Majesty in right of Canada.

52. (1) Tous les droits relatifs à des eaux sont dévolus à l'État fédéral.

Droits relatifs à des eaux

Limitations

(2) Subsection (1) is subject to any rights granted by or under an Act of Parliament in respect of waters.

(2) Sont soustraits à l'application du paragraphe (1) les droits relatifs aux eaux accordés sous le régime d'une loi fédérale.

Exception

Commissioner

(3) The Commissioner has the administration and control of all rights in respect of waters and may exercise those rights or sell or otherwise dispose of them and may retain the proceeds of the disposition.

(3) Le commissaire a la gestion et la maîtrise des droits relatifs aux eaux; il peut les exercer ou les aliéner et conserver le produit de leur aliénation.

Commissaire

Exceptions

(4) Despite subsection (3), the Commissioner does not have the administration and control of

(4) Sont toutefois soustraits à la gestion et à la maîtrise du commissaire :

Exceptions

- | | |
|--|--|
| <p>(a) the right to the use and flow of waters for the production or generation of water power to which the <i>Dominion Water Power Act</i> applies; and</p> <p>(b) the following rights in respect of waters unless the administration and control of them is transferred to him or her under section 54:</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) those listed under subsection (5),</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) those in respect of which the administration and control is relinquished by the Commissioner under section 53,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iii) those in respect of which the administration and control is taken by the Governor in Council under section 55, and</p> <p style="padding-left: 20px;">(iv) those acquired by Her Majesty in right of Canada after the coming into force of section 1.</p> | <p>5 a) les droits d'utilisation des eaux et de leur énergie motrice aux fins de production de forces hydrauliques visées par la <i>Loi sur les forces hydrauliques du Canada</i>;</p> <p>b) les droits relatifs à des eaux ci-après, sauf si la gestion et la maîtrise lui sont transférées en vertu de l'article 54 :</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) ceux mentionnés dans la liste établie en application du paragraphe (5),</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) ceux dont la gestion et la maîtrise font l'objet d'une renonciation par le commissaire en vertu de l'article 53,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iii) ceux dont la gestion et la maîtrise sont reprises par le gouverneur en conseil en vertu de l'article 55,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iv) ceux acquis par l'État fédéral après l'entrée en vigueur de l'article 1.</p> |
|--|--|

<p>List</p> <p>(5) The Governor in Council must, on the day on which section 1 comes into force, list the rights in respect of waters that are excluded from the administration and control of the Commissioner.</p>	<p>(5) Le gouverneur en conseil établit, à la date d'entrée en vigueur de l'article 1, la liste des droits relatifs à des eaux soustraits à la gestion et 20 à la maîtrise du commissaire.</p>	<p>Liste</p>
--	--	--------------

<p>Relinquishment by Commissioner</p> <p>53. The Commissioner may, with the Governor in Council's consent, relinquish—in perpetuity or for any lesser term—the administration and control of public lands and of rights in respect of waters.</p>	<p>53. Le commissaire peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, renoncer—à perpétuité ou pour une durée déterminée—à la gestion et à la maîtrise de terres domaniales et de droits relatifs à des eaux.</p>	<p>Renonciation par le commissaire</p>
---	---	--

<p>Transfer to Commissioner</p> <p>54. The Governor in Council may, with the Commissioner's consent, transfer to the Commissioner—in perpetuity or for any lesser term—the administration and control of public lands and of rights in respect of waters.</p>	<p>54. Le gouverneur en conseil peut, avec le consentement du commissaire, lui transférer—à perpétuité ou pour une durée déterminée—la gestion et la maîtrise de terres domaniales et de droits relatifs à des eaux.</p>	<p>Transfert au commissaire</p>
---	--	---------------------------------

RESTRICTIONS

RESTRICTIONS

<p>Taking of administration and control by Governor in Council</p> <p>55. (1) The Governor in Council may, on the Minister's recommendation, take from the Commissioner the administration and control of public lands and rights in respect of waters if, subject to subsection (2), the Governor in Council considers it necessary to do so for the purposes of</p> <p style="padding-left: 20px;">(a) the national interest, including</p> <p style="padding-left: 40px;">(i) national defence or security,</p>	<p>35 55. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, reprendre du commissaire la gestion et la maîtrise de terres domaniales et de droits relatifs à des eaux, sous réserve du paragraphe (2), dans les cas où il l'estime nécessaire :</p> <p style="padding-left: 20px;">a) soit dans l'intérêt national, notamment en ce qui touche la défense ou la sécurité nationales, la création ou la modification des limites d'un parc national au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>, d'un lieu historique national au sens</p>	<p>Reprise par le gouverneur en conseil</p>
--	--	---

(ii) establishing — or changing the boundaries of— a national park as defined in subsection 2(1) of the *Parks Canada Agency Act*, a national historic site as defined in that subsection or another area that is protected under an Act of Parliament, and

(iii) the creation of the infrastructure required for initiatives in respect of transportation or energy;

(b) the fulfilment of an obligation in respect of an Aboriginal or treaty right that is referred to in section 35 of the *Constitution Act, 1982*; or

(c) the settlement of an Aboriginal land claim or the implementation of an Aboriginal land claim agreement or other treaty, a settlement agreement or a self-government agreement.

de ce paragraphe ou d’une zone de protection visée par une loi fédérale, ou la réalisation d’ouvrages nécessaires dans les domaines de l’énergie ou du transport;

b) soit en ce qui touche l’exécution d’une obligation relative à un droit— ancestral ou issu de traité— visé à l’article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;

c) soit pour le règlement d’une revendication territoriale autochtone ou la mise en oeuvre d’un accord sur les revendications territoriales des peuples autochtones ou de tout autre traité, d’une entente de règlement ou d’un accord sur l’autonomie gouvernementale.

Consultation

(2) The Minister must — before recommending the taking of the administration and control other than for a purpose related to national defence or security — consult the member of the Executive Council who is responsible for those public lands or those rights in respect of waters and any affected Aboriginal party on the boundaries of the lands that, and the location of the waters the rights in respect of which, are subject to the taking.

(2) Avant de recommander la reprise, le ministre est tenu de consulter le membre du Conseil exécutif responsable des terres domaniales ou des droits relatifs aux eaux et toute partie autochtone touchée, au sujet des limites des terres — ou de l’emplacement des eaux visées par les droits — faisant l’objet de la reprise. Cette obligation ne s’applique cependant pas dans les cas mettant en jeu la défense ou la sécurité nationales.

Consultation

Prohibition order—public lands

56. The Governor in Council may, by order and on the Minister’s recommendation, prohibit the issuance under a law of the Legislature of interests in — or the authorization under a law of the Legislature of the conduct of activities on — the public lands that are specified in the order if the Governor in Council considers that the prohibition is required

56. Le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur la recommandation du ministre, interdire l’attribution d’intérêts ou l’exercice d’activités sur les terres domaniales spécifiées dans le décret, sous le régime de toute loi de la législature, dans les cas où il l’estime nécessaire en vue soit de l’exercice du pouvoir de reprise en vertu des alinéas 55(1)a) ou b), soit du règlement d’une revendication territoriale autochtone ou de la mise en oeuvre d’un accord sur les revendications territoriales des peuples autochtones ou de tout autre traité, d’une entente de règlement ou d’un accord sur l’autonomie gouvernementale.

Décret d’interdiction : terres domaniales

(a) before the taking of the administration and control of those lands under paragraph 55(1)(a) or (b); or

(b) for the purposes of the settlement of an Aboriginal land claim or the implementation of an Aboriginal land claim agreement or other treaty, a settlement agreement or a self-government agreement.

45

Prohibition
order—waters

57. The Governor in Council may, by order and on the Minister's recommendation, prohibit any use of waters that is specified in the order—or the deposit of waste directly or indirectly into those waters—if the Governor in Council considers

(a) that the use or deposit would be incompatible with or would interfere with a particular undertaking that is in the national interest; or

(b) that the prohibition is required for the purposes of the settlement of an Aboriginal land claim or the implementation of an Aboriginal land claim agreement or other treaty, a settlement agreement or a self-government agreement.

Consultation—
prohibition
orders

58. The Minister must—before recommending that the Governor in Council make a prohibition order under section 56 or 57—consult the member of the Executive Council who is responsible for those public lands or those waters and any affected Aboriginal party on

(a) the boundaries of the lands—and the interests or activities—that are the subject of the order to be made under section 56; and

(b) the location of the waters that are the subject of the order to be made under section 57.

COMPENSATION

No expenditure
or compensation

59. (1) Subject to subsection (2), the following are to be done without expenditures by or compensation to the Government of the Northwest Territories:

(a) a relinquishment under section 53;

(b) a taking under section 55; and

(c) the making of a prohibition order under section 56 or 57.

Exception—
improvements to
public lands

(2) If the Commissioner relinquishes to the Governor in Council, or the Governor in Council takes, the administration and control of public lands, the Government of Canada must compensate the Government of the Northwest Territories for any improvements that it has made to those lands.

57. Le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur la recommandation du ministre, interdire toute utilisation des eaux spécifiées dans le décret ou le dépôt de déchets—même indirectement—dans celles-ci, dans les cas où il estime soit que l'utilisation ou le dépôt porterait atteinte à une entreprise d'intérêt national, soit que cela est nécessaire en vue du règlement d'une revendication territoriale autochtone ou de la mise en oeuvre d'un accord sur les revendications territoriales des peuples autochtones ou de tout autre traité, d'une entente de règlement ou d'un accord sur l'autonomie gouvernementale.

Décret
d'interdiction :
eaux

58. Avant de recommander au gouverneur en conseil la prise d'un décret d'interdiction en vertu des articles 56 ou 57, le ministre est tenu de consulter le membre du Conseil exécutif responsable des terres domaniales ou des eaux et toute partie autochtone touchée au sujet :

a) des limites des terres, des intérêts et des activités faisant l'objet du décret devant être pris en vertu de l'article 56;

b) de l'emplacement des eaux faisant l'objet du décret devant être pris en vertu de l'article 57.

Consultation :
décrets
d'interdiction

INDEMNISATION

59. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ne peut engager aucune dépense et ne peut recevoir aucune indemnité en rapport avec toute renonciation en vertu de l'article 53, reprise en vertu de l'article 55 ou prise d'un décret d'interdiction en vertu des articles 56 ou 57.

Réserves :
dépenses et
indemnités

(2) En cas de renonciation ou de reprise de la gestion et de la maîtrise de terres domaniales, le gouvernement du Canada indemnise le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest des améliorations que celui-ci a apportées aux terres en question.

Exception :
améliorations
apportées aux
terres

Negotiation	(3) As soon as practicable after the relinquishment or the taking, the Government of Canada and the Government of the Northwest Territories are to attempt to reach an agreement on the amount of compensation.	(3) Dès que possible après la renonciation ou la reprise, les gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest s'efforcent de s'entendre sur le montant de l'indemnité.	Négociation
-------------	---	---	-------------

Appraisal expert	(4) If the Government of Canada and the Government of the Northwest Territories are unable to reach an agreement, they are to refer the matter to an agreed upon person with expertise in determining the value of improvements to land.	(4) S'ils ne parviennent pas à s'entendre sur le montant de l'indemnité, ces gouvernements soumettent la question à une personne choisie d'un commun accord et ayant l'expertise voulue pour établir la valeur des améliorations apportées aux terres.	5 Expert en évaluation
------------------	--	--	------------------------

Amount of compensation	(5) That person must determine that value on a basis similar to the determination of the fair actual value of the improvements — at the time the Governor in Council takes or has relinquished to it the administration and control of the lands — calculated in accordance with the method for calculating the fair actual value of improvements to land set out in a law of general application of the Legislature relating to the assessment of taxes on real property. That value is the amount of compensation.	(5) La personne ainsi choisie établit la valeur des améliorations par un moyen semblable à l'établissement de la valeur réelle juste de l'amélioration — au moment où le gouverneur en conseil reprend ou obtient, du fait de la renonciation du commissaire, la gestion et de la maîtrise des terres —, déterminée conformément à la méthode de calcul de la valeur réelle juste des améliorations foncières prévue dans les lois de la législature d'application générale relatives aux évaluations de taxes foncières. Le montant de l'indemnité doit correspondre à cette valeur.	10 Montant de l'indemnité
------------------------	--	---	---------------------------

AGREEMENTS

60. With the approval of the Governor in Council and subject to any agreement entered into under section 5 or 11 of the *Canada Water Act*, the Minister may, on behalf of the Government of Canada, enter into an agreement with a provincial government providing for the management of any waters that

(a) are

(i) partially on lands situated in the Northwest Territories that are under the administration of a federal minister, and

(ii) partially on lands that are not under the administration of a federal minister; or

(b) flow between

(i) lands situated in the Northwest Territories that are under the administration of a federal minister, and

(ii) lands that are not under the administration of a federal minister.

ACCORDS

60. Avec l'agrément du gouverneur en conseil et sous réserve d'un accord conclu en application des articles 5 ou 11 de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, le ministre peut, au nom du gouvernement du Canada, conclure avec un gouvernement provincial un accord concernant la gestion des eaux qui, selon le cas :

a) sont en partie sur des terres situées dans les Territoires du Nord-Ouest dont un ministre fédéral a la gestion et en partie sur des terres dont un ministre fédéral n'a pas la gestion;

b) coulent entre des terres situées dans les Territoires du Nord-Ouest dont un ministre fédéral a la gestion et des terres dont un ministre fédéral n'a pas la gestion.

Management of waters

Gestion des eaux

AMENDING THIS ACT

MODIFICATION DE LA PRÉSENTE LOI

Consultation —
Minister

61. (1) Before a bill that amends or repeals this Act is introduced in the House of Commons by a federal minister, the Minister must consult the Executive Council with respect to the proposed amendment or repeal.

61. (1) Le ministre est tenu, avant le dépôt par tout ministre fédéral d'un projet de loi devant la Chambre des communes, de consulter le Conseil exécutif au sujet de celles de ses 5 dispositions qui modifient ou abrogent la 5 présente loi.

Consultation
ministérielleRecommendations —
Legislative
Assembly

(2) The Legislative Assembly may make any recommendations to the Minister that it considers appropriate with respect to the amendment or the repeal of this Act.

(2) L'assemblée législative peut faire au ministre les propositions de modification ou d'abrogation de la présente loi qu'elle juge utiles. 10

Propositions de
l'assemblée
législative

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Ordinances

62. An ordinance, as defined in section 2 of 10 the former Act, is continued as a law of the Legislature of the Northwest Territories.

62. Les ordonnances, au sens de l'article 2 de l'ancienne loi, deviennent des lois de la 10 Législature des Territoires du Nord-Ouest.

Ordonnances

Commissioner

63. (1) The Commissioner, as defined in section 2 of the former Act, who is in office immediately before the coming into force of 15 section 1 continues in office.

63. (1) Le commissaire, au sens de l'article 2 de l'ancienne loi, en fonctions à l'entrée en 15 vigueur de l'article 1 poursuit son mandat.

Commissaire

Deputy
Commissioner

(2) The Deputy Commissioner — appointed under subsection 4(1) of the former Act — who is in office immediately before the coming into force of section 1 continues in office. 20

(2) Le commissaire adjoint des territoires, nommé en application du paragraphe 4(1) de l'ancienne loi et en fonctions à l'entrée en 20 vigueur de l'article 1, poursuit son mandat. 20

Commissaire
adjointExecutive
Council

64. The members of the Executive Council — chosen or appointed under subsection 61(1) of the *Legislative Assembly and Executive Council Act*, S.N.W.T. 1999, c. 22 — who are in office immediately before the coming into force 25 of section 1 continue in office as members of the Executive Council established under section 8.

64. Les membres du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest — choisis ou nommés en conformité avec le paragraphe 61(1) de la *Loi sur l'Assemblée législative et le conseil exécutif*, L.T.N.-O. 1999, ch. 22 — en fonctions à l'entrée 25 en vigueur de l'article 1 poursuivent leur mandat à titre de membres du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest institué par l'article 8.

Conseil exécutif

Council

65. Despite subsection 11(1), the members of the Council — as defined in section 2 of the former Act — who are in office immediately 30 before the coming into force of section 1 continue in office as members of the Legislative Assembly for the remainder of the period provided under subsection 9(3) of the former Act, but the Commissioner may dissolve the 35 Legislative Assembly before then.

65. Malgré le paragraphe 11(1), les membres 30 du Conseil — au sens de l'article 2 de l'ancienne loi — en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1 poursuivent leur mandat en conformité avec le paragraphe 9(3) de l'ancienne loi à titre de députés de l'assemblée législative, sauf 35 dissolution de celle-ci décidée par le commissaire.

Conseil

Speaker

66. The Speaker, elected under subsection 12(1) of the former Act, who is in office immediately before the coming into force of section 1 continues in office. 40

66. Le président, choisi en application du paragraphe 12(1) de l'ancienne loi et en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1, 40 poursuit son mandat.

Président

Judges	67. (1) Judges, appointed under section 32 of the former Act, who are in office immediately before the coming into force of section 1 continue in office.	67. (1) Les juges, nommés en application de l'article 32 de l'ancienne loi et en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1, poursuivent leur mandat.	Juges
Deputy judges	(2) Deputy judges, appointed under subsection 35(1) of the former Act, who are in office immediately before the coming into force of section 1 continue in office.	(2) Les juges adjoints, nommés en vertu du paragraphe 35(1) de l'ancienne loi et en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 1, poursuivent leur mandat.	Juges adjoints
Definitions	68. The following definitions apply in sections 69 to 71, 73 and 74.	68. Les définitions suivantes s'appliquent aux articles 69 à 71, 73 et 74.	Définitions
“encumbering right” « charge »	“encumbering right” means a right referred to in section 7(94) of the Inuvialuit Final Agreement, an interest referred to in section 18.5 of the Gwich'in Agreement, section 19.5 of the Sahtu Agreement or section 18.6 of the Tlicho Agreement or a similar right or interest referred to in another settlement agreement.	« charge » Droit visé à l'article 7(94) de la Convention définitive des Inuvialuits, à l'article 18.5 de l'accord gwichin ou à l'article 19.5 de l'accord du Sahtu, intérêt visé à l'article 18.6 de l'accord tlicho ou droit ou intérêt semblable visé dans une autre entente de règlement.	« charge » “encumbering right”
“existing interest” « intérêt existant »	“existing interest” means (a) a right or interest that exists—immediately before the coming into force of section 1—under an Act of Parliament that is repealed or rendered inapplicable to such a right or interest by an Act of Parliament that implements the Agreement; (b) a right or interest that exists—immediately before that coming into force—under an access order, a permit, licence or other authorization, a lease or an agreement for lease or sale that is issued, granted or otherwise obtained under an Act of Parliament that is repealed or rendered inapplicable to such a right or interest by an Act of Parliament that implements the Agreement; (c) a right or interest that exists immediately before that coming into force under a licence—as defined in section 51 of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> as it read immediately before that coming into force—other than a licence that is in relation to a federal area as defined in section 51 of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> ; (d) a right or interest that is a renewal, replacement or successor of a right or interest referred to in paragraph (a), (b) or (c) if a	« intérêt existant » Selon le cas : a) tout droit ou intérêt qui existe à la date d'entrée en vigueur de l'article 1 sous le régime d'une loi fédérale abrogée ou rendue inapplicable à l'égard du droit ou de l'intérêt par une loi fédérale de mise en oeuvre de l'accord; b) tout droit ou intérêt qui existe à cette date aux termes d'une ordonnance d'accès, d'un permis, d'une licence ou d'une autre autorisation, d'un bail ou d'un contrat de location ou de vente délivré, accordé ou autrement obtenu sous le régime d'une loi fédérale abrogée ou rendue inapplicable à l'égard du droit ou de l'intérêt par une loi fédérale de mise en oeuvre de l'accord; c) tout droit ou intérêt qui existe à cette date aux termes d'un permis d'utilisation des eaux—au sens de l'article 51 de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i> , dans sa version en vigueur à cette date—autre qu'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale au sens de l'article 51 de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i> ; d) tout droit ou intérêt visé à l'un des alinéas a) à c) et qui est renouvelé ou tout droit ou intérêt qui remplace un droit ou un intérêt visé à l'un des alinéas a) à c) ou qui y	« intérêt existant » “existing interest”

right to that renewal, replacement or successor exists immediately before that coming into force; or

(e) a licence that

(i) is valid immediately before the coming into force of section 1 and the giving of which was subject to the *Federal Real Property and Federal Immovables Act*, or

(ii) is a renewal, replacement or successor of such a licence if a right to that renewal, replacement or successor exists immediately before that coming into force.

For greater certainty, it includes a right or interest referred to in paragraph (a), (b), (c), (d) or (e) that is an encumbering right, as well as an interest referred to in subsection 117.2(1) of the *Canada Petroleum Resources Act* that is in respect of the portion of those lands situated in the onshore.

Existing interests

69. (1) An existing interest must, subject to subsections (2) to (4), be administered and governed in accordance with any law of the Legislature.

Limitation — additional conditions

(2) A law of the Legislature may provide for additional conditions in respect of the exercise of an existing interest only if those conditions are applicable to similar rights or interests that are issued, granted or otherwise obtained under a law of the Legislature.

Limitation — limitation, suspension or cancellation

(3) A law of the Legislature may, in respect of an existing interest, provide for its limitation, suspension or cancellation only if

(a) the circumstances for its limitation, suspension or cancellation are identical to those that would have applied immediately before the coming into force of section 1; or

(b) subject to subsection (4), its limitation, suspension or cancellation is for a failure to comply with a condition in respect of the exercise of the existing interest and the law applies to all similar rights or interests.

Limitation — paragraph (3)(b)

(4) A law of the Legislature must not provide for the limitation, suspension or cancellation of an existing interest under paragraph (3)(b) if it arose from

succède, si le droit au renouvellement, au remplacement ou à la succession existait à cette date;

e) tout permis qui :

(i) soit est en vigueur à cette date et dont la délivrance était assujettie la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*,

(ii) soit est visé au sous-alinéa i) et est renouvelé ou remplace un permis visé à ce sous-alinéa ou y succède, si le droit au renouvellement, au remplacement ou à la succession existait avant cette date.

Il est entendu que sont également visés les droits et intérêts mentionnés aux alinéas a), b), c) ou d) et constituant des charges ainsi que les intérêts visant des terres situées dans la région intracôtière aux termes du paragraphe 117.2(1) de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*.

69. (1) Les intérêts existants sont, sous réserve des paragraphes (2) à (4), administrés et régis conformément aux lois de la législature.

Intérêts existants

(2) Les lois de la législature ne peuvent assujettir les intérêts existants à de nouvelles modalités d'exercice que dans la mesure où celles-ci s'appliquent aux droits ou intérêts de même nature conférés, accordés ou autrement obtenus sous le régime d'une loi de la législature.

Réserve : nouvelles conditions

(3) Les lois de la législature ne peuvent prévoir la restriction, la suspension ou l'annulation d'intérêts existants que si, selon le cas :

Réserve : restriction, suspension ou annulation

a) elle aurait pu être effectuée dans les mêmes circonstances à l'entrée en vigueur de l'article 1;

b) sous réserve du paragraphe (4), elle a lieu en raison de la violation des modalités d'exercice applicables à ces intérêts et sous le régime d'une loi de la législature applicable aux droits ou intérêts de même nature.

35

(4) Les lois de la législature ne peuvent prévoir la restriction, la suspension ou l'annulation d'un intérêt existant en vertu de l'alinéa (3)b) s'il découle, selon le cas :

Réserve : alinéa (3)b)

45

(a) a recorded claim, a lease or a permit, as those terms are defined in subsection 2(1) of the *Northwest Territories and Nunavut Mining Regulations*; or

a) d'un claim enregistré, d'un bail ou d'un permis, au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement sur l'exploitation minière dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut*;

(b) an interest as defined in section 2 of the *Canada Petroleum Resources Act*.

b) d'un titre au sens de l'article 2 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*.

Continuation

(5) An existing interest—other than one described in paragraph (c) of the definition “existing interest” in section 68—continues in full force and effect until the earliest of the following takes place:

(5) Tout intérêt existant—autre que ceux visés à l'alinéa c) de la définition de «intérêt existant», à l'article 68,—demeure en vigueur jusqu'à la première des éventualités ci-après à survenir :

Maintien

(a) it expires or is surrendered,

a) il expire ou est abandonné par son titulaire;

(b) with the agreement of the holder, it is cancelled and replaced by a right or interest issued or granted by the Government of the Northwest Territories,

b) il est, avec l'accord de son titulaire, annulé et remplacé par un droit ou intérêt conféré ou accordé par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest;

(c) in the case of an encumbering right, it is—with the agreement of the holder and the relevant Aboriginal organization—cancelled under a settlement agreement,

c) s'agissant d'une charge, elle est, avec l'accord de son titulaire et de l'organisation autochtone concernée, annulée au titre d'une entente de règlement;

(d) it is limited, suspended or cancelled under a law of the Legislature referred to in subsection (3), or

d) l'intérêt existant est restreint, suspendu ou annulé sous le régime d'une loi de la législature visée au paragraphe (3);

(e) it is expropriated and its holder is compensated under a law of the Legislature.

e) il fait l'objet d'une expropriation et son titulaire est indemnisé au titre d'une loi de la législature.

References to Government of Canada or Minister

70. Any reference to the Government of Canada or the Minister in an instrument evidencing an existing interest must be read as a reference to the Government of the Northwest Territories.

70. Toute mention du gouvernement du Canada ou du ministre dans un document constatant un intérêt existant vaut mention du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Mentions du gouvernement du Canada ou du ministre

Pending proceedings

71. Every proceeding—other than a civil or criminal one that is before a court—with respect to a right or interest that is referred to in paragraph (a), (b), (c) or (e) of the definition “existing interest” in section 68 that is in progress immediately before the coming into force of section 1 must be taken up and continued under and in conformity with the laws of the Legislature without any further formality.

71. Les affaires non judiciaires relatives aux droits et intérêts visés aux alinéas a), b), c) ou e) de la définition de «intérêt existant», à l'article 68, et en instance à l'entrée en vigueur de l'article 1 se poursuivent sans autres formalités en conformité avec les dispositions pertinentes des lois de la législature.

Affaires en instance

Validity of laws of Legislature

72. A law of the Legislature that specifically provides that it applies to matters governed by section 45, 46, 47, 57, 58 or 59 of the *Northwest Territories Act*, the *Canada Oil and Gas*

72. Sont validées les lois de la législature qui ont été édictées avant l'entrée en vigueur de l'article 1, qui déclarent expressément qu'elles régissent les objets de l'un ou l'autre des articles

Validation : lois de la législature

Operations Act, the *Territorial Lands Act*, the *Canada Petroleum Resources Act*, the *Federal Real Property and Federal Immovables Act*, the *Northwest Territories Waters Act* or the *Northwest Territories Surface Rights Board Act*—as they read immediately before the coming into force of section 1—is considered for all purposes to have been validly made if it is made before that coming into force and would have been valid if made after that coming into force. However, it has no force and effect before that coming into force.

Indemnification
by Government
of the Northwest
Territories

73. (1) The Government of the Northwest Territories must indemnify the Government of Canada, or any of its employees or agents, against all costs, charges and expenses, including amounts paid to settle an action or to satisfy a judgment, that are reasonably incurred in respect of any claim, action or other proceeding brought against the Government of Canada, or any of its employees or agents, arising out of any act or omission of the Government of the Northwest Territories, or any of its employees or agents, occurring

(a) after the coming into force of section 1, in respect of

(i) public lands that are under the administration and control of the Commissioner other than those that are under his or her administration and control immediately before that coming into force,

(ii) rights in respect of waters that are under the administration and control of the Commissioner, or

(iii) existing interests;

(b) in respect of security that is assigned to the Government of the Northwest Territories under the Agreement;

(c) in respect of records that are copied, loaned or transferred under the Agreement unless the act or omission is made under the Agreement; or

(d) in respect of remediation that is performed under the Agreement.

45 à 47 et 57 à 59 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*, de la *Loi sur les terres territoriales*, de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* ou de la *Loi sur l'Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest*, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 1, et qui auraient été valides si elles avaient été édictées après cette entrée en vigueur; elles n'ont cependant effet qu'à compter de celle-ci.

73. (1) Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest indemnise le gouvernement du Canada, ainsi que les préposés et mandataires de celui-ci, des frais et dépens, notamment les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement, entraînés par toute réclamation ou tout recours exercés contre eux et découlant de tous faits — actes ou omissions — qui sont imputables à lui ou à ses préposés et mandataires et qui sont survenus :

a) après l'entrée en vigueur de l'article 1, à l'égard :

(i) de terres domaniales dont le commissaire a la gestion et la maîtrise, autres que celles dont il a la gestion et la maîtrise à l'entrée en vigueur de cet article,

(ii) de droits relatifs à des eaux dont le commissaire a la gestion et la maîtrise,

(iii) d'intérêts existants;

b) à l'égard de garanties cédées au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest au titre de l'accord;

c) à l'égard de documents reproduits, prêtés ou transférés au titre de l'accord, sauf si les faits en cause sont accomplis en conformité avec l'accord;

d) à l'égard de mesures d'assainissement exécutées au titre de l'accord.

Indemnisation
par le
gouvernement
territorial

Indemnification
— obligations
under
Agreement

(2) The Government of the Northwest Territories must indemnify the Government of Canada, or any of its employees or agents, against all costs, charges and expenses, including amounts paid to settle an action or satisfy a judgment, that are reasonably incurred in respect of any claim, action or other proceeding brought against the Government of Canada, or any of its employees or agents, arising out of a failure by the Government of the Northwest Territories, or any of its employees or agents, to meet its obligations under the Agreement in respect of a federal employee.

Indemnification
by Government
of Canada

74. (1) The Government of Canada must indemnify the Government of the Northwest Territories, or any of its employees or agents, against all costs, charges and expenses, including amounts paid to settle an action or satisfy a judgement, that are reasonably incurred in respect of any claim, action or other proceeding brought against the Government of the Northwest Territories, or any of its employees or agents, arising out of any act or omission of the Government of Canada, or any of its employees or agents, occurring

(a) before the coming into force of section 1, in respect of

(i) public lands that are under the administration and control of the Commissioner other than those that were under his or her administration and control before that coming into force,

(ii) rights in respect of waters that are under the administration and control of the Commissioner, or

(iii) existing interests;

(b) in respect of a taking under section 55 or the making of a prohibition order under section 56 or 57;

(c) in respect of security that is assigned to the Government of the Northwest Territories under the Agreement;

(d) in respect of records that are copied, loaned or transferred under the Agreement; or

(e) in respect of remediation that is performed under the Agreement.

(2) Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest indemnise le gouvernement du Canada, ainsi que les préposés et mandataires de celui-ci, des frais et dépens, notamment les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement, entraînés par toute réclamation ou tout recours exercés contre eux et découlant d'un manquement de sa part ou de celle de ses préposés et mandataires aux obligations que lui impose l'accord relativement aux fonctionnaires fédéraux.

Indemnisation :
obligations au
titre de l'accord

74. (1) Le gouvernement du Canada indemnise le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, ainsi que les employés et mandataires de celui-ci, des frais et dépens, notamment les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement, entraînés par toute réclamation ou tout recours exercés contre eux et découlant de faits — actes ou omissions — qui sont imputables à lui ou à ses préposés et mandataires et qui sont survenus :

a) avant l'entrée en vigueur de l'article 1, à l'égard :

(i) de terres domaniales dont le commissaire a la gestion et la maîtrise — exception faite de celles dont il avait la gestion et la maîtrise avant cette entrée en vigueur,

(ii) de droits relatifs à des eaux dont le commissaire a la gestion et la maîtrise,

(iii) d'intérêts existants;

b) à l'égard de toute reprise en vertu de l'article 55 ou de toute prise de décret d'interdiction en vertu des articles 56 ou 57;

c) à l'égard de garanties cédées au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest au titre de l'accord;

d) à l'égard de documents reproduits, prêtés ou transférés au titre de l'accord;

e) à l'égard de mesures d'assainissement exécutées au titre de l'accord.

Indemnisation
par le
gouvernement
du Canada

Indemnification
— Aboriginal
party

(2) The Government of Canada must indemnify an Aboriginal party, or any of its employees or agents, against all costs, charges and expenses, including amounts paid to settle an action or satisfy a judgement, that are reasonably incurred in respect of any claim, action or other proceeding brought against that Aboriginal party, or any of its employees or agents, arising out of any act or omission of the Government of Canada, or any of its employees or agents, occurring in respect of remediation performed under the Agreement on that Aboriginal party's settlement lands.

(2) Le gouvernement du Canada indemnise la partie autochtone, ainsi que les préposés et mandataires de celle-ci, des frais et dépens, notamment les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement, entraînés par toute réclamation ou tout recours exercés contre eux et découlant de faits—actes ou omissions—qui sont imputables à lui ou à ses préposés et mandataires et qui sont survenus à l'égard de mesures d'assainissement exécutées au titre de l'accord sur des terres de cette partie autochtone visées par un règlement.

Indemnisation
des parties
autochtones

Limitation on
indemnification

75. The Government of Canada, the Government of the Northwest Territories or an Aboriginal party—or an employee or agent of any of them—is not entitled to be indemnified under section 73 or 74 if the claim, action or proceeding is settled out of court without the written consent of the Government that is required to provide the indemnity.

75. En cas de règlement hors cour, les gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest, les parties autochtones et leurs préposés et mandataires ne peuvent être indemnisés en application des articles 73 ou 74 sans le consentement écrit du gouvernement qui est tenu d'indemniser.

Réserve :
consentement
écrit

Enforcement
actions

76. After the coming into force of section 1, the Government of the Northwest Territories may, despite section 71 and to the exclusion of any other person or entity, commence or continue enforcement actions—under an Act of Parliament that is repealed or rendered inapplicable in respect of the onshore on the coming into force of that section—other than one that is before a court on the coming into force of that section.

76. Après l'entrée en vigueur de l'article 1, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut, malgré l'article 71 et à l'exclusion de toute autre personne ou entité, entreprendre des mesures d'exécution qui, avant cette entrée en vigueur, n'étaient pas en instance et auraient pu être entreprises en vertu d'une loi fédérale abrogée ou rendue inapplicable à l'égard de la région intracôtière à cette entrée en vigueur, ou donner suite à de telles mesures.

Mesures
d'exécution

No waiver—
solicitor-client
privilege

77. (1) Communication under the Agreement by the Government of Canada to the Government of the Northwest Territories of information, however recorded, that is subject to solicitor-client privilege does not constitute a waiver of that privilege.

77. (1) La communication par le gouvernement du Canada au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, en conformité avec l'accord, d'éléments d'information—quel que soit leur support—qui sont protégés par le secret professionnel qui lie un avocat à son client n'a pas pour effet de porter atteinte à cette protection.

Secret
professionnel
maintenu

Prohibition

(2) No employee or agent of the Government of the Northwest Territories is, except with the Minister's written permission, to knowingly communicate or make available any information referred to in subsection (1)—or permit it to be communicated or made available—to a person who is not an employee or agent of that Government.

(2) Les fonctionnaires et les mandataires de l'administration des Territoires du Nord-Ouest ne peuvent sciemment communiquer ou laisser communiquer les éléments d'information communiqués au titre du paragraphe (1) si ce n'est à un autre fonctionnaire ou mandataire de cette administration ou sur autorisation écrite du ministre.

Interdiction

Assignment of contracts	<p>78. (1) In the case of a contract that is to be assigned by the Government of Canada to the Government of the Northwest Territories under the Agreement, the contract must be assigned even if</p> <p>(a) the contract does not allow for the assignment; or</p> <p>(b) a party's consent to the assignment is required under the contract and the party does not consent.</p>	<p>78. (1) Le fait qu'un marché ne permet pas la cession de celui-ci — ou que l'une des parties au marché ne consent pas à la cession alors que ce marché exige son consentement — est sans effet sur la cession du marché au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest par le gouvernement du Canada au titre de l'accord.</p>	Cession des marchés
Compensation	<p>(2) The Government of Canada must compensate the parties for costs or losses arising from an assignment referred to in subsection (1).</p>	<p>(2) Le gouvernement du Canada indemnise toute partie au marché pour les coûts et pertes découlant de la cession visée au paragraphe (1).</p>	Indemnisation
Transfer— public property	<p>79. (1) Section 61 of the <i>Financial Administration Act</i> does not apply to a transfer of public property, as defined in section 2 of that Act, that is made under the Agreement.</p>	<p>79. (1) L'article 61 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ne s'applique pas au transfert de biens publics au sens de l'article 2 de cette loi effectué en application de l'accord.</p>	Transfert : biens publics
Disposition— federal real property and federal immovables	<p>(2) The <i>Federal Real Property and Federal Immovables Act</i> does not apply to a disposition that is made under the Agreement of</p> <p>(a) federal real property as defined in section 2 of that Act; or</p> <p>(b) federal immovables as defined in that section.</p>	<p>(2) La <i>Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux</i> ne s'applique pas à la disposition d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux, au sens de l'article 2 de cette loi, effectuée en application de l'accord.</p>	Disposition : immeubles et biens réels fédéraux

AMENDMENT TO THIS ACT

MODIFICATION APPORTÉE À LA PRÉSENTE LOI

Repeal— subsection 4(3)	<p>80. Subsection 4(3) is repealed 10 years after the day on which section 1 comes into force.</p>	<p>80. Le paragraphe 4(3) est abrogé dix ans après la date de l'entrée en vigueur de l'article 1.</p>	Abrogation du paragraphe 4(3)
-------------------------	---	--	-------------------------------

AMENDMENTS TO OTHER ACTS

MODIFICATIONS APPORTÉES À D'AUTRES LOIS

R.S., c. A-1	<p><i>Access to Information Act</i></p>	<p><i>Loi sur l'accès à l'information</i></p>	L.R., ch. A-1
2013, c. 14, s. 17	<p>3. Schedule I to the <i>Access to Information Act</i> is amended by striking out the following under the heading "OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS":</p> <p>Northwest Territories Surface Rights Board <i>Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest</i></p> <p>Northwest Territories Water Board <i>Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest</i></p>	<p>3. L'annexe I de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> est modifiée par suppression, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :</p> <p>Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest <i>Northwest Territories Surface Rights Board</i></p> <p>Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest <i>Northwest Territories Water Board</i></p>	2013, ch. 14, art. 17

R.S., c. A-12	Arctic Waters Pollution Prevention Act	Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques	L.R., ch. A-12
2002, c. 7, s. 278	4. The definition “analyst” in section 2 of the Arctic Waters Pollution Prevention Act is replaced by the following:	4. La définition de « analyste », à l’article 2 de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, est remplacée par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 278
“analyst” « analyste »	“analyst” means a person designated as an analyst under the <i>Canada Water Act</i> , the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> or the <i>Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act</i> ;	« analyste » Personne désignée à ce titre en vertu de la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i> , de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i> ou de la <i>Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut</i> .	« analyste » “analyst”
R.S., c. C-5	Canada Evidence Act	Loi sur la preuve au Canada	L.R. ch. C-5
2002, c. 7, s. 96	5. Subsection 22(2) of the Canada Evidence Act is replaced by the following:	5. Le paragraphe 22(2) de la Loi sur la preuve au Canada est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 96
Territories	(2) Evidence of any proclamation, order, regulation or appointment made by the Lieutenant Governor or Lieutenant Governor in Council of the Northwest Territories, as constituted prior to September 1, 1905, or by the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut, may be given by the production of a copy of the <i>Canada Gazette</i> purporting to contain a copy of the proclamation, order, regulation or appointment, or a notice of it.	(2) La preuve de toute proclamation, de tout décret ou règlement pris, ou de toute nomination faite par le lieutenant-gouverneur ou par le lieutenant-gouverneur en conseil des Territoires du Nord-Ouest, tels qu’ils étaient constitués antérieurement au 1 ^{er} septembre 1905, ou par la Législature du Yukon, la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou la Législature du Nunavut, peut aussi être faite par la production d’un exemplaire de la <i>Gazette du Canada</i> donné comme contenant une copie ou un avis de cette proclamation, de ce décret, de ce règlement ou de cette nomination.	Territoires
R.S., c. C-11	Canada Water Act	Loi sur les ressources en eau du Canada	L.R., ch. C-11
2002, c. 7, s. 115	6. The definition “federal waters” in subsection 2(1) of the Canada Water Act is replaced by the following:	6. La définition de « eaux fédérales », au paragraphe 2(1) de la Loi sur les ressources en eau du Canada, est remplacée par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 115
“federal waters” « eaux fédérales »	“federal waters” means—other than in Yukon and the Northwest Territories—waters under the exclusive legislative jurisdiction of Parliament and (a) in Yukon, waters in a federal conservation area as defined in section 2 of the <i>Yukon Act</i> , and	« eaux fédérales » Eaux qui relèvent exclusivement de la compétence législative du Parlement. Ne sont cependant visées : a) en ce qui touche le Yukon, que les eaux situées dans les limites d’une aire de conservation fédérale au sens de l’article 2 35 de la <i>Loi sur le Yukon</i> ; b) en ce qui touche les Territoires du Nord-Ouest, que les eaux autres que celles à l’égard desquelles la Législature des Territoires du	« eaux fédérales » “federal waters”

(b) in the Northwest Territories, waters other than those in respect of which the Legislature of the Northwest Territories may make laws under paragraph 18(1)(n) of the *Northwest Territories Act*;

Nord-Ouest a compétence pour légiférer en vertu de l’alinéa 18(1)n) de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*.

5

R.S., c. C-50;
1990, c. 8, s. 21

Crown Liability and Proceedings Act

Loi sur la responsabilité civile de l’État et le contentieux administratif

L.R., ch. C-50;
1990, ch. 8,
art. 21

2002, c. 7, s. 151

7. The definition “servant” in section 2 of the *Crown Liability and Proceedings Act* is replaced by the following:

7. La définition de « préposés », à l’article 2 de la *Loi sur la responsabilité civile de l’État et le contentieux administratif*, est remplacée par ce qui suit :

2002, ch. 7,
art. 151

“servant”
« préposés »

“servant” includes agent, but does not include any person appointed or employed by or under 10 the authority of a law of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut;

« préposés » Sont assimilés aux préposés les mandataires. La présente définition exclut les personnes nommées ou engagées sous le régime 10 d’une loi de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut.

« préposés »
“servant”

R.S., c. E-3

Electoral Boundaries Readjustment Act

Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales

L.R., ch. E-3

1993, c. 28, s. 78
(Sch. III, item
45.3); 1998,
c. 15, s. 25

8. Section 30 of the *Electoral Boundaries Readjustment Act* is replaced by the follow- 15 **ing:**

8. L’article 30 de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* est 15 **remplacé par ce qui suit :**

1993, ch. 28,
art. 78 (ann. III,
art. 45.3); 1998,
ch. 15, art. 25

Territorial
electoral districts

30. In each of Yukon, the Northwest Territories and Nunavut, there shall be one electoral district respectively named and described as follows, each of which shall return one member: 20

30. Chacun des territoires — Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut — constitue une circonscription électorale représentée par un député et ainsi définie : 20

Circonscriptions
électorales des
territoires

Yukon: consisting of Yukon as bounded and described in Schedule 1 to the *Yukon Act*.

Yukon: le territoire du Yukon, dans la délimitation qu’en donne l’annexe 1 de la *Loi sur le Yukon*.

Western Arctic: consisting of the Northwest Territories as bounded and described 25 in the definition “Northwest Territories” in section 2 of the *Northwest Territories Act*.

Western Arctic: les Territoires du Nord-Ouest, dans la délimitation qu’en donne la 25 définition de « Territoires du Nord-Ouest », à l’article 2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*.

Nunavut: consisting of Nunavut as bounded and described in section 3 of the *Nunavut Act*. 30

Nunavut: le territoire du Nunavut, dans la délimitation qu’en donne l’article 3 de la 30 *Loi sur le Nunavut*.

R.S., c. E-15

Excise Tax Act

Loi sur la taxe d’accise

L.R., ch. E-15

2002, c. 7, s. 166

9. Subsection 2(2) of the *Excise Tax Act* is replaced by the following:

9. Le paragraphe 2(2) de la *Loi sur la taxe d’accise* est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 7,
art. 166

Application to territories

(2) For the purposes of this Act, the expression “Her Majesty in right of a province” includes the governments of Yukon, the Northwest Territories and Nunavut and the expression “legislature of any province” includes the Legislative Assembly of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut.

(2) Pour l’application de la présente loi, « Sa Majesté du chef d’une province » s’entend notamment des gouvernements du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, et « législature d’une province » s’entend notamment de l’Assemblée législative du Yukon, de l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou de l’Assemblée législative du Nunavut.

Application aux territoires

R.S., c. F-8; 1995, c. 17, s. 45(1)

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act***Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces***

L.R., ch. F-8; 1995, ch. 17, par. 45(1)

2007, c. 29, s. 62

10. (1) The portion of section 4.7 of the French version of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

10. (1) Le passage de l’article 4.7 de la version française de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

2007, ch. 29, art. 62

Recouvrement — Yukon

4.7 Le ministre peut recouvrer sur les sommes à payer au Yukon au titre de la présente partie la somme, déterminée par le ministre, qui est calculée au titre des dispositions ci-après des accords suivants :

4.7 Le ministre peut recouvrer sur les sommes à payer au Yukon au titre de la présente partie la somme, déterminée par le ministre, qui est calculée au titre des dispositions ci-après des accords suivants :

Recouvrement — Yukon

(2) Section 4.7 of the Act is renumbered as subsection 4.7(1) and is amended by adding the following:

(2) L’article 4.7 de la même loi devient le 20 paragraphe 4.7(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Recovery — Northwest Territories

(2) The Minister may recover, from any amount payable under this Part to the Northwest Territories, the amount, as determined by the Minister, that is computed under section 10.2 of the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013, as amended from time to time.

(2) Le ministre peut recouvrer sur les sommes à payer aux Territoires du Nord-Ouest au titre de la présente partie la somme, déterminée par le ministre, qui est calculée au titre de l’article 10.2 de l’Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, avec ses modifications éventuelles.

Recouvrement — Territoires du Nord-Ouest

R.S., c. H-6

Canadian Human Rights Act***Loi canadienne sur les droits de la personne***

L.R., ch. H-6

11. Subsection 66(3) of the *Canadian Human Rights Act* is repealed.

11. Le paragraphe 66(3) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est abrogé.

R.S., c. I-3

Importation of Intoxicating Liquors Act***Loi sur l’importation des boissons enivrantes***

L.R., ch. I-3

2002, c. 7, s. 182

12. The definition “province” in section 2 of the *Importation of Intoxicating Liquors Act* is replaced by the following:

12. La définition de « province », à l’article 2 de la *Loi sur l’importation des boissons enivrantes*, est remplacée par ce qui suit :

2002, ch. 7, art. 182

“province”
« province »

“province” means any province — other than Yukon and the Northwest Territories — in which there is in force an Act giving the government

« province » Toute province où est en vigueur une loi conférant au gouvernement de celle-ci ou à un de ses fonctionnaires ou organismes la

« province »
“province”

of the province or any board, commission, officer or other governmental agency control over the sale of intoxicating liquor in that province;

régie de la vente des boissons enivrantes dans cette province. Sont exclus le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

R.S., c. I-6

Department of Indian Affairs and Northern Development Act

Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

L.R., ch. I-6

2002, c. 7, s. 156

13. Section 6 of the Department of Indian Affairs and Northern Development Act is replaced by the following:

13. L'article 6 de la Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 7, art. 156

Administration of lands—Nunavut

6. (1) The Minister has the administration of lands situated in Nunavut belonging to Her Majesty in right of Canada except those lands

6. (1) Le ministre est chargé de la gestion des terres du Nunavut qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada, à l'exception de

Gestion des terres : Nunavut

(a) that are under the administration of any other minister of the Government of Canada or any agent corporation as defined in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*; or

celles dont la gestion est confiée à un autre ministre fédéral ou à une société mandataire au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de celles dont le commissaire du Nunavut a la gestion et la maîtrise au titre de la *Loi sur le Nunavut.*

(b) that are under the administration and control of the Commissioner of Nunavut under the *Nunavut Act*.

Yukon and Northwest Territories

(2) The Minister has the administration of public real property as defined in section 2 of the *Yukon Act*—and public lands as defined in section 2 of the *Northwest Territories Act*—except that public real property or those public lands, as the case may be, that are under

(2) Il est aussi chargé de la gestion des biens réels domaniaux au sens de l'article 2 de la *Loi sur le Yukon* et des terres domaniales au sens de l'article 2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, à l'exception de ceux dont la gestion est

Yukon et Territoires du Nord-Ouest

(a) the administration of another minister of the Government of Canada or any agent corporation as defined in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*; or

confiée à un autre ministre fédéral ou à une société mandataire au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de ceux dont le commissaire du Yukon ou le commissaire des Territoires du Nord-Ouest a la gestion et la maîtrise au titre de la loi applicable.

(b) the administration and control of the Commissioner of Yukon or the Commissioner of the Northwest Territories, as the case may be, under the applicable Act.

R.S., c. I-21

Interpretation Act

Loi d'interprétation

L.R., ch. I-21

2002, c. 7, s. 188(1)

14. (1) The definition “legislative assembly”, “legislative council” or “legislature” in subsection 35(1) of the *Interpretation Act* is repealed.

14. (1) La définition de « législature », « assemblée législative » et « conseil législatif », au paragraphe 35(1) de la *Loi d'interprétation*, est abrogée.

2002, ch. 7, par. 188(1)

2002, c. 7, s. 188(1)

(2) The definitions “Act” and “lieutenant governor in council” in subsection 35(1) of the Act are replaced by the following:

(2) Les définitions de « lieutenant-gouverneur en conseil » et « loi provinciale », au paragraphe 35(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

2002, ch. 7, par. 188(1)

“Act”
« loi
provinciale »

“Act”, in respect of an Act of a legislature, includes a law of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut;

“lieutenant governor in council”
« lieutenant-gouverneur en conseil »

“lieutenant governor in council” means

(a) the lieutenant governor of the province indicated by the enactment acting by and with the advice of, by and with the advice and consent of, or in conjunction with, the executive council,

(b) in Yukon, the Commissioner of Yukon acting with the consent of the Executive Council of Yukon,

(c) in the Northwest Territories, the Commissioner of the Northwest Territories acting with the consent of the Executive Council of the Northwest Territories, and

(d) in Nunavut, the Commissioner;

(3) Subsection 35(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“legislative assembly” or “legislature”
« législature » ou « assemblée législative »

“legislative assembly” or “legislature” includes the Lieutenant Governor in Council and the Legislative Assembly of the Northwest Territories, as constituted before September 1, 1905, and the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut;

« lieutenant-gouverneur en conseil » Le lieutenant-gouverneur d’une province agissant sur l’avis ou sur l’avis et avec le consentement du conseil exécutif de la province ou conjointement avec celui-ci, le commissaire du Yukon agissant avec l’agrément du Conseil exécutif du Yukon, le commissaire des Territoires du Nord-Ouest agissant avec l’agrément du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest ou le commissaire du Nunavut, selon le cas.

« lieutenant-gouverneur en conseil »
“lieutenant governor in council”

« loi provinciale » Sont assimilées aux lois provinciales les lois de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut.

« loi provinciale »
“Act”

(3) Le paragraphe 35(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« législature » ou « assemblée législative » Sont assimilés à la législature et à l’assemblée législative l’ensemble composé du lieutenant-gouverneur en conseil et de l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest, en leur état avant le 1^{er} septembre 1905, la Législature du Yukon, la Législature des Territoires du Nord-Ouest et la Législature du Nunavut.

« législature » ou « assemblée législative »
“legislative assembly” or “legislature”

R.S., c. L-6

Canada Lands Surveys Act

Loi sur l’arpentage des terres du Canada

L.R., ch. L-6

15. Paragraph (b) of the definition “Commissioner” in subsection 2(1) of the Canada Lands Surveys Act is replaced by the following:

(b) in respect of lands under his or her administration and control under the Northwest Territories Act, the Commissioner of the Northwest Territories, and

15. L’alinéa b) de la définition de « commissaire », au paragraphe 2(1) de la Loi sur l’arpentage des terres du Canada, est remplacé par ce qui suit :

b) le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, pour ce qui touche les terres dont il a la gestion et la maîtrise au titre de la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest;

2002, c. 7, s. 100

16. Section 22 of the Act is replaced by the following:

22. The provisions of sections 17, 18 and 23 apply, with any modifications that the circumstances require, to surveys under any other Act of Parliament, or any regulation made under such an Act, or any law of the Legislature of

Surveys made by Canada Lands Surveyor under other Act

16. L’article 22 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

22. Les articles 17, 18 et 23 s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux travaux d’arpentage effectués en vertu de toute autre loi fédérale et de ses règlements d’application, ou des lois de la Législature du Yukon, de la

2002, ch. 7, art. 100

Arpentage effectué en vertu d’autres lois

Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut if the Act, regulation or law requires the surveys to be made by a Canada Lands Surveyor.

Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut, dans les cas où ces lois et règlements prévoient que les travaux d'arpentage doivent être exécutés par un arpenteur des terres du Canada.

2002, c. 7, s. 102

17. Subsection 32(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

17. Le paragraphe 32(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5
2002, ch. 7, art. 102

Territoires

(2) Dans les terres du Canada situées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, toutes les réserves établies au cours de l'arpentage de chemins, rues, ruelles ou terrains communaux dans une ville, un village ou un établissement sont des routes publiques ou des terrains communaux.

(2) Dans les terres du Canada situées au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, toutes les réserves établies au cours de l'arpentage de chemins, rues, ruelles ou terrains communaux dans une ville, un village ou un établissement sont des routes publiques ou des terrains communaux.

Territoires

15

R.S., c. N-7

National Energy Board Act

Loi sur l'Office national de l'énergie

L.R., ch. N-7

18. The National Energy Board Act is amended by adding the following after section 12:

18. La Loi sur l'Office national de l'énergie est modifiée par adjonction, après l'article 12, de ce qui suit :

Jurisdiction—
Inuvialuit
Settlement
Region

12.1 (1) The Board shall, for a period of 20 years beginning on the day on which this section comes into force, be the regulator— under any law of the Legislature of the Northwest Territories that is made under paragraph 19(1)(a), (b) or (c) of the *Northwest Territories Act*— in respect of that portion of the Inuvialuit Settlement Region, as defined in section 2 of the *Canada Oil and Gas Operations Act*, that is situated in the onshore as defined in section 2 of the *Northwest Territories Act*.

12.1 (1) L'Office national de l'énergie agit, pendant une période de vingt ans commençant à l'entrée en vigueur du présent article, à titre d'organisme de réglementation, au titre de toute loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest édictée en vertu des alinéas 19(1)a), b) ou c) de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, à l'égard de toute partie de la région désignée des Inuvialuits au sens de l'article 2 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* comprise dans la région intracôtière au sens de l'article 2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*.

Compétence :
région désignée
des Inuvialuits

Successive
periods and
termination

(2) The Government of Canada and the Government of the Northwest Territories may agree that the Board shall be the regulator for successive periods of 20 years each; they may also, before the expiry of each successive period, agree to its earlier termination.

(2) Les gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest peuvent proroger la période prévue au paragraphe (1) à une ou plusieurs reprises. En outre, ils peuvent, avant l'expiration de chaque période supplémentaire, fixer une période plus courte.

Prorogation et
abrégement

R.S., c. N-26

Northern Pipeline Act

Loi sur le pipe-line du Nord

L.R., ch. N-26

2002, c. 7, s. 214

19. Paragraph 10(c) of the Northern Pipeline Act is replaced by the following:

19. L'alinéa 10c) de la Loi sur le pipe-line du Nord est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 7,
art. 214

(c) enter into such agreements with the government of a province, or with the government of Yukon or the Northwest Territories after consultation with the Legislature of Yukon or the Northwest Territories,

c) conclure avec les gouvernements des provinces et, après consultation de la Législature du Yukon ou de la Législature des Territoires du Nord-Ouest, avec ceux de ces territoires, les accords nécessaires pour

as may be necessary to facilitate the attainment of the objects of this Act and to provide for coordination and review of the activities of the Agency and those governments in relation to the pipeline;

faciliter la réalisation des objets de la présente loi et pour prévoir la coordination et l'étude des activités de l'Administration et celles des gouvernements en cause relativement au pipe-line;

R.S., c. O-7;
1992, c. 35, s. 2

Canada Oil and Gas Operations Act

Loi sur les opérations pétrolières au Canada

L.R., ch. O-7;
1992, ch. 35,
art. 2

20. Section 2 of the Canada Oil and Gas Operations Act is amended by adding the following in alphabetical order:

20. L'article 2 de la Loi sur les opérations pétrolières au Canada est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Agreement”
« accord »

“Agreement” means the Agreement for Coordination and Cooperation in the Management and Administration of Petroleum Resources in the Inuvialuit Settlement Region that was made on June 25, 2013, as amended from time to time.

« accord » L'entente de coordination et de coopération à l'égard de la gestion et de l'administration des ressources pétrolières et gazières dans la région désignée des Inuvialuits, conclue le 25 juin 2013, avec ses modifications éventuelles.

« accord »
“Agreement”

“Inuvialuit Settlement Region”
« région désignée des Inuvialuits »

“Inuvialuit Settlement Region” has the same meaning as in section 2 of the Agreement — as defined in section 2 of the *Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act* — excluding any area in Yukon or in the adjoining area as defined in section 2 of the *Yukon Act*.

« région désignée des Inuvialuits » S'entend au sens de « région désignée » à l'article 2 de la Convention, au sens de l'article 2 de la *Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique*, à l'exclusion de

15

« région désignée des Inuvialuits »
“Inuvialuit Settlement Region”

“onshore”
« région intracôtère »

“onshore” has the same meaning as in section 2 of the *Northwest Territories Act*;

de toute zone située au Yukon ou dans la zone adjacente au sens de l'article 2 de la *Loi sur le Yukon*.

“straddling resource”
« ressource chevauchante »

“straddling resource” means a pool or field that the National Energy Board determines under section 48.02

« région intracôtère » S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*.

« région intracôtère »
“onshore”

(a) is wholly or partly in the Inuvialuit Settlement Region, other than in Inuvialuit lands as defined in Article 2.1 of the Agreement, and

« ressource chevauchante » Gisement ou champ qui, selon la décision prise par l'Office national de l'énergie en application de l'article 48.02, est situé en tout ou en partie dans la région désignée des Inuvialuits — sauf dans les terres des Inuvialuits, au sens de l'article 2.1 de l'accord — et qui se trouve à la fois dans la région extracôtère au sens de l'article 48.01 et la région intracôtère.

« ressource chevauchante »
“straddling resource”

(b) straddles the offshore, as defined in section 48.01, and the onshore;

30

1996, c. 31,
s. 93; 1998,
c. 15, par. 49(b)

21. Paragraphs 3(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

21. Les alinéas 3a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1996, ch. 31,
art. 93; 1998,
ch. 15, al. 49b)

(a) that part of the onshore that is under the administration of a federal minister,

a) la partie de la région intracôtère dont un ministre fédéral a la gestion;

(b) Nunavut,

35

b) le Nunavut;

40

(c) Sable Island,

c) l'île de Sable;

(d) that part—of the internal waters of Canada or the territorial sea of Canada—that is not situated

(i) in a province other than the Northwest Territories, or

(ii) in that part of the onshore that is not under the administration of a federal minister, and

(e) the continental shelf of Canada and the waters superjacent to the seabed of that continental shelf,

22. Subsection 5.01(2) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (a) and by adding the following after that paragraph:

(a.1) in the case of land in the Northwest Territories, an order made by a territorial tribunal that is competent to resolve matters in dispute relating to access to the surface of lands; and

23. Section 5.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

(6.1) Despite subsection (4), the National Energy Board may approve a development plan in relation to developing a straddling resource, subject to

(a) the consent of the Governor in Council and the Executive Council of the Northwest Territories in relation to Part I of the plan; and

(b) any requirements that the Board considers appropriate or that may be prescribed.

(6.2) If the Governor in Council and the Executive Council of the Northwest Territories do not consent in relation to Part I of the plan, the Minister or the Government of the Northwest Territories may notify the other of their intention to refer the matter to an independent expert for a decision in accordance with section 48.095.

(6.3) The expert’s decision in relation to the development plan is deemed to be a development plan that is approved by the National Energy Board and in relation to Part I of the

d) la partie des eaux intérieures du Canada—ou de la mer territoriale du Canada—qui n’est pas comprise, selon le cas :

(i) dans le territoire d’une province autre que les Territoires du Nord-Ouest,

(ii) dans la partie de la région intracôtière dont un ministre fédéral n’a pas la gestion;

e) le plateau continental du Canada et les eaux surjacentes au fond ou au lit de ce plateau continental.

22. Le paragraphe 5.01(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa a), de ce qui suit :

a.1) dans le cas d’une terre située dans les Territoires du Nord-Ouest, par ordonnance rendue par le tribunal territorial compétent pour résoudre des différends concernant l’accès à la surface des terres;

23. L’article 5.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce 20 qui suit :

(6.1) Malgré le paragraphe (4), l’Office national de l’énergie peut approuver le plan de mise en valeur visant la ressource chevauchante, sous réserve des modalités qu’il estime indiquées ou qui sont fixées par règlement et, en ce qui a trait à la première partie du plan, de l’agrément du gouverneur en conseil et du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest.

(6.2) Si le gouverneur en conseil et le Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest ne donnent pas l’agrément visé au paragraphe (6.1), le ministre ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut aviser l’autre de son intention de renvoyer l’affaire à un expert indépendant afin que celui-ci prenne une décision conformément à l’article 48.095.

(6.3) La décision prise par l’expert à l’égard du plan de mise en valeur est réputée, d’une part, être un plan de mise en valeur approuvé par l’Office national de l’énergie et, d’autre part, en ce qui a trait à la première partie du plan,

Straddling resources—approval

No consent

Expert’s decision

Approbation : ressources chevauchantes

Absence d’agrément

Décision de l’expert

	<p>plan is deemed to be one that is consented to by the Governor in Council and the Executive Council of the Northwest Territories.</p>	<p>avoir reçu l’agrément du gouverneur en conseil et du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest.</p>	
<p>Amendment</p>	<p>(6.4) If a development plan is approved under subsection (6.1) or deemed to be approved under subsection (6.3), no amendment is to be made to the plan unless it is approved by the National Energy Board and, in the case of an amendment to Part I of the plan, consented to by the Governor in Council and the Executive Council of the Northwest Territories.</p>	<p>(6.4) S’agissant d’un plan de mise en valeur approuvé en vertu du paragraphe (6.1)—ou réputé l’avoir été au titre du paragraphe (6.3)—, il ne peut y être apporté de modification que si celle-ci est approuvée par l’Office national de l’énergie et, en ce qui a trait à la première partie du plan, que si elle reçoit l’agrément du gouverneur en conseil et du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest.</p>	<p>Modification</p>
<p>Amendment— application of subsections (6.1) to (6.4)</p>	<p>(6.5) Subsections (6.1) to (6.4) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a proposed amendment to a development plan.</p>	<p>(6.5) Les paragraphes (6.1) à (6.4) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux projets de modification du plan de mise en valeur.</p>	<p>Modification— application des paragraphes (6.1) à (6.4)</p>
<p>“unitization order” « arrêté d’union »</p>	<p>24. The definition “unitization order” in section 29 of the Act is replaced by the following: “unitization order” means an order that is made under section 41 or issued under section 48.092;</p>	<p>24. La définition de « arrêté d’union », à l’article 29 de la même loi, est remplacée par ce qui suit : « arrêté d’union » Mesure prise sous le régime des articles 41 ou 48.092.</p>	<p>Modification— application des paragraphes (6.1) à (6.4)</p>
<p>25. The Act is amended by adding the following after section 48:</p>	<p>25. The Act is amended by adding the following after section 48:</p>	<p>25. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 48, de ce qui suit :</p>	
<p>Definitions</p>	<p>STRADDLING RESOURCES—INUVIALUIT SETTLEMENT REGION <i>Definitions</i></p>	<p>RESSOURCES CHEVAUCHANTES : RÉGION DÉSIGNÉE DES INUVIALUITS <i>Définitions</i></p>	
<p>“notification area” « zone de notification »</p>	<p>48.01 The following definitions apply in this section and in sections 48.02 to 48.096. “notification area” means the following: (a) that part of the offshore that is situated within 20 kilometres of the onshore; and (b) that part of the onshore that is situated within 20 kilometres of the offshore.</p>	<p>48.01 Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 48.02 à 48.096. « région extracôtière » La partie de la région désignée des Inuvialuits qui n’est pas comprise dans la région intracôtière. « zone de notification » S’entend de ce qui suit :</p>	<p>Définitions</p>
<p>“offshore” « région extracôtière »</p>	<p>“offshore” means that part of the Inuvialuit Settlement Region that is not situated in the onshore.</p>	<p>a) la partie de la région extracôtière située dans les 20 km de la région intracôtière; b) la partie de la région intracôtière située dans les 20 km de la région extracôtière.</p>	<p>« région extracôtière » “offshore”</p>
<p>National Energy Board’s obligations</p>	<p><i>Determination</i> 48.02 If the data obtained from conducting a survey or drilling an exploratory well—as defined in subsection 101(1) of the <i>Canada Petroleum Resources Act</i>—in the notification</p>	<p><i>Décision</i> 48.02 Dans le cas où les données provenant d’études ou les données de forage d’un puits d’exploration, au sens du paragraphe 101(1) de la <i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i>, dans la</p>	<p>« zone de notification » “notification area”</p>

	<p>area provide sufficient information for the National Energy Board to determine that a pool or field exists, the Board shall</p> <p>(a) determine whether the pool or field is a straddling resource;</p> <p>(b) without delay notify the Minister and the Government of the Northwest Territories of its determination and the reasons for it; and</p> <p>(c) on request, provide that Minister or that Government with the information that is in the Board's possession and pertinent to that determination.</p>	<p>zone de notification fournissent suffisamment de renseignements pour que l'Office national de l'énergie établisse qu'un gisement ou un champ existe, l'Office :</p> <p>a) établit si le gisement ou le champ constitue une ressource chevauchante;</p> <p>b) avise sans délai le ministre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest de ses conclusions et des motifs à l'appui de celles-ci;</p> <p>c) fournit à l'un ou l'autre, sur demande, tout renseignement qu'il détient et qui est pertinent pour établir si le gisement ou le champ constitue une ressource chevauchante.</p>	
<p>Information sharing</p>	<p>48.03 The Minister and the Government of the Northwest Territories shall, on request, provide the other with the information that is in their possession and is relevant to the proper and efficient exploration for and the management, administration and exploitation of the straddling resource.</p>	<p>48.03 Le ministre ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, sur demande de l'autre, lui fournit tout renseignement qu'il détient et qui est pertinent pour la recherche, la gestion, l'administration et l'exploitation appropriées et efficaces de la ressource chevauchante.</p>	<p>Communication de renseignements</p>
<p>Single pool or field</p>	<p><i>Exploitation of Straddling Resources</i></p> <p>48.04 (1) A straddling resource may be exploited as a single pool or field, as the case may be.</p>	<p><i>Exploitation de ressources chevauchantes</i></p> <p>48.04 (1) Toute ressource chevauchante peut être exploitée comme un seul gisement ou champ, selon le cas.</p>	<p>Gisement ou champ uniques</p>
<p>Single exploration or drilling program</p>	<p>(2) An exploration or drilling program related to a straddling resource is, to the extent practicable, to be managed as a single exploration or drilling program.</p>	<p>(2) Un programme d'exploration ou de forage lié à une ressource chevauchante est, dans la mesure du possible, géré comme s'il s'agissait d'un seul programme d'exploration ou de forage.</p>	<p>Un seul programme d'exploration ou de forage</p>
<p>Notice — intention to start production</p>	<p>48.05 (1) If an interest owner, as defined in section 2 of the <i>Canada Petroleum Resources Act</i>, advises the Minister or the National Energy Board—including by way of an application under section 38 of the <i>Canada Petroleum Resources Act</i> or paragraph 5(1)(b) of this Act, as the case may be—that it intends to start production of a straddling resource, the Minister shall, without delay, notify the Government of the Northwest Territories of the interest owner's intention.</p>	<p>48.05 (1) Dans le cas où un titulaire, au sens de l'article 2 de la <i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i>, avise le ministre ou l'Office national de l'énergie—notamment au moyen d'une demande faite au titre de l'article 38 de cette loi ou à l'alinéa 5(1)b) de la présente loi, selon le cas—de son intention de procéder à la production d'une ressource chevauchante, le ministre notifie cette intention sans délai au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.</p>	<p>Avis : intention de procéder à la production</p>
<p>Notice — after production commences</p>	<p>(2) If, after production commences, the National Energy Board determines that a pool or field is a straddling resource</p>	<p>(2) Dans le cas où l'Office national de l'énergie établit, après le début de la production, que le gisement ou le champ constitue une ressource chevauchante :</p>	<p>Avis postérieur au début de la production</p>

	<p>(a) the Minister or the Government of the Northwest Territories—depending on the jurisdiction in which production commenced—shall, without delay, notify the other of that determination; and</p> <p>(b) either of them may give notice under section 48.06.</p>	<p>a) celui du ministre ou du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest qui a compétence sur le territoire où a commencé la production en avise l'autre sans délai;</p> <p>b) l'un ou l'autre peut alors transmettre l'avis visé à l'article 48.06.</p>	
Requirement— exploitation as single unit	<p>48.06 The Minister or the Government of the Northwest Territories may, by notice, require of the other that a pool or field that is a straddling resource be exploited as a single pool or field, as the case may be.</p>	<p>48.06 Le ministre ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut, au moyen d'un avis, exiger de l'autre que la ressource chevauchante soit exploitée comme un seul gisement ou champ, selon le cas.</p>	Avis : exploitation en tant que gisement ou champ uniques
Unit agreement	<p>48.07 (1) The royalty owners and the working interest owners in respect of a straddling resource may enter into a unit agreement and, if it is approved under subsection 48.09(1), they shall operate their interests in accordance with it or any amendment to it.</p>	<p>48.07 (1) Les titulaires de redevance et les détenteurs ayant un intérêt économique direct dans une ressource chevauchante peuvent conclure un accord d'union; s'il est approuvé au titre du paragraphe 48.09(1), ils exploitent leurs intérêts en conformité avec cet accord, et ses modifications éventuelles.</p>	Accord d'union
Unit operating agreement	<p>(2) The working interest owners in respect of a straddling resource may enter into a unit operating agreement and, if it is approved under subsection 48.09(1), they shall operate their interests in accordance with it or any amendment to it.</p>	<p>(2) Les détenteurs ayant un intérêt économique direct dans une ressource chevauchante peuvent conclure un accord d'exploitation unitaire; s'il est approuvé au titre du paragraphe 48.09(1), ils exploitent leurs intérêts en conformité avec cet accord, et ses modifications éventuelles.</p>	Accord d'exploitation unitaire
Termination	<p>(3) Unless the Minister and the Government of the Northwest Territories agree to an earlier termination, a unit agreement or a unit operating agreement remains in force until the later of</p> <p>(a) the day on which commercial production from the straddling resources to which the agreement applies ends, and</p> <p>(b) the day on which there are no outstanding obligations in respect of the decommissioning or the abandonment of the production system for a straddling resource to which the agreement applies.</p>	<p>(3) Sauf si le ministre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest conviennent de le résilier plus tôt, l'accord d'union ou l'accord d'exploitation unitaire demeure en vigueur jusqu'au dernier en date des jours suivants :</p> <p>a) le jour où la production commerciale prend fin à l'égard des ressources chevauchantes auxquelles l'accord en question s'applique;</p> <p>b) le jour où il n'existe plus d'obligation à l'égard du déclassement ou de l'abandon du système de production d'une ressource chevauchante à laquelle l'accord en question s'applique.</p>	Résiliation
Order to enter into agreements	<p>48.08 If a straddling resource is required to be exploited as a single pool or field under section 48.06 and the working interest owners have not entered into a unit agreement and a unit operating agreement, the Minister shall</p>	<p>48.08 Le ministre ordonne aux détenteurs ayant un intérêt économique direct dans la partie du gisement ou du champ qui relève de sa compétence de conclure un accord d'union et un accord d'exploitation unitaire s'ils ne l'ont pas</p>	Ordre ministériel : conclusion des accords

Approval of agreements	<p>order the working interest owners in the portion of the pool or field that is in the Minister's jurisdiction to do so.</p> <p>48.09 (1) A unit agreement and a unit operating agreement are subject to the approval of the Minister and the Government of the Northwest Territories. They are to be approved only if all royalty owners and working interest owners referred to in subsection 48.07(1) or all working interest owners referred to in subsection 48.07(2), as the case may be, are parties to the agreement.</p>	<p>déjà fait et s'il est exigé, en vertu de l'article 48.06, que la ressource chevauchante soit exploitée comme un seul gisement ou champ.</p> <p>48.09 (1) L'accord d'union et l'accord d'exploitation unitaire sont assujettis à l'approbation du ministre et du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, qui n'est donnée que si tous les titulaires de redevance et détenteurs visés au paragraphe 48.07(1) ou tous les détenteurs visés au paragraphe 48.07(2), selon le cas, y sont 10 parties.</p>	Approbation des accords
Condition precedent	<p>(2) No authorization is to be issued under paragraph 5(1)(b) — and no development plan is to be approved under subsection 5.1(4) — in relation to the exploitation of a straddling resource if the unit agreement and the unit operating agreement are not approved under subsection (1).</p>	<p>(2) La délivrance d'une autorisation en vertu de l'alinéa 5(1)b) et l'approbation du plan de mise en valeur en vertu du paragraphe 5.1(4), relativement à l'exploitation de la ressource chevauchante, sont subordonnées à l'approbation de l'accord d'union et de l'accord d'exploitation unitaire au titre du paragraphe (1).</p>	Condition préalable
Referral to independent expert	<p>48.091 If the royalty owners and the working interest owners in respect of a straddling resource do not enter into a unit agreement — and, in the case of the working interest owners, a unit operating agreement — within 90 days after the day on which the Minister orders the working interest owners to enter into those agreements under section 48.08, the Minister or the Government of the Northwest Territories may notify the other of their intention to refer the matter to an independent expert for a decision in accordance with section 48.095.</p>	<p>48.091 Dans le cas où un accord d'union n'est pas conclu par les titulaires de redevance et les détenteurs ayant un intérêt économique direct dans la ressource chevauchante — ou dans le cas où un accord d'exploitation unitaire n'est pas conclu par ces détenteurs — dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date où un ordre a été donné en application de l'article 48.08, le ministre ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut aviser l'autre de son intention de renvoyer l'affaire à un expert indépendant afin que celui-ci prenne une décision conformément à l'article 48.095.</p>	Avis : renvoi à un expert indépendant
Unitization order	<p>48.092 (1) The Minister shall issue a unitization order in accordance with the independent expert's final decision.</p>	<p>48.092 (1) Le ministre prend l'arrêté d'union conformément à la décision finale prise par l'expert.</p>	Arrêté d'union
Effect	<p>(2) The unit agreement and the unit operating agreement have the effect given them by the Minister's order.</p>	<p>(2) L'accord d'union et l'accord d'exploitation unitaire produisent les effets que leur donne l'arrêté d'union.</p>	Effets
Government of the Northwest Territories	<p>(3) A unitization order becomes effective only if the Government of the Northwest Territories issues an equivalent order.</p>	<p>(3) L'arrêté d'union ne prend effet que si le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest prend un arrêté équivalent.</p>	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Joint approval	<p>(4) The issuance of a unitization order by the Minister and of an equivalent order by the Government of the Northwest Territories is deemed to be their joint approval of the unit agreement and the unit operating agreement.</p>	<p>(4) La prise d'un arrêté d'union par le ministre et d'un arrêté équivalent par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest vaut approbation conjointe par eux de l'accord d'union et de l'accord d'exploitation unitaire en cause.</p>	Approbation conjointe

Effective date	(5) Subject to subsection (3), a unitization order becomes effective on the day established in the order, but that day is not to be less than 30 days after the day on which the order is issued.	(5) Sous réserve du paragraphe (3), l'arrêté d'union prend effet à la date qui y est prévue, mais au moins trente jours après sa prise.	Date de prise d'effet
Redetermination	<p>48.093 The Minister, the Government of the Northwest Territories or a working interest owner may—in respect of future production—request a redetermination of</p> <p>(a) the apportionment of the production from the straddling resource; or</p> <p>(b) one or more of the elements set out in the unit agreement or the unit operating agreement.</p>	<p>48.093 Le ministre, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ou tout détenteur ayant un intérêt économique direct dans une ressource chevauchante peut, à l'égard de la production future, demander qu'une nouvelle décision soit prise concernant, selon le cas :</p> <p>a) la répartition de la production de la ressource chevauchante;</p> <p>b) un ou plusieurs éléments prévus dans l'accord d'union ou l'accord d'exploitation unitaire.</p>	Nouvelle décision
No agreement—royalty owners and working interest owners	<p>48.094 If the royalty owners and the working interest owners in respect of a straddling resource do not enter into an agreement in respect of the redetermination under section 48.093 within 90 days after the day on which the request is made, the Minister or the Government of the Northwest Territories may notify the other of their intention to refer the matter to an independent expert for a decision in accordance with section 48.095.</p>	<p>48.094 Dans le cas où un accord concernant la prise d'une nouvelle décision demandée en vertu de l'article 48.093 n'est pas conclu par les titulaires de redevance et les détenteurs ayant un intérêt économique direct dans la ressource chevauchante dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date à laquelle la demande a été présentée, le ministre ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut aviser l'autre de son intention de renvoyer l'affaire à un expert indépendant afin que celui-ci prenne une décision conformément à l'article 48.095.</p>	Absence d'accord—titulaires de redevance et détenteurs
Independent expert	<p>48.095 (1) Within 90 days after the day on which the Minister or the Government of the Northwest Territories is notified under subsection 5.1(8) or section 48.091 or 48.094, the Minister and the Government shall appoint the independent expert.</p>	<p>48.095 (1) Le ministre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest nomment un expert indépendant dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date à laquelle un avis a été donné à l'un d'eux en vertu du paragraphe 5.1(8) ou des articles 48.091 ou 48.094.</p>	Expert indépendant
Qualifications	<p>(2) The independent expert must be impartial and independent and have knowledge or experience relevant to the matter.</p>	<p>(2) L'expert doit être impartial et indépendant et posséder les connaissances ou l'expérience voulues relativement à l'affaire en question.</p>	Compétences
Appointment—drawing lots	<p>(3) If the Minister and the Government of the Northwest Territories do not appoint the expert in accordance with subsection (1), each shall—within 30 days after the day on which the time to appoint an expert expires—submit to the other the names of up to two persons with the qualifications set out in subsection (2); they shall within 30 days after the day of submission</p>	<p>(3) En l'absence de nomination d'un expert indépendant dans le délai prévu au paragraphe (1), le ministre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest soumettent l'un à l'autre, dans les trente jours suivant l'expiration de ce délai, le nom d'au plus deux personnes possédant les compétences visées au paragraphe (2) et, dans les trente jours de l'échange des</p>	Nomination par tirage au sort

	select the independent expert from those persons by drawing lots and appoint that person as the independent expert.	noms, choisissent l'une de ces personnes par tirage au sort et la nomment à titre d'expert indépendant.	
Absence of submission, selection or appointment	(4) If the Minister or the Government of the Northwest Territories does not submit, select or appoint as required by subsection (3), they are deemed to make the same submission, selection or appointment—as the case may be—as the other and are bound by the decision of the independent expert.	(4) Celui du ministre ou du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest qui ne fait pas de soumission, de choix ou de nomination en conformité avec le paragraphe (3) est réputé avoir fait la même soumission, le même choix ou la même nomination, selon le cas, et est lié par la décision de l'expert indépendant.	Omission d'agir
Preliminary decision	(5) Within 90 days after the day on which they are seized of the matter or within any other period agreed to by the Minister and the Government of the Northwest Territories, the independent expert shall render a preliminary decision and the Minister and the Government are to be provided with it and the reasons for it, including any supporting documentation.	(5) L'expert indépendant prend une décision préliminaire et la communique au ministre et au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date où il a été saisi de la question ou tout autre délai convenu par le ministre et ce gouvernement. La décision est accompagnée des motifs et de la documentation à l'appui.	Décision préliminaire
Clarification or reconsideration	(6) The Minister or the Government of the Northwest Territories may—within 60 days after being provided with the preliminary decision—request the independent expert to clarify or reconsider that decision and make additional submissions to the independent expert.	(6) Dans les soixante jours suivant la réception de la décision préliminaire, le ministre ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest peut demander à l'expert indépendant de clarifier ou de reconsidérer sa décision et lui présenter des observations supplémentaires.	Demande de clarification ou de reconsidération
Further submissions	(7) If the Minister or the Government of the Northwest Territories does so request and make such submissions, they shall provide the other with a copy of those submissions. The other may—within 15 days after the day on which they receive that copy—make further submissions and shall provide the other with a copy of them.	(7) Celui du ministre ou du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest qui a fait la demande en transmet copie à l'autre. Ce dernier peut, dans les quinze jours suivant la date de réception de la demande, présenter des observations supplémentaires à l'expert indépendant et est tenu d'en transmettre copie au demandeur.	Observations supplémentaires
Final decision	(8) Within 120 days after the day on which they render a preliminary decision, the independent expert shall render a final decision and the Minister and the Government of the Northwest Territories are to be provided with it and the reasons for it, including any supporting documentation.	(8) L'expert indépendant prend une décision finale et la communique au ministre et au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest dans les cent vingt jours suivant la date où il a pris la décision préliminaire. La décision est accompagnée des motifs et de la documentation à l'appui.	Décision finale
Decision is final and binding	(9) An independent expert's final decision is final and binding on the Minister and the Government of the Northwest Territories and is not to be challenged on appeal or judicial review in any court except on the ground that the independent expert erred in law or exceeded the independent expert's jurisdiction.	(9) La décision ainsi prise est définitive et lie le ministre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Elle ne peut être contestée par un appel ou une demande de révision judiciaire auprès d'un tribunal, sauf si l'expert indépendant a commis une erreur de droit ou a outrepassé sa compétence.	Caractère définitif

Legal proceedings	<p>(10) If a person acts as an independent expert,</p> <p>(a) the person is not to be called to give evidence, and is not compellable as a witness, in any legal proceedings related to the matter; and</p> <p>(b) the person's records related to the matter are not admissible as evidence in any legal proceedings related to the matter.</p>	<p>(10) La personne agissant à titre d'expert indépendant ne peut être appelée à témoigner et n'est pas un témoin contraignable dans des instances liées à l'affaire, et ses documents relatifs à l'affaire ne sont pas admissibles en 5 preuve dans ces instances.</p>	Instances
Regulations — Inuvialuit lands	<p>48.096 The Governor in Council may, if the Inuvialuit Regional Corporation agrees in writing under subsection 3.3(b) of the Agreement to be bound by a provision of Article 5 of the Agreement, make regulations adapting the definitions "Agreement", "Inuvialuit Settlement 15 Region" and "straddling resource" in section 2 and sections 48.01 to 48.095 accordingly.</p>	<p>48.096 Dans le cas où la Société régionale inuvialuite consent par écrit, en vertu de l'alinéa 3.3b) de l'accord, à être liée par tout ou partie des dispositions de l'article 5 de cet accord, le 10 gouverneur en conseil peut, par règlement, adapter les définitions de « accord », « région désignée des Inuvialuits » et « ressource chevauchante », à l'article 2, et les articles 48.01 à 48.095 en conséquence. 15</p>	Règlements : terres des Inuvialuits
R.S., c. P-21	<i>Privacy Act</i>	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	L.R., ch. P-21
2013, c. 14, s. 19	<p>26. The schedule to the <i>Privacy Act</i> is amended by striking out the following under the heading "OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS":</p>	<p>26. L'annexe de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> est modifiée par suppression, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :</p>	2013, ch. 14, art. 19
	<p>Northwest Territories Surface Rights Board <i>Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest</i></p>	<p>Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest <i>Northwest Territories Surface Rights Board</i></p>	
	<p>Northwest Territories Water Board <i>Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest</i></p>	<p>Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest <i>Northwest Territories Water Board</i></p>	25
R.S., c. S-22	<i>Statutory Instruments Act</i>	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>	L.R., ch. S-22
2002, c. 7, s. 236	<p>27. Subparagraph (b)(iv) of the definition "statutory instrument" in subsection 2(1) of the <i>Statutory Instruments Act</i> is replaced by the following:</p>	<p>27. Le sous-alinéa b)(iv) de la définition de « texte réglementaire », au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>, est 30 remplacé par ce qui suit :</p>	2002, ch. 7, art. 236
	<p>(iv) a law made by the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut, a rule made by the Legislative Assembly of Yukon under section 16 of the <i>Yukon Act</i>, of the Northwest Territories 35 under section 16 of the <i>Northwest Territories Act</i> or of Nunavut under section 21 of the <i>Nunavut Act</i> or any instrument issued, made or established under any such law or rule. 40</p>	<p>(iv) les lois de la Législature du Yukon, de 30 la <u>Législature</u> des Territoires du Nord-Ouest ou de la <u>Législature</u> du Nunavut, les règles établies par l'Assemblée législative du Yukon en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur le Yukon</i>, celles établies par l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i>, celles établies par l'Assemblée législative du</p>	

		Nunavut en vertu de l'article 21 de la <i>Loi sur le Nunavut</i> , ainsi que les textes pris sous le régime de ces lois et règles.	
R.S., c. S-23	Canada Student Loans Act	Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	L.R., ch. S-23
2002, c. 7, s. 113	28. Subsection 2(2) of the <i>Canada Student Loans Act</i> is replaced by the following:	28. Le paragraphe 2(2) de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 113
Territories	(2) In its application to Yukon, the Northwest Territories and Nunavut, the expression “lieutenant governor in council” in this Act means the Commissioner of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, acting after consultation with the Legislative Assembly of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, as the case may be.	(2) Pour l'application de la présente loi au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, « lieutenant-gouverneur en conseil » s'entend du commissaire du Yukon, de celui des Territoires du Nord-Ouest ou de celui du Nunavut, agissant après consultation de l'Assemblée législative du Yukon, de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou de l'Assemblée législative du Nunavut, selon le cas.	Territoires
R.S., c. T-7	Territorial Lands Act	Loi sur les terres territoriales	L.R., ch. T-7
2002, c. 7, s. 240	29. Subsection 3(2) of the <i>Territorial Lands Act</i> is replaced by the following:	29. Le paragraphe 3(2) de <i>Loi sur les terres territoriales</i> est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 240
Nunavut	(2) Sections 9 and 12 to 16 and paragraph 23(k) apply to territorial lands under the administration and control of the Commissioner of Nunavut.	(2) Les articles 9 et 12 à 16 ainsi que l'alinéa 23k) s'appliquent aux terres territoriales dont la gestion et la maîtrise sont confiées au commissaire du Nunavut.	Nunavut
2002, c. 7, s. 242	30. Section 6 of the Act is replaced by the following:	30. L'article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 242
Consultation	6. The Governor in Council may exercise the powers mentioned in sections 4 and 5 only after consultation with the Legislative Assembly of the Northwest Territories or Nunavut, as the case may be, or — if it considers that consultation to be impracticable — after consultation with each of the members of the relevant Legislative Assembly with whom consultation can be effected.	6. Le gouverneur en conseil ne peut exercer les pouvoirs visés aux articles 4 et 5 qu'après consultation de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou de l'Assemblée législative du Nunavut, selon le cas, ou, s'il estime que cela est pratiquement impossible, des membres de l'assemblée en question pouvant être joints.	Consultation
2002, c. 7, s. 243(1)	31. (1) Subsection 9(1) of the Act is replaced by the following:	31. (1) Le paragraphe 9(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 7, par. 243(1)
Interpretation	9. (1) In this section, the expressions “certificate of title” and “registrar” have the meanings assigned by any law of the Legislature of the Northwest Territories or for Nunavut, as the case may be, in respect of title to real property.	9. (1) Au présent article, « certificat de titre » et « directeur du bureau des titres de biens-fonds » s'entendent au sens de toute loi	Définitions

		de la <u>Législature</u> des Territoires du Nord-Ouest ou de la <u>Législature</u> du Nunavut, selon le cas, <u>applicable</u> en matière de titres fonciers.	
2002, c. 7, s. 243(2)	(2) Paragraph 9(3)(b) of the Act is replaced by the following:	(2) L'alinéa 9(3)b de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 7, par. 243(2)
	(b) in the case of territorial lands described in subsection 3(2), by the Commissioner of Nunavut.	b) dans le cas des terres territoriales visées au paragraphe 3(2), par le commissaire du Nunavut.	5
R.S., c. W-4	<i>Dominion Water Power Act</i>	<i>Loi sur les forces hydrauliques du Canada</i>	L.R., ch. W-4
2002, c. 7, s. 161	32. The definitions “Dominion water-powers” and “public lands” in section 2 of the <i>Dominion Water Power Act</i> are replaced by the following:	32. Les définitions de « forces hydrauliques du Canada » et « terres domaniales », à l'article 2 de <i>Loi sur les forces hydrauliques du Canada</i>, sont respectivement remplacées par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 161
“Dominion water-powers” « forces hydrauliques du Canada »	“Dominion water-powers” means any water-powers on public lands, or any other water-powers that are the property of Canada and have been or may be placed under the administration of the Minister, but does not include water-powers on lands under the administration and control of the Commissioner of Yukon or the Northwest Territories;	« forces hydrauliques du Canada » Toutes forces hydrauliques se trouvant sur des terres domaniales, ou toutes autres forces hydrauliques appartenant au Canada et dont la gestion est confiée au ministre ou peut l'être. Sont exclues celles se trouvant sur les terres dont le commissaire du Yukon ou celui des Territoires du Nord-Ouest a la gestion et la maîtrise.	10 15 20
“public lands” « terres domaniales »	“public lands” means lands belonging to Her Majesty in right of Canada and includes lands of which the Government of Canada has power to dispose but does not include lands under the administration and control of the Commissioner of Yukon or the Northwest Territories;	« terres domaniales » Terres appartenant à Sa Majesté du chef du Canada ou que le gouvernement du Canada a le pouvoir d'aliéner. Sont exclues les terres dont le commissaire du Yukon ou celui des Territoires du Nord-Ouest a la gestion et la maîtrise.	25 30
R.S., c. 3 (2nd Supp.)	<i>Divorce Act</i>	<i>Loi sur le divorce</i>	L.R., ch. 3 (2 ^e suppl.)
	33. Paragraph (b) of the definition “Attorney General” in subsection 18(1) of the <i>Divorce Act</i> is replaced by the following:	33. L'alinéa b) de la définition de « procureur général », au paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur le divorce</i>, est remplacé par ce qui suit :	30
	(b) for the Northwest Territories, the member of the <u>Executive</u> Council of the Northwest Territories designated by the Commissioner of the Northwest Territories,	b) le membre du Conseil <u>exécutif</u> des Territoires du Nord-Ouest désigné par le commissaire de ces territoires;	30
1997, c. 1, s. 9	34. Paragraph 20.1(1)(d) of the Act is replaced by the following:	34. L'alinéa 20.1(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	35
	(d) any member of the <u>Legislative Assembly</u> of the Northwest Territories, or any agency in the Northwest Territories, designated by the Commissioner of the Northwest Territories; or	d) à un <u>député</u> de l' <u>Assemblée législative</u> des Territoires du Nord-Ouest ou à une administration qui est située dans ces territoires, désigné par le commissaire de ces territoires;	35

R.S., c. 36
(2nd Supp.)

Canada Petroleum Resources Act

Loi fédérale sur les hydrocarbures

L.R., ch. 36
(2^e suppl.)

1996, c. 31,
s. 58; 1998,
c. 15, par. 49(a)

35. (1) Paragraphs (a) and (b) of the definition “frontier lands” in section 2 of the Canada Petroleum Resources Act are replaced by the following:

35. (1) Les alinéas a) et b) de la définition de « terres domaniales », à l'article 2 de la Loi fédérale sur les hydrocarbures, et le passage précédant l'alinéa a) sont remplacés par ce qui suit :

1996, ch. 31,
art. 58; 1998,
ch. 15, al. 49a)

(a) that part of the onshore that is under the administration of a federal minister,

5 « terres domaniales » Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou dont elle peut légalement aliéner ou exploiter les ressources naturelles, et qui sont situées, selon le cas :

« terres domaniales »
“frontier lands”

(b) Nunavut,

(c) Sable Island,

(d) the submarine areas in that part—of the internal waters of Canada or the territorial sea of Canada — that is not situated

a) dans la partie de la région intracôtière dont un ministre fédéral a la gestion;

b) au Nunavut;

c) dans l'île de Sable;

d) dans les zones sous-marines qui sont dans la partie des eaux intérieures du Canada — ou de la mer territoriale du Canada — qui n'est pas comprise, selon le cas :

(i) dans le territoire d'une province autre que les Territoires du Nord-Ouest,

(ii) dans la partie de la région intracôtière dont un ministre fédéral n'a pas la gestion;

e) dans le plateau continental du Canada.

(i) in a province other than the Northwest Territories, or

(ii) in that part of the onshore that is not under the administration of a federal minister, or

(e) the continental shelf of Canada,

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, 25 de ce qui suit :

“onshore”
« région intracôtière »

“onshore” has the same meaning as in section 2 of the Northwest Territories Act;

« région intracôtière » S'entend au sens de l'article 2 de la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest.

« région intracôtière »
“onshore”

36. Section 101 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

36. L'article 101 de la même loi est modifié 30 par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Disclosure—
governments and
agencies

(6.1) The National Energy Board may disclose any information or documentation that it obtains under this Act or the Canada Oil and Gas Operations Act—to officials of the Government of Canada, the government of a province or a foreign government or to the representatives of any of their agencies—for the purposes of a federal, provincial or foreign law, as the case may be, that deals primarily with a petroleum-related work or activity,

(6.1) L'Office national de l'énergie peut communiquer tout renseignement qu'il a obtenu au titre de la présente loi ou de la Loi sur les opérations pétrolières au Canada à des fonctionnaires de l'administration publique fédérale ou d'une administration publique provinciale ou étrangère ou à des représentants de tout organisme de l'une de ces administrations, pour l'application d'une règle de droit—fédérale, provinciale ou d'un État étranger—portant

Communication :
administrations
publiques et
organismes

	<p>including the exploration for and the management, administration and exploitation of petroleum resources, if</p> <p>(a) the government or agency undertakes to keep the information or documentation confidential and not to disclose it without the Board's written consent;</p> <p>(b) the information or documentation is disclosed in accordance with any conditions agreed to by the Board and the government or agency; and</p> <p>(c) in the case of disclosure to a foreign government or agency, the Minister consents in writing.</p>	<p>principalement sur des activités afférentes aux hydrocarbures, y compris la prospection, la gestion, l'administration et la production de ceux-ci si, à la fois :</p> <p>a) l'administration publique ou l'organisme s'engage à en protéger la confidentialité et à ne pas le communiquer sans le consentement écrit de l'Office;</p> <p>b) la communication est effectuée selon les conditions convenues entre l'Office et l'administration publique ou l'organisme;</p> <p>c) dans le cas de toute communication à une administration publique étrangère ou à l'un de ses organismes, le ministre consent par écrit à la communication.</p>	
<p>Disclosure— Minister</p>	<p>(6.2) The National Energy Board may disclose to the Minister the information or documentation that it has disclosed or intends to disclose under subsection (6.1), but the Minister is not to further disclose that information or documentation unless the Board consents in writing to that disclosure or the Minister is required by an Act of Parliament to disclose that information or documentation.</p>	<p>(6.2) L'Office national de l'énergie peut communiquer au ministre les renseignements qu'il a communiqués ou qu'il entend communiquer en vertu du paragraphe (6.1); le ministre ne peut les communiquer que si une loi fédérale l'y oblige ou si l'Office y consent par écrit.</p>	<p>Communication au ministre</p>
<p>Consent</p>	<p>(6.3) For the purposes of paragraph (6.1)(a) and subsection (6.2), the National Energy Board may consent to the further disclosure of information or documentation only if the Board itself is authorized under this section to disclose it.</p>	<p>(6.3) Pour l'application de l'alinéa (6.1)a) et du paragraphe (6.2), l'Office national de l'énergie ne peut consentir à la communication de renseignements que dans les cas où il peut lui-même les communiquer sous le régime du présent article.</p>	<p>Consentement</p>
	<p>37. The Act is amended by adding the following after section 117.1:</p>	<p>37. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 117.1, de ce qui suit :</p>	
<p>Northwest Territories</p>	<p>117.2 (1) An interest in respect of lands that straddle the onshore and the offshore—that is in effect on the coming into force of this section—is divided into two interests: one in respect of the portion of those lands that is situated in the onshore and one in respect of the portion that is situated in the offshore. Only the offshore interest is to be under the administration of a federal minister.</p>	<p>117.2 (1) À l'entrée en vigueur du présent article, tout intérêt à l'égard de terres qui se trouvent à la fois dans les régions intracôtière et extracôtière est scindé en deux intérêts, l'un visant les terres situées dans la région intracôtière, l'autre visant celles qui sont situées dans la région extracôtière. Seule la gestion du second intérêt est confiée à un ministre fédéral.</p>	<p>Territoires du Nord-Ouest</p>
<p>Assignment of new numbers</p>	<p>(2) The Registrar referred to in subsection 87(2) may assign new numbers to the interests resulting from the division of the interest.</p>	<p>(2) Le directeur visé au paragraphe 87(2) peut attribuer de nouveaux numéros aux intérêts résultant de la scission.</p>	<p>Attribution de nouveaux numéros</p>

Interpretation	(3) The division of the interest and assignment of new numbers is to be construed as a continuation of the interest and not as the issuance of new interests.	(3) Ni la scission d'un intérêt ni l'attribution de nouveaux numéros aux intérêts n'a pour effet de créer de nouveaux intérêts, les intérêts existants étant remplacés sans solution de continuité.	Précision 5
Definition of "offshore"	(4) In this section, "offshore" has the same meaning as in section 48.01 of the <i>Canada Oil and Gas Operations Act</i> .	(4) Au présent article, « région extracôtière » s'entend au sens de l'article 48.01 de la <i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i> .	Définition de « région extracôtière »
R.S., c. 24 (4th Supp.)	Canadian Multiculturalism Act	Loi sur le multiculturalisme canadien	L.R., ch. 24 (4 ^e suppl.)
2002, c. 7, s. 129	38. Paragraph (c) of the definition "federal institution" in section 2 of the <i>Canadian Multiculturalism Act</i> is replaced by the following: (c) any institution of the Legislative Assembly or government of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, <u>as the case may be</u> , or	38. Le passage de la définition de « institutions fédérales » suivant l'alinéa b), à l'article 2 de la <i>Loi sur le multiculturalisme canadien</i>, est remplacé par ce qui suit : Ne sont pas visés les institutions de l'Assemblée législative du Yukon, de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou de l'Assemblée législative du Nunavut ou celles de l'administration de chacun de ces territoires, ni les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.	2002, ch. 7, art. 129
R.S., c. 31 (4th Supp.)	Official Languages Act	Loi sur les langues officielles	L.R., ch. 31 (4 ^e suppl.)
2006, c. 7, s. 224	39. Paragraph (i) of the definition "federal institution" in subsection 3(1) of the <i>Official Languages Act</i> is replaced by the following: (i) any institution of the Legislative Assembly or government of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, or	39. La définition de « institutions fédérales », au paragraphe 3(1) de la <i>Loi sur les langues officielles</i>, est remplacée par ce qui suit : « institutions fédérales » Les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada, dont le Sénat, la Chambre des communes, la bibliothèque du Parlement, le bureau du conseiller sénatorial en éthique et le bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, les tribunaux fédéraux, tout organisme — bureau, commission, conseil, office ou autre — chargé de fonctions administratives sous le régime d'une loi fédérale ou en vertu des attributions du gouverneur en conseil, les ministères fédéraux, les sociétés d'État créées sous le régime d'une loi fédérale et tout autre organisme désigné par la loi à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou placé sous la tutelle du gouverneur en conseil ou d'un ministre fédéral. Ne sont pas visés les	2006, ch. 9, art. 20 25 « institutions fédérales » "federal institution"

		institutions de l'Assemblée législative du Yukon, de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou de l'Assemblée législative du Nunavut ou celles de l'administration de chacun de ces territoires, ni les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.	
2002, c. 7, s. 225	40. Paragraph 7(3)(a) of the Act is replaced by the following:	40. L'alinéa 7(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 225
	(a) a law made by the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut, or any instrument made under any such law, or	a) les lois de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut, ainsi que les actes découlant de ces lois;	5
1990, c. 41	<i>Hibernia Development Project Act</i>	<i>Loi sur l'exploitation du champ Hibernia</i>	1990, ch. 41
2002, c. 7, s. 178	41. The definition "federal laws" in subsection 2(1) of the <i>Hibernia Development Project Act</i> is replaced by the following:	41. La définition de « lois fédérales », au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'exploitation du champ Hibernia</i>, est remplacée par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 178
"federal laws" « lois fédérales »	"federal laws" includes Acts of Parliament, regulations as defined in section 2 of the <i>Interpretation Act</i> and any other rules of law within the jurisdiction of Parliament, and any provision of those Acts, regulations or rules of law, but does not include laws of the Legislature of Yukon, of the <u>Northwest Territories</u> or for Nunavut;	« lois fédérales » Sont compris parmi les lois fédérales tout ou partie des lois du Parlement, des règlements au sens de l'article 2 de la <i>Loi d'interprétation</i> et des autres règles de droit qui relèvent de la compétence du Parlement. Sont toutefois exclues les lois de la Législature du Yukon, de la <u>Législature des Territoires du Nord-Ouest</u> ou de la <u>Législature</u> du Nunavut.	« lois fédérales » "federal laws"
1991, c. 50; 2001, c. 4, s. 10	<i>Federal Real Property and Federal Immovables Act</i>	<i>Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux</i>	1991, ch. 50; 2001, ch. 4, art. 10
2002, c. 7, s. 171	42. Section 17 of the <i>Federal Real Property and Federal Immovables Act</i> is replaced by the following:	42. L'article 17 de la <i>Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux</i> est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 7, art. 171
Territorial lands	17. (1) Despite section 3 of the <i>Territorial Lands Act</i>, sections 13 to 16 and 19 of that Act apply in respect of all federal real property in Nunavut.	17. (1) Malgré l'article 3 de la <i>Loi sur les terres territoriales</i>, les articles 13 à 16 et 19 de cette loi s'appliquent aux biens réels fédéraux situés au Nunavut.	30 Terres territoriales
Yukon and Northwest Territories	(1.1) Sections 13 to 16 and 19 of the <i>Territorial Lands Act</i> apply in respect of federal real property in Yukon or the <u>Northwest Territories</u> that is under the administration of a minister or an agent corporation.	(1.1) Ces articles s'appliquent aussi aux biens réels fédéraux situés au Yukon ou dans les <u>Territoires du Nord-Ouest</u> , et dont la gestion est confiée à un ministre ou à une société mandataire.	35 Yukon et Territoires du Nord-Ouest

Administration — Minister of Indian Affairs and Northern Development

(2) If any federal real property in Nunavut or any federal real property that is described in subsection (1.1) is granted in fee simple under this Act, the Minister of Indian Affairs and Northern Development has the administration of any property and rights that are reserved from the grant by virtue of subsection (1) or (1.1).

(2) Dans le cas des biens réels fédéraux soit situés au Nunavut, soit visés au paragraphe (1.1), et concédés en fief simple sous le régime de la présente loi, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est chargé de la gestion des biens réels et des droits sur ceux-ci qui, par application des paragraphes (1) et (1.1), font l'objet de réserves.

Gestion par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

Administration — interest other than fee simple

(3) If an interest — other than the fee simple in that federal real property — that is under the administration of a minister is granted under this Act, that minister retains the administration of the property and rights that are reserved from the grant by virtue of subsection (1) or (1.1).

(3) Lorsque tout intérêt autre que le droit de propriété en fief simple de tels biens réels fédéraux fait l'objet d'une concession sous le régime de la présente loi, le ministre chargé de leur gestion conserve la gestion de ces biens réels et des droits sur ceux-ci qui, par application des paragraphes (1) et (1.1), font l'objet de réserves.

Gestion : intérêt autre que le droit de propriété

1993, c. 28

Nunavut Act

Loi sur le Nunavut

1993, ch. 28

1998, c. 15, s. 16

43. Section 76.05 of the *Nunavut Act* and the heading before it are repealed.

43. L'article 76.05 de la *Loi sur le Nunavut* et l'intertitre le précédant sont abrogés.

1998, ch. 15, art. 16

1993, c. 41

Land Titles Repeal Act

Loi d'abrogation de la Loi sur les titres de biens-fonds

1993, ch. 41

2002, c. 7, s. 198

44. Subsection 4(1) of the *Land Titles Repeal Act* is replaced by the following:

44. Le paragraphe 4(1) de la *Loi d'abrogation de la Loi sur les titres de biens-fonds* est 20 remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 7, art. 198

Restriction

4. (1) Despite any other Act of Parliament, the Legislature of Yukon or of the Northwest Territories is, without the approval of the Governor in Council, not to repeal, amend or otherwise render inoperable any provision described in paragraph 3(2)(c).

4. (1) Malgré toute autre loi fédérale, la Législature du Yukon et la Législature des Territoires du Nord-Ouest ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, abroger, 25 modifier ni rendre inopérantes les dispositions visées à l'alinéa 3(2)c).

Restriction

2002, c. 7, s. 199

45. Subsection 5(1) of the Act is replaced by the following:

45. Le paragraphe 5(1) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 7, art. 199

Certificate as evidence against Her Majesty

5. (1) Subject to subsection (2), a law of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut may provide that a certificate of title granted under it is conclusive evidence in all courts as against Her Majesty, 30 subject to the same exceptions that were contained in the *Land Titles Act* as it read immediately before it was repealed in respect of the Territory.

5. (1) Toute loi de la Législature du Yukon, 30 de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut peut disposer que les certificats de titre délivrés sous leur régime sont opposables à Sa Majesté devant les tribunaux, sous réserve des mêmes exceptions 35 que celles prévues par la *Loi sur les titres de biens-fonds*, dans sa version à l'abrogation pour le territoire.

Opposabilité des certificats à Sa Majesté

1996, c.31	<i>Oceans Act</i>	<i>Loi sur les océans</i>	1996, ch.31
2002, c.7, s.223	46. The definition “federal laws” in section 2 of the <i>Oceans Act</i> is replaced by the following:	46. L’alinéa a) de la définition de « droit », à l’article 2 de la <i>Loi sur les océans</i>, est remplacé par ce qui suit :	2002, ch.7, art.223
“federal laws” « droit »	“federal laws” includes Acts of Parliament, regulations as defined in subsection 2(1) of the <i>Interpretation Act</i> and any other rules of law within the jurisdiction of Parliament, but does not include laws of the Legislature of Yukon, of the <u>Northwest Territories</u> or for Nunavut;	a) s’agissant du droit fédéral, les lois fédérales et les règlements au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi d’interprétation</i> ainsi que les autres règles de droit qui relèvent de la compétence du Parlement. Sont toutefois exclues les lois de la Législature du Yukon, de la <u>Législature des Territoires du Nord-Ouest</u> ou de la <u>Législature</u> du Nunavut;	5
1999, c.33	<i>Canadian Environmental Protection Act, 1999</i>	<i>Loi canadienne sur la protection de l’environnement (1999)</i>	1999, ch.33
2002, c.7, s.125	47. Subsection 207(1.1) of the <i>Canadian Environmental Protection Act, 1999</i> is replaced by the following:	47. Le paragraphe 207(1.1) de la <i>Loi canadienne sur la protection de l’environnement (1999)</i> est remplacé par ce qui suit :	2002, ch.7, art.125
Territories	(1.1) This Part does not apply to (a) public real property that is under the administration and control of the Commissioner of Yukon <u>under</u> the <i>Yukon Act</i> ; or (b) public lands that are under the administration and control of the Commissioner of the Northwest Territories under the <i>Northwest Territories Act</i> .	(1.1) Sont cependant soustraits à l’application de la présente partie : a) les biens réels domaniaux dont le commissaire du Yukon a la gestion et la maîtrise au titre de la <i>Loi sur le Yukon</i> ; b) les terres domaniales dont le commissaire des Territoires du Nord-Ouest a la gestion et la maîtrise au titre de la <i>Loi sur les Territoires du Nord-Ouest</i> .	15 Territoires
2000, c.9	<i>Canada Elections Act</i>	<i>Loi électorale du Canada</i>	2000, ch.9
2002, c.7, s.91	48. Paragraph 22(3)(c) of the <i>Canada Elections Act</i> is replaced by the following:	48. L’alinéa 22(3)c) de la <i>Loi électorale du Canada</i> est remplacé par ce qui suit :	2002, ch.7, art.91
	(c) a member of the legislative assembly of a province;	c) les membres de l’assemblée législative d’une province;	25
2002, c.7, s.92	49. Paragraph 65(c) of the Act is replaced by the following:	49. L’alinéa 65c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2002, ch.7, art.92
	(c) a member of the legislative assembly of a province;	c) les membres de l’assemblée législative d’une province;	30
2000, c.32	<i>Canada National Parks Act</i>	<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i>	2000, ch.32
2009, c.17, s.7(1)	50. Subsection 41.1(4) of the <i>Canada National Parks Act</i> is replaced by the following:	50. Le paragraphe 41.1(4) de la <i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> est remplacé par ce qui suit :	2009, ch.17, par.7(1)

Water licences

(4) The Minister may issue, amend, renew, suspend or cancel—or approve the assignment of—licences for the use of waters in the expansion area for the purposes of the mining access roads referred to in subsection (2) and, in relation to such licences, subsections 31(3) and 72.03(1), (6) and (7), sections 72.04, 72.1, 72.11, 72.13 and 72.15, subsections 85(1) and (2) and sections 85.1 to 85.3, 86.1 to 87, 89 and 93.2 of the *Mackenzie Valley Resource Management Act*, the regulations made under that Act and, until they are amended or repealed, the *Northwest Territories Waters Regulations* apply, with any adaptations that may be necessary, as if the references in those provisions to the federal Minister or the Board were references to the Minister responsible for the Parks Canada Agency and the references in those provisions to an inspector were references to the superintendent of the Park Reserve, a park warden or an enforcement officer designated for the purposes of this subsection.

(4) Le ministre peut délivrer, modifier, renouveler, suspendre ou annuler tout permis — ou en autoriser la cession — pour l'utilisation des eaux situées dans l'aire d'agrandissement pour les besoins prévus au paragraphe (2). À cette fin, les paragraphes 31(3) et 72.03(1), (6) et (7), les articles 72.04, 72.1, 72.11, 72.13 et 72.15, les paragraphes 85(1) et (2) et les articles 85.1 à 85.3, 86.1 à 87, 89 et 93.2 de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* et ses règlements — et, jusqu'à ce qu'il soit modifié ou abrogé par un règlement pris sous cette loi, le *Règlement sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* — s'appliquent avec les adaptations nécessaires, la mention, dans ces dispositions, du ministre fédéral ou de l'Office valant mention du ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et celle de l'inspecteur valant mention du directeur, des gardes de parc ou des agents de l'autorité désignés pour l'application du présent paragraphe.

Permis d'utilisation des eaux

2009, c. 17, s. 8

51. The portion of the paragraph beginning with "Saving and Excepting" in Part II of the description of "NAHANNI NATIONAL PARK RESERVE OF CANADA" in Schedule 2 to the Act is replaced by the following:

51. Le passage « EXCLUANT toute les terres décrites à la Partie I ainsi que celles décrites comme étant la Région de Prairie Creek et allant comme suit : » figurant à la partie II de l'annexe 2 de la même loi, sous l'intertitre « RÉSERVE À VOCATION DE PARC NATIONAL NAHANNI DU CANADA », est remplacé par ce qui suit :

2009, ch. 17, art. 8

Saving and Excepting thereout and therefrom, all those lands within Part I, those within the area of Lot 2, Group 859 as shown on Plan 62730MC recorded in the Canada Lands Surveys Records at Ottawa and those described as the Prairie Creek Area being described as follows:

EXCLUANT toutes les terres décrites à la Partie I, celles situées dans le lot 2, groupe 859, sur le plan 62730MC déposé aux Archives d'arpentage des terres du Canada à Ottawa ainsi que celles décrites comme étant la Région de Prairie Creek et allant comme suit :

2002, c. 1

Youth Criminal Justice Act

Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

2002, ch. 1

2002, c. 7, s. 274

52. The definition "offence" in subsection 2(1) of the *Youth Criminal Justice Act* is replaced by the following:

52. La définition de « infraction », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, est remplacée par ce qui suit :

2002, ch. 7, art. 274

"offence" « infraction »

"offence" means an offence created by an Act of Parliament or by any regulation, rule, order, by-law or ordinance made under an Act of

« infraction » Toute infraction créée par une loi fédérale ou par ses textes d'application : règlement, règle, ordre, décret, arrêté, règlement administratif ou ordonnance, à l'exclusion des

« infraction » "offence"

Parliament other than a law of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut.

lois de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut.

2002, c. 10

Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act

Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut

2002, ch. 10

53. (1) Subparagraph 60(1)(a)(ii) of the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act* is replaced by the following:

53. (1) Le sous-alinéa 60(1)a(ii) de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut* est remplacé par ce qui suit :

(ii) held a licence that was issued under this Act, the *Mackenzie Valley Resource Management Act* or a law of the Legislature of the Northwest Territories to deposit waste in the Northwest Territories or in Nunavut,

(ii) était autorisée par un permis délivré sous le régime de la présente loi, de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* ou d'une loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest à rejeter des déchets dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut,

(2) Subparagraph 60(1)(a)(iv) of the Act is replaced by the following:

(2) Le sous-alinéa 60(1)a(iv) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iv) was — as authorized by regulations made under this Act or a law of the Legislature of the Northwest Territories — using waters or depositing waste in the Northwest Territories or in Nunavut without a licence that was issued under this Act, the *Mackenzie Valley Resource Management Act* or a law of the Legislature of the Northwest Territories,

(iv) utilisait les eaux dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut ou y rejetait des déchets sans permis — délivré sous le régime de la présente loi, de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* ou d'une loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest — sous l'autorité des règlements d'application de la présente loi ou d'une loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest,

2003, c. 22, s. 2

Public Service Labour Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

2003, ch. 22, art. 2

2003, c. 22, s. 273

54. Subsection 18(2) of the *Public Service Labour Relations Act* is replaced by the following:

54. Le paragraphe 18(2) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est remplacé par ce qui suit :

2003, ch. 22, art. 273

Exception

(2) Despite paragraph (1)(b), a person is not ineligible to hold office as a member by reason only of holding office as a member of any board that may be constituted by the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut with powers and functions similar to those of the Board.

(2) Malgré l'alinéa (1)b), le seul fait d'être membre d'un organisme ou d'une commission constitué par la Législature du Yukon, la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou la Législature du Nunavut, et d'être doté de pouvoirs et fonctions semblables à ceux de la Commission n'est pas incompatible avec la charge de commissaire.

30 Compatibilité

2003, c. 22,
ss. 12 and 13

Public Service Employment Act

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

2003, ch. 22,
art. 12 et 13

2003, c. 22,
s. 272

55. The definition “territorial election” in subsection 111(1) of the *Public Service Employment Act* is replaced by the following:

55. La définition de «élection territoriale», au paragraphe 111(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, est remplacée par ce qui suit :

2003, ch. 22,
art. 272

“territorial election”
«élection territoriale»

“territorial election” means an election to the Legislative Assembly of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut.

«élection territoriale» Élection à l'Assemblée législative du Yukon, à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest ou à l'Assemblée législative du Nunavut.

5 «élection territoriale»
“territorial election”

2005, c. 1

Tlicho Land Claims and Self-Government Act

Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho

2005, ch. 1

56. Subsection 5(1) of the *Tlicho Land Claims and Self-Government Act* is replaced by the following:

56. Le paragraphe 5(1) de la *Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho* est remplacé par ce qui suit :

Conflict with Agreement or this Act

5. (1) In the event of an inconsistency or 10 conflict between the Agreement or this Act, or any regulations made under this Act, and the provisions of any other Act of Parliament, any law of the Legislature of the Northwest Territories, any regulations made under any of 15 those other Acts or laws, or any Tlicho law, then the Agreement or this Act, or regulations made under this Act, as the case may be, prevail to the extent of the inconsistency or conflict.

5. (1) Les dispositions de la présente loi, de ses règlements et de l'Accord l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi 15 fédérale, de toute loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ainsi que de leurs règlements ou de toute loi tlicho.

Primauté de la présente loi et de l'Accord

57. Paragraph 14(1)(b) of the Act is 20 replaced by the following:

57. Le paragraphe 14(1) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

(b) the validity or applicability of this Act, the law of the Legislature of the Northwest Territories entitled the *Tlicho Land Claims and Self-Government Agreement Act* or any 25 Tlicho law,

14. (1) Il ne peut être statué sur aucune question soulevée dans une procédure judiciaire ou administrative quant à l'interprétation, la validité ou l'applicabilité de l'Accord ou quant à la validité ou l'applicabilité de la présente loi, de 25 la loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest intitulée *Loi sur l'accord sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho* ou d'une loi tlicho à moins qu'un préavis n'en ait été donné par la 30 partie qui la soulève aux procureurs généraux du Canada et des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement tlicho.

Préavis

**AMENDMENTS TO THE OATHS OF
ALLEGIANCE AND OFFICE AND SEAT OF
GOVERNMENT ORDER (N.W.T.)**

58. The long title of the *Oaths of Allegiance and Office and Seat of Government Order (N.W.T.)* is replaced by the following:

Order prescribing oaths of allegiance and office

59. Section 1 of the Order is replaced by the following:

1. This Order may be cited as the *Oaths of Allegiance and Office Order (N.W.T.)*.

60. Section 2 of the Order is replaced by the following:

2. The oath of allegiance prescribed by the *Oaths of Allegiance Act* is the oath of allegiance to be taken and subscribed by the Commissioner of the Northwest Territories.

61. Section 4 of the Order is repealed.

62. Section 6 of the Order and the heading before it are repealed.

63. Schedule II to the Order is repealed.

COORDINATING AMENDMENTS

64. (1) In this section, “other Act” means the *Northern Jobs and Growth Act*.

(2) If section 18 of the other Act comes into force before section 22 of this Act, then that section 22 is replaced by the following:

22. (1) Paragraph 5.01(2)(a.1) of the Act is replaced by the following:

(a.1) in the case of land in the Northwest Territories, an order made by a territorial tribunal that is competent to resolve matters in dispute relating to access to the surface of lands; and

(2) Subsection 5.01(3) of the Act is replaced by the following:

**MODIFICATION DU DÉCRET SUR LES
SERMENTS D'ALLÉGEANCE ET D'OFFICE ET
LE SIÈGE DU GOUVERNEMENT (T.N.-O.)**

58. Le titre intégral du *Décret sur les serments d'allégeance et d'office et le siège du gouvernement (T.N.-O.)* est remplacé par ce qui suit :

Décret prescrivant des serments d'allégeance et d'office

59. L'article 1 du même décret est remplacé par ce qui suit :

1. Le présent décret peut être cité sous le titre : *Décret sur les serments d'allégeance et d'office (T.N.-O.)*.

60. L'article 2 du même décret est remplacé par ce qui suit :

2. Le serment d'allégeance prescrit par la *Loi sur les serments d'allégeance* est celui que doit prêter et souscrire le commissaire des Territoires du Nord-Ouest.

61. L'article 4 du même décret est abrogé.

62. L'article 6 du même décret et l'intertitre le précédant sont abrogés.

63. L'annexe II du même décret est abrogée.

DISPOSITIONS DE COORDINATION

64. (1) Au présent article, « autre loi » s'entend de la *Loi sur l'emploi et la croissance dans le Nord*.

(2) Si l'article 18 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 22 de la présente loi, cet article 22 est remplacé par ce qui suit :

22. (1) L'alinéa 5.01(2)a.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a.1) dans le cas d'une terre située dans les Territoires du Nord-Ouest, par ordonnance rendue par le tribunal territorial compétent pour résoudre des différends concernant l'accès à la surface des terres;

(2) Le paragraphe 5.01(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) Subsections (1) and (2) do not apply to Inuit-owned land as defined in subsection 2(1) of the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*.

(3) If section 22 of this Act comes into force before section 18 of the other Act, then that section 18 is repealed.

(4) If section 18 of the other Act comes into force on the same day as section 22 of this Act, then that section 22 is deemed to have come into force before that section 18 and subsection (3) applies as a consequence.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux terres inuites au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*.

(3) Si l'article 22 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 18 de l'autre loi, cet article 18 est abrogé.

(4) Si l'entrée en vigueur de l'article 18 de l'autre loi et celle de l'article 22 de la présente loi sont concomitantes, cet article 22 est réputé être entré en vigueur avant cet article 18, le paragraphe (3) s'appliquant en conséquence.

Exception

REPEALS

Acts

Repeal

65. The *Northwest Territories Act*, chapter N-27 of the Revised Statutes of Canada, is repealed.

Repeal

66. The *Northwest Territories Waters Act*, chapter 39 of the Statutes of Canada, 1992, is repealed.

Repeal

67. The *Northwest Territories Surface Rights Board Act*, chapter 14, section 11, of the Statutes of Canada, 2013, is repealed.

ABROGATIONS

Lois

65. La *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest*, chapitre N-27 des Lois révisées du Canada (1985), est abrogée.

66. La *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, chapitre 39 des Lois du Canada (1992), est abrogée.

67. La *Loi sur l'Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest*, article 11 du chapitre 14 des Lois du Canada (2013), est abrogée.

*Orders and Regulations*Repeal of
C.R.C., 1236

68. The order entitled *Game Declared in Danger of Becoming Extinct* is repealed.

Repeal of
C.R.C., 1238

69. The *Northwest Territories Reindeer Regulations* is repealed.

Repeal of Order
in Council P.C.
1987-7/466 of
March 12, 1987

70. The *Management of Forests in the Northwest Territories Designation Order* is repealed.

Repeal of Order
in Council P.C.
1987-8/466 of
March 12, 1987

71. The *Fire Management in the Northwest Territories Designation Order* is repealed.

Repeal of SOR/
2001-219

72. The *Northwest Territories Archaeological Sites Regulations* is repealed.

Décrets et règlements

68. Le décret intitulé *Gibier déclaré menacé d'extinction* est abrogé.

69. Le *Règlement sur les rennes des Territoires du Nord-Ouest* est abrogé.

70. Le *Décret désignant la gestion des forêts dans les Territoires du Nord-Ouest* est abrogé.

71. Le *Décret désignant la gestion du feu en forêt dans les Territoires du Nord-Ouest* est abrogé.

72. Le *Règlement sur les lieux archéologiques des Territoires du Nord-Ouest* est abrogé.

Abrogation

Abrogation

Abrogation

Abrogation de
C.R.C., 1236Abrogation de
C.R.C., 1238Abrogation du
décret C.P.
1987-7/466 du
12 mars 1987Abrogation du
décret C.P.
1987-8/466 du
12 mars 1987Abrogation du
DORS 2001-219

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council	73. (1) This Part, other than sections 47 and 64, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.	73. (1) La présente partie, à l'exception des articles 47 et 64, entre en vigueur à la date fixée par décret.	Décret
Section 47	(2) Section 47 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of the Environment.	(2) L'article 47 entre en vigueur à la date fixée par décret, sur la recommandation du ministre de l'Environnement.	Article 47

PART 2

PARTIE 2

R.S., c. T-7	AMENDMENTS TO THE TERRITORIAL LANDS ACT	MODIFICATION DE LA LOI SUR LES TERRES TERRITORIALES	L.R., ch. T-7
	74. Section 2 of the <i>Territorial Lands Act</i> is amended by adding the following in alphabetical order:	74. L'article 2 de la <i>Loi sur les terres territoriales</i> est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :	
"penalty" « pénalité »	“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under this Act for a violation;	« pénalité » Sanction administrative pécuniaire infligée en vertu de la présente loi pour une violation.	« pénalité » “penalty”
	75. Section 7 of the Act is replaced by the following:	75. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Principal offences	7. (1) Every person is guilty of an offence who (a) contravenes any regulation made under section 5; or (b) fails to comply with any term or condition of a permit issued under such a regulation.	7. (1) Commet une infraction quiconque, a) contrevient à un règlement pris en vertu de l'article 5; b) ne satisfait pas aux conditions d'un permis délivré en vertu d'un tel règlement.	Infractions principales
Punishment	(1.1) Every person who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction, (a) for a first offence, to a fine not exceeding \$100,000; and (b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$200,000.	(1.1) Quiconque commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire : a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 100 000 \$; b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 200 000 \$.	Peine
Continuing offences	(2) An offence under subsection (1) that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.	(2) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction prévue au paragraphe (1).	Infractions continues
	76. Section 21 of the Act is replaced by the following:	76. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Offences and punishment—trespassing	21. (1) A person who remains on territorial lands, returns to them or assumes any possession or occupancy of them after having been ordered to vacate them under section 20 or after	21. (1) Quiconque demeure sur des terres territoriales qu'il a été sommé d'évacuer aux termes de l'article 20 ou y retourne, en prend possession ou les occupe après en avoir été	Infractions et peine — entrée interdite

having been removed from them under that section is guilty of an offence and liable on summary conviction

expulsé en application de cet article commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and

a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;

(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$200,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 200 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Continuing offences

(2) An offence under subsection (1) that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.

(2) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction prévue au paragraphe (1).

Infractions continues

77. The Act is amended by adding the following after section 30:

77. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 30, de ce qui suit :

Deeming — subsequent offences

31. (1) For the purposes of subsections 7(1.1) and 21(1), a conviction for a particular offence under this Act is deemed to be a conviction for a second or subsequent offence if the court is satisfied that the offender has been previously convicted of a substantially similar offence under any Act of Parliament—or any Act of the legislature of a province—that relates to environmental or wildlife conservation or protection.

31. (1) Pour l'application des paragraphes 7(1.1) et 21(1), il y a récidive si le tribunal est convaincu que le contrevenant a déjà été déclaré coupable, sous le régime de toute loi fédérale ou provinciale visant la conservation ou la protection de l'environnement ou des espèces sauvages, d'une infraction essentiellement semblable.

Présomption — récidive

Application

(2) Subsection (1) applies only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province.

(2) Les infractions pour lesquelles le contrevenant a déjà été déclaré coupable doivent être des infractions qui ont été poursuivies par mise en accusation, par procédure sommaire ou par toute autre procédure semblable établie sous le régime d'une loi provinciale.

Limitation

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION

Designation

32. (1) The Minister may designate persons or classes of persons as enforcement officers for the purposes of the administration and enforcement of this Act.

32. (1) Le ministre peut désigner toute personne—à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée—comme agent de l'autorité pour l'exécution et le contrôle d'application de la présente loi.

Désignation

Certificate of designation

(2) An enforcement officer is to receive a certificate attesting to their designation and must, on request, present the certificate to any person appearing to be in charge of any place that the enforcement officer enters under subsection 33(1).

(2) L'agent de l'autorité reçoit un certificat attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, à toute personne apparemment responsable du lieu visé au paragraphe 33(1).

Certificat

Authority to enter	<p>33. (1) An enforcement officer may, for a purpose related to verifying compliance with this Act, enter any place in which the enforcement officer has reasonable grounds to believe there is any document, information or other thing to which this Act applies.</p>	<p>33. (1) L'agent de l'autorité peut, à toute fin liée à la vérification du respect de la présente loi, entrer dans tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des documents, des renseignements ou des choses visés par la présente loi.</p>	Accès au lieu
Powers on entry	<p>(2) The enforcement officer may, for that purpose,</p> <p>(a) examine any document, information or other thing that is in the place and open or cause to be opened any container or other thing;</p> <p>(b) test or cause to be tested anything that is in the place;</p> <p>(c) take samples of anything that is in the place;</p> <p>(d) use, or cause to be used, any computer system in the place to examine any information contained in or available to the system;</p> <p>(e) reproduce, or cause to be reproduced, any information in the form of a printout, or other intelligible output, and remove the printout, or other output, for examination or copying;</p> <p>(f) use, or cause to be used, any copying equipment or means of telecommunication at the place;</p> <p>(g) take photographs and make recordings or sketches;</p> <p>(h) order the owner or person in charge of the place or any person at the place to establish their identity to the enforcement officer's satisfaction or to stop or start an activity;</p> <p>(i) order the owner or person having possession, care or control of anything that is in the place to not move it, or to restrict its movement, for as long as, in the enforcement officer's opinion, is necessary;</p> <p>(j) direct any person to put any machinery, vehicle or equipment that is in the place into operation or to cease operating it; and</p> <p>(k) prohibit or limit access to all or part of the place.</p>	<p>(2) Il peut, à cette même fin :</p> <p>a) examiner les documents, renseignements ou choses se trouvant dans le lieu et ouvrir, directement ou indirectement, tout contenant ou toute autre chose;</p> <p>b) faire des tests de toute chose se trouvant dans le lieu, directement ou indirectement;</p> <p>c) prélever des échantillons de toute chose se trouvant dans le lieu;</p> <p>d) faire usage, directement ou indirectement, de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;</p> <p>e) reproduire ou faire reproduire toute information sous forme d'imprimé ou sous toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;</p> <p>f) faire usage, directement ou indirectement, du matériel de reproduction et des moyens de télécommunication se trouvant dans le lieu;</p> <p>g) prendre des photographies, effectuer des enregistrements et faire des croquis;</p> <p>h) ordonner au propriétaire ou au responsable du lieu ou à quiconque s'y trouve d'établir, à sa satisfaction, son identité ou d'arrêter ou de reprendre toute activité;</p> <p>i) ordonner au propriétaire de toute chose se trouvant dans le lieu ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de ne pas la déplacer ou d'en limiter le déplacement pour la période de temps qu'il estime suffisante;</p> <p>j) ordonner à quiconque de faire fonctionner ou de cesser de faire fonctionner une machine, un véhicule ou de l'équipement se trouvant dans le lieu;</p> <p>k) interdire ou limiter l'accès à tout partie du lieu.</p>	Autres pouvoirs

Duty to assist	<p>(3) The owner or person in charge of the place and every person in the place must give all assistance that is reasonably required to enable the enforcement officer to perform their functions under this section and must provide any documents or information, and access to any data, that are reasonably required for that purpose.</p>	<p>(3) Le propriétaire ou le responsable du lieu, ainsi que quiconque s’y trouve, sont tenus de prêter à l’agent de l’autorité toute l’assistance qu’il peut valablement exiger pour lui permettre d’exercer ses attributions au titre du présent article, et de lui fournir les documents, les renseignements et l’accès aux données qu’il peut valablement exiger à cette fin.</p>	Assistance
Enforcement officer may be accompanied	<p>(4) The enforcement officer may be accompanied by any other person that they believe is necessary to help them perform their functions under this section.</p>	<p>(4) L’agent de l’autorité peut être accompagné des personnes qu’il estime nécessaires pour l’assister dans l’exercice de ses attributions au titre du présent article.</p>	Agent de l’autorité accompagné d’un tiers
Dwelling-place	<p>(5) An enforcement officer must not enter any place designed to be used and being used as a permanent or temporary private dwelling-place.</p>	<p>(5) Le présent article n’a pas pour effet de permettre l’accès à un lieu conçu et utilisé de façon temporaire ou permanente comme local d’habitation.</p>	Local d’habitation
Private property	<p>34. An enforcement officer and any person accompanying them may enter private property, other than a dwelling-place, and pass through it in order to gain entry to any place referred to in subsection 33(1).</p>	<p>34. L’agent de l’autorité et toute personne l’accompagnant peuvent, afin d’accéder au lieu visé au paragraphe 33(1), entrer dans une propriété privée—à l’exclusion de tout local d’habitation—et y circuler.</p>	Propriété privée
False or misleading information	<p>35. (1) A person must not knowingly make a false or misleading statement or provide false or misleading information, in connection with any matter under this Act, to an enforcement officer who is performing their functions under section 33.</p>	<p>35. (1) Il est interdit à quiconque de faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse ou de communiquer sciemment des renseignements faux ou trompeurs, relativement à toute question visée par la présente loi, à l’agent de l’autorité qui agit dans l’exercice des attributions qui lui sont conférées au titre de l’article 33.</p>	Renseignements faux ou trompeurs
Obstruction or hindrance	<p>(2) A person must not obstruct or hinder an enforcement officer who is performing their functions under section 33.</p>	<p>(2) Il est interdit à quiconque d’entraver l’action de l’agent de l’autorité qui agit dans l’exercice des attributions qui lui sont conférées au titre de l’article 33.</p>	Entrave
Regulations	<p style="text-align: center;">ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES REGULATIONS</p> <p>36. (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, make regulations for the purposes of sections 37 to 55, including regulations</p> <p>(a) designating as a violation that may be proceeded with in accordance with this Act</p> <p>(i) the contravention of any specified provision of this Act or of its regulations,</p>	<p style="text-align: center;">SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES RÈGLEMENTS</p> <p>36. (1) Le ministre peut, avec l’approbation du gouverneur en conseil, prendre des règlements pour l’application des articles 37 à 55, notamment afin :</p> <p>a) de désigner comme violation punissable au titre de la présente loi la contravention :</p> <p>(i) à toute disposition spécifiée de la 40 présente loi ou de ses règlements,</p>	Règlements

	<p>(ii) the contravention of any order, direction or decision—or of any order, direction or decision of a specified class—made under this Act, or</p> <p>(iii) the failure to comply with a term or condition of any permit or licence—or of any permit or licence of a specified class—issued under this Act;</p> <p>(b) respecting the determination of or the method of determining the amount payable as the penalty, which may be different for individuals and other persons, for each violation;</p> <p>(c) establishing the form and content of notices of violations;</p> <p>(d) respecting the service of documents required or authorized under this Act, including the manner and proof of service and the circumstances under which documents are considered to be served; and</p> <p>(e) respecting reviews by the Minister in respect of a notice of violation.</p>	<p>(ii) à tout ordre ou à toute directive ou décision—ou à tout ordre ou à toute directive ou décision appartenant à une catégorie spécifiée—donné ou rendu, selon le cas, sous le régime de la présente loi,</p> <p>(iii) à toute condition d'un permis ou d'une licence—ou à toute condition d'un permis ou d'une licence appartenant à une catégorie spécifiée—délivré sous le régime de la présente loi;</p> <p>b) de prévoir l'établissement ou la méthode d'établissement de la pénalité applicable à chaque violation—la pénalité prévue pour les personnes physiques pouvant différer de celle prévue pour les autres personnes;</p> <p>c) d'établir la forme et le contenu des procès-verbaux de violation;</p> <p>d) de régir, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signification de documents autorisée ou exigée sous le régime de la présente loi;</p> <p>e) de régir la révision des procès-verbaux par le ministre.</p>	
Maximum amount of penalty	<p>(2) The amount that may be determined under any regulations made under paragraph (1)(b) as the penalty for each violation must not be more than \$25,000, in the case of an individual, and \$100,000 in the case of any other person.</p>	<p>(2) Le montant de la pénalité établi en application d'un règlement pris en vertu de l'alinéa (1)b) et applicable à chaque violation est plafonné, dans le cas des personnes physiques, à 25 000 \$ et, dans le cas des autres personnes, à 100 000 \$.</p>	Plafond—montant de la pénalité 30
	<p>VIOLATIONS</p>	<p>VIOLATIONS</p>	
Who may issue notices	<p>37. Persons who are designated as enforcement officers under section 32 are authorized to issue notices of violation.</p>	<p>37. Les agents de l'autorité, désignés en vertu de l'article 32, sont autorisés à agir à titre d'agents verbalisateurs.</p>	Attributions
Commission of violation	<p>38. (1) Every person who contravenes or fails to comply with a provision, order, direction, decision, term or condition designated under paragraph 36(1)(a) commits a violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations.</p>	<p>38. (1) La contravention à une disposition, à un ordre, à une directive, à une décision ou à une condition désignés en vertu de l'alinéa 36(1)a) constitue une violation pour laquelle l'auteur s'expose à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements.</p>	Violations
Purpose of penalty	<p>(2) The purpose of the penalty is to promote compliance with this Act and not to punish.</p>	<p>(2) L'imposition de la pénalité vise non pas à punir, mais plutôt à favoriser le respect de la présente loi.</p>	But de la pénalité

Liability of directors, officers, etc.

39. If a corporation commits a violation, any director, officer or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the violation is a party to the violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations, whether or not the corporation has been proceeded against in accordance with this Act.

39. Si une personne morale commet une violation, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de la violation et s'exposent à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements, que la personne fasse ou non l'objet d'une procédure en violation engagée au titre de la présente loi.

Participants à la violation : dirigeants, administrateurs et mandataires

Proof of violation

40. In any proceedings under this Act against a person in relation to a violation, it is sufficient proof of the violation to establish that it was committed by an employee or agent of the person, whether or not the employee or agent is identified or proceeded against in accordance with this Act.

40. Dans les procédures en violation engagées au titre de la présente loi, il suffit, pour prouver la violation, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'auteur de la violation, que l'employé ou le mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

Preuve

Issuance and service of notice of violation

41. (1) If an enforcement officer believes on reasonable grounds that a person has committed a violation, the enforcement officer may issue a notice of violation and cause it to be served on the person.

41. (1) L'agent de l'autorité qui a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise peut dresser un procès-verbal qu'il fait signifier au prétendu auteur de la violation.

Procès-verbal — établissement et signification

Contents

- (2) The notice of violation must
- (a) name the person that is believed to have committed the violation;
 - (b) set out the relevant facts surrounding the violation;
 - (c) set out the amount of the penalty;
 - (d) inform the person of their right to request a review with respect to the violation or the amount of the penalty, and of the period within which that right must be exercised;
 - (e) inform the person of the time and manner of paying the penalty; and
 - (f) inform the person that, if they do not pay the penalty or exercise their right referred to in paragraph (d), they are considered to have committed the violation and are liable to the penalty.

- (2) Le procès-verbal mentionne les éléments suivants :
- a) le nom du prétendu auteur de la violation;
 - b) les faits pertinents concernant la violation;
 - c) le montant de la pénalité;
 - d) la faculté qu'a le prétendu auteur de la violation de demander la révision de celle-ci ou du montant de la pénalité, ainsi que le délai pour ce faire;
 - e) les délais et modalités de paiement de la pénalité;
 - f) le fait que le prétendu auteur de la violation, s'il ne fait pas de demande de révision ou s'il ne paie pas la pénalité, est réputé avoir commis la violation et est tenu du paiement de cette pénalité.

Contenu

RULES ABOUT VIOLATIONS

RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS

Certain defences not available

42. (1) A person named in a notice of violation does not have a defence by reason that the person

42. (1) Le prétendu auteur de la violation ne peut invoquer en défense le fait qu'il a pris les mesures nécessaires pour empêcher la violation

Exclusion de certains moyens de défense

- (a) exercised due diligence to prevent the commission of the violation; or

	(b) reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would exonerate the person.	ou qu'il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'exonéreraient.	
Common law principles	(2) Every rule and principle of the common law that renders any circumstance a justification or excuse in relation to a charge for an offence under this Act applies in respect of a violation to the extent that it is not inconsistent with this Act.	(2) Les règles et principes de common law qui font d'une circonstance une justification ou une excuse dans le cadre d'une poursuite pour infraction à la présente loi s'appliquent à l'égard d'une violation dans la mesure de leur compatibilité avec la présente loi.	Principes de common law
Continuing violation	43. A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.	43. Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue la violation.	Violation continue
Violation or offence	44. (1) Proceeding with any act or omission as a violation under this Act precludes proceeding with it as an offence under this Act, and proceeding with it as an offence under this Act precludes proceeding with it as a violation under this Act.	44. (1) S'agissant d'un acte ou d'une omission qualifiable à la fois de violation et d'infraction aux termes de la présente loi, la procédure en violation et la procédure pénale s'excluent l'une l'autre.	Cumul interdit
Violations not offences	(2) For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of a violation.	(2) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions; en conséquence, nul ne peut être poursuivi à ce titre sur le fondement de 20 l'article 126 du <i>Code criminel</i> .	Précision
Limitation period	45. No notice of violation is to be issued more than two years after the day on which the Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged violation.	45. Le délai dans lequel le procès-verbal peut être dressé est de deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des faits reprochés.	Prescription 25
	REVIEWS	RÉVISION	
Right to request review	46. A person who is served with a notice of violation may — within 30 days after the day on which it is served or within any longer period that is prescribed by the regulations — make a request to the Minister for a review of the amount of the penalty or the facts of the violation, or both.	46. Le prétendu auteur de la violation peut, dans les trente jours suivant la signification d'un procès-verbal ou dans tout délai supérieur prévu dans les règlements, saisir celui-ci d'une demande de révision du montant de la pénalité 30 ou des faits quant à la violation, ou des deux.	Droit de faire une demande de révision
Correction or cancellation of notice of violation	47. At any time before a request for a review in respect of a notice of violation is received by the Minister, an enforcement officer may cancel the notice of violation or correct an error in it.	47. Tant que le ministre n'est pas saisi d'une demande de révision du procès-verbal, tout agent de l'autorité peut soit l'annuler, soit corriger toute erreur qu'il contient.	Annulation ou correction du procès-verbal 35
Review	48. On receipt of a request for a review in respect of a notice of violation, the Minister shall conduct the review.	48. Sur réception de la demande de révision, le ministre procède à la révision.	Révision

Object of review	<p>49. (1) The Minister shall determine, as the case may be, whether the amount of the penalty was determined in accordance with the regulations or whether the person committed the violation, or both. 5</p>	<p>49. (1) Le ministre décide, selon le cas, si le montant de la pénalité a été établi conformément aux règlements ou si le demandeur a commis la violation, ou les deux.</p>	Objet de la révision
Determination	<p>(2) The Minister shall render a determination in writing and cause the person who requested the review to be served with a copy of the determination and the reasons for it.</p>	<p>(2) Le ministre rend sa décision par écrit et en fait signifier une copie au demandeur, motifs à l'appui. 5</p>	5 Décision
Correction of penalty	<p>(3) If the Minister determines that the amount of the penalty was not determined in accordance with the regulations, the Minister shall correct it. 10</p>	<p>(3) Le ministre modifie le montant de la pénalité s'il estime qu'il n'a pas été établi conformément aux règlements. 10</p>	Correction du montant de la pénalité
Responsibility	<p>(4) If the Minister determines that the person who requested the review committed the violation, that person is liable to the penalty as set out in the determination. 15</p>	<p>(4) En cas de décision défavorable, l'auteur de la violation est tenu du paiement de la pénalité mentionnée dans la décision.</p>	Obligation de payer la pénalité
Determination final	<p>(5) A determination made under this section is final and binding and, except for judicial review under the <i>Federal Courts Act</i>, is not subject to appeal or to review by any court. 20</p>	<p>(5) La décision est définitive et exécutoire et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la <i>Loi sur les Cours fédérales</i>, n'est pas susceptible d'appel ou de révision en justice. 20</p>	Décision définitive
Burden of proof	<p>50. If the facts of a violation are reviewed, the enforcement officer who issued the notice of violation shall establish, on a balance of probabilities, that the person named in it committed the violation identified in it. 25</p>	<p>50. En cas de révision portant sur les faits, il incombe à l'agent de l'autorité qui a dressé le procès-verbal d'établir, selon la prépondérance des probabilités, que le demandeur a commis la violation qui y est mentionnée. 20</p>	Fardeau de la preuve
<p>RESPONSIBILITY</p>			
Payment	<p>51. If a person pays the penalty set out in a notice of violation, the person is considered to have committed the violation and proceedings in respect of it are ended. 30</p>	<p>51. Vaut aveu de responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure le paiement de la pénalité mentionnée au procès-verbal. 25</p>	Paiement
Failure to act	<p>52. A person that neither pays the penalty within the period set out in the notice of violation—nor requests a review within the period referred to in section 46—is considered to have committed the violation and is liable to the penalty. 35</p>	<p>52. Vaut aveu de responsabilité, en cas de non-paiement de la pénalité dans le délai prévu dans le procès-verbal, le fait de ne pas demander de révision dans le délai prévu à l'article 46. Le cas échéant, le contrevenant est tenu du paiement de la pénalité. 30</p>	Défaut
<p>RECOVERY OF PENALTIES</p>			
Debts to Her Majesty	<p>53. (1) A penalty constitutes a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in any court of competent jurisdiction. 40</p>	<p>53. (1) La pénalité constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent. 35</p>	Créance de Sa Majesté
Limitation period	<p>(2) No proceedings to recover the debt are to be instituted more than five years after the day on which the debt becomes payable.</p>	<p>(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle est devenue exigible.</p>	Prescription

Certificate	54. (1) The Minister may issue a certificate of non-payment certifying the unpaid amount of any debt referred to in subsection 53(1).	54. (1) Le ministre peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance visée au paragraphe 53(1).	Certificat de non-paiement
Registration	(2) Registration in any court of competent jurisdiction of a certificate of non-payment has the same effect as a judgment of that court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs.	(2) L'enregistrement à tout tribunal compétent confère au certificat de non-paiement valeur de jugement pour la somme visée et les frais afférents à l'enregistrement.	Enregistrement
Authenticity of documents	55. In the absence of evidence to the contrary, a document that appears to be a notice issued under subsection 41(1) is presumed to be authentic and is proof of its contents in any proceeding in respect of a violation.	55. Dans les procédures pour violation, le document qui paraît être un procès-verbal dressé en application du paragraphe 41(1) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité et de son contenu.	Authenticité de documents
	GENERAL	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
	55. In the absence of evidence to the contrary, a document that appears to be a notice issued under subsection 41(1) is presumed to be authentic and is proof of its contents in any proceeding in respect of a violation.	55. Dans les procédures pour violation, le document qui paraît être un procès-verbal dressé en application du paragraphe 41(1) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité et de son contenu.	Authenticité de documents
	PART 3	PARTIE 3	
1992, c. 39	NORTHWEST TERRITORIES WATERS ACT	LOI SUR LES EAUX DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	1992, ch. 39
	AMENDMENTS TO THE ACT	MODIFICATION DE LA LOI	
	78. (1) The definition “licensee” in section 2 of the English version of the <i>Northwest Territories Waters Act</i> is repealed.	78. (1) La définition de « licensee », à l'article 2 de la version anglaise de la <i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i>, est abrogée.	
	(2) The definition “Board” in section 2 of the Act is replaced by the following:	(2) La définition de « Office », à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :	
“Board” « Office »	“Board” means the <u>Inuvialuit</u> Water Board established by section 10;	« Office » L'Office <u>inuvialuit</u> des eaux constitué par l'article 10.	« Office » “Board”
	(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:	(3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :	
“Gwich'in First Nation” « première nation des Gwichins »	“Gwich'in First Nation” has the same meaning as in section 2 of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> ;	« Convention définitive des Inuvialuits » La Convention au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique</i> .	« Convention définitive des Inuvialuits » “Inuvialuit Final Agreement”
“Inuvialuit Final Agreement” « Convention définitive des Inuvialuits »	“Inuvialuit Final Agreement” means the Agreement as defined in section 2 of the <i>Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act</i> ;	« gouvernement tlicho » S'entend au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i> .	« gouvernement tlicho » “Tlicho Government”
“Inuvialuit Regional Corporation” « Société régionale inuvialuite »	“Inuvialuit Regional Corporation” means the Inuvialuit Regional Corporation referred to in the Inuvialuit Final Agreement, or an entity designated by that Corporation;	« ministre territorial » Le titulaire du poste officiel de ministre des Territoires du Nord-Ouest chargé des ressources en eau.	« ministre territorial » “territorial minister”
		« pénalité » Sanction administrative pécuniaire infligée en vertu de la présente loi pour une violation.	« pénalité » “penalty”

<p>“Inuvialuit Settlement Region” « région inuvialuite désignée »</p>	<p>“Inuvialuit Settlement Region” has the same meaning as in section 2 of the Inuvialuit Final Agreement;</p>	<p>« première nation des Gwichins » S’entend au sens de « première nation des Gwich’in » à l’article 2 de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i>.</p>	<p>« première nation des Gwichins » “Gwich’in First Nation”</p>
<p>“penalty” « pénalité »</p>	<p>“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under this Act for a violation;</p>	<p>« première nation du Sahtu » S’entend au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i>.</p>	<p>5 « première nation du Sahtu » “Sahtu First Nation”</p>
<p>“Sahtu First Nation” « première nation du Sahtu »</p>	<p>“Sahtu First Nation” has the same meaning as in section 2 of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i>;</p>	<p>« région inuvialuite désignée » S’entend au sens de « région désignée » à l’article 2 de la Convention définitive des Inuvialuits.</p>	<p>10 « région inuvialuite désignée » “Inuvialuit Settlement Region”</p>
<p>“territorial minister” « ministre territorial »</p>	<p>“territorial minister” means the person occupying the recognized position of Minister of the Northwest Territories responsible for water resources;</p>	<p>« Société régionale inuvialuite » La Société régionale inuvialuite visée dans la Convention définitive des Inuvialuits ou toute entité qu’elle désigne.</p>	<p>« Société régionale inuvialuite » “Inuvialuit Regional Corporation”</p>
<p>“Tlicho Government” « gouvernement tlicho »</p>	<p>“Tlicho Government” has the same meaning as in section 2 of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i>;</p>		

1998, c. 25, s. 165(2)

79. Subsection 2.1(2) of the Act is replaced by the following:

79. Le paragraphe 2.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 25, par. 165(2)

Mackenzie Valley

(2) Sections 7.2, 7.3, 10 to 13, 18.1, 20 and 22, paragraphs 23(1)(b) and (2)(b), section 24, subsections 24.3(2) and (3), section 24.6, section 26 except in relation to type A licences, sections 27 to 28.2, subsection 37(2) and sections 44.01 to 44.3 do not apply in respect of the Mackenzie Valley, as defined in section 2 of the *Mackenzie Valley Resource Management Act*.

(2) Les articles 7.2, 7.3, 10 à 13, 18.1, 20, 22 et 24, les paragraphes 24.3(2) et (3), les articles 24.6, 26 — sauf en ce qui concerne les permis de type A — et 27 à 28.2, le paragraphe 37(2) et les articles 44.01 à 44.3 ne s’appliquent pas en ce qui touche la vallée du Mackenzie, non plus que les obligations de publication dans la *Gazette du Canada* prévues aux paragraphes 23(1) et (2).

Vallée du Mackenzie

80. Section 6 of the Act is replaced by the following:

80. L’article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Delegation to territorial minister

6. After consultation with the Board, the Minister may, in writing, delegate to the territorial minister any of the Minister’s powers, duties and functions under this Act, either generally or as otherwise provided in the instrument of delegation.

6. Le ministre peut, après consultation de l’Office, déléguer par écrit au ministre territorial les attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi; la délégation peut être générale ou spécifique, auquel cas sa portée est précisée dans l’acte.

Délégation

81. The Act is amended by adding the following after section 7.1:

81. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 7.1, de ce qui suit :

Duty to consult

CONSULTATION

7.2 When, in relation to any matter, a reference is made in this Act to consultation, the duty to consult shall be exercised

(a) by providing, to the party to be consulted,

CONSULTATIONS

7.2 Toute consultation qui doit être effectuée sous le régime de la présente loi comporte l’envoi à la partie à consulter d’un avis suffisamment détaillé pour lui permettre de

Obligation de consulter

	<p>(i) notice of the matter in sufficient form and detail to allow the party to prepare its views on the matter,</p> <p>(ii) a reasonable period for the party to prepare its views, and</p> <p>(iii) an opportunity to present its views to the party having the duty to consult; and</p> <p>(b) by considering, fully and fairly, any views so presented.</p>	5	<p>préparer ses arguments, l’octroi d’un délai suffisant pour ce faire, l’occasion de présenter ceux-ci à qui de droit ainsi que leur examen approfondi et équitable.</p>	
Consultation— Act or regulation	<p>7.3 The Minister shall consult with the Gwich’in and Sahtu First Nations, the Tlicho Government, the Inuvialuit Regional Corporation, the territorial minister and the Board with respect to the amendment of this Act or the making or amendment of any regulation under this Act.</p>	10	<p>7.3 Le ministre consulte les premières nations des Gwichins et du Sahtu, le gouvernement tlicho, la Société régionale inuvialuite, le ministre territorial et l’Office au sujet de la modification de la présente loi et de la prise ou de la modification de ses règlements.</p>	5 Consultation — loi ou règlements
	<p>82. Section 10 of the Act and the heading before it are replaced by the following:</p>		<p>82. L’article 10 de la même loi et l’intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :</p>	
	<p>INUVALUIT WATER BOARD</p> <p>BOARD ESTABLISHED</p>		<p>OFFICE INUVALUIT DES EAUX</p> <p>CONSTITUTION</p>	
Establishment	<p>10. (1) The <u>Inuvialuit Water Board</u> is established.</p>	20	<p>10. (1) Est constitué l’Office <u>inuvialuit des eaux</u>.</p>	15 Constitution de l’Office
Capacity	<p>(2) The Board has, for the purposes of its functions, the capacity, rights, powers and privileges of a natural person.</p>		<p>(2) L’Office a, dans le cadre de l’exercice de ses attributions, la capacité d’une personne physique.</p>	Capacité
Main office	<p>(3) The main office of the Board shall be at any place that is in the portion of the Inuvialuit Settlement Region located in the Northwest Territories and that is designated by the Governor in Council. If no place is so designated, it shall be at Inuvik.</p>	25	<p>(3) Le siège de l’Office est fixé dans tout lieu se trouvant dans la partie de la région inuvialuite désignée qui se situe dans les Territoires du Nord-Ouest que le gouverneur en conseil désigne ou, à défaut de désignation, à Inuvik.</p>	20 Siège
Membership	<p>(4) The Board shall consist of five members appointed by the Minister, including the Chairperson, two members appointed on the nomination of the Inuvialuit Regional Corporation and one member appointed on the nomination of the territorial minister.</p>	30	<p>(4) L’Office est composé de cinq membres nommés par le ministre, dont le président, deux membres nommés sur la proposition de la Société régionale inuvialuite et un autre sur celle du ministre territorial.</p>	25 Composition
Chairperson— nomination by members	<p>10.1 (1) The Chairperson of the Board shall be appointed by the Minister from persons nominated by a majority of the members of the Board.</p>		<p>10.1 (1) Le ministre nomme le président de l’Office parmi les candidats proposés par la majorité des membres de celui-ci.</p>	30 Président — proposition par les membres

Chairperson— appointment by Minister	(2) If a majority of the members of the Board does not nominate a person acceptable to the Minister within a reasonable time, the Minister may appoint any person as Chairperson.	(2) À défaut, dans un délai suffisant, de proposition qu'il juge acceptable, le ministre peut d'autorité choisir le président de l'Office.	Président— choix du ministre
Absence or incapacity of Chairperson	(3) The Board may designate a member to act as its Chairperson during the absence or incapacity of the Chairperson or a vacancy in the office of Chairperson, and that person while so acting may exercise the powers and shall perform the duties and functions of the 10 Chairperson.	(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, l'intérim 5 est assuré, avec plein exercice de ses attributions, par le membre que peut désigner l'Office.	Intérim 5
Powers, duties and functions of Chairperson	10.2 The Chairperson of the Board is its chief executive officer and has the powers, duties and functions prescribed by the rules of the Board. 15	10.2 Le président est le premier dirigeant de l'Office et exerce les attributions que lui confie celui-ci par règle. 10	Président— attributions 10
Quorum	10.3 A quorum of the Board consists of three members, including one of the members appointed on the nomination of the Inuvialuit Regional Corporation and one of the members not so appointed other than the Chairperson. 20	10.3 Le quorum est de trois membres, dont un membre nommé sur la proposition de la Société régionale inuvialuite et un membre—autre que le président—qui n'est pas ainsi nommé. 15	Quorum 15
Alternate members	<p>10.4 The Minister may appoint alternate members to act in the event of the absence or incapacity, or a vacancy in the office, of a member of the Board, including</p> <p>(a) one or more persons on the nomination of 25 the Inuvialuit Regional Corporation to act as a member when the absence or incapacity, or vacancy in the office, is in respect of a member who was appointed on such a nomination; 30</p> <p>(b) one or more persons on the nomination of the territorial minister to act as a member when the absence or incapacity, or vacancy in the office, is in respect of a member who was appointed on such a nomination; and 35</p> <p>(c) one or more persons to act when the absence or incapacity, or vacancy in the office, is in respect of a member other than a member referred to in paragraph (a) or (b).</p>	<p>10.4 Le ministre peut nommer des suppléants chargés d'exercer les attributions des membres, en cas d'absence ou d'empêchement ou de vacance de leur poste, dont au moins une personne sur la proposition de la Société 20 régionale inuvialuite—lorsque le membre à remplacer a été nommé sur telle proposition —, au moins une personne sur la proposition du ministre territorial—lorsque le membre à remplacer a été nommé sur telle proposition, et au 25 moins une personne qui n'est pas ainsi nommée.</p>	Suppléants
Term of office	<p style="text-align: center;">TERM OF OFFICE</p> <p>10.5 (1) Members of the Board and alternate 40 members hold office for a term of three years.</p>	<p style="text-align: center;">MANDAT</p> <p>10.5 (1) Le mandat des membres et des suppléants est de trois ans.</p>	Durée
Reappointment	(2) Members of the Board and alternate members may be reappointed in the same or another capacity.	(2) Le mandat des membres et des suppléants peut être reconduit, à des fonctions identiques 30 ou non.	Reconduction

Removal by Minister after consultation	<p>(3) Members of the Board and alternate members may be removed from office for cause by the Minister, after consultation by the Minister with the Board. If the member or alternate member was appointed on the nomination of the Inuvialuit Regional Corporation or the territorial minister, the Minister shall also consult with the Inuvialuit Regional Corporation or the territorial minister, as the case may be.</p>	<p>(3) Le ministre peut révoquer tout membre ou suppléant pour un motif valable après consultation de l'Office. S'agissant d'une nomination faite sur la proposition de la Société régionale inuvialuite ou du ministre territorial, il consulte également l'auteur de la proposition.</p>	Révocation
Acting after expiry of term	<p>10.6 (1) If the Chairperson is of the opinion that it is necessary for a member of the Board to continue to act after the expiry of that member's term in order for the Board to make a decision in relation to the issuance, renewal, amendment or cancellation of a licence, as the case may be, the Chairperson may request in writing that the Minister authorize the member to act in relation to that matter until a decision is made. For the purpose of the appointment of a replacement, their office is deemed to be vacant as soon as their term expires.</p>	<p>10.6 (1) S'il estime nécessaire que le membre dont le mandat expire au cours de l'instruction d'une affaire concernant la délivrance, le renouvellement, la modification ou l'annulation d'un permis continue d'exercer ses attributions, le président peut demander, par écrit, au ministre d'autoriser le membre à continuer de les exercer à l'égard de cette affaire jusqu'à ce qu'une décision soit rendue. En ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.</p>	Attributions postérieures au mandat
Request	<p>(2) A request under subsection (1) shall be made at least two months before the day on which the member's term expires.</p>	<p>(2) La demande doit être présentée au moins deux mois avant l'expiration du mandat.</p>	Délai
Deemed acceptance	<p>(3) If the Minister neither accepts nor rejects the request within two months after the day on which it is made, the request is deemed to be accepted.</p>	<p>(3) Elle est réputée agréée si le ministre n'y donne pas suite dans les deux mois suivant sa présentation.</p>	Fiction juridique
Remuneration and expenses — members	<p style="text-align: center;">REMUNERATION</p> <p>10.7 (1) Members of the Board are to receive the remuneration determined by the Minister for the exercise of their powers and the performance of their duties and functions and are to be paid the travel and living expenses that are incurred by them while absent from their ordinary place of residence that are consistent with Treasury Board directives for public servants.</p>	<p style="text-align: center;">RÉMUNÉRATION</p> <p>10.7 (1) Les membres de l'Office touchent la rémunération fixée par le ministre pour l'exercice de leurs attributions et sont indemnisés, conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor applicables aux employés de la fonction publique, des frais de déplacement et de séjour engagés dans l'exercice de leurs attributions hors du lieu de leur résidence habituelle.</p>	Membres
Remuneration and expenses — alternate members	<p>(2) Alternate members are not entitled to receive any remuneration unless they attend a meeting, training session or other event at the request of the Chairperson, in which case they are to receive the remuneration that is determined by the Minister, and are to be paid the travel and living expenses incurred by them</p>	<p>(2) Les suppléants ne touchent aucune rémunération, à moins qu'ils ne participent, à la demande du président, à une réunion, à une activité de formation ou à toute autre activité, auquel cas ils touchent celle fixée par le ministre et sont indemnisés, conformément aux mêmes</p>	Suppléants

while absent from their ordinary place of residence that are consistent with Treasury Board directives for public servants.

lignes directrices, des frais de déplacement et de séjour engagés dans l'exercice de leurs attributions hors du lieu de leur résidence habituelle.

2003, c. 22, par. 224(z.60)(E)

83. Section 11 of the Act is replaced by the following:

83. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2003, ch. 22, al. 224 z.60(A)

STAFF

PERSONNEL

Employment and remuneration

11. The Board may employ any employees and engage the services of any agents, advisers and experts that are necessary for the proper conduct of the business of the Board and may fix the terms and conditions of their employment or engagement and pay their remuneration.

11. L'Office peut s'assurer les services, à titre de membres du personnel, mandataires, conseillers ou experts, des personnes nécessaires à l'exercice de ses activités, fixer leurs conditions d'engagement ou d'emploi et payer leur rémunération.

Engagement et rémunération

2002, c. 10, s. 183

84. Section 12 and the heading before it are replaced by the following:

84. L'intertitre précédant l'article 12 et l'article 12 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

2002, ch. 10, art. 183

Deemed employment

11.1 The members of the Board, alternate members who attend meetings, training sessions or other events at the request of the Chairperson and employees are deemed to be employees for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

11.1 Les membres de l'Office, les suppléants qui participent à une réunion, à une activité de formation ou à toute autre activité à la demande du président et les membres du personnel sont réputés être agents de l'État pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et être employés au sein de l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Indemnisation des accidents du travail

CONFLICT OF INTEREST

CONFLIT D'INTÉRÊTS

Conflict of interest — members and staff

11.2 (1) A member of the Board, an employee or an agent, adviser or expert shall not perform their functions in relation to a matter if doing so would place them in a conflict of interest.

11.2 (1) Est incompetent pour exercer ses fonctions à l'égard d'une affaire le membre de l'Office, le membre du personnel, le mandataire, le conseiller ou l'expert qui se trouve en situation de conflit d'intérêts par rapport à celle-ci.

Membres de l'Office et personnel

Status or entitlements under Inuvialuit Final Agreement

(2) A person is not placed in a conflict of interest solely because of any status or entitlement conferred on them under the Inuvialuit Final Agreement.

(2) N'ont pas pour effet de créer, à eux seuls, une situation de conflit d'intérêts le statut ou les droits conférés à une personne au titre de la Convention définitive des Inuvialuits.

Statut et droits conférés par la Convention définitive des Inuvialuits

IMMUNITY

IMMUNITÉ

Acts done in good faith

11.3 No action lies against a member or an employee for anything done or omitted to be done in good faith in the performance, or purported performance, of any power, duty or function under this Act.

11.3 Les membres de l'Office et les membres du personnel bénéficient de l'immunité judiciaire pour les faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi dans l'exercice, même présumé, de leurs attributions au titre de la présente loi.

Faits accomplis de bonne foi

OBJECTS AND POWERS OF BOARD

MISSION ET POUVOIRS DE L'OFFICE

Objects

12. The objects of the Board are to provide for the conservation, development and utilization of waters in a manner that will provide the optimum benefit for all Canadians in general and, in particular, for the residents of the portion of the Inuvialuit Settlement Region located in the Northwest Territories for which the Board is authorized to issue licences.

12. L'Office a pour mission d'assurer la conservation, la mise en valeur et l'exploitation des eaux de la façon la plus avantageuse possible pour les Canadiens en général et, en particulier, pour les habitants de la région inuvialuite désignée qui se trouve dans les Territoires du Nord-Ouest à l'égard de laquelle il a le pouvoir de délivrer des permis.

Mission

85. (1) Subsection 13(1) of the Act is replaced by the following:

85. (1) Le paragraphe 13(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Minister's policy directions to Board

13. (1) The Minister may, after consultation with the Board, give written policy directions to the Board with respect to the carrying out of any of its powers, duties and functions under this Act, and the Board shall, subject to subsections (2) and (3), comply with those policy directions.

13. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre peut, après consultation de l'Office, lui adresser par écrit des instructions générales impératives quant à l'exercice de ses attributions.

Instructions ministérielles

(2) Paragraph 13(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 13(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) have been approved by the Board and are awaiting the approval referred to in section 18.1.

b) soit ont déjà été instruites par ce dernier mais n'ont pas encore fait l'objet de l'agrément visé à l'article 18.1.

(3) Section 13 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3) L'article 13 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Notice in Canada Gazette

(3.1) Immediately after the Minister's written policy direction is given to the Board, the Minister shall publish a notice in the *Canada Gazette* stating that the policy direction will be published by the Board on its Internet site. The Board shall publish the policy direction on its Internet site as soon as feasible and may also make it accessible by any other means that the Board considers appropriate.

(3.1) Dès que l'Office reçoit les instructions ministérielles, le ministre publie dans la *Gazette du Canada* un avis indiquant que l'Office les publiera sur son site Internet. L'Office les publie sur son site Internet et, s'il l'estime indiqué, les rend accessibles par tout autre moyen.

Publication des instructions dans la Gazette du Canada

86. (1) Subsection 14(1) of the Act is replaced by the following:

86. (1) Le paragraphe 14(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Issuance of licences

14. (1) Subject to this section, the Board may issue, in accordance with the criteria set out in the regulations made under paragraph 33(1)(c), type A licences and type B licences permitting the applicant for the licence, on payment of the fees prescribed by regulations made under subparagraph 33(1)(k)(i), at the times and in the manner prescribed by any applicable regulations made under paragraph 33(1)(l) or, in the absence of such regulations, at

14. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, l'Office peut délivrer, en conformité avec les critères énoncés dans les règlements pris en vertu de l'alinéa 33(1)(c), des permis de type A ou de type B autorisant, aux conditions qui y sont fixées et sur paiement des droits d'utilisation fixés par règlement pris en vertu du sous-alinéa 33(1)(k)(i), les demandeurs à utiliser les eaux ou à déposer des déchets, ou les deux, aux dates et de la manière prévues soit

Délivrance de permis

the times and in the manner set out in the licence, to use waters or deposit waste, or both, in connection with the operation of the appurtenant undertaking and in accordance with the conditions specified in the licence.

par règlement pris en vertu de l'alinéa 33(1)*l*) soit, à défaut, par le permis, pour l'exploitation de l'entreprise en cause.

Term of licence

(1.1) A licence under subsection (1) may be issued for a term

(a) not exceeding 25 years, in the case of a type A licence in respect of a prescribed class of undertakings or in the case of a type B licence; or

(b) not exceeding the anticipated duration of the undertaking, in the case of a type A licence other than one described in paragraph (a).

(2) Subsection 14(6) of the Act is repealed.

87. (1) The portion of paragraph 18(1)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) renew a licence, with or without changes to its conditions, for a term not exceeding 25 years in the case of a type A licence in respect of a prescribed class of undertakings or in the case of a type B licence, or for a term not exceeding the anticipated duration of the undertaking in the case of any other type A licence,

(2) Subsection 18(3) of the Act is replaced by the following:

(3) An application to cancel a licence must be in the form and contain the information that is prescribed by the regulations.

88. The Act is amended by adding the following after section 18:

18.1 The Board may issue, renew, amend or cancel a licence only with the approval

(a) in the case of a type A licence, of the Minister; or

(b) in the case of a type B licence,

5

(1.1) La durée des permis de type A à l'égard des catégories d'entreprises prévues par règlement et celle des permis de type B n'excède pas vingt-cinq ans. Celle de tout autre permis de type A n'excède pas la durée prévue de l'entreprise visée par le permis.

Durée des permis 5

(2) Le paragraphe 14(6) de la même loi est abrogé.

87. (1) L'alinéa 18(1)*a*) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) soit à la demande du titulaire, soit lorsqu'il estime que cela sert l'intérêt public, 15 renouveler un permis — avec ou sans modification — pour une durée n'excédant pas vingt-cinq ans dans le cas d'un permis de type A à l'égard des catégories d'entreprises prévues par règlement et d'un permis de type B ou, dans le cas de tout autre permis de type A, pour la durée prévue de l'entreprise visée par celui-ci;

(2) Le paragraphe 18(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Toute demande d'annulation de permis doit respecter les modalités réglementaires quant à sa forme et à son contenu.

25

Forme et contenu — demande d'annulation

88. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 18, de ce qui suit :

18.1 La délivrance, le renouvellement, la modification et l'annulation d'un permis sont subordonnés à l'agrément :

a) dans le cas d'un permis de type A, du ministre;

35

Agrément — délivrance, renouvellement, modification et annulation de permis

Application to cancel licence

Approval to issue, renew, amend or cancel licence

(i) of the Chairperson of the Board, if no public hearing is held by the Board in connection with the issuance, renewal, amendment or cancellation of the licence, or

(ii) of the Minister, if a public hearing is held by the Board in connection with the issuance, renewal, amendment or cancellation of the licence.

89. The Act is amended by adding the following after section 23:

23.1 (1) The Board shall give notice of its intention to consider, on its own initiative, the renewal of a licence under subparagraph 18(1)(a)(ii), or the amendment of a condition of a licence under subparagraph 18(1)(b)(ii) or (iii), by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is not such a newspaper, in any other manner that the Board considers appropriate.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of an application for the amendment of a licence if the Board, with the consent of the Minister, declares the amendment to be required on an emergency basis.

90. (1) Paragraph 24(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the powers, duties and functions of the Chairperson of the Board;

(b.1) the circumstances in which an alternate member is to perform the powers, duties and functions of a member who is absent or incapacitated or whose office is vacant and the process for selecting among alternate members;

(b.2) in the case of a member whose term has expired, the circumstances in which a member may continue to perform their powers, duties and functions in relation to a matter involving a public hearing until a decision is made by the Board;

(2) Paragraph 24(d) of the Act is replaced by the following:

b) dans le cas d'un permis de type B, du ministre ou, si la délivrance, le renouvellement, la modification ou l'annulation ne fait pas l'objet d'une audience publique par l'Office, du président de l'Office.

89. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 23, de ce qui suit :

23.1 (1) L'Office annonce son intention d'examiner, de sa propre initiative, la possibilité soit de renouveler un permis en vertu du sous-alinéa 18(1)a) parce qu'il estime que cela sert l'intérêt public, soit d'en modifier une condition en vertu des sous-alinéas 18(1)b)(ii) ou (iii), par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'une demande de modification de permis lorsque l'Office déclare, avec le consentement du ministre, que celle-ci est urgente et nécessaire.

90. (1) L'alinéa 24b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) les attributions du président;

b.1) les circonstances dans lesquelles le suppléant exerce les attributions d'un membre en cas d'absence ou d'empêchement ou de vacance de son poste et le processus de sélection du suppléant;

b.2) les circonstances dans lesquelles le membre peut continuer à exercer ses attributions après l'expiration de son mandat en ce qui a trait à une affaire exigeant la tenue d'une audience publique, jusqu'à ce qu'une décision soit prise par l'Office;

(2) L'alinéa 24d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Notice — on Board's initiative

Avis — initiative de l'Office

Exception

Exception

(d) any other matter concerning the carrying on of its work, the conduct and management of its internal affairs, and the powers, duties and functions of its officers and employees and its agents, advisers and experts.

d) toute autre question touchant la conduite de ses travaux, sa gestion interne et les attributions des membres de son personnel, de ses mandataires, des conseillers et des experts.

91. The Act is amended by adding the following after section 24:

91. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 24, de ce qui suit :

	TIME LIMITS AUTHORITY TO ACT	DÉLAIS POUVOIR D'AGIR	
Authority, etc.	<p>24.1 The failure of the Minister or the Board to exercise a power or perform a duty or function within a time limit under this Act does not terminate their authority to do so nor does it invalidate any document prepared or submitted or any decision or action taken in the exercise of such a power or performance of such a duty or function.</p>	<p>24.1 Le fait par le ministre ou l'Office de ne pas exercer ses attributions dans le délai prévu sous le régime de la présente loi n'a pas pour effet de mettre fin à son mandat ni d'invalider les documents préparés ou présentés dans l'exercice de ses attributions ou les décisions et mesures prises dans le cadre de celles-ci.</p>	Mandat et validité des actes
Type A licence and type B licence if public hearing held	<p style="text-align: center;">DECISIONS BY BOARD AND APPROVALS</p> <p>24.2 (1) In the case of an application for the issuance, renewal or amendment of a type A licence, or a type B licence in connection with which a public hearing is held, or in the case when the Board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the Board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the Board's intention is published under sub-section 23.1(1).</p>	<p style="text-align: center;">DÉCISION DE L'OFFICE ET APPROBATION</p> <p>24.2 (1) L'Office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis de type A ou d'un permis de type B qui fait l'objet d'une audience publique ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu au paragraphe 23.1(1).</p>	Délais — permis de type A et permis de type B en cas d'audiences publiques
Referral to Minister for approval	<p>(2) If the Board decides to issue, renew or amend the licence, that decision shall be immediately referred to the Minister for approval.</p>	<p>(2) La décision de l'Office de délivrer, de renouveler ou de modifier le permis est renvoyée immédiatement au ministre pour agrément.</p>	Renvoi de la décision pour agrément
Decision of Minister and reasons	<p>(3) The Minister shall, within 45 days after the Board's decision is referred to him or her, notify the Board whether or not the decision is approved and, if it is not approved, provide written reasons in the notification.</p>	<p>(3) Le ministre notifie à l'Office son agrément ou son refus dans les quarante-cinq jours suivant la réception de la décision. En cas de refus, il en expose les motifs par écrit.</p>	Délai — agrément
Extension of time limit	<p>(4) The Minister may extend that time limit by not more than an additional 45 days, if the Minister notifies the Board of the extension within the first 45 days.</p>	<p>(4) Le ministre peut prolonger ce délai d'au plus quarante-cinq jours s'il en avise l'Office avant l'expiration du délai.</p>	Prolongation

Absence of decision	(5) If the Minister does not notify the Board whether or not the decision is approved within the time limit referred to in subsection (3) or (4), whichever is applicable, the Minister is deemed to have given approval.	(5) Faute d'avoir notifié à l'Office son agrément ou son refus à l'expiration du délai de quarante-cinq jours ou de quatre-vingt-dix jours, selon le cas, suivant la réception de la décision, le ministre est réputé avoir donné son agrément.	Absence de décision
Other type B licences	24.3 (1) In the case of an application for the issuance, renewal or amendment of a type B licence in connection with which no public hearing is held or in the case when the Board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the Board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the Board's intention is published under subsection 23.1(1).	24.3 (1) L'Office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis de type B qui ne fait pas l'objet d'une audience publique ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu au paragraphe 23.1(1).	Délai — autres permis de type B
Referral to Chairperson	(2) If the Board decides to issue, renew or amend the licence, that decision shall be immediately referred to the Chairperson for his or her approval.	(2) La décision de l'Office de délivrer, de renouveler ou de modifier le permis est renvoyée immédiatement au président pour agrément.	Renvoi de la décision pour agrément
Chairperson's decision	(3) The Chairperson must, without delay after the Board's decision is referred to him or her, notify the Board whether or not the decision is approved.	(3) Le président notifie son agrément ou son refus à l'Office sans délai après que la décision lui ait été envoyée.	Délai — agrément
Day on which application is made	24.4 An application is considered to be made on the day on which the Board is satisfied that the application is in the form, and contains all of the information, that is prescribed by the regulations.	24.4 La demande est réputée être présentée à la date à laquelle l'Office est convaincu qu'elle respecte les modalités réglementaires quant à sa forme et à son contenu.	Date de présentation réputée
Excluded period	<p style="text-align: center;">EXCLUDED PERIODS</p> 24.5 If the Board requires an applicant or a licensee to provide information or studies, then the period taken by the applicant or licensee, in the Board's opinion, to provide the required information or studies is not included in the calculation of the time limit under subsection 24.2(1) or 24.3(1) or of an extension of the time limit.	<p style="text-align: center;">DÉLAIS NON COMPRIS</p> 24.5 Dans le cas où l'Office exige du demandeur ou du titulaire du permis qu'il lui fournisse des renseignements ou des études, la période prise, à son avis, par le demandeur ou le titulaire, pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus aux paragraphes 24.2(1) et 24.3(1) ou de leur prolongation.	Période exclue du délai
Suspension of time limit	24.6 The Board may suspend the time limit referred to in subsection 24.2(1) or 24.3(1) or the extension of such a limit <p>(a) if the proposed use of waters or deposit of waste is part of a development in respect of which an environmental screening, environmental assessment or environmental impact</p>	24.6 L'Office peut suspendre les délais prévus aux paragraphes 24.2(1) et 24.3(1) ou leur prolongation, tant que : <p>a) dans le cas où l'activité projetée — utilisation des eaux ou dépôt de déchets — s'insère dans le cadre d'un projet de développement à propos duquel une loi fédérale</p>	Suspension du délai

review is required under an Act of Parliament or the Inuvialuit Final Agreement, until the screening, assessment or review is completed;

(b) if the Board determines that the applicant is required to pay compensation, or to enter into a compensation agreement, under subsection 14(4), until the applicant satisfies the Board that the compensation has been or will be paid or that they have entered into a compensation agreement, as the case may be;

(c) if the board is not permitted to issue a licence except in accordance with subsection 15.1(1), until the applicant has entered into a compensation agreement under paragraph 15.1(1)(a) or until a determination of compensation has been made under paragraph 15.1(1)(b), as the case may be; or

(d) if the Board receives notice under subsection 78(1) or 79.2(1) of the *Mackenzie Valley Resource Management Act*, until the requirements of subsection 78(3) or 79.2(3) of that Act, as the case may be, have been met.

ou la Convention définitive des Inuvialuits exige la tenue d'un examen préalable, d'une évaluation environnementale ou d'une étude d'impact, cet examen, cette évaluation ou cette étude n'est pas complété;

b) dans le cas où l'Office décide que le demandeur est tenu de payer une indemnité—ou qu'il est tenu de conclure un accord d'indemnisation—au titre du paragraphe 14(4), le demandeur ne lui a pas prouvé qu'il a payé cette indemnité ou qu'il la paiera ou qu'il a conclu l'accord, selon le cas;

c) dans le cas où l'Office ne peut délivrer un permis sauf en conformité avec le paragraphe 15.1(1), le demandeur n'a pas conclu un accord d'indemnisation en application de l'alinéa 15.1(1)a) ou qu'une indemnité n'a pas été fixée en vertu de l'alinéa 15.1(1)b), selon le cas;

d) dans le cas où une notification a été faite à l'Office en application des paragraphes 78(1) ou 79.2(1) de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*, les conditions prévues aux paragraphes 78(3) ou 79.2(3) de cette loi ne sont pas remplies.

EXTENSIONS

PROLONGATION

Extension of time limit by Minister

24.7 (1) The Minister may, at the request of the Board, extend the time limit referred to in subsection 24.2(1) or 24.3(1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the issuance, renewal or amendment of the licence.

24.7 (1) Le ministre peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois les délais prévus aux paragraphes 24.2(1) et 24.3(1) pour tenir compte des circonstances particulières de la délivrance, du renouvellement ou de la modification du permis en cause.

Prolongation du délai par le ministre

Extension of time limit by Governor in Council

(2) The Governor in Council may, by order, on the recommendation of the Minister, further extend, any number of times, the time limit extended under subsection (1).

(2) Sur la recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1).

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

92. The Act is amended by adding the following after section 28:

92. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 28, de ce qui suit :

REPORTS

RAPPORTS

Annual report

28.1 (1) The Board shall, within three months after the end of each fiscal year, submit to the Minister, in the form that the Minister may specify, a report on the activities of the

28.1 (1) Dans les trois mois qui suivent la fin de chaque exercice, l'Office présente au ministre son rapport d'activités pour cet exercice en la forme que celui-ci fixe. Il y inclut aussi les états financiers afférents et traite de toute autre question que précise le ministre.

Rapport annuel

	Board in that year, including its financial statements for the year and any other matters that the Minister may specify.		
Publication on Internet	(2) The Board shall publish the annual report on its Internet site and, if the Board considers it appropriate, make it available by any other means.	(2) L'Office publie sur son site Internet le rapport annuel et, s'il l'estime indiqué, le rend accessible par tout autre moyen.	Publication sur Internet
	COST RECOVERY	RECOUVREMENT DES COÛTS	
Obligation to pay costs	28.2 (1) For the Minister to recover costs incurred in relation to the consideration of an application for a licence or for the renewal, amendment or cancellation of a licence, the applicant or a licensee shall pay to the Minister	28.2 (1) Le demandeur ou le titulaire d'un permis est tenu de payer au ministre, afin de permettre à celui-ci de recouvrer les coûts liés à l'examen de la demande de permis ou au renouvellement, à la modification ou à l'annulation du permis :	Obligation de paiement
	(a) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the Board or of its members;	a) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions de l'Office ou de celles de ses membres;	
	(b) any costs incurred by the Board for services that are prescribed by the regulations and that are provided to it by a third party; and	b) les frais engagés par l'Office pour les services réglementaires qui lui ont été fournis par des tiers;	15
	(c) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the Minister.	c) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions du ministre.	
Debt due to Her Majesty	(2) The costs and amounts that a person must pay under subsection (1) constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.	(2) Les frais et les sommes que l'intéressé est tenu de payer en application du paragraphe (1) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.	Créances de Sa Majesté
	93. Subsection 31(4) of the Act is replaced by the following:	93. Le paragraphe 31(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	25
Copy of document evidencing permission to be deposited	(4) A copy of the document evidencing the permission granted by the Minister under subsection (1), certified as such by the Chairperson of the Board, shall be deposited with the registrar or registrars of titles for the land registration district or districts in which the lands affected by the permission are situated.	(4) La copie du document attestant l'autorisation accordée par le ministre en vertu du paragraphe (1), certifiée comme telle par le président de l'Office, est remise aux directeurs de l'Enregistrement des districts dans lesquels sont situés les biens-fonds visés par l'autorisation.	Dépôt obligatoire de la copie du document attestant l'autorisation
	94. (1) Subsection 33(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (l):	94. (1) Le paragraphe 33(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa l), de ce qui suit :	35

(*l.1*) respecting the recovery of amounts and costs for the purposes of section 28.2, including prescribing amounts and services for the purposes of that section and exempting any class of applicants or licensees from the application of that section;

l.1) régir le recouvrement des frais et des sommes pour l'application de l'article 28.2, notamment prévoir les sommes et les services pour l'application de cet article et exempter toute catégorie de demandeurs ou de titulaires de permis de l'application de cet article;

(2) Subsection 33(1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (t) and by adding the following after that paragraph:

(2) Le paragraphe 33(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa t), de ce qui suit :

(*t.1*) prescribing anything that is to be prescribed under this Act; and

t.1) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;

(3) Paragraph 33(1)(u) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) L'alinéa 33(1)u) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

u) d'une façon générale, prendre toute autre mesure nécessaire à l'application de la présente loi.

u) d'une façon générale, prendre toute autre mesure nécessaire à l'application de la présente loi.

95. Section 40 of the Act is replaced by the following:

95. L'article 40 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Principal offences

40. (1) Every person is guilty of an offence who

40. (1) Commet une infraction quiconque :

Infractions principales

- (a) contravenes subsection 8(1) or section 9;
- (b) fails to comply with subsection 8(3); or
- (c) contravenes or fails to comply with a direction given by an inspector under subsection 37(1).

- a) contrevient au paragraphe 8(1) ou à l'article 9;
- b) néglige de se conformer au paragraphe 8(3);
- c) contrevient aux ordres donnés par l'inspecteur en vertu du paragraphe 37(1) ou néglige de s'y conformer.

Punishment

(2) Every person who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,

(2) Quiconque commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

Peine

- (a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and
- (b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

- a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;
- b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.

Offences — type A licensees

40.1 (1) Every type A licensee is guilty of an offence who

40.1 (1) Commet une infraction le titulaire d'un permis de type A :

Infractions — permis de type A

- (a) contravenes or fails to comply with any condition of the licence, if the contravention or failure to comply does not constitute an offence under section 41; or

- a) qui contrevient aux conditions du permis ou néglige de s'y conformer, si la contravention ou le défaut ne constitue pas une infraction en vertu de l'article 41;

	(b) without reasonable excuse, fails to furnish or maintain security as required under subsection 17(1).	b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir et de maintenir la garantie exigée aux termes du paragraphe 17(1).	
Punishment	(2) Every licensee who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,	(2) Le titulaire qui commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :	Peine
	(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and	a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;	
	(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.	b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.	
Offences — type B licensees	40.2 (1) Every type B licensee is guilty of an offence who	40.2 (1) Commet une infraction le titulaire d'un permis de type B :	Infractions — permis de type B
	(a) contravenes or fails to comply with any condition of the licence, if the contravention or failure to comply does not constitute an offence under section 41; or	a) qui contrevient aux conditions du permis ou néglige de s'y conformer, si la contravention ou le défaut ne constitue pas une infraction en vertu de l'article 41;	
	(b) without reasonable excuse, fails to furnish or maintain security as required under subsection 17(1).	b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir et de maintenir la garantie exigée aux termes du paragraphe 17(1).	
Punishment	(2) Every licensee who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,	(2) Le titulaire qui commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :	Peine
	(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$37,500 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and	a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 37 500 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;	
	(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$75,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.	b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 75 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.	
Continuing offences	40.3 An offence under subsection 40(1), 40.1(1) or 40.2(1) that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.	40.3 Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction prévue aux paragraphes 40(1), 40.1(1) ou 40.2(1).	Infractions continues
Deeming — subsequent offences	40.4 (1) For the purposes of subsections 40(2), 40.1(2) and 40.2(2), a conviction for a particular offence under this Act is deemed to be a conviction for a second or subsequent offence if the court is satisfied that the offender has been	40.4 (1) Pour l'application des paragraphes 40(2), 40.1(2) et 40.2(2), il y a récidive si le tribunal est convaincu que le contrevenant a déjà été déclaré coupable, sous le régime de toute loi fédérale ou provinciale visant la	Présomption — récidive

Application	<p>previously convicted of a substantially similar offence under any Act of Parliament—or any Act of the legislature of a province—that relates to environmental or wildlife conservation or protection.</p> <p>(2) Subsection (1) applies only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province.</p>	<p>conservation ou la protection de l'environnement ou des espèces sauvages, d'une infraction essentiellement semblable.</p> <p>(2) Les infractions pour lesquelles le contrevenant a déjà été déclaré coupable doivent être des infractions qui ont été poursuivies par mise en accusation, par procédure sommaire ou par toute autre procédure semblable établie sous le régime d'une loi provinciale.</p>	Limitation
Limitation period or prescription	<p>96. Section 42 of the Act is replaced by the following:</p> <p>42. No proceedings in respect of an offence under this Act are to be instituted more than five years after the day on which the Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged offence.</p>	<p>96. L'article 42 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>42. Les poursuites relatives à une infraction à la présente loi se prescrivent par cinq ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des faits reprochés.</p>	Prescription
Action to enjoin not prejudiced by prosecution	<p>97. Subsection 43(1) of the Act is replaced by the following:</p> <p>43. (1) <u>Despite the fact</u> that a prosecution has been instituted in respect of an offence under subsection 40(1), 40.1(1), or 40.2(1), the Attorney General of Canada may commence and maintain proceedings to enjoin conduct that constitutes an offence under any of those subsections.</p>	<p>97. Le paragraphe 43(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>43. (1) Même après l'ouverture de poursuites visant l'une des infractions prévues aux paragraphes 40(1), 40.1(1) ou 40.2(1), le procureur général du Canada peut engager des procédures en vue de faire cesser la cause de l'infraction.</p>	Injonction prise par le procureur général
Regulations	<p>98. The Act is amended by adding the following after section 44:</p> <p style="text-align: center;">ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES REGULATIONS</p> <p>44.01 (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, make regulations for the purposes of sections 44.02 to 44.3, including regulations</p> <p>(a) designating as a violation that may be proceeded with in accordance with this Act</p> <p>(i) the contravention of any specified provision of this Act or of its regulations,</p> <p>(ii) the contravention of any order, direction or decision—or of any order, direction or decision of a specified class—made or given under this Act, or</p>	<p>98. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 44, de ce qui suit :</p> <p style="text-align: center;">SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES RÈGLEMENTS</p> <p>44.01 (1) Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, prendre des règlements pour l'application des articles 44.02 à 44.3, notamment afin :</p> <p>a) de désigner comme violation punissable au titre de la présente loi la contravention :</p> <p>(i) à toute disposition spécifiée de la présente loi ou de ses règlements,</p> <p>(ii) à tout ordre ou à toute ordonnance ou décision—ou à tout ordre ou à toute ordonnance ou décision appartenant à une</p>	Règlements

	<p>(iii) the failure to comply with a term or condition of any licence or a term or condition of a specified class of licences;</p> <p>(b) respecting the determination of or the method of determining the amount payable as the penalty, which may be different for individuals and other persons, for each violation; 5</p> <p>(c) establishing the form and content of notices of violations; 10</p> <p>(d) respecting the service of documents required or authorized under this Act, including the manner and proof of service and the circumstances under which documents are considered to be served; and 15</p> <p>(e) respecting reviews by the Minister in respect of a notice of violation.</p>	<p>catégorie spécifiée—donné ou rendue, selon le cas, sous le régime de la présente loi,</p> <p>(iii) à toute condition d'un permis appartenant ou non à une catégorie spécifiée; 5</p> <p>b) de prévoir l'établissement ou la méthode d'établissement de la pénalité applicable à chaque violation—la pénalité prévue pour les personnes physiques pouvant différer de celle prévue pour les autres personnes; 10</p> <p>c) d'établir la forme et le contenu des procès-verbaux de violation;</p> <p>d) de régir, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signification de documents autorisée ou 15 exigée sous le régime de la présente loi;</p> <p>e) de régir la révision des procès-verbaux par le ministre.</p>	
Maximum	<p>(2) The amount that may be determined under any regulations made under paragraph (1)(b) as the penalty for each violation must not be more than \$25,000, in the case of an individual, and \$100,000 in the case of any other person. 20</p>	<p>(2) Le montant de la pénalité établi en application d'un règlement pris en vertu de l'alinéa (1)b) et applicable à chaque violation est plafonné, dans le cas des personnes physiques, à 25 000 \$ et, dans le cas des autres personnes, à 100 000 \$. 20</p>	Plafond— montant de la pénalité
	<p>VIOLATIONS</p>		
Who may issue notices	<p>44.02 Persons who are designated as inspectors under section 35 are authorized to issue notices of violation. 25</p>	<p>44.02 Les inspecteurs, désignés en vertu de l'article 35, sont autorisés à agir à titre d'agents verbalisateurs. 25</p>	Attributions
Commission of violation	<p>44.03 (1) Every person who contravenes or fails to comply with a provision, order, direction, decision, term or condition designated under paragraph 44.01(1)(a) commits a violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations. 30</p>	<p>44.03 (1) La contravention à une disposition, à une décision, à un ordre, à une ordonnance ou à une condition désignés en vertu de l'alinéa 44.01(1)a) constitue une violation pour laquelle l'auteur s'expose à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements. 30</p>	Violations
Purpose of penalty	<p>(2) The purpose of the penalty is to promote compliance with this Act and not to punish. 35</p>	<p>(2) L'imposition de la pénalité vise non pas à punir, mais plutôt à favoriser le respect de la présente loi. 35</p>	But de la pénalité
Liability of directors, officers, agents and mandataries	<p>44.04 If a corporation commits a violation, any director, officer, agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the violation is a party to the violation and is liable to a penalty in the amount that is 40</p>	<p>44.04 Si une personne morale commet une violation, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de la violation et s'exposent à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux 40</p>	Participants à la violation : dirigeants, administrateurs et mandataires

	<p>determined in accordance with the regulations, whether or not the corporation has been proceeded against in accordance with this Act.</p>	<p>règlements, que la personne fasse ou non l'objet d'une procédure en violation engagée au titre de la présente loi.</p>	
<p>Proof of violation</p>	<p>44.05 In any proceedings under this Act against a person in relation to a violation, it is sufficient proof of the violation to establish that it was committed by an employee, or agent or mandatary, of the person, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or proceeded against in accordance with this Act.</p>	<p>44.05 Dans les procédures en violation engagées au titre de la présente loi, il suffit, pour prouver la violation, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'auteur de la violation, que l'employé ou le mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.</p>	<p>Preuve 5</p>
<p>Issuance and service of notice of violation</p>	<p>44.06 (1) If an inspector believes on reasonable grounds that a person has committed a violation, the inspector may issue a notice of violation and cause it to be served on the person.</p>	<p>44.06 (1) L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise peut dresser un procès-verbal qu'il fait signifier au prétendu auteur de la violation.</p>	<p>Procès-verbal — établissement et signification 10</p>
<p>Contents</p>	<p>(2) The notice of violation must</p> <p>(a) name the person that is believed to have committed the violation;</p> <p>(b) set out the relevant facts surrounding the violation;</p> <p>(c) set out the amount of the penalty;</p> <p>(d) inform the person of their right to request a review with respect to the violation or the amount of the penalty and of the period within which that right must be exercised;</p> <p>(e) inform the person of the time and manner of paying the penalty; and</p> <p>(f) inform the person that, if they do not pay the penalty or exercise their right referred to in paragraph (d), they are considered to have committed the violation and are liable to the penalty.</p>	<p>(2) Le procès-verbal mentionne les éléments suivants :</p> <p>a) le nom du prétendu auteur de la violation;</p> <p>b) les faits pertinents concernant la violation;</p> <p>c) le montant de la pénalité;</p> <p>d) la faculté qu'a le prétendu auteur de la violation de demander la révision de celle-ci ou du montant de la pénalité, ainsi que le délai pour ce faire;</p> <p>e) les délais et modalités de paiement de la pénalité;</p> <p>f) le fait que le prétendu auteur de la violation, s'il ne fait pas de demande de révision ou s'il ne paie pas la pénalité, est réputé avoir commis la violation et est tenu du paiement de cette pénalité.</p>	<p>Contenu 15</p>
<p>Inspector to provide copy to Board</p>	<p>(3) The inspector shall, without delay after issuing a notice of violation, provide a copy to the Board.</p>	<p>(3) L'inspecteur fournit une copie du procès-verbal à l'Office sans délai après l'avoir dressé.</p>	<p>Avis à l'Office 30</p>
<p>Certain defences not available</p>	<p style="text-align: center;">RULES ABOUT VIOLATIONS</p> <p>44.07 (1) A person named in a notice of violation does not have a defence by reason that the person</p> <p>(a) exercised due diligence to prevent the commission of the violation; or</p> <p>(b) reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would exonerate the person.</p>	<p style="text-align: center;">RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS</p> <p>44.07 (1) Le prétendu auteur de la violation ne peut invoquer en défense le fait qu'il a pris les mesures nécessaires pour empêcher la violation ou qu'il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'exonéreraient.</p>	<p>Exclusion de certains moyens de défense 35</p>

Common law principles	(2) Every rule and principle of the common law that renders any circumstance a justification or excuse in relation to a charge for an offence under this Act applies in respect of a violation to the extent that it is not inconsistent with this Act.	(2) Les règles et principes de common law qui font d'une circonstance une justification ou une excuse dans le cadre d'une poursuite pour infraction à la présente loi s'appliquent à l'égard d'une violation dans la mesure de leur compatibilité avec la présente loi.	Principes de common law
Continuing violation	44.08 A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.	44.08 Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue la violation.	Violation continue
Violations or offences	44.09 (1) Proceeding with any act or omission as a violation under this Act precludes proceeding with it as an offence under this Act, and proceeding with it as an offence under this Act precludes proceeding with it as a violation under this Act.	44.09 (1) S'agissant d'un acte ou d'une omission qualifiable à la fois de violation et d'infraction aux termes de la présente loi, la procédure en violation et la procédure pénale s'excluent l'une l'autre.	Cumul interdit
Violations not offences	(2) For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of a violation.	(2) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions; en conséquence, nul ne peut être poursuivi à ce titre sur le fondement de l'article 126 du <i>Code criminel</i> .	Précision
Limitation period or prescription	44.1 No notice of violation is to be issued more than two years after the day on which the Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged violation.	44.1 Le délai dans lequel le procès-verbal peut être dressé est de deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des faits reprochés.	Prescription
	REVIEWS	RÉVISION	
Right to request review	44.11 A person who is served with a notice of violation may — within 30 days after the day on which it is served or within any longer period that is prescribed by the regulations — make a request to the Minister for a review of the amount of the penalty or the facts of the violation, or both.	44.11 Le prétendu auteur de la violation peut, dans les trente jours suivant la signification d'un procès-verbal ou dans tout délai supérieur prévu dans les règlements, saisir le ministre d'une demande de révision du montant de la pénalité ou des faits quant à la violation, ou des deux.	Droit de faire une demande de révision
Correction or cancellation of notice of violation	44.12 At any time before a request for a review in respect of a notice of violation is received by the Minister, an inspector may cancel the notice of violation or correct an error in it.	44.12 Tant que le ministre n'est pas saisi d'une demande de révision du procès-verbal, tout inspecteur peut soit l'annuler, soit corriger toute erreur qu'il contient.	Annulation ou correction du procès-verbal
Review	44.13 On receipt of a request for a review in respect of a notice of violation, the Minister shall conduct the review.	44.13 Sur réception de la demande de révision, le ministre procède à la révision.	Révision
Object of review	44.14 (1) The Minister shall determine, as the case may be, whether the amount of the penalty was determined in accordance with the regulations or whether the person committed the violation, or both.	44.14 (1) Le ministre décide, selon le cas, si le montant de la pénalité a été établi conformément aux règlements ou si le demandeur a commis la violation, ou les deux.	Objet de la révision

Determination	(2) The Minister shall render a determination in writing and cause the person who requested the review to be served with a copy of the determination, with reasons. A copy of the determination, with reasons, shall also be provided without delay to the Board.	(2) Le ministre rend sa décision par écrit et en fait signifier une copie au demandeur, motifs à l'appui. Il en fournit aussi une copie à l'Office sans délai après avoir rendu la décision.	Décision
Correction of penalty	(3) If the Minister determines that the amount of the penalty was not determined in accordance with the regulations, the Minister shall correct it.	(3) Le ministre modifie le montant de la pénalité s'il estime qu'il n'a pas été établi conformément aux règlements.	5 Correction du montant de la pénalité
Responsibility	(4) If the Minister determines that the person who requested the review committed the violation, that person is liable to the penalty as set out in the determination.	(4) En cas de décision défavorable, l'auteur de la violation est tenu du paiement de la pénalité mentionnée dans la décision.	Obligation de payer la pénalité 10
Determination final	(5) A determination made under this section is final and binding and, except for judicial review under the <i>Federal Courts Act</i> , is not subject to appeal or to review by any court.	(5) La décision est définitive et exécutoire et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> , n'est pas susceptible d'appel ou de révision en justice.	Décision définitive
Burden of proof	44.15 If the facts of a violation are reviewed, the inspector who issued the notice of violation shall establish, on a balance of probabilities, that the person named in it committed the violation identified in it.	44.15 En cas de révision portant sur les faits, il incombe à l'inspecteur qui a dressé le procès-verbal d'établir, selon la prépondérance des probabilités, que le demandeur a commis la violation qui y est mentionnée.	15 Fardeau de la preuve
	RESPONSIBILITY	RESPONSABILITÉ	
Payment	44.16 If a person pays the penalty set out in a notice of violation, the person is considered to have committed the violation and proceedings in respect of it are ended.	44.16 Vaut aveu de responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure de paiement de la pénalité mentionnée au procès-verbal.	20 Paiement
Failure to act	44.17 A person that neither pays the penalty within the period set out in the notice of violation — nor requests a review within the period referred to in section 44.11 — is considered to have committed the violation and is liable to the penalty.	44.17 Vaut aveu de responsabilité, en cas de non-paiement de la pénalité dans le délai prévu dans le procès-verbal, le fait de ne pas demander de révision dans le délai prévu à l'article 44.11. Le cas échéant, le contrevenant est tenu du paiement de la pénalité.	25 Défaut
	RECOVERY OF PENALTIES	RECOUVREMENT DES PÉNALITÉS	
Debts to Her Majesty	44.18 (1) A penalty constitutes a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.	44.18 (1) La pénalité constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.	30 Créance de Sa Majesté
Limitation period or prescription	(2) No proceedings to recover the debt are to be instituted more than five years after the day on which the debt becomes payable.	(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle est devenue exigible.	35 Prescription

Certificate	44.19 (1) The Minister may issue a certificate of non-payment certifying the unpaid amount of any debt referred to in subsection 44.18(1).	44.19 (1) Le ministre peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance visée au paragraphe 44.18(1).	Certificat de non-paiement
Registration	(2) Registration of a certificate of non-payment in any court of competent jurisdiction has the same effect as a judgment of that court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs.	(2) L'enregistrement à tout tribunal compétent confère au certificat de non-paiement valeur de jugement pour la somme visée et les frais afférents à l'enregistrement.	Enregistrement
Authenticity of documents	44.2 In the absence of evidence to the contrary, a document that appears to be a notice issued under subsection 44.06(1) is presumed to be authentic and is proof of its contents in any proceeding in respect of a violation.	44.2 Dans les procédures pour violation, le document qui paraît être un procès-verbal dressé en application du paragraphe 44.06(1) fait foi, 10 sauf preuve contraire, de son authenticité et de son contenu.	Authenticité de documents
Publication	44.3 The Board may, subject to any regulations, make public the nature of a violation, the name of the person who committed it and the amount of the penalty.	44.3 Sous réserve des règlements, l'Office peut procéder à la publication de la nature de la violation, du nom de son auteur et du montant 15 de la pénalité.	Publication
Licenses	99. The portion of subsection 46(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following: (3) Sections 40.1 and 40.2 of this Act do not apply in respect of any condition of a licence referred to in subsection (1)	99. Le passage du paragraphe 46(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : (3) Les articles 40.1 et 40.2 de la présente loi 20 n'ont effet à l'égard d'une condition d'un permis, selon le cas :	Applicabilité de certaines dispositions
	TRANSITIONAL PROVISIONS	DISPOSITIONS TRANSITOIRES	
Definitions	100. The following definitions apply in this section and in sections 101 to 109.	100. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 101 à 109.	Définitions
"former Board" « ancien Office »	"former Board" means the Northwest Territories Water Board established by section 10 of the Northwest Territories Waters Act, as that section read immediately before this section comes into force.	« ancien Office » L'Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest constitué par l'article 10 de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent article.	« ancien Office » "former Board"
"new Board" « nouvel Office »	"new Board" means the Inuvialuit Water Board established by section 10 of the Northwest Territories Waters Act, as amended by section 82.	« nouvel Office » L'Office inuvialuit des eaux constitué par l'article 10 de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, dans sa version modifiée par l'article 82.	« nouvel Office » "new Board"
Chairperson and other members of former Board	101. The Chairperson and every other member of the former Board holding office immediately before the coming into force of this section continue to exercise their powers and perform their duties and functions as members of the new Board until the expiry or	101. Le président et les autres membres de l'ancien Office en poste à la date d'entrée en vigueur du présent article continuent à exercer leurs attributions à titre de membres du nouvel Office, jusqu'à l'expiration ou la révocation de leur mandat, malgré le	Président et autres membres de l'ancien Office

revocation of their appointment, despite subsection 10(4) of the *Northwest Territories Waters Act*, as amended by section 82. However, the vice-chairperson of the former Board ceases to act as vice-chairperson on the coming into force of that section 82.

paragraphe 10(4) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans sa version modifiée par l'article 82. Toutefois, le vice-président de l'ancien Office cesse d'exercer ses attributions à titre de vice-président à la date d'entrée en vigueur de cet article 82.

Decisions, etc., continued

102. Every decision, order, determination and declaration made by the former Board is deemed to have been made by the new Board.

102. Les décisions, les ordonnances et les déclarations de l'ancien Office sont réputées être celles du nouvel Office.

Décisions réputées avoir été prises par le nouvel Office

Licences

103. (1) All licences, including any terms and conditions attached to them, issued under the *Northwest Territories Waters Act*, as it read immediately before the day on which this section comes into force, that were in force on that day continue in force after that day as if they had been issued in accordance with the *Northwest Territories Waters Act* as it reads on that day.

103. (1) Les permis délivrés en vertu de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent article, sont maintenus à titre de permis régis par cette loi, dans sa version à cette date, y compris les conditions dont ils sont assortis.

Permis délivrés sous l'ancien régime

For greater certainty

(2) For greater certainty, the new Board may exercise all its powers and perform all its duties and functions under the *Northwest Territories Waters Act*, as it reads on the day on which this section comes into force, with respect to the licences that are continued by subsection (1).

(2) Il est entendu que le nouvel Office peut exercer les attributions qui lui sont conférées par la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans sa version à la date d'entrée en vigueur du présent article, à l'égard des permis visés au paragraphe (1).

Précision

Transfer of proceedings and applications

104. (1) Any proceedings and applications that the former Board was seized of immediately before the day on which this section comes into force are transferred to the new Board and are to be continued and disposed of in accordance with the *Northwest Territories Waters Act*, as it reads on that day, except as provided under subsection (2).

104. (1) Le nouvel Office est, à la date d'entrée en vigueur du présent article, saisi des demandes relatives à des permis présentées à l'ancien Office avant la date d'entrée en vigueur de cet article et des procédures engagées devant l'ancien Office avant cette date. Il en décide en conformité avec les dispositions de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, dans sa version à la date d'entrée en vigueur de cet article, sous réserve du paragraphe (2).

Transfert des procédures et des demandes de permis

Time limits

(2) An application for the issuance, renewal or amendment of a licence that was made before the coming into force of this section is considered to have been made on the day of that coming into force for the purpose of determining the periods under sections 24.2 and 24.3 of the *Northwest Territories Waters Act*.

(2) Les demandes de délivrance, de renouvellement ou de modification de permis présentées avant la date d'entrée en vigueur du présent article sont réputées avoir été présentées à la date d'entrée en vigueur de cet article, en ce qui a trait au calcul des délais prévus aux articles 24.2 et 24.3 de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*.

Délais

References	<p>105. Every reference to the former Board in any deed, contract, agreement or other document executed by the former Board in its own name is, unless the context otherwise requires, to be read as a reference to the new Board.</p>	<p>105. Sauf indication contraire du contexte, dans tous les contrats, actes, ententes et autres documents signés par l'ancien Office sous son nom, les mentions de l'ancien Office valent mention du nouvel Office.</p>	<p>Mentions</p> <p>5</p>
Transfer of rights and obligations	<p>106. All rights and property of the former Board and of Her Majesty in right of Canada that are under the administration and control of the former Board and all obligations of the former Board are transferred to the new Board.</p>	<p>106. Les biens et les droits de Sa Majesté du chef du Canada dont la gestion relève de l'ancien Office ainsi que les biens et les droits et obligations de celui-ci sont transférés au nouvel Office.</p>	<p>Transfert des droits et obligations</p> <p>10</p>
Commencement of legal proceedings	<p>107. Every action, suit or other legal proceeding in respect of an obligation or liability incurred by the former Board may be brought against the new Board in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or other legal proceeding had been brought against the former Board.</p>	<p>107. Les procédures judiciaires relatives aux obligations supportées ou aux engagements pris par l'ancien Office peuvent être intentées contre le nouvel Office devant tout tribunal qui aurait eu compétence pour être saisi des procédures intentées contre l'ancien Office.</p>	<p>Procédures judiciaires nouvelles</p> <p>15</p>
Continuation of legal proceedings	<p>108. Every action, suit or other legal proceeding to which the former Board is party that is pending in any court immediately before the day on which this section comes into force may be continued by or against the new Board in like manner and to the same extent as it could have been continued by or against the former Board.</p>	<p>108. Le nouvel Office prend la suite de l'ancien Office, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie aux procédures judiciaires en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article et auxquelles l'ancien Office est partie.</p>	<p>Procédures en cours devant les tribunaux</p> <p>20</p>
Transfer of appropriations	<p>109. Any amount appropriated by an Act of Parliament for the fiscal year in which this section comes into force to defray the charges and expenses of the former Board that, on that coming into force, is unexpended is deemed to have been appropriated to defray the charges and expenses of the new Board.</p>	<p>109. Les sommes affectées — et non déboursées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article, par toute loi fédérale, aux frais et dépenses de l'ancien Office sont réputées être affectées aux frais et dépenses du nouvel Office à cette date.</p>	<p>Transfert de crédits</p> <p>25</p> <p>30</p>
1998, c. 25	<p>CONSEQUENTIAL AMENDMENT TO THE MACKENZIE VALLEY RESOURCE MANAGEMENT ACT</p>	<p>MODIFICATION CORRÉLATIVE À LA LOI SUR LA GESTION DES RESSOURCES DE LA VALLÉE DU MACKENZIE</p>	<p>1998, ch. 25</p>
2005, c. 1, s. 34(3)	<p>110. Subsection 60(4) of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i> is replaced by the following:</p>	<p>110. Le paragraphe 60(4) de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i> est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>2005, ch. 1, par. 34(3)</p>
Northwest Territories Waters Act	<p>(4) <u>Despite</u> subsection (1), sections <u>7.2, 7.3, 10 to 13, 18.1, 20 and 22, paragraphs 23(1)(b) and (2)(b), section 24, subsections 24.3(2) and (3), section 24.6, section 26</u> except in relation to type A licences under that Act, sections 27 to</p>	<p>(4) Malgré le paragraphe (1), les dispositions ci-après de la <i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i> ne s'appliquent pas aux zones de gestion : les articles <u>7.2, 7.3, 10 à 13, 18.1, 20 et 22, les paragraphes 23(1) et (2)</u> — en ce qui concerne l'obligation de publication dans la <i>Gazette du Canada</i> —, l'article 24, les 40</p>	<p><i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i></p> <p>35</p> <p>40</p>

28.2, subsection 37(2) and sections 44.01 to 44.3 of the Northwest Territories Waters Act do not apply in respect of a management area.

paragraphe 24.3(2) et (3), les articles 24.6, 26 — sauf en ce qui concerne les permis de type A au sens de cette loi — et 27 à 28.2, le paragraphe 37(2) ainsi que les articles 44.01 à 44.3.

5

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council 111. Section 83 and subsection 90(2) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

111. L'article 83 et le paragraphe 90(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret.

Décret

PART 4

PARTIE 4

1998, c. 25

MACKENZIE VALLEY RESOURCE MANAGEMENT ACT

LOI SUR LA GESTION DES RESSOURCES DE LA VALLÉE DU MACKENZIE

1998, ch. 25

AMENDMENTS TO THE ACT

MODIFICATION DE LA LOI

112. The first paragraph of the preamble to the Mackenzie Valley Resource Management Act is replaced by the following:

112. Le premier paragraphe du préambule de la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie est remplacé par ce qui suit :

Preamble

WHEREAS the Gwich'in Comprehensive Land Claim Agreement and the Sahtu Dene and Metis Comprehensive Land Claim Agreement require the establishment of land use planning boards for the settlement areas referred to in those Agreements and the establishment of an environmental impact review board for the Mackenzie Valley, and provide as well for the establishment of a land and water board for an area that includes those settlement areas;

Attendu :

Préambule

que l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in et l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu, d'une part, exigent la mise en place d'un office d'aménagement territorial pour chacune des régions désignées qu'elles visent et d'un office d'examen des répercussions environnementales pour la vallée du Mackenzie, et, d'autre part, prévoient la mise en place d'un office des terres et des eaux pour une région composée notamment des régions désignées;

2005, c. 1, s. 15(2)

113. The definitions "deposit of waste" and "territorial law" in section 2 of the Act are replaced by the following:

113. Les définitions de « dépôt de déchets » et « règle de droit territoriale », à l'article 2 de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :

2005, ch. 1, par. 15(2)

"deposit of waste" « dépôt de déchets »

"deposit of waste" means a deposit of waste in any waters in the Mackenzie Valley or in any other place under conditions in which the waste, or any other waste that results from the deposit of that waste, may enter any waters in the Mackenzie Valley.

« dépôt de déchets » Dépôt de déchets dans des eaux de la vallée du Mackenzie ainsi qu'en tout autre endroit dans des conditions qui permettent à ces déchets ou à ceux résultant de leur dépôt d'atteindre ces eaux.

« dépôt de déchets » "deposit of waste"

"territorial law" « règle de droit territoriale »

"territorial law" means any law of the Legislature of the Northwest Territories.

« règle de droit territoriale » Loi de la Législature des Territoires du Nord-Ouest.

« règle de droit territoriale » "territorial law"

30

35

114. Subsection 4(1) of the Act is replaced by the following:

Delegation

4. (1) The federal Minister may delegate, in writing, any of his or her powers, duties or functions under this Act—either generally or as otherwise provided in the instrument of delegation—to the minister of the Northwest Territories designated by the Commissioner of the Northwest Territories for the purposes of this section.

115. (1) The Act is amended by adding the following after section 5.1:

Time limits

5.2 (1) The failure of any of the following to exercise a power or perform a duty or function within a period or time limit fixed or prescribed under this Act does not terminate their authority to do so nor does it invalidate any document prepared or submitted or any decision or action taken in the exercise of such a power or the performance of such duty or function:

- (a) the federal Minister;
- (b) the Gwich'in Land Use Planning Board;
- (c) the Sahtu Land Use Planning Board;
- (d) the Gwich'in Land and Water Board;
- (e) the Sahtu Land and Water Board;
- (f) the Wekeezhii Land and Water Board;
- (g) the Mackenzie Valley Land and Water Board;
- (h) a responsible minister, as defined in section 111;
- (i) the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board or one of its panels;
- (j) a joint panel established under subsection 140(2) or paragraph 141(2)(b) or (3)(a) or a review panel referred to in subsection 41(2) of the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*; and
- (k) a designated regulatory agency, as defined in section 111.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply with respect to

114. Le paragraphe 4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Délégation

4. (1) Le ministre fédéral peut, par écrit, déléguer tout ou partie des attributions que lui confère la présente loi au ministre des Territoires du Nord-Ouest désigné, par le commissaire de ces territoires, pour l'application du présent article. La délégation peut être générale ou spécifique; dans ce dernier cas, sa portée est précisée dans l'acte de délégation.

115. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5.1, de ce qui suit :

Délais

5.2 (1) Le fait, pour l'une des personnes ou l'un des organes ci-après, de ne pas exercer ses attributions dans le délai prévu sous le régime de la présente loi n'a pas pour effet de mettre fin à son mandat, ni d'invalider le document préparé ou présenté, la décision prise ou l'acte accompli en les exerçant :

- a) le ministre fédéral;
- b) l'Office gwich'in d'aménagement territorial;
- c) l'Office d'aménagement territorial du Sahtu;
- d) l'Office gwich'in des terres et des eaux;
- e) l'Office des terres et des eaux du Sahtu;
- f) l'Office des terres et des eaux du Wekeezhii;
- g) l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie;
- h) un ministre compétent, au sens de l'article 111;
- i) l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie ou l'une de ses formations;
- j) une formation conjointe visée au paragraphe 140(2) ou aux alinéas 141(2)(b) ou (3) a) ou une commission visée au paragraphe 41(2) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*;
- k) un organisme administratif désigné, au sens de l'article 111.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard :

Regulations	<p>(a) the periods fixed by regulations referred to in subsections 138.1(2), (3) and (4) and 141(4); and</p> <p>(b) any other period or time limit fixed by regulations that is exempted from the application of subsection (1) by regulation.</p> <p>(3) The Governor in Council may, by regulation, exempt a period or time limit set out in the regulations, other than those referred to in paragraph 2(a), from the application of subsection (1).</p>	<p>a) d'un délai réglementaire visé aux paragraphes 138.1(2), (3) ou (4) ou 141(4);</p> <p>b) de tout autre délai réglementaire qui est exclu par règlement de l'application du paragraphe (1).</p> <p>(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exclure tout délai réglementaire autre que celui visé à l'alinéa (2)a) de l'application du paragraphe (1).</p>	<p>5</p> <p>5</p> <p>Règlement</p>
Time limits	<p>(2) Subsection 5.2(1) of the Act is replaced by the following:</p> <p>5.2 (1) The failure of any of the following to exercise a power or perform a duty or function within a period or time limit fixed or prescribed under this Act does not terminate their authority to do so nor does it invalidate any document prepared or submitted or any decision or action taken in the exercise of such a power or the performance of such duty or function:</p> <p>(a) the federal Minister;</p> <p>(b) the Gwich'in Land Use Planning Board;</p> <p>(c) the Sahtu Land Use Planning Board;</p> <p>(d) the Mackenzie Valley Land and Water Board;</p> <p>(e) a responsible minister, as defined in section 111;</p> <p>(f) the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board or one of its panels;</p> <p>(g) a joint panel established under subsection 140(2) or paragraph 141(2)(b) or (3)(a) or a review panel referred to in subsection 41(2) of the <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i>; and</p> <p>(h) a designated regulatory agency, as defined in section 111.</p>	<p>(2) Le paragraphe 5.2(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>5.2 (1) Le fait, pour l'une des personnes ou l'un des organes ci-après, de ne pas exercer ses attributions dans le délai prévu sous le régime de la présente loi n'a pas pour effet de mettre fin à son mandat, ni d'invalider le document préparé ou présenté, la décision prise ou l'acte accompli en les exerçant :</p> <p>a) le ministre fédéral;</p> <p>b) l'Office gwich'in d'aménagement territorial;</p> <p>c) l'Office d'aménagement territorial du Sahtu;</p> <p>d) l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie;</p> <p>e) un ministre compétent, au sens de l'article 111;</p> <p>f) l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie ou l'une de ses formations;</p> <p>g) une formation conjointe visée au paragraphe 140(2) ou aux alinéas 141(2)b) ou (3)a) ou une commission visée au paragraphe 41(2) de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i>;</p> <p>h) un organisme administratif désigné, au sens de l'article 111.</p>	<p>15</p> <p>15</p> <p>Délais</p> <p>20</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>35</p>
Application to Her Majesty	<p>116. Section 7 of the Act is replaced by following:</p> <p>7. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province, <u>except that Her Majesty in right of Canada is not required to</u></p>	<p>116. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>7. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province <u>mais n'a pas pour effet d'imposer à Sa Majesté du chef du Canada</u></p>	<p>40</p> <p>Obligation de Sa Majesté</p>

	<u>pay any fee prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(k) or subparagraph 90.3(2)(a)(i).</u>	<u>le paiement des droits fixés par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)(k) ou du sous-alinéa 90.3(2)(a)(i).</u>	
Waters vested in Her Majesty	7.1 Subject to any rights, powers or privileges granted or preserved under the <i>Dominion Water Power Act</i> , the property in and the right to the use and flow of all waters are vested in Her Majesty in right of Canada.	7.1 Sous réserve des droits, pouvoirs ou privilèges accordés sous le régime de la <i>Loi sur les forces hydrauliques du Canada</i> —ou sauvegardés par cette loi—, la propriété et le droit d'utilisation des eaux et de leur énergie motrice sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.	Dévolution 5 10
Other Acts, etc., to be complied with	7.2 For greater certainty, nothing in this Act, the regulations or a licence or permit, as defined in section 51, authorizes a person to contravene or fail to comply with any other Act or any regulation or order made under it, except as provided in that other Act, regulation or order.	7.2 Sauf dans la mesure autorisée par une autre loi, ses règlements ou un décret ou arrêté pris sous son régime, il est entendu que la présente loi, ses règlements ou un permis d'utilisation des eaux ou permis d'utilisation des terres, au sens de l'article 51, n'ont pas pour effet d'autoriser une personne à contrevenir à cette autre loi ou aux règlements, décrets ou arrêtés pris sous son régime, ou à ne pas s'y conformer.	Obligation de respecter d'autres exigences 15 20
	117. Section 7.2 of the Act is replaced by the following:	117. L'article 7.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Other Acts, etc., to be complied with	7.2 For greater certainty, nothing in this Act, the regulations, a licence or permit, as defined in section 51, or a <u>development certificate issued under section 131.3 or 137.4 or an amended certificate issued under subsection 142.21(17)</u> authorizes a person to contravene or fail to comply with any other Act or any regulation or order made under it, except as provided in that other Act, regulation or order.	7.2 Sauf dans la mesure autorisée par une autre loi, ses règlements ou un décret ou arrêté pris sous son régime, il est entendu que la présente loi, ses règlements, un permis d'utilisation des eaux ou permis d'utilisation des terres, au sens de l'article 51, ou <u>un certificat délivré en application des articles 131.3 ou 137.4 ou un certificat modifié délivré en application du paragraphe 142.21(17)</u> n'ont pas pour effet d'autoriser une personne à contrevenir à cette autre loi ou aux règlements, décrets ou arrêtés pris sous son régime, ou à ne pas s'y conformer.	Obligation de respecter d'autres exigences 25 30 35
	118. Section 9 of the Act is replaced by the following:	118. L'article 9 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Definition of "board"	9. In this Part, "board" means any board established <u>or continued</u> by this Act.	9. Dans la présente partie, « office » s'entend de tout office constitué <u>ou maintenu</u> en vertu de la présente loi.	Définition de « office » 40
2005, c. 1, s. 19	119. Section 11 of the Act is replaced by the following:	119. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, art. 19
Appointment of members by federal Minister	11. (1) The members of a board—other than the chairperson, any member appointed <u>under</u> a determination under section 15 and <u>the member</u> appointed by the Tlicho Government	11. (1) Exception faite du président, des membres nommés suivant la manière déterminée en application de l'article 15 et <u>du membre</u> nommé par le gouvernement tlicho en vertu de	Nomination des membres 45

under paragraph 54(2)(d) or in accordance with an agreement referred to in that paragraph— shall be appointed by the federal Minister in accordance with Parts 2 to 5.

l’alinéa 54(2)d) ou conformément à un accord visé à cet alinéa, le ministre fédéral nomme les membres de l’office en conformité avec les parties 2 à 5.

Alternate members

(2) The federal Minister may appoint

5 (2) Il peut aussi nommer, soit parmi les candidats qui lui sont proposés à cet effet par les premières nations, soit après consultation de celles-ci, des suppléants chargés d’exercer, en cas d’absence ou d’incapacité, les attributions des membres nommés sur telle proposition ou 10 après telle consultation, selon le cas. Quant aux suppléants des autres membres, ils sont nommés par le ministre fédéral avec l’accord du ministre territorial.

5 Suppléants

(a) alternate members selected from persons nominated for that purpose by a first nation, or selected following consultation with first nations, to act in the event of the absence or incapacity of members appointed on such 10 nomination or following such consultation, respectively; and

(b) alternate members agreed to by the territorial Minister to act in the event of the absence or incapacity of members other than 15 members referred to in paragraph (a).

2005, c. 1, s. 20

120. Section 12 of the Act is replaced by the following:

120. L’article 12 de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 20

Chairperson

12. (1) Except in the case of the Mackenzie Valley Land and Water Board, the chairperson 20 of a board shall be appointed by the federal Minister from persons nominated by a majority of the members.

12. (1) Le ministre fédéral nomme le président de l’office, exception faite de l’Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, parmi les candidats proposés par la majorité des 20 membres de celui-ci.

Nomination du président de l’office

Appointment by federal Minister

(2) Except in the case of the Mackenzie Valley Land and Water Board, if a majority of 25 the members does not nominate a person acceptable to the federal Minister within a reasonable time, the Minister may appoint any person as chairperson of the board.

(2) À défaut, dans un délai suffisant, de proposition qu’il juge acceptable, le ministre fédéral peut d’autorité choisir le président de l’office, exception faite de l’Office des terres et 25 des eaux de la vallée du Mackenzie.

Choix du ministre fédéral

Mackenzie Valley Land and Water Board

(2.1) Subject to subsection 54(3), the chair- 30 person of the Mackenzie Valley Land and Water Board shall be appointed by the federal Minister after the Minister seeks and considers the advice of that Board.

(2.1) Sous réserve du paragraphe 54(3), le ministre fédéral nomme le président de l’Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, après avoir sollicité et étudié l’avis de cet office. 30

Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie

Exception

(2.2) Despite subsection (2.1), the federal 35 Minister is not required to seek and consider the advice of the Mackenzie Valley Land and Water Board with respect to the first appointment of a chairperson of that Board after the day on which this subsection comes into force. 40

(2.2) Malgré le paragraphe (2.1), le ministre fédéral n’est pas tenu de solliciter et d’étudier l’avis de l’Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie pour la première nomination du président de cet office après l’entrée en 35 vigueur du présent paragraphe.

Exception

Absence or incapacity of chairperson

(3) Except in the case of the Mackenzie Valley Land and Water Board, a board may designate a member to act as its chairperson during the absence or incapacity of the chair- 45 person or a vacancy in the office of chairperson,

(3) En cas d’absence ou d’empêchement du président de l’office, exception faite de l’Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, ou de vacance de son poste, l’intérim est assuré, 40 avec plein exercice de ses attributions, par le membre que peut désigner l’office.

Intérim

and that person while so acting may exercise the powers and shall perform the duties and functions of the chairperson.

Absence or incapacity of chairperson—Mackenzie Valley Land and Water Board

(4) The federal Minister may designate a member to act as chairperson of the Mackenzie Valley Land and Water Board during the absence or incapacity of the chairperson or a vacancy in the office of chairperson, and that person while so acting may exercise the powers and shall perform the duties and functions of the 10 chairperson.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du 5 président de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie ou de vacance de son poste, l'intérim est assuré, avec plein exercice de ses attributions, par le membre que peut 5 désigner le ministre fédéral.

Intérim : président de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie

2005, c. 1, s. 21

121. Subsection 14(4) of the Act is replaced by the following:

121. Le paragraphe 14(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 21

Removal by Tlicho Government after consultation

(4) The member of the Mackenzie Valley Land and Water Board who has been appointed 15 by the Tlicho Government may not be removed from office except after consultation by the Tlicho Government with the Board and the federal Minister.

(4) La révocation du membre de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie 10 nommé par le gouvernement tlicho est subordonnée à la consultation, par celui-ci, de l'Office et du ministre fédéral.

Révocation par le gouvernement tlicho après consultation

2005, c. 1, s. 22

122. Section 15 of the Act is replaced by 20 the following:

122. L'article 15 de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 22

Implementation of right of representation of other aboriginal peoples

15. Despite any provision of this Act respecting members of a board, if an aboriginal people has a right under a land claim agreement to representation on that board in relation to a 25 decision of the board that might affect an area used by that aboriginal people that is outside the board's area of jurisdiction, the board shall, in accordance with that land claim agreement, determine how to implement that right, so long 30 as the number of members nominated by a first nation, nominated or appointed by the Tlicho Government, as the case may be, or appointed following consultation by the federal Minister with the first nations of the regions of the 35 Mackenzie Valley outside the settlement areas and Wekeezhii and temporarily appointed to implement that right remains equal to the number of other members not including the chairperson.

15. Malgré toute autre disposition de la présente loi concernant ses membres, l'office, pour la prise de toute décision qui peut toucher une région qui ne relève pas de sa compétence, détermine la manière de mettre en oeuvre, 20 conformément à l'accord de revendication applicable, tout droit de représentation du peuple autochtone qui utilise les ressources de cette région conféré par cet accord, à la 25 condition que le nombre de membres nommés sur la proposition d'une première nation, de membres nommés par le gouvernement tlicho, ou sur la proposition du gouvernement tlicho, selon le cas, de membres nommés après 30 consultation, par le ministre fédéral, des premières nations des régions de la vallée du Mackenzie situées à l'extérieur des régions désignées et du Wekeezhii et de membres dont 35 la nomination temporaire est nécessaire pour mettre en oeuvre ce droit demeure égal au nombre des autres membres, exception faite du président.

Mise en oeuvre du droit de représentation d'un autre peuple autochtone

2005, c. 1, s. 24

123. Subsection 17(1) of the Act is replaced by the following:

123. Le paragraphe 17(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 24

Remuneration	<p>17. (1) Members of a board, <u>including any members appointed in accordance with a determination under section 15, shall be paid the fees or other remuneration that the federal Minister may fix.</u></p> <p>124. Section 20 of the Act is replaced by the following:</p>	<p>17. (1) Les membres de l'office, <u>y compris les membres nommés suivant la manière déterminée en application de l'article 15, reçoivent la rémunération et les autres indemnités fixées par le ministre fédéral.</u></p> <p>124. L'article 20 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>Rémunération</p> <p>5</p>
Protection from personal liability	<p>20. The members and employees of a board are not liable for anything done or omitted to be done in good faith in the exercise <u>or performance</u> or purported exercise <u>or performance</u> of any powers, <u>duties or functions</u> under this Act.</p>	<p>20. Les membres de l'office et son personnel ne peuvent être tenus pour personnellement responsables des faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi dans l'exercice, même présumé, des <u>attributions prévues</u> par la présente loi.</p>	<p>Exclusion de la responsabilité personnelle</p> <p>10</p>
2005, c. 1, s. 26	<p>125. Section 24 of the French version of the Act is replaced by the following:</p>	<p>125. L'article 24 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>2005, ch. 1, art. 26</p> <p>15</p>
Audiences	<p>24. L'office peut tenir, outre les <u>audiences</u> dont la tenue est prévue par la présente loi, celles qu'il estime utiles à l'exercice de ses attributions.</p>	<p>24. L'office peut tenir, outre les <u>audiences</u> dont la tenue est prévue par la présente loi, celles qu'il estime utiles à l'exercice de ses attributions.</p>	<p>Audiences</p>
2005, c. 1, s. 26	<p>126. The portion of section 24.1 of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</p>	<p>126. Le passage de l'article 24.1 de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>2005, ch. 1, art. 26</p> <p>20</p>
Coordination des activités de l'office	<p>24.1 L'office veille à coordonner ses activités, <u>y compris ses audiences</u>, avec celles des organismes suivants :</p> <p>127. Section 25 of the Act is replaced by the following:</p>	<p>24.1 L'office veille à coordonner ses activités, <u>y compris ses audiences</u>, avec celles des organismes suivants :</p> <p>127. L'article 25 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>Coordination des activités de l'office</p> <p>25</p>
Judicial powers of a board	<p>25. In proceedings before a board <u>continued</u> under Part 3 or established <u>under Part 5</u>, the board has the powers, rights and privileges of a superior court with respect to the attendance and examination of witnesses and the production and inspection of documents.</p>	<p>25. Dans le cadre des affaires dont il est saisi, l'office <u>maintenu</u> en vertu de la <u>partie 3</u> ou constitué <u>en vertu de la partie 5 a</u>, pour la comparution et l'interrogatoire des témoins ainsi que la production et l'examen des documents, les pouvoirs d'une juridiction supérieure.</p>	<p>Pouvoirs généraux</p> <p>30</p>
2005, c. 1, s. 27(1)	<p>128. (1) Subsection 31(1) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>128. (1) Le paragraphe 31(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>2005, ch. 1, par. 27(1)</p> <p>35</p>
Statutory Instruments Act	<p>31. (1) Sections 3, 5 and 11 of the <i>Statutory Instruments Act</i> do not apply in respect of rules under section 30, a land use plan or amendment to a <u>land use plan</u> under Part 2, rules under subsection 49(2), guidelines or policies under section 65, policy directions under subsection 50.1(1) or 83(1) or (2), directions under section 106, policy directions under section 109 or 109.1 or <u>subsection 142.2(1)</u> or guidelines under section 120.</p>	<p>31. (1) Les articles 3, 5 et 11 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'appliquent pas aux règles établies en vertu de l'article 30, au plan d'aménagement visé à la partie 2 et à ses modifications, aux règles établies au titre du paragraphe 49(2), aux principes directeurs et aux directives établis en vertu de l'article 65, aux instructions données en vertu des paragraphes 50.1(1) ou 83(1) ou (2), aux <u>lignes directrices visées à l'article 106</u>, aux</p>	<p><i>Loi sur les textes réglementaires</i></p> <p>40</p> <p>45</p>

		instructions données en vertu des articles 109 ou 109.1 ou du paragraphe 142.2(1) et aux directives établies en vertu de l'article 120.	
	(2) Subsection 31(1) of the Act is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 31(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	5
<i>Statutory Instruments Act</i>	31. (1) Sections 3, 5 and 11 of the <i>Statutory Instruments Act</i> do not apply in respect of rules under section 30, a land use plan or amendment to a land use plan under Part 2, rules under subsection 49(2), guidelines or policies under section 65, policy directions under subsection 50.1(1) or 83(1) or (2) or 142.2(1) or guidelines under section 120.	31. (1) Les articles 3, 5 et 11 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'appliquent pas aux règles établies en vertu de l'article 30, au plan d'aménagement visé à la partie 2 et à ses modifications, aux règles établies au titre du paragraphe 49(2), aux principes directeurs et aux directives établis en vertu de l'article 65, aux instructions données en vertu des paragraphes 50.1(1), 83(1) ou (2) ou 142.2(1) et aux directives établies en vertu de l'article 120.	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
2005, c. 1, s. 27(2)	(3) Subsection 31(3) of the Act is replaced by the following:	(3) Le paragraphe 31(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, par. 27(2)
<i>Statutory Instruments Act</i>	(3) For greater certainty, licences and permits issued by a board under Part 3 or 4, either before or after the coming into force of this subsection, as enacted by subsection 128(3) of the <i>Northwest Territories Devolution Act</i> , are not statutory instruments as defined in the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(3) Il est entendu que les permis d'utilisation des eaux et les permis d'utilisation des terres délivrés par un office sous le régime des parties 3 ou 4, avant ou après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, dans sa version édictée par le paragraphe 128(3) de la <i>Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest</i> , ne sont pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
	(4) Subsection 31(3) of the Act is replaced by the following:	(4) Le paragraphe 31(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
<i>Statutory Instruments Act</i>	(3) For greater certainty, licences and permits issued by a board under Part 3 or 4, as those Parts read before the coming into force of this subsection, as enacted by subsection 128(4) of the <i>Northwest Territories Devolution Act</i> , or by the Mackenzie Valley Land and Water Board under Part 3, are not statutory instruments as defined in the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(3) Il est entendu que les permis d'utilisation des eaux et les permis d'utilisation des terres délivrés par un office sous le régime des parties 3 ou 4, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, dans sa version édictée par le paragraphe 128(4) de la <i>Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest</i> , ou par l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie sous le régime de la partie 3 ne sont pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
2002, c. 8, s. 182; 2005, c. 1, s. 28	129. Section 32 of the Act is replaced by the following:	129. L'article 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 8, art. 182; 2005, ch. 1, art. 28
Exclusive original jurisdiction	32. Despite section 18 of the <i>Federal Courts Act</i> , the Supreme Court of the Northwest Territories has exclusive original jurisdiction to	32. Malgré l'article 18 de la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> , la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest a compétence exclusive en	Compétence exclusive

hear and determine an application for any relief against a board by way of an injunction or declaration or by way of an order in the nature of *certiorari*, *mandamus*, *quo warranto* or prohibition by the Attorney General of Canada, the Attorney General of the Northwest Territories or anyone directly affected by the matter in respect of which relief is sought.

première instance pour connaître de toute demande faite par le procureur général du Canada, le procureur général des Territoires du Nord-Ouest ou quiconque est directement touché par l'affaire afin d'obtenir, contre l'office, toute réparation par voie d'injonction, de jugement déclaratoire, de bref — *certiorari*, *mandamus*, *quo warranto* ou prohibition — ou d'ordonnance de même nature.

130. Subsection 42(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

130. Le paragraphe 42(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Audiences publiques

(2) L'office peut tenir des audiences publiques au sujet du plan qu'il entend adopter; il publie, dans la région désignée et dans toute région désignée avoisinante de la vallée du Mackenzie, un avis indiquant les lieux, dates et heures des séances ainsi que la procédure qui y sera suivie.

(2) L'office peut tenir des audiences publiques au sujet du plan qu'il entend adopter; il publie, dans la région désignée et dans toute région désignée avoisinante de la vallée du Mackenzie, un avis indiquant les lieux, dates et heures des séances ainsi que la procédure qui y sera suivie.

Audiences publiques

131. The Act is amended by adding the following after section 50:

131. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 50, de ce qui suit :

POLICY DIRECTIONS

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES OBLIGATOIRES

Minister's policy directions to board

50.1 (1) The federal Minister may, after consultation with a planning board, give written policy directions that are binding on the planning board with respect to the exercise of any of its functions under this Act.

50.1 (1) Le ministre fédéral peut, après consultation de l'office, lui donner par écrit des instructions générales obligatoires relativement à l'exercice de ses attributions en vertu de la présente loi.

Instructions ministérielles

Limitation

(2) Policy directions do not apply in respect of an application referred to in paragraph 44(b), a referral or application under subsection 47(1) or a proposed amendment to a land use plan under subsection 48(1) that, at the time the directions are given, is before the planning board.

(2) Les instructions ne visent toutefois pas les demandes de dérogation visées à l'article 44, le renvoi ou la demande visés au paragraphe 47(1) et les propositions de modification au plan d'aménagement prévues au paragraphe 48(1), dont l'office est saisi au moment où ces instructions sont données.

Non-application

Conflict

(3) If there is a conflict between the policy directions given under this section and the provisions of any Act of Parliament, any regulations made under an Act of Parliament or any territorial law, those provisions prevail to the extent of the conflict.

(3) Les dispositions des lois fédérales, de leurs règlements et les règles de droit territoriales l'emportent sur les instructions incompatibles données en vertu du présent article.

Incompatibilité entre la loi et les instructions

2005, c. 1, s. 29(2)

132. (1) The definition "management area" in section 51 of the Act is repealed.

132. (1) La définition de «zone de gestion», à l'article 51 de la même loi, est abrogée.

2005, ch. 1, par. 29(2)

(2) The definition "licence" in section 51 of the Act is replaced by the following:

(2) La définition de «permis d'utilisation des eaux», à l'article 51 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

40

<p>“licence” « permis d’utilisation des eaux »</p>	<p>“licence” means</p> <p>(a) with respect to a federal area, a type A or type B licence permitting the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by a board under this Part; or</p> <p>(b) with respect to lands outside a federal area, a type A or type B licence, or any other licence relating to the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by a board under this Part in accordance with any 10 territorial law.</p>	<p>« permis d’utilisation des eaux »</p> <p>a) S’agissant d’une zone fédérale, permis de type A ou de type B délivré par l’office sous le régime de la présente partie et visant l’utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, 5 ou les deux;</p> <p>b) s’agissant de terres situées à l’extérieur d’une zone fédérale, permis de type A ou de type B — ou autre permis visant l’utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux, 10 — délivrés par l’office sous le régime de la présente partie en conformité avec les règles de droit territorial.</p>	<p>« permis d’utilisation des eaux » “licence”</p>
<p>(3) The definitions “board”, “licence” and “permit” in section 51 of the Act are replaced by the following:</p>	<p>(3) Les définitions de « office », « permis d’utilisation des eaux » et « permis d’utilisation des terres », à l’article 51 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :</p>		
<p>“Board” « Office »</p>	<p>“Board” means the Mackenzie Valley Land and 15 Water Board continued by subsection 54(1).</p>	<p>« Office » L’Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, maintenu en vertu du 20 paragraphe 54(1).</p>	<p>« Office » “Board”</p>
<p>“licence” « permis d’utilisation des eaux »</p>	<p>“licence” means</p> <p>(a) with respect to a federal area, a type A or type B licence permitting the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by the 20 Board under this Part; or</p> <p>(b) with respect to lands outside a federal area, a type A or type B licence, or any other licence relating to the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by the Board 25 under this Part in accordance with any territorial law.</p>	<p>« permis d’utilisation des eaux »</p> <p>a) S’agissant d’une zone fédérale, permis de type A ou de type B délivré par l’Office sous le régime de la présente partie et visant 25 l’utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux;</p> <p>b) s’agissant de terres situées à l’extérieur d’une zone fédérale, permis de type A ou de type B — ou autre permis visant l’utilisation 30 des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux, — délivrés par l’Office sous le régime de la présente partie en conformité avec les règles de droit territorial.</p>	<p>« permis d’utilisation des eaux » “licence”</p>
<p>“permit” « permis d’utilisation des terres »</p>	<p>“permit” means a permit for the use of land issued by the Board under this Part.</p>	<p>« permis d’utilisation des terres » Permis délivré 35 par l’Office sous le régime de la présente partie et visant l’utilisation des terres.</p>	<p>« permis d’utilisation des terres » “permit”</p>
<p>(4) Section 51 of the Act is amended by 30 adding the following in alphabetical order:</p>	<p>(4) L’article 51 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :</p>		
<p>“appurtenant undertaking” « entreprise en cause »</p>	<p>“appurtenant undertaking” means the work described in a licence.</p>	<p>« décharge publique » S’entend au sens de l’Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013.</p>	<p>« décharge publique » “waste site”</p>

"authorized user" « usager agréé »	"authorized user" means a person who uses waters without a licence but under the authority of regulations made under paragraph 90.3(1)(m).	« déchet » Toute substance qui, si elle était ajoutée à l'eau, altérerait ou contribuerait à altérer la qualité de celle-ci au point d'en rendre l'utilisation nocive pour l'être humain ou pour les animaux et les végétaux, ou toute eau qui	« déchet » "waste"
"authorized waste depositor" « personne autorisée à déposer des déchets »	"authorized waste depositor" means a person who deposits waste without a licence but under the authority of regulations made under paragraph 90.3(1)(n).	5 contient une substance en une quantité ou concentration telle—ou qui, à partir de son état naturel, a été traitée ou transformée par la chaleur ou d'autres moyens d'une façon telle—que, si elle était ajoutée à une autre eau, 10	
"domestic user" « usager domestique »	"domestic user" means a person who uses waters	10 elle aurait un tel effet. Sont notamment comprises dans la présente définition :	
	(a) for household requirements, including sanitation and fire prevention; (b) for the watering of domestic animals; or (c) for the irrigation of a garden adjoining a dwelling-house that is not ordinarily used in the growth of produce for a market.	a) toute eau ou substance qui, pour l'application du paragraphe 2(2) la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i> , est assimilée à 15 un déchet;	
"federal area" « zone fédérale »	"federal area" means any lands under the administration and control of a minister of the Government of Canada and any land on which is situated a waste site for which the Manage- 20 ment—as defined in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013—is the responsibility of the Government of Canada.	b) les substances ou catégories de substances désignées par règlement pris en vertu du sous-alinéa 90.3(1)(b)(i);	
"instream user" « usager ordinaire »	"instream user" means a person who uses 25 waters, otherwise than as described in paragraph (a), (b) or (c) of the definition "use", to earn income or for subsistence purposes.	c) les eaux qui contiennent une substance ou 20 catégorie de substances en une quantité ou concentration au moins égale à celle qui est fixée par règlement pris en vertu du sous-alinéa 90.3(1)(b)(ii);	
"use" « utilisation »	"use", in relation to waters, means a direct or indirect use of any kind other than a use 30 connected with shipping activities that are governed by the <i>Canada Shipping Act, 2001</i> , including	d) les eaux soumises aux traitements ou 25 transformations dont le mode est prescrit par règlement pris en vertu du sous-alinéa 90.3(1)(b)(iii).	
	(a) any diversion or obstruction of waters; (b) any alteration of the flow of waters; and 35 (c) any alteration of the bed or banks of a river, stream, lake or other body of water, whether or not the body of water is seasonal.	« entreprise en cause » Entreprise visée par un permis d'utilisation des eaux.	« entreprise en cause » 30 "appurtenant undertaking"
"waste" « déchet »	"waste" means any substance that would, to an extent that is detrimental to its use by people or 40 by any animal, fish or plant, degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of any water to which it is added. Alternatively, it means any water	« personne autorisée à déposer des déchets » Personne qui dépose des déchets sans permis d'utilisation des eaux mais en conformité avec les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)n).	« personne autorisée à déposer des déchets » "authorized waste depositor" 35
	(a) any diversion or obstruction of waters; (b) any alteration of the flow of waters; and 35 (c) any alteration of the bed or banks of a river, stream, lake or other body of water, whether or not the body of water is seasonal.	« usager agréé » Personne qui utilise les eaux sans permis d'utilisation des eaux mais en conformité avec les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)m).	« usager agréé » "authorized user"
	"waste" means any substance that would, to an extent that is detrimental to its use by people or 40 by any animal, fish or plant, degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of any water to which it is added. Alternatively, it means any water	« usager domestique » Personne qui utilise les 40 eaux pour les besoins du ménage, notamment les soins d'hygiène et la prévention des incendies, pour l'abreuvement des animaux domestiques ou pour l'irrigation d'un jardin	« usager domestique » "domestic user"

<p>that contains a substance in such a quantity or concentration or that has been so treated, processed or changed, by heat or other means, that it would, if added to any other water, degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of that other water to which it is added. It includes</p>	<p>attenant à une maison d'habitation et ne servant habituellement pas à la culture de produits pour le marché.</p>	<p>« usager ordinaire » “instream user”</p>
<p>(a) any substance or water that is deemed, under subsection 2(2) of the <i>Canada Water Act</i>, to be waste;</p>	<p>« usager ordinaire » Personne qui utilise les eaux pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, sans toutefois les détourner, les obstruer ni modifier leur cours, leurs rives ou leur lit.</p>	<p>« usager ordinaire » “instream user”</p>
<p>(b) any substance or class of substances prescribed by regulations made under subparagraph 90.3(1)(b)(i);</p>	<p>« utilisation » S'agissant des eaux, utilisation directe ou indirecte de toute nature, notamment le détournement ou le barrage des eaux, toute modification de leur cours ou toute modification des rives ou du lit d'un cours d'eau, d'un lac ou autre plan d'eau, qu'il soit saisonnier ou non, mais à l'exclusion des utilisations liées aux activités de navigation marchande régies par la <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i>.</p>	<p>« utilisation » “use”</p>
<p>(c) water that contains any substance or class of substances in a quantity or concentration that is equal to or greater than a quantity or concentration prescribed in respect of that substance or class of substances by regulations made under subparagraph 90.3(1)(b)(ii); and</p>	<p>« zone de gestion des eaux » Zone de gestion des eaux constituée par règlement du gouverneur en conseil pris en vertu du sous-alinéa 90.3(1)a)(i).</p>	<p>« zone de gestion des eaux » “water management area”</p>
<p>(d) water that has been subjected to a treatment, process or change prescribed by regulations made under subparagraph 90.3(1)(b)(iii).</p>	<p>« zone fédérale » S'entend de toute terre dont un ministre du gouvernement du Canada a la gestion et la maîtrise, ainsi que de toute terre sur laquelle est située une décharge publique dont la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, relève du gouvernement du Canada.</p>	<p>« zone fédérale » “federal area”</p>
<p>“waste site” « décharge publique »</p>	<p>“waste site” has the same meaning as Waste Site in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013.</p>	<p>sur laquelle est située une décharge publique dont la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, relève du gouvernement du Canada.</p>
<p>“water management area” « zone de gestion des eaux »</p>	<p>“water management area” means a water management area established by the Governor in Council by regulations made under subparagraph 90.3(1)(a)(i).</p>	<p>30</p>

2005, c. 1, ss. 30(1) and (2)(E)

133. Section 52 of the Act is replaced by the following:

133. L'article 52 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, par. 30(1) et (2)(A)

National parks and historic sites

52. (1) This Part, except sections 78, 79, 79.2 and 79.3, does not apply in respect of the use of land or waters or the deposit of waste within a park or park reserve to which the *Canada National Parks Act* applies or within lands acquired under the *Historic Sites and Monuments Act*.

52. (1) Sont soustraits à l'application de la présente partie — exception faite des articles 78, 79, 79.2 et 79.3 — l'utilisation des terres ou des eaux et le dépôt de déchets soit dans les parcs ou les réserves régis par la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*, soit en ce qui touche les terres acquises sous le régime de la *Loi sur les lieux et monuments historiques* — ces parcs, 40 réserves et terres étant ci-après appelés « région exemptée ».

Parcs nationaux et lieux historiques

Consultation with Board	(2) <u>Despite</u> subsection (1), an authority responsible for authorizing uses of land or waters or deposits of waste in a portion of <u>the Mackenzie Valley that is excluded</u> by that subsection from the application of this Part shall consult the <u>Board</u> before authorizing any such use or deposit.	(2) Cependant, l'autorité chargée, dans une région exemptée située dans <u>la vallée du Mackenzie</u> , de délivrer les autorisations relatives à de telles activités est tenue de consulter l' <u>Office</u> avant leur délivrance.	Consultation de l'Office	5
Consultation with authority	(3) <u>The Board</u> shall consult a responsible authority referred to in subsection (2) before issuing a licence, permit or <u>other</u> authorization 10 for a use of land or waters or a deposit of waste that may have an effect in the portion of the <u>Mackenzie Valley</u> in which the authority is responsible.	(3) De même, l' <u>Office</u> est tenu de consulter cette autorité avant la délivrance d' <u>un</u> permis ou d' <u>une autre</u> autorisation visant de telles activités susceptibles d'avoir des répercussions dans la région exemptée.	Consultation de l'autorité	10
134. Subsections 53(2) and (3) of the Act 15 are replaced by the following:				
Agreement	(2) <u>The Board</u> and the territorial Minister shall, in consultation with each local government, jointly determine the extent to which the local government regulates the use of land 20 within its boundaries for the purposes of subsection (1).	134. Les paragraphes 53(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : (2) L' <u>Office</u> et le ministre territorial sont, pour l'application du paragraphe (1), tenus de préciser, conjointement et en collaboration avec 15 l'administration locale en question, la mesure dans laquelle celle-ci régit, dans son territoire, l'utilisation des terres.	Entente	15
Dissemination	(3) <u>Every</u> determination made under subsection (2) shall be made available to the public at the main office of the <u>Board</u> and that of the local 25 government.	(3) Ces précisions sont consignées et mises à la disposition du public au siège de l' <u>Office</u> et à 20 celui de l'administration locale.	Publication	20
135. (1) The Act is amended by adding the following after section 53:				
Federal area — addition	53.1 (1) If the Government of Canada becomes responsible for the Management—as 30 defined in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013—of a waste site, the federal Minister shall immediately notify the board in writing of the lands on which the waste 35 site is situated.	53.1 (1) Dès que la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités 25 liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, d'une décharge publique relève du gouvernement du Canada, le ministre fédéral informe l'office, par avis écrit, de la terre sur laquelle la décharge 30 publique se trouve.	Zone fédérale	25
Federal area — deletion	(2) If the Government of Canada ceases to be responsible for the Management—as defined in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 40 25, 2013—of a waste site, the federal Minister shall immediately notify the board in writing.	(2) Dès que la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, d'une décharge 35 publique cesse de relever du gouvernement du Canada, le ministre fédéral en avise l'office par écrit.	Zone fédérale	35
(2) Section 53.1 of the Act is replaced by the following:				
		(2) L'article 53.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	40	

Federal area — addition	<p>53.1 (1) If the Government of Canada becomes responsible for the Management—as defined in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013—of a waste site, the federal Minister shall immediately notify the <u>Board</u> in writing of the lands on which the waste site is situated.</p>	<p>53.1 (1) Dès que la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, d'une décharge publique relève du gouvernement du Canada, le ministre fédéral informe l'<u>Office</u>, par avis écrit, de la terre sur laquelle la décharge publique se trouve.</p>	Zone fédérale 5
Federal area — deletion	<p>(2) If the Government of Canada ceases to be responsible for the Management—as defined in the Northwest Territories Lands and Resources Devolution Agreement that was made on June 25, 2013—of a waste site, the federal Minister shall immediately notify the <u>Board</u> in writing.</p>	<p>(2) Dès que la gestion, au sens de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, conclue le 25 juin 2013, d'une décharge publique cesse de relever du gouvernement du Canada, le ministre fédéral en avise l'<u>Office</u> par écrit.</p>	Zone fédérale 15
2005, c. 1, s. 31	<p>136. The heading before section 54 and sections 54 to 57.2 of the Act are replaced by the following:</p>	<p>136. L'intertitre précédant l'article 54 et les articles 54 à 57.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p>	2005, ch. 1, art. 31
	<p><u>MACKENZIE VALLEY LAND AND WATER BOARD</u></p>	<p><u>OFFICE DES TERRES ET DES EAUX DE LA VALLÉE DU MACKENZIE</u></p>	
Board continued	<p>54. (1) The <u>Mackenzie Valley Land and Water Board</u> is continued.</p>	<p>54. (1) Est <u>maintenu</u> l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie.</p>	Maintien de l'Office 20
Membership	<p>(2) The Board shall consist of <u>11</u> members, including</p> <p>(a) a chairperson;</p> <p>(b) <u>one member</u> appointed on the nomination of the Gwich'in First Nation;</p> <p>(c) one member appointed on the nomination of the Sahtu First Nation;</p> <p>(d) one member appointed by the Tlicho Government, subject to any agreement between the Tlicho Government and an aboriginal people of Canada, other than the Tlicho First Nation, to whom section 35 of the <i>Constitution Act, 1982</i> applies;</p> <p>(e) two members appointed following consultation by the federal Minister with the first nations of the regions of the Mackenzie Valley outside the settlement areas and Wekeezhii; and</p> <p>(f) two members appointed on the nomination of the territorial Minister.</p>	<p>(2) L'Office est composé de <u>onze</u> membres, dont :</p> <p>a) le président;</p> <p>b) <u>un membre nommé</u> sur la proposition de la première nation des Gwich'in;</p> <p>c) un membre nommé sur la proposition de la première nation du Sahtu;</p> <p>d) un membre qui, sous réserve de tout accord conclu par le gouvernement tlicho avec un peuple autochtone du Canada visé par l'article 35 de la <i>Loi constitutionnelle de 1982</i> autre que la première nation tlicho, est nommé par ce gouvernement;</p> <p>e) deux membres nommés après consultation, par le ministre fédéral, des premières nations des régions de la vallée du Mackenzie situées à l'extérieur des régions désignées et du Wekeezhii;</p> <p>f) <u>deux membres nommés sur la proposition</u> du ministre territorial.</p>	Composition 25 30 35 40

Consultation	(3) The federal Minister and the Tlicho Government shall consult each other before making their appointments to the Board.	(3) Le ministre fédéral et le gouvernement tlicho se consultent avant d'effectuer leurs nominations respectives.	Consultation
Quorum	(4) A quorum of the Board consists of five members.	(4) Le quorum est de cinq membres.	Quorum
Main office	55. The main office of the Board shall be at Yellowknife or at another place in the Mackenzie Valley that is designated by the Governor in Council.	55. Le siège de l'Office est fixé à Yellowknife ou en tout autre lieu de la vallée du Mackenzie que détermine le gouverneur en conseil.	5 Siège
Chairperson may designate	56. (1) The chairperson shall designate three Board members — including at least one member appointed under any of paragraphs 54(2)(b) to (e), and at least one member not so appointed — to dispose of an application made to the Board in respect of a licence, permit or other authorization for the use of land or waters or the deposit of waste.	56. (1) Le président désigne, pour l'instruction d'une demande de permis ou autre autorisation visant l'utilisation des terres ou des eaux ou le dépôt de déchets, trois membres de l'Office, dont au moins un nommé en conformité avec l'un des alinéas 54(2)(b) à e) et au moins un qui n'est pas ainsi nommé.	10 Pouvoir du président
Additional members	(2) If the chairperson is of the opinion that it is necessary, the chairperson may designate additional Board members to dispose of the application under subsection (1).	(2) Il peut, s'il l'estime nécessaire, désigner plus de trois membres de l'Office pour l'instruction d'une telle demande.	20 Membres supplémentaires
Member — application relating to region of Mackenzie Valley	(3) For the purposes of subsections (1) and (2), the chairperson shall, if it is reasonable to do so, designate, (a) in the case of an application relating to the area described in appendix A to the Gwich'in Agreement, the member appointed under paragraph 54(2)(b); (b) in the case of an application relating to the area described in appendix A to the Sahtu Agreement, the member appointed under paragraph 54(2)(c); (c) in the case of an application relating to Wekeezhii, the member appointed under paragraph 54(2)(d); or (d) in the case of an application relating to the regions of the Mackenzie Valley outside the settlement areas and Wekeezhii, at least one of the members appointed under paragraph 54(2)(e).	(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), dans les cas où il est indiqué de le faire, le président désigne : a) le membre nommé en application de l'alinéa 54(2)(b), si la demande vise la région décrite à l'annexe A de l'accord gwich'in; b) le membre nommé en application de l'alinéa 54(2)(c), si la demande vise la région décrite à l'annexe A de l'accord du Sahtu; c) le membre nommé en application de l'alinéa 54(2)(d), si la demande vise le Wekeezhii; d) au moins un des membres nommés en application de l'alinéa 54(2)(e), si la demande vise les régions de la vallée du Mackenzie situées à l'extérieur des régions désignées et du Wekeezhii.	25 Membre — demande visant une région de la vallée du Mackenzie 30 35 40
Majority — decision of Board	(4) A decision with respect to the application, made by a majority of the members so designated, is considered to be a decision of the Board.	(4) Toute décision, en ce qui touche la demande, rendue à la majorité des membres ainsi désignés est une décision de l'Office.	40 Décision de l'Office

Acting after expiry of term	<p>57. (1) If the chairperson is of the opinion that it is necessary for a member of the Board to continue to act after the expiry of that member's term in order for the Board to make a decision in relation to the issuance, amendment, renewal or cancellation of a permit or licence, as the case may be, the chairperson may request in writing that the federal Minister authorize the member to act in relation to that matter until a decision is made. For the purpose of the appointment of a replacement, their office is deemed to be vacant as soon as their term expires.</p>	<p>57. (1) S'il estime nécessaire que le membre de l'Office dont le mandat expire au cours de l'instruction d'une affaire concernant la délivrance, la modification, le renouvellement ou l'annulation d'un permis continue d'exercer ses attributions, le président peut demander, par écrit, au ministre fédéral d'autoriser le membre à continuer de les exercer à l'égard de cette affaire jusqu'à ce qu'une décision soit rendue. En ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.</p>	Attributions postérieures au mandat
Request	<p>(2) The request shall be made at least two months before the day on which the member's term expires.</p>	<p>(2) La demande doit être présentée au moins deux mois avant l'expiration du mandat.</p>	Délai
Deemed acceptance	<p>(3) If the federal Minister neither accepts nor rejects the request within two months after the day on which it is made, the request is deemed to be accepted.</p>	<p>(3) Elle est réputée agréée si le ministre fédéral n'y donne pas suite dans les deux mois suivant sa présentation.</p>	Fiction juridique
2005, c. 1, ss. 32, 33, 35, 36 and 37(1) and (2)(E)	<p>137. Sections 58 to 68 of the Act are replaced by the following:</p>	<p>137. Les articles 58 à 68 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p>	2005, ch. 1, art. 32, 33, 35 et 36 et par. 37(1) et (2)(A)
Objectives— Board	<p>58. The Board shall regulate the use of land and waters and the deposit of waste so as to provide for the conservation, development and utilization of land and water resources in a manner that will provide the optimum benefit for present and future residents of the Mackenzie Valley in particular and Canadians generally.</p>	<p>58. L'Office a pour mission de régir l'utilisation des terres et des eaux et le dépôt de déchets de manière à assurer la préservation, la mise en valeur et l'exploitation des terres et des eaux de la façon la plus avantageuse possible pour les habitants actuels et futurs de la vallée du Mackenzie en particulier et les Canadiens en général.</p>	Mission de l'Office
Jurisdiction— land	<p>59. (1) The Board has jurisdiction in respect of all uses of land in the Mackenzie Valley for which a permit is required under this Part and may, in accordance with the regulations, issue, amend, renew, suspend and cancel permits and other authorizations for the use of land, and approve the assignment of permits.</p>	<p>59. (1) L'Office a compétence en ce qui touche toute forme d'utilisation des terres dans la vallée du Mackenzie pour laquelle un permis d'utilisation des terres est nécessaire sous le régime de la présente partie. Il peut, à cet égard et en conformité avec les règlements, délivrer, modifier, renouveler, suspendre ou annuler tout permis d'utilisation des terres ou toute autre autorisation de même nature, ou autoriser la cession.</p>	Compétence sur les terres
Subsurface rights	<p>(2) For greater certainty, the Board's jurisdiction under subsection (1) includes a use of land that is required for the exercise of subsurface rights.</p>	<p>(2) Il est entendu que l'utilisation des terres dans l'exercice d'un droit souterrain relève de la compétence de l'Office au titre du paragraphe 40 (1).</p>	Droit souterrain

Jurisdiction —
water and waste
in federal area

60. (1) The Board has jurisdiction in respect of all uses of waters and deposits of waste in a federal area in the Mackenzie Valley for which a licence is required under this Part and may, in accordance with the regulations, issue, amend, renew and cancel licences and approve the assignment of licences.

60. (1) L'Office a compétence, dans la vallée du Mackenzie, en ce qui touche toute forme d'utilisation des eaux ou de dépôt de déchets dans des zones fédérales pour laquelle un permis d'utilisation des eaux est nécessaire sous le régime de la présente partie. Il peut, à cet égard et en conformité avec les règlements, délivrer, modifier, renouveler ou annuler un tel permis d'utilisation des eaux ou en autoriser la cession.

Compétence sur
les eaux et le
dépôt de
déchets — zones
fédérales

Jurisdiction —
water and waste
outside federal
area

(1.1) The Board has jurisdiction in respect of all uses of waters and deposits of waste on lands outside a federal area in the Mackenzie Valley for which a licence is required under any territorial law and may, in accordance with that law,

(1.1) L'Office a compétence, dans la vallée du Mackenzie, en ce qui touche toute forme d'utilisation des eaux ou de dépôt de déchets sur les terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale pour laquelle un permis d'utilisation des eaux est nécessaire sous le régime des règles de droit territoriales. Il peut, à cet égard, en conformité avec ces règles :

Compétence —
terres situées à
l'extérieur d'une
zone fédérale

(a) issue, amend, renew, suspend and cancel licences and approve the assignment of licences;

a) délivrer, modifier, renouveler, suspendre ou annuler un tel permis d'utilisation des eaux ou en autoriser la cession;

(b) include in a licence any conditions it considers appropriate;

b) assortir un tel permis des conditions qu'il juge indiquées;

(c) determine the term of a licence;

c) déterminer la durée d'un tel permis;

(d) determine the appropriate compensation to be paid by an applicant for a licence, or by a licensee who applies for an amendment or renewal of their licence, to persons who would be adversely affected by the proposed use of waters or deposit of waste;

d) déterminer l'indemnité appropriée à payer par le demandeur d'un tel permis — ou, dans le cas de sa modification ou de son renouvellement, le titulaire de celui-ci — aux personnes à qui nuirait l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projetés;

(e) require an applicant for a licence, a licensee or a prospective assignee of a licence to furnish and maintain security; and

e) exiger du demandeur ou du titulaire d'un tel permis, ou de son éventuel cessionnaire, qu'il fournisse une garantie et qu'il la maintienne au même montant;

(f) on the request of a person who is subject to an order made by an inspector, review that order and confirm, vary or revoke it.

f) sur demande de toute personne visée par un ordre donné par un inspecteur, réviser l'ordre et le confirmer, le modifier ou l'annuler.

Suspension
power

(2) The Board may suspend a licence in respect of a federal area for a specified period or until terms and conditions specified by the Board are complied with, if the licensee contravenes a provision of this Part or a term or condition of the licence.

(2) L'Office peut en outre suspendre tout permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale en cas de contravention, par le titulaire, des dispositions de la présente partie ou des conditions dont ce permis est assorti, et ce pour la période qu'il fixe ou jusqu'à ce que les conditions qu'il précise soient remplies.

Pouvoir de
suspension

Considerations	<p>60.1 In exercising its powers, the <u>Board</u> shall consider</p> <p>(a) the importance of conservation to the well-being and way of life of the aboriginal peoples of Canada to whom section 35 of the <i>Constitution Act, 1982</i> applies and who use an area of the Mackenzie Valley; and</p> <p>(b) any traditional knowledge and scientific information that is made available to it.</p>	<p>60.1 Dans l'exercice de ses pouvoirs, l'<u>Office</u> tient compte, d'une part, de l'importance de préserver les ressources pour le bien-être et le mode de vie des peuples autochtones du Canada visés par l'article 35 de la <i>Loi constitutionnelle de 1982</i> et qui utilisent les ressources d'une région de la vallée du Mackenzie et, d'autre part, des connaissances traditionnelles et des renseignements scientifiques mis à sa disposition.</p>	Éléments à considérer
Conformity with land use plan—settlement area	<p>61. (1) The Board is <u>not permitted</u> to issue, amend or renew a licence, permit or other authorization that applies with respect to a settlement area except in accordance with an applicable land use plan under Part 2.</p>	<p>61. (1) L'Office ne peut procéder à la délivrance, à la modification ou au renouvellement d'un permis ou d'une autre autorisation visant une région désignée si ce n'est en conformité avec le plan d'aménagement territorial applicable aux termes de la partie 2.</p>	Conformité avec le plan d'aménagement—région désignée
Conformity with land use plan—Wekeezhii	<p>(2) The Board is <u>not permitted</u> to issue, amend or renew a licence, permit or other authorization that applies with respect to <u>Wekeezhii</u> except in accordance with any land use plan, established under a federal, territorial or Tlicho law, that is applicable to any part of <u>Wekeezhii</u>.</p>	<p>(2) Il ne peut procéder à la délivrance, à la modification ou au renouvellement d'un permis ou d'une autre autorisation visant le <u>Wekeezhii</u> si ce n'est en conformité avec quelque plan d'aménagement territorial établi en vertu d'une règle de droit fédérale ou territoriale ou d'une loi tlicho et applicable à quelque partie du <u>Wekeezhii</u>.</p>	Conformité avec le plan d'aménagement—Wekeezhii
Conformity with Tlicho laws	<p>61.1 The Board is <u>not permitted</u> to exercise its discretionary powers relating to the use of Tlicho lands except in accordance with any Tlicho laws enacted under 7.4.2 of chapter 7 of the Tlicho Agreement.</p>	<p>61.1 L'Office ne peut exercer ses pouvoirs discrectionnaires relativement à l'utilisation des terres tlichos de manière incompatible avec toute loi tlicho établie en vertu de l'article 7.4.2 de l'accord tlicho.</p>	Conformité avec toute loi tlicho
Requirements of Part 5	<p>62. The Board is <u>not permitted</u> to issue a licence, permit or other authorization for the carrying out of a proposed development within the meaning of Part 5 unless the requirements of that Part have been complied with, and every licence, permit or authorization so issued shall include any conditions that are required to be included in it <u>under</u> a decision made under that Part.</p>	<p>62. L'Office ne peut délivrer de permis ou autre autorisation visant la réalisation d'un projet de développement au sens de la partie 5 avant que les conditions prévues par celle-ci ne soient remplies. Il est en outre tenu d'assortir le permis ou l'autorisation des conditions qui sont imposées par les décisions rendues sous le régime de cette partie.</p>	Conditions : partie 5
Copies of applications	<p>63. (1) <u>The Board</u> shall provide a copy of each application made to the <u>Board</u> for a licence or permit to the owner of any land to which the application relates and to appropriate departments and agencies of the federal and territorial governments.</p>	<p>63. (1) L'<u>Office</u> fournit une copie de toute demande de permis dont il est saisi aux ministères et organismes compétents des gouvernements fédéral et territorial, ainsi qu'au propriétaire des terres visées.</p>	Copie de la demande

Notice to communities and first nations

(2) The Board shall notify affected communities and first nations of an application made to the Board for a licence, permit or other authorization and allow a reasonable period of time for them to make representations to the Board with respect to the application.

(2) Il avise la collectivité et la première nation concernées de toute demande de permis ou autre autorisation dont il est saisi et leur accorde un délai suffisant pour lui présenter des observations à cet égard.

Avis à la collectivité et à la première nation

5

Notice to Tlicho Government

(3) The Board shall notify the Tlicho Government of an application made to the Board for a licence, permit or other authorization for the use of land or waters or the deposit of waste in Wekeezhii and allow a reasonable period of time for it to make representations to the Board with respect to the application.

(3) Il avise de plus le gouvernement tlicho de toute demande de permis ou autre autorisation dont il est saisi qui vise l'utilisation des terres ou des eaux ou le dépôt de déchets au Wekeezhii et lui accorde un délai suffisant pour lui présenter des observations à cet égard.

Avis au gouvernement tlicho

10

10

Consultation with Tlicho Government

(4) The Board shall consult the Tlicho Government before issuing, amending or re-newing any licence, permit or other authorization for a use of Tlicho lands or waters on those lands or a deposit of waste on those lands or in those waters.

(4) Il consulte le gouvernement tlicho avant de délivrer, de modifier ou de renouveler un permis ou une autre autorisation visant l'utilisation des terres tlichos ou des eaux qui s'y trouvent ou le dépôt de déchets dans ces lieux.

Consultation du gouvernement tlicho

15

15

Heritage resources

64. (1) The Board shall seek and consider the advice of any affected first nation—and, with respect to Wekeezhii, the Tlicho Government—and any appropriate department or agency of the federal or territorial government respecting the presence of heritage resources that might be affected by a use of land or waters or a deposit of waste proposed in an application for a licence or permit.

64. (1) L'Office doit demander et étudier l'avis de toute première nation concernée, des ministères et organismes compétents des gouvernements fédéral et territorial et, s'agissant du Wekeezhii, du gouvernement tlicho, au sujet des ressources patrimoniales susceptibles d'être touchées par l'activité visée par la demande de permis dont il est saisi.

Ressources patrimoniales

25

20

Wildlife resources

(2) The Board shall, with respect to a settlement area or Wekeezhii, seek and consider the advice of the renewable resources board established by the applicable land claim agreement respecting the presence of wildlife and wildlife habitat that might be affected by a use of land or waters or a deposit of waste proposed in an application for a licence or permit.

(2) Il doit de plus, s'agissant d'une région désignée ou du Wekeezhii, demander et étudier l'avis de l'office des ressources renouvelables constitué par l'accord de revendication applicable au sujet des ressources fauniques et de leur habitat susceptibles d'être touchés par l'activité visée par la demande de permis.

Ressources fauniques

30

30

Guidelines and policies—permits

65. (1) Subject to the regulations, the Board may establish guidelines and policies respecting permits and other authorizations, including their issuance under this Part.

65. (1) L'Office peut, sous réserve des règlements, établir des principes directeurs et des directives concernant les permis d'utilisation des terres et autres autorisations, notamment en ce qui touche leur délivrance sous le régime de la présente partie.

Principes directeurs et directives : permis d'utilisation des terres

40

35

Guidelines and policies—licences

(2) Subject to the regulations and any territorial law, the Board may establish guidelines and policies respecting licences, including their issuance under this Part.

(2) L'Office peut, sous réserve des règlements et des règles de droit territoriales, établir des principes directeurs et des directives

Principes directeurs et directives : permis d'utilisation des eaux

40

Copies of licences and permits	<p>66. The Board shall provide the federal Minister with copies of licences, permits and other authorizations issued under this Part and of decisions and orders relating to them.</p>	<p>concernant les permis d'utilisation des eaux, notamment en ce qui touche leur délivrance sous le régime de la présente partie.</p>	<p>66. L'Office fournit au ministre fédéral une copie des permis et autres autorisations délivrés sous le régime de la présente partie et de toute décision ou ordonnance rendue relativement à ceux-ci.</p>	Copie des décisions 5
Final decision	<p>67. Subject to sections 32 and 72.13, or any approval requirement under any territorial law with respect to the issuance, renewal, amendment or cancellation of a licence, every decision or order of the Board is final and binding.</p>	<p>67. Sous réserve des articles 32 et 72.13 ou de toute exigence prévue par les règles de droit territoriales en matière d'agrément à l'égard de la délivrance, du renouvellement, de la modification ou de l'annulation des permis d'utilisation des eaux, les décisions et ordonnances de l'Office sont définitives.</p>	15	Caractère définitif
Public register	<p>68. (1) The Board shall maintain at its main office, in any form that is prescribed by the regulations, a register convenient for use by the public in which shall be entered, for each application received and each licence or permit issued, the information prescribed by the regulations.</p>	<p>68. (1) L'Office tient à son siège, en la forme réglementaire, un registre accessible au public et dans lequel sont portés, pour chaque demande qu'il reçoit et pour chaque permis qu'il délivre, les renseignements prévus par les règlements.</p>	15	Registre public
Register to be open to inspection	<p>(2) The register shall be open to inspection by any person during the Board's normal business hours, subject to the payment of any fee prescribed by the regulations.</p>	<p>(2) Toute personne peut, sur paiement des droits réglementaires, consulter le registre pendant les heures de bureau de l'Office.</p>	20	Consultation
Copies of contents of register	<p>(3) The Board shall, on request and on payment of any fee prescribed by the regulations, make available copies of information contained in the register.</p>	<p>(3) L'Office fournit, sur demande et sur paiement des droits réglementaires, copie de renseignements contenus dans le registre.</p>	25	Copies d'extraits du registre
Obligation to pay costs	<p style="text-align: center;">COST RECOVERY</p> <p>68.1 (1) For the federal Minister to recover costs incurred in relation to the consideration of an application for a licence or for the amendment, renewal or cancellation of a licence, the applicant or a licensee shall pay to the federal Minister</p> <p>(a) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the Board or of its members;</p> <p>(b) any costs incurred by the Board for services that are prescribed by the regulations and that are provided to it by a third party; and</p>	<p style="text-align: center;">RECOUVREMENT DES COÛTS</p> <p>68.1 (1) Le demandeur ou le titulaire d'un permis d'utilisation des eaux est tenu de payer au ministre fédéral, afin de permettre à celui-ci de recouvrer les coûts liés à l'examen de la demande de permis ou au renouvellement, à la modification ou à l'annulation du permis :</p> <p>a) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions de l'Office ou de ses membres;</p> <p>b) les frais engagés par l'Office pour les services réglementaires qui lui ont été fournis par des tiers;</p> <p>c) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions du ministre fédéral.</p>	25 30 35	Obligation de paiement

Debt due to Her Majesty	<p>(c) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise of the powers and performance of the duties and functions of the federal Minister.</p> <p>(2) The costs and amounts that a person is to pay under subsection (1) constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.</p>	<p>(2) Les frais et les sommes que l'intéressé est tenu de payer en application du paragraphe (1) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal 5 compétent.</p>	Créances de Sa Majesté
<p>138. Section 60 of the Act is amended by 10 adding the following after subsection (3.1): 138. L'article 60 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3.1), de ce qui suit :</p>			
Excluded period	<p>(3.2) If a licence relates to a proposed development that is, under Part 5, subject to an environmental assessment, an environmental impact review or an examination of impacts on 15 the environment that stands in lieu of an environmental impact review, then the period that is taken to complete that assessment, review or examination is not included in the calculation of the time limit under subsection 24.2(1) or 20 24.3(1) of the <i>Northwest Territories Waters Act</i> or of its extension.</p>	<p>(3.2) Dans le cas où un permis d'utilisation 10 des eaux concerne un projet de développement qui fait l'objet d'une évaluation environnementale, d'une étude d'impact ou d'un examen des répercussions environnementales qui tient lieu d'étude d'impact effectué sous le régime de la 15 partie 5, la période prise pour compléter l'évaluation, l'étude ou l'examen n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus aux paragraphes 24.2(1) et 24.3(1) de la <i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i> ou de leur 20 prolongation.</p>	Période exclue des délais
Suspension of time limit	<p>(3.3) A board may suspend a time limit referred to in subsection 24.2(1) or 24.3(1) of the <i>Northwest Territories Waters Act</i> or the 25 extension of such a limit</p> <p>(a) if the board determines that the applicant is required to pay compensation, or to enter into a compensation agreement, under subsection 14(4) of that Act, until the applicant 30 satisfies the board that the compensation has been or will be paid or that they have entered into a compensation agreement, as the case may be;</p> <p>(b) if the board is not permitted to issue a 35 licence except in accordance with subsection 15.1(1) of that Act, until the applicant has entered into a compensation agreement under paragraph 15.1(1)(a) of that Act or until a determination of compensation has been 40 made under paragraph 15.1(1)(b) of that Act, as the case may be; or</p>	<p>(3.3) L'office peut suspendre les délais prévus aux paragraphes 24.2(1) et 24.3(1) de la <i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i> ou leur prolongation, tant que : 25</p> <p>a) dans le cas où l'office décide que le demandeur est tenu de payer une indemnité—ou qu'il est tenu de conclure un accord d'indemnisation—au titre du paragraphe 14(4) de cette loi, le demandeur n'a pas 30 prouvé à l'office qu'il a payé cette indemnité ou qu'il la paiera ou qu'il a conclu l'accord, selon le cas;</p> <p>b) dans le cas où l'office ne peut délivrer un permis qu'en conformité avec le paragraphe 35 15.1(1) de cette loi, le demandeur n'a pas conclu un accord d'indemnisation en application de l'alinéa 15.1(1)(a) de cette loi ou qu'une indemnité n'a pas été fixée en vertu de l'alinéa 15.1(1)(b) de cette loi, selon le cas; 40</p> <p>c) dans le cas où l'office décide que le demandeur est tenu de conclure un accord d'indemnisation au titre des articles 77 ou</p>	Suspension des délais

(c) if the board determines that the applicant is required to enter into a compensation agreement under section 77 or 79.1, until the applicant satisfies the board that they have done so or the board has determined, under section 79 or 79.3, the compensation payable by the applicant. 5

79.1, le demandeur ne lui a pas prouvé qu'il l'a conclu ou l'office n'a pas fixé l'indemnité prévue aux articles 79 ou 79.3.

2002, c. 10, s. 178; 2005, c. 1, s. 34

139. Section 60 of the Act is replaced by the following:

139. L'article 60 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 10, art. 178; 2005, ch. 1, art. 34 5

Jurisdiction — water and waste in federal area

60. (1) A board has jurisdiction in respect of all uses of waters and deposits of waste in a federal area in its management area for which a licence is required under this Part and may, in accordance with the regulations, issue, amend, renew and cancel licences and approve the assignment of licences. 15

60. (1) L'office a compétence, dans sa zone de gestion, en ce qui touche toute forme d'utilisation des eaux ou de dépôt de déchets dans des zones fédérales pour laquelle un permis d'utilisation des eaux est nécessaire sous le régime de la présente partie. Il peut, à cet égard et en conformité avec les règlements, délivrer, modifier, renouveler ou annuler un tel permis d'utilisation des eaux ou en autoriser la cession. 15

Compétence sur les eaux et le dépôt de déchets — zones fédérales

Jurisdiction — water and waste outside federal area

(1.1) A board has jurisdiction in respect of all uses of waters and deposits of waste on lands outside a federal area in its management area for which a licence is required under any territorial law and may, in accordance with that law, 20

(1.1) L'office a compétence, dans sa zone de gestion, en ce qui touche toute forme d'utilisation des eaux ou de dépôt de déchets sur les terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale pour laquelle un permis d'utilisation des eaux est nécessaire sous le régime des règles de droit territoriales. Il peut, à cet égard, en conformité avec ces règles : 20

Compétence — terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale

(a) issue, amend, renew, suspend and cancel licences and approve the assignment of licences;

(b) include in a licence any conditions it considers appropriate;

(c) determine the term of a licence;

(d) determine the appropriate compensation to be paid by an applicant for a licence, or by a licensee who applies for an amendment or renewal of their licence, to persons who would be adversely affected by the proposed use of waters or deposit of waste; 30

(e) require an applicant for a licence, a licensee or a prospective assignee of a licence to furnish and maintain security; and 35

(f) on the request of a person who is subject to an order made by an inspector, review that order and confirm, vary or revoke it.

a) délivrer, modifier, renouveler, suspendre ou annuler un tel permis d'utilisation des eaux ou en autoriser la cession; 25

b) assortir un tel permis des conditions qu'il juge indiquées;

c) déterminer la durée d'un tel permis;

d) déterminer l'indemnité appropriée à payer par le demandeur d'un tel permis — ou, dans le cas de sa modification ou de son renouvellement, le titulaire de celui-ci — aux personnes à qui nuirait l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projetés; 35

e) exiger du demandeur ou du titulaire d'un tel permis, ou de son éventuel cessionnaire, qu'il fournisse une garantie et qu'il la maintienne au même montant;

Suspension power

(2) A board may suspend a licence in respect of a federal area for a specified period, or until terms and conditions specified by it are complied with, if the licensee contravenes a provision of this Part or a term or condition of the licence.

f) sur demande de toute personne visée par un ordre donné par un inspecteur, réviser l'ordre et le confirmer, le modifier ou l'annuler.

(2) L'office peut en outre suspendre tout permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale en cas de contravention, par le titulaire, des dispositions de la présente partie ou des conditions dont ce permis est assorti, et ce pour la période qu'il fixe ou jusqu'à ce que les 10 conditions qu'il précise soient remplies.

5 Pouvoir de suspension

140. Section 65 of the Act is replaced by the following:

140. L'article 65 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Guidelines and policies — permits

65. (1) Subject to the regulations, a board may establish guidelines and policies respecting 10 permits and other authorizations, including their issuance under this Part.

65. (1) L'office peut, sous réserve des règlements, établir des principes directeurs et des directives concernant les permis d'utilisation des terres et autres autorisations, notamment en ce qui touche leur délivrance sous le régime de la présente partie.

Principes directeurs et directives : permis d'utilisation des terres

Guidelines and policies — licences

(2) Subject to the regulations and any territorial law, a board may establish guidelines and policies respecting licences, including their 15 issuance under this Part.

(2) L'office peut, sous réserve des règlements et des règles de droit territoriales, établir des principes directeurs et des directives concernant les permis d'utilisation des eaux, notamment en ce qui touche leur délivrance sous le régime de la présente partie.

20 Principes directeurs et directives : permis d'utilisation des eaux

141. (1) Section 67 of the Act is replaced by the following:

141. (1) L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Final decision

67. Subject to sections 32 and 72.13, or any approval requirement under any territorial law 20 with respect to the issuance, renewal, amendment or cancellation of a licence, every decision or order of a board is final and binding.

67. Sous réserve des articles 32 et 72.13 ou de toute exigence prévue par les règles de droit territoriales en matière d'agrément à l'égard de 30 la délivrance, du renouvellement, de la modification ou de l'annulation des permis d'utilisation des eaux, les décisions et ordonnances de l'office sont définitives.

Caractère définitif

Public register

68. (1) A board shall maintain at its main office, in any form that is prescribed by the 25 regulations, a register convenient for use by the public in which shall be entered, for each application received and each licence or permit issued, the information prescribed by the regulations.

68. (1) L'office tient à son siège, en la forme 35 réglementaire, un registre accessible au public et dans lequel sont portés, pour chaque demande qu'il reçoit et pour chaque permis d'utilisation des terres et permis d'utilisation des eaux qu'il délivre, les renseignements prévus par les 40 règlements.

Registre public

Register to be open to inspection

(2) The register shall be open to inspection by any person during the board's normal business hours, subject to the payment of any fee prescribed by the regulations.

(2) Toute personne peut, sur paiement des droits réglementaires, consulter le registre pendant les heures de bureau de l'office.

Consultation

Copies of
contents of
register

(3) A board shall, on request and on payment of any fee prescribed by the regulations, make available copies of information contained in the register.

(3) L'office fournit, sur demande et sur paiement des droits réglementaires, copie de renseignements contenus dans le registre.

Copies d'extraits
du registre

(2) Section 67 of the Act is replaced by the following:

(2) L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Final decision

67. Subject to sections 32 and 72.13 and subsections 125(1.2) and (4), or any approval requirement under any territorial law with respect to the issuance, renewal, amendment 10 or cancellation of a licence, every decision or order of the Board is final and binding.

67. Sous réserve des articles 32 et 72.13, des paragraphes 125(1.2) et (4) ou de toute exigence prévue par les règles de droit territoriales en matière d'agrément à l'égard de la délivrance, du renouvellement, de la modification ou de 10 l'annulation des permis d'utilisation des eaux, les décisions et ordonnances de l'Office sont définitives.

Caractère
définitif

142. (1) The portion of section 69 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

142. (1) Le passage de l'article 69 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 15 par ce qui suit :

Protection of
environment

69. Before issuing a permit for a use of land, the Board shall, with respect to conditions of the permit for the protection of the environment, consult

69. L'Office doit, avant de délivrer un permis d'utilisation des terres, consulter les personnes suivantes au sujet des conditions dont celui-ci doit être assorti en ce qui concerne la protection 20 de l'environnement :

Protection de
l'environnement

(2) Paragraph 69(b) of the Act is replaced 20 by the following:

(2) L'alinéa 69b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) the minister of the Government of Canada having administration and control of the land in the case of any land under that minister's administration and control; or 25

b) dans les cas de terres dont un ministre du gouvernement du Canada a la gestion et la 25 maîtrise, ce ministre;

143. Section 70 of the Act is replaced by the following:

143. L'article 70 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Delegation to
staff

70. The Board may, by instrument of delegation, specify permits from among a class prescribed by the regulations that an employee 30 of the Board named in the instrument may issue, amend or renew and whose assignment the employee may approve.

70. L'Office peut, par acte précisant, parmi les catégories réglementaires, les permis visés, 30 déléguer au membre de son personnel qui y est nommé son pouvoir de délivrer, de modifier ou de renouveler les permis d'utilisation des terres, ou d'en autoriser la cession.

Délégation

144. Subsections 71(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

144. Les paragraphes 71(1) à (3) de la 35 même loi sont remplacés par ce qui suit :

Furnishing
security

71. (1) The Board may require, as a condition of a permit or as a condition of the assignment of a permit, that security be furnished to the federal Minister in a form prescribed by the regulations or a form 40 satisfactory to the federal Minister and in an amount specified in, or determined in accordance with, the regulations.

71. (1) L'Office peut imposer, à titre de condition d'un permis d'utilisation des terres ou de la cession d'un tel permis, la fourniture au ministre fédéral, en la forme réglementaire ou 40 jugée acceptable par celui-ci, d'une garantie dont le montant est soit fixé par les règlements, soit calculé en conformité avec ceux-ci.

Garantie

Notice

(2) The federal Minister shall notify the Board of the furnishing of security so required.

(2) Le ministre fédéral notifie à l'Office la fourniture de la garantie exigée.

Notification

Application of security

(3) If damage to lands results from a permittee's contravention of any provision of the regulations or a permit, the Board may request of the federal Minister that all or part of the security furnished by the permittee be applied toward the costs incurred in repairing the damage.

(3) L'Office peut demander au ministre fédéral l'affectation de tout ou partie de la garantie à la réparation des dommages causés, par le titulaire, aux terres du fait de la contravention des règlements ou des conditions du permis.

Utilisation de la garantie

145. Section 72 of the Act is replaced by the following:

145. L'article 72 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

SPECIAL RULES FOR THE USE OF WATERS AND THE DEPOSIT OF WASTE

RÈGLES PROPRES À L'UTILISATION DES EAUX ET AU DÉPÔT DE DÉCHETS

Prohibitions

Interdictions

Use of waters

72. (1) Except as authorized under the *Dominion Water Power Act*, and subject to subsection (2), no person shall use, or permit the use of, waters in a federal area within a water management area except

72. (1) Sauf dans la mesure autorisée par la *Loi sur les forces hydrauliques du Canada* et sous réserve du paragraphe (2), il est interdit, dans une zone fédérale, d'utiliser—ou de permettre que soient utilisées—les eaux d'une zone de gestion des eaux contrairement aux conditions d'un permis d'utilisation des eaux ou sans l'autorisation réglementaire visée à l'alinéa 90.3(1)*m*).

Utilisation des eaux

- (a) in accordance with the conditions of a licence; or
- (b) as authorized by regulations made under paragraph 90.3(1)*m*.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'utilisation des eaux :

Sauvegarde de certains droits d'utilisation

Exemptions from application of subsection (1)

(2) Subsection (1) does not apply in respect of the use of waters

- (a) by a domestic user;
- (b) by an instream user; or
- (c) for the purpose of extinguishing a fire or, in an emergency, controlling or preventing a flood.

- a) par un usager domestique;
- b) par un usager ordinaire;
- c) en vue d'éteindre un incendie ou, en cas d'urgence, de contenir ou de prévenir une inondation.

Duties in certain cases

(3) If any person diverts waters for a purpose set out in paragraph (2)*c*, the person shall, when the need for the diversion has ceased, discontinue the diversion and, in so far as possible, restore the original channel conditions.

(3) Tout détournement des eaux éventuellement effectué dans les cas visés à l'alinéa (2)*c* doit prendre fin—et, dans la mesure du possible, le cours original être rétabli—dès qu'il n'a plus de raison d'être.

Obligations dans certains cas

Deposit of waste

72.01 (1) Except in accordance with the conditions of a licence or as authorized by regulations made under paragraph 90.3(1)*n*, no person shall, subject to subsection (2), deposit or permit the deposit of waste in a federal area

72.01 (1) Sauf autorisation par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)*n* ou aux conditions prévues dans un permis d'utilisation des eaux, il est interdit, sous réserve du paragraphe (2), dans une zone fédérale, de déposer des déchets—ou d'en permettre le dépôt—dans des eaux d'une zone de gestion des eaux ainsi qu'en tout autre endroit dans des

Dépôt des déchets

- (a) in any waters in a water management area; or

	(b) in any other place under conditions in which the waste, or any other waste that results from the deposit of that waste, may enter any waters in a water management area.	conditions qui permettent à ces déchets ou à ceux résultant de leur dépôt d'atteindre ces eaux.	
Exception	(2) Subsection (1) does not apply to the deposit of waste in waters that form part of a water quality management area designated under the <i>Canada Water Act</i> if the waste so deposited is of a type and quantity, and deposited under conditions, prescribed by regulations made by the Governor in Council under paragraph 18(2)(a) of that Act with respect to that water quality management area.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au dépôt de déchets dans des eaux comprises dans une zone de gestion qualitative des eaux désignée en application de la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i> si, étant donné la nature et la quantité des déchets déposés et les conditions dans lesquelles s'effectue le dépôt, celui-ci est prescrit par règlement d'application de l'alinéa 18(2)a) de cette loi relativement à cette zone.	Exception
Duty to report unlawful deposits of waste	(3) If waste is deposited in contravention of this section, every person who owns the waste or has the charge, management or control of it—or who caused or contributed to the deposit—shall, without delay, in accordance with the regulations, if any, made under paragraph 90.3(1)(o), report the deposit to the person or authority designated under that paragraph or, if no such person or authority has been designated, to an inspector designated under subsection 84(1).	(3) En cas de dépôt de déchets contrevenant au présent article, quiconque a la propriété ou la maîtrise des déchets, ou a contribué au dépôt ou l'a causé, doit signaler sans délai le fait, conformément aux éventuels règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)o), à la personne ou autorité désignée en application des règlements pris en vertu de cet alinéa ou, à défaut, à un inspecteur désigné en application du paragraphe 84(1).	Déclaration des dépôts illégaux
Exemption—Tlicho communities	72.02 Sections 72 and 72.01 do not apply in respect of a use of waters or a deposit of waste in a Tlicho community if the local government of that community has enacted a bylaw providing that a licence is not required for that type of use or deposit.	72.02 Les articles 72 et 72.01 ne s'appliquent pas à l'égard de l'utilisation des eaux ou du dépôt de déchets dans une collectivité tlicho si un règlement municipal établi par l'administration locale de cette collectivité prévoit, à l'égard du type d'utilisation ou de dépôt projeté, qu'il n'est pas requis d'obtenir un permis d'utilisation des eaux.	Exception—collectivités tlichos
	<i>Licences</i>	<i>Permis d'utilisation des eaux</i>	
Issuance	72.03 (1) Subject to this section, a board may issue, in accordance with the criteria set out in the regulations made under paragraph 90.3(1)(c), type A licences and type B licences permitting the applicant for the licence, on payment of the fees prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(k), at the times and in the manner prescribed by any applicable regulations made under paragraph 90.3(1)(l) or, in the absence of such regulations, at the times and in the manner set out in the licence, to use waters or deposit waste, or both, in a federal	72.03 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, l'office peut délivrer, en conformité avec les critères énoncés dans les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)c), des permis d'utilisation des eaux de type A ou de type B autorisant, aux conditions qui y sont fixées et sur paiement des droits d'utilisation fixés par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)k), les demandeurs à utiliser les eaux ou à déposer des déchets, ou les deux, dans une zone fédérale, aux dates et de la manière	Délivrance

	area in connection with the operation of an appurtenant undertaking and in accordance with the conditions specified in the licence.	prévues soit par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)l) soit, à défaut, par le permis, pour l'exploitation de l'entreprise en cause.	
Term	(2) A licence issued under subsection (1) may be issued for a term (a) of not more than 25 years, in the case of a type A licence that is in respect of a class of undertakings prescribed by the regulations or a type B licence; or (b) of not more than the anticipated duration of the appurtenant undertaking, in the case of a type A licence other than one described in paragraph (a).	(2) La durée des permis d'utilisation des eaux visés au paragraphe (1) n'excède pas : a) vingt-cinq ans, dans le cas des permis de type A à l'égard des catégories d'entreprises prévues par règlement et des permis de type B; b) la durée prévue de l'entreprise en cause, dans le cas des autres permis de type A.	Durée 5
Specific uses	(3) The board shall not issue a licence in respect of a use of waters referred to in subsection 72(2).	(3) L'office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux à l'égard des utilisations des eaux mentionnées au paragraphe 72(2).	Utilisations spécifiques 15
Refusal to issue	(4) The board shall not refuse to issue a licence merely because the use of waters or deposit of waste in respect of which the application for the licence is made is already authorized by regulations made under paragraph 90.3(1)(m) or (n).	(4) L'office ne peut refuser de délivrer un permis d'utilisation des eaux au seul motif que les règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)m) ou n) autorisent déjà l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets en cause.	Refus 15
Conditions for issue	(5) The board shall not issue a licence in respect of a federal area unless the applicant satisfies the board that (a) either (i) the use of waters or the deposit of waste proposed by the applicant would not adversely affect, in a significant way, the use of waters, whether in or outside the federal area to which the application relates, (A) by any existing licensee who holds a licence issued under this Act or any other licence relating to the use of waters or deposit of waste, or both, issued under any territorial law or the <i>Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act</i> , or (B) by any other applicant whose proposed use of waters would take precedence over the applicant's proposed use by virtue of section 72.26 or any territorial law, or	(5) L'office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale que si le demandeur lui prouve : a) que : (i) soit l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté ne nuira pas de façon appréciable à l'utilisation des eaux, qu'elle ait lieu ou non dans la zone fédérale visée par la demande, par : (A) soit le titulaire d'un permis délivré sous le régime de la présente loi, ou d'un autre permis visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux, délivré sous le régime des règles de droit territoriales ou de la <i>Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut</i> , (B) soit un autre demandeur qui, si sa demande de permis d'utilisation des eaux était accordée, aurait priorité sur le demandeur en application de l'article 72.26 ou des règles de droit territoriales,	Conditions 20

- (ii) every licensee and applicant to whom subparagraph (i) applies has entered into a compensation agreement with the applicant;
- (b) compensation that the board considers appropriate has been or will be paid by the applicant to any other applicant who is described in clause (a)(i)(B) but to whom paragraph (a) does not apply, and to any of the following who were licensees, users, depositors, owners, occupiers or holders, whether in or outside the federal area to which the application relates, at the time when the applicant filed an application with the board in accordance with the regulations made under paragraphs 90.3(1)(d) and (e), who would be adversely affected by the use of waters or the deposit of waste proposed by the applicant, and who have notified the board within the time period stipulated in the notice of the application given under subsection 72.16(1):
- (i) licensees who hold a licence issued under this Act or any other licence relating to the use of waters or deposit of waste, or both, issued under any territorial law or the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act* and to whom paragraph (a) does not apply,
 - (ii) domestic users,
 - (iii) instream users,
 - (iv) authorized users,
 - (v) authorized waste depositors,
 - (vi) persons who use waters or deposit waste, or both, without a licence under the authority of any territorial law,
 - (vii) persons referred to in paragraph 61(d) of the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*,
 - (viii) owners of property,
 - (ix) occupiers of property, and
 - (x) holders of outfitting concessions, registered trapline holders, and holders of other rights of a similar nature;
- (ii) soit le demandeur ou titulaire visé au sous-alinéa (i) a conclu un accord d'indemnisation avec lui;
- b) qu'une indemnité appropriée a été ou sera payée par le demandeur aux autres demandeurs mentionnés à la division a)(i)(B) mais auxquels l'alinéa a) ne s'applique pas ainsi qu'aux personnes, qu'elles soient ou non dans la zone fédérale visée par la demande, qui ont notifié l'office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci en application du paragraphe 72.16(1) et à qui nuirait l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté, si, au moment de la demande faite conformément aux règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)d) et e), ces personnes étaient :
- (i) des titulaires d'un permis d'utilisation des eaux délivré sous le régime de la présente loi ou d'un autre permis visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux, délivré sous le régime des règles de droit territoriales ou de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut* auxquels l'alinéa a) ne s'applique pas,
 - (ii) des usagers domestiques,
 - (iii) des usagers ordinaires,
 - (iv) des usagers agréés,
 - (v) des personnes autorisées à déposer des déchets,
 - (vi) des personnes qui utilisent les eaux ou déposent des déchets, ou les deux, sans permis d'utilisation des eaux, en conformité avec les règles de droit territoriales,
 - (vii) des personnes visées à l'alinéa 61d) de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*,
 - (viii) les propriétaires d'un bien-fonds,
 - (ix) les occupants d'un bien-fonds,
 - (x) les titulaires d'une concession de pourvoirie, de permis de trappeurs et d'autres droits de nature similaire;

(c) any waste that would be produced by the appurtenant undertaking will be treated and disposed of in a manner that is appropriate for the maintenance of

(i) water quality standards prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(h) or, in the absence of such regulations, any water quality standards that the board considers acceptable, and

(ii) effluent standards prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(i) or, in the absence of such regulations, any effluent standards that the board considers acceptable; and

(d) the financial responsibility of the applicant, taking into account the applicant's past performance, is adequate for

(i) the completion of the appurtenant undertaking,

(ii) any mitigative measures that may be required, and

(iii) the satisfactory maintenance and restoration of the site in the event of any future closing or abandonment of that undertaking.

(6) In determining the compensation that is appropriate for the purpose of paragraph (5)(b), the board shall consider all relevant factors, including

(a) provable loss or damage;

(b) potential loss or damage;

(c) the extent and duration of the adverse effect, including the incremental adverse effect;

(d) the extent of the use of waters by persons who would be adversely affected; and

(e) nuisance, inconvenience and noise.

72.04 (1) Subject to this Act and its regulations, a board may include in a licence in respect of a federal area any conditions that it considers appropriate, including conditions

c) que le traitement et l'élimination des déchets produits par l'entreprise en cause pour l'exploitation de laquelle les eaux seront utilisées se feront de manière à respecter :

(i) les normes de qualité des eaux fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)h) ou, à défaut, celles que l'office juge acceptables,

(ii) les normes relatives à la qualité des effluents fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)i) ou, à défaut, celles que l'office juge acceptables;

d) que sa solvabilité est de nature, compte tenu de son dossier antérieur, à lui permettre :

(i) de procéder à l'achèvement de l'entreprise en cause,

(ii) de prendre les mesures d'atténuation nécessaires,

(iii) de procéder à l'entretien et à la restauration du site en cas d'abandon ou de fermeture.

(6) Pour déterminer l'indemnité appropriée pour l'application de l'alinéa (5)b), l'office tient compte de tous les facteurs pertinents, notamment :

a) de toute preuve de perte ou de dommage;

b) de toute possibilité de perte ou de dommage;

c) de l'importance et de la durée des effets négatifs, y compris les effets négatifs cumulatifs;

d) de l'importance de l'utilisation des eaux par les personnes à qui elle nuirait;

e) des nuisances, des inconvénients et du bruit.

72.04 (1) Sous réserve de la présente loi et de ses règlements, l'office peut assortir le permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale des conditions qu'il juge indiquées, notamment en ce qui touche :

Factors in determining compensation

Facteurs de détermination de l'indemnité

Conditions

Conditions

Board to minimize adverse effects	<p>(a) relating to the manner of use of waters permitted to be used under the licence;</p> <p>(b) relating to the quantity, concentration and types of waste that may be deposited in any waters by the licensee;</p> <p>(c) under which any such waste may be so deposited;</p> <p>(d) relating to studies to be undertaken, works to be constructed, plans to be submitted, and monitoring programs to be undertaken; and</p> <p>(e) relating to any future closing or abandonment of the appurtenant undertaking.</p>	<p>a) le mode d'utilisation des eaux visées par le permis;</p> <p>b) la quantité, la concentration et le type de déchets pouvant être déposés dans les eaux par le titulaire;</p> <p>c) l'opération de dépôt proprement dite;</p> <p>d) les études à mener, les travaux à réaliser, les plans à proposer et les programmes de surveillance à entreprendre;</p> <p>e) tout éventuel abandon ou fermeture de l'entreprise en cause.</p>	
	<p>(2) In fixing the conditions of a licence in respect of a federal area, the board shall make all reasonable efforts to minimize any adverse effects of the issuance of the licence on any of the following who would be adversely affected by the use of waters or the deposit of waste proposed by the applicant, and who have notified the board within the time period stipulated in the notice of the application given under subsection 72.16(1), whether they are in or outside the federal area to which the application relates, at the time when the board is considering the fixing of those conditions:</p>	<p>(2) Le cas échéant, l'office s'efforce, dans la mesure du possible, de minimiser les effets négatifs des conditions — du fait de l'utilisation des eaux ou du dépôt de déchets projeté — sur les personnes mentionnées aux alinéas a) à h) qui ont notifié l'office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci en application du paragraphe 72.16(1), qu'elles soient ou non, à ce moment, dans la zone fédérale visée par la demande :</p>	Décision de l'office
	<p>(a) licensees who hold a licence in respect of a federal area or in respect of lands outside a federal area;</p> <p>(b) domestic users;</p> <p>(c) instream users;</p> <p>(d) authorized users;</p> <p>(e) authorized waste depositors;</p> <p>(f) persons who use waters or deposit waste, or both, without a licence under the authority of any territorial law;</p> <p>(g) owners of property;</p> <p>(h) occupiers of property; and</p> <p>(i) holders of outfitting concessions, registered trapline holders, and holders of other rights of a similar nature.</p>	<p>a) les titulaires d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale;</p> <p>b) les usagers domestiques;</p> <p>c) les usagers ordinaires;</p> <p>d) les usagers agréés;</p> <p>e) les personnes autorisées à déposer des déchets;</p> <p>f) des personnes qui utilisent les eaux ou déposent des déchets, ou les deux, sans permis d'utilisation des eaux, en conformité avec les règles de droit territoriales;</p> <p>g) les propriétaires d'un bien-fonds;</p> <p>h) les occupants d'un bien-fonds;</p> <p>i) les titulaires d'une concession de pourvoirie, de permis de trappeurs et d'autres droits de nature similaire.</p>	25 35
Conditions relating to waste	<p>(3) If a board issues a licence in respect of a federal area whose waters form part of a water quality management area designated under the</p>	<p>(3) Les conditions doivent être au moins aussi sévères, dans le cas d'un permis d'utilisation des eaux visant des eaux d'une zone</p>	Conditions relatives aux déchets

<p>Non-application of regulations under <i>Canada Water Act</i></p>	<p><i>Canada Water Act</i>, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of the regulations made under paragraph 18(2)(a) of that Act with respect to those waters.</p> <p>(4) If a board issues a licence in respect of a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated under the <i>Canada Water Act</i>,</p> <p>(a) if any regulations made under paragraph 90.3(1)(h) are in force for those waters, the board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are not based on the water quality standards prescribed for those waters by those regulations; and</p> <p>(b) if any regulations made under paragraph 90.3(1)(i) are in force for those waters, the board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the effluent standards prescribed in relation to those waters by those regulations.</p>	<p>fédérale comprises dans une zone de gestion qualitative des eaux désignée en application de la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i>, que les restrictions imposées par règlement pris en vertu de l'alinéa 18(2)a) de cette loi en matière de dépôt de déchets à l'égard de ces eaux.</p> <p>(4) Les conditions dont peut être assorti en matière de dépôt de déchets un permis d'utilisation des eaux visant des eaux d'une zone fédérale non comprises dans une zone de gestion qualitative des eaux désignée en application de la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i> doivent être :</p> <p>a) soit fondées sur les normes de qualité fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)h);</p> <p>b) soit au moins aussi sévères que les normes relatives à la qualité des effluents pour ces eaux fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)i).</p>	<p>Non-application des règlements pris en vertu de la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i></p>
<p>Application of <i>Fisheries Act</i></p>	<p>(5) If a board issues a licence in respect of a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated under the <i>Canada Water Act</i>, and to which any regulations made under subsection 36(5) of the <i>Fisheries Act</i> apply, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of those regulations that relate to the deposit of deleterious substances as defined in subsection 34(1) of that Act.</p>	<p>(5) Les conditions doivent être au moins aussi sévères, dans le cas d'un permis d'utilisation des eaux visant des eaux d'une zone fédérale non comprises dans une zone de gestion qualitative des eaux désignée en application de la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i> et régies par des règlements d'application du paragraphe 36(5) de la <i>Loi sur les pêches</i>, que les restrictions imposées en matière d'immersion ou de rejet de substances nocives, au sens du paragraphe 34(1) de cette loi, à l'égard de ces eaux, par ces règlements.</p>	<p>Application de la <i>Loi sur les pêches</i></p>
<p>Conditions relating to works</p>	<p>(6) The board shall include in a licence in respect of a federal area conditions that are at least as stringent as any applicable standards prescribed by any regulations made under paragraph 90.3(1)(j).</p>	<p>(6) Le permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale doit être assorti de conditions qui sont au moins aussi sévères que les normes fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)j).</p>	<p>Conditions relatives aux ouvrages et structures</p>
<p>Licence conditions deemed amended</p>	<p>(7) If regulations referred to in subsection (3), (4), (5) or (6) are made or amended after the issuance of a licence in respect of a federal area, the conditions of the licence are deemed to be</p>	<p>(7) Les conditions sont réputées automatiquement modifiées, dans la mesure où cela est nécessaire pour l'application des paragraphes (3), (4), (5) ou (6), par la prise ou la</p>	<p>Présomption de modification</p>

	<p>amended to the extent, if any, that is necessary to comply, or remain in compliance, with that subsection.</p>	<p>modification, après la délivrance du permis d'utilisation des eaux, des règlements visés à ces paragraphes.</p>	
<p>Inuit-owned land</p>	<p>72.05 (1) A board shall not issue a licence in respect of a use of waters or a deposit of waste in a federal area that may substantially alter the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land, unless</p> <p>(a) the applicant has entered into an agreement with the designated Inuit organization to pay compensation for any loss or damage that may be caused by the alteration; or</p> <p>(b) if there is no agreement,</p> <p>(i) on the request of the applicant or the designated Inuit organization, the board has made a joint determination of the appropriate compensation with the Nunavut Water Board, or</p> <p>(ii) if the board and the Nunavut Water Board are unable to jointly determine compensation, a judge of the Nunavut Court of Justice has determined the compensation.</p>	<p>72.05 (1) L'office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux à l'égard d'une activité — utilisation des eaux ou dépôt de déchets dans une zone fédérale — susceptible d'altérer sensiblement la qualité, la quantité ou le débit des eaux traversant une terre inuite que dans les cas suivants :</p> <p>a) le demandeur a conclu avec l'organisation inuite désignée un accord d'indemnisation relativement aux pertes ou dommages susceptibles d'être causés par le changement;</p> <p>b) à défaut d'accord :</p> <p>(i) soit l'office a, à la requête de l'une ou l'autre des parties et conjointement avec l'Office des eaux du Nunavut, fixé une indemnité convenable,</p> <p>(ii) soit, faute d'entente avec l'Office des eaux du Nunavut sur l'indemnité mentionnée au sous-alinéa (i), celle-ci a été fixée par un juge de la Cour de justice du Nunavut.</p>	<p>Terres inuites</p> <p>5</p> <p>10</p> <p>15</p> <p>20</p>
<p>Payment of compensation</p>	<p>(2) The payment of compensation referred to in paragraph (1)(b) shall be a condition of the licence.</p>	<p>(2) Le paiement de l'indemnité visée à l'alinéa (1)b) fait partie des conditions du permis d'utilisation des eaux.</p>	<p>Paiement de l'indemnité</p> <p>25</p>
<p>Costs</p>	<p>(3) Unless otherwise determined by the Nunavut Water Board, costs incurred by the designated Inuit organization as a result of a request referred to in subparagraph (1)(b)(i) shall be paid by the applicant.</p>	<p>(3) Sauf décision contraire de l'Office des eaux du Nunavut, les frais faits par l'organisation inuite désignée dans le cadre de la requête visée au sous-alinéa (1)b)(i) sont à la charge du demandeur.</p>	<p>Frais</p> <p>30</p>
<p>Negotiation to be in good faith</p>	<p>72.06 A board shall not consider a request referred to in subparagraph 72.05(1)(b)(i) unless the requester has negotiated in good faith and has been unable to reach an agreement.</p>	<p>72.06 L'office n'examine la requête visée au sous-alinéa 72.05(1)b)(i) que si le requérant a tenté, de bonne foi mais sans succès, de négocier un accord d'indemnisation.</p>	<p>Négociation de bonne foi</p> <p>35</p>
<p>Factors in determining compensation</p>	<p>72.07 For the purpose of determining compensation under paragraph 72.05(1)(b), the following factors shall be taken into account:</p> <p>(a) the adverse effects of the alteration of the quality, quantity or flow of waters on Inuit-owned land;</p> <p>(b) the nuisance, inconvenience or disturbance, including noise, caused by the alteration;</p>	<p>72.07 L'indemnité dont il est question à l'alinéa 72.05(1)b) est déterminée en fonction des facteurs suivants :</p> <p>a) les effets négatifs du changement de qualité, de quantité ou de débit des eaux sur les terres inuites;</p> <p>b) les nuisances, les inconvénients et les troubles de jouissance — y compris le bruit — causés par le changement;</p>	<p>Facteurs de détermination</p> <p>40</p> <p>45</p>

	(c) the cumulative adverse effects of the alteration and of any existing uses of waters and deposits of waste;	c) les effets négatifs cumulatifs du changement et des activités — utilisation des eaux et dépôt de déchets — existantes;	
	(d) the cultural attachment of Inuit to the affected Inuit-owned land, including waters;	d) l'attachement culturel des Inuits aux terres inuites visées et aux eaux s'y trouvant;	5
	(e) the peculiar and special value of the affected Inuit-owned land, including waters; and	e) la valeur particulière ou exceptionnelle des terres inuites visées et des eaux s'y trouvant;	
	(f) any interference with Inuit rights derived from the Agreement or otherwise.	f) toute atteinte causée aux droits des Inuits découlant de l'Accord ou de quelque autre source.	10
Periodic review and payment	72.08 Unless otherwise agreed by the designated Inuit organization and the applicant, a determination of compensation made under paragraph 72.05(1)(b) shall provide, having due regard to the nature and duration of the use of waters or deposit of waste, for the periodic review and periodic payment of that compensation.	72.08 Sauf entente à l'effet contraire entre l'organisation inuite désignée et le demandeur, l'indemnité fixée en vertu de l'alinéa 72.05(1)b) est versée sous forme de paiements périodiques et fait l'objet de révisions périodiques, compte tenu de la nature et de la durée de l'activité.	Révision périodique
Interpretation	72.09 (1) In this section and sections 72.05 to 72.08,	72.09 (1) Au présent article et aux articles 72.05 à 72.08 :	Terminologie
	(a) "Agreement", "Inuit", "Inuit-owned land", "Makivik" and "Tunngavik" have the same meanings as in subsection 2(1) of the <i>Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act</i> ; and	a) « Accord », « Inuit », « Makivik », « terre inuite » et « Tunngavik » s'entendent 20 au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut</i> ;	
	(b) "designated Inuit organization" means	b) « organisation inuite désignée » s'entend, selon le cas :	25
	(i) except in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement,	(i) sous réserve du sous-alinéa (ii), soit de Tunngavik, soit de l'organisation désignée, dans le registre public que tient Tunngavik conformément à l'Accord, pour l'exercice des attributions prévues aux articles 20.3.1 30 et 20.4.1 de celui-ci,	
	(A) Tunngavik, or		
	(B) any organization designated in the public record maintained by Tunngavik under the Agreement as being responsible for the functions described under sections 20.3.1 and 20.4.1 of the Agreement, or	(ii) en ce qui concerne les terres détenues en propriété conjointe en application de l'article 40.2.8 de l'Accord, de Makivik agissant conjointement avec l'organisation 35 compétente au titre du sous-alinéa (i).	
	(ii) in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement, Makivik, acting jointly with the organization determined under subpara- 40 graph (i).		

Interpretation	(2) For greater certainty, sections 72.05 to 72.08 apply in respect of a body of water that delineates a boundary between Inuit-owned land and other land and that body of water is not located entirely on Inuit-owned land. 5	(2) Il est entendu que les articles 72.05 à 72.08 s'appliquent aux plans d'eau qui délimitent des terres inuites et d'autres terres et qui ne sont pas situés entièrement sur des terres inuites.	Précision
Application for licence	72.1 (1) An application for a licence shall be in the form and contain the information, (a) if the licence is to apply with respect to a federal area, prescribed by the regulations; and 10 (b) if the licence is to apply with respect to lands outside a federal area, required under any territorial law.	72.1 (1) Toute demande de permis d'utilisation des eaux doit respecter, quant à sa forme et à son contenu : a) les modalités réglementaires, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise une zone fédérale; 10 b) les modalités prévues par les règles de droit territoriales, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale.	5 Demande de permis
Information and studies	(2) The board shall require an applicant for a licence to provide the board with the information and studies concerning the use of waters or deposit of waste proposed by the applicant that will enable the board to evaluate any qualitative and quantitative effects of the use or deposit on waters. 20	(2) L'office doit exiger du demandeur qu'il lui communique les renseignements et les études relatives à l'utilisation des eaux ou au dépôt de déchets projeté qui lui permettront d'évaluer les effets qualitatifs et quantitatifs sur les eaux. 20	15 Renseignements et études
Security—federal area	72.11 (1) A board may require an applicant for a licence that is to apply with respect to a federal area, a holder of such a licence or a prospective assignee of such a licence to furnish and maintain security with the federal Minister, 25 in an amount specified in, or determined in accordance with, the regulations made under paragraph 90.3(1)(g) and in a form prescribed by those regulations or a form satisfactory to the federal Minister. 30	72.11 (1) L'office peut exiger du demandeur ou du titulaire d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale, ou de l'éventuel cessionnaire d'un tel permis, qu'il fournisse une garantie au ministre fédéral—et qu'il la 25 maintienne en permanence au même montant—pour le montant prévu par les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)(g) ou déterminé en conformité avec ceux-ci et en la forme qui y est prévue ou que le ministre fédéral juge 30 acceptable.	Demande de garantie—zone fédérale
How security may be applied	(2) The security may be applied by the federal Minister in the following manner: (a) if the federal Minister is satisfied that a person who is entitled to be compensated by a licensee under section 72.27 has taken all 35 reasonable measures to recover compensation from the licensee and has been unsuccessful in that recovery, the security may be applied to compensate that person, either fully or partially; and 40	(2) Le ministre fédéral peut utiliser la garantie : a) pour dédommager, en tout ou en partie, quiconque n'a pas réussi à obtenir d'un 35 titulaire de permis d'utilisation des eaux l'indemnisation à laquelle il avait droit aux termes de l'article 72.27, s'il est convaincu que les dispositions nécessaires à cette fin ont bel et bien été prises; 40 b) pour rembourser, en tout ou en partie, à Sa Majesté du chef du Canada les frais qu'entraîne l'application du paragraphe 86.2(1) ou, sous réserve du paragraphe (3), du paragraphe 89(1). 45	Utilisation de la garantie

	(b) the security may be applied to reimburse Her Majesty in right of Canada, either fully or partially, for reasonable costs incurred by Her Majesty under subsection 86.2(1) or, subject to subsection (3), subsection 89(1).	5	
Exception	(3) Paragraph (2)(b) applies in respect of costs incurred under subsection 89(1) only to the extent that the incurring of those costs was based on subparagraph 89(1)(b)(i).		(3) Dans le cas des frais engagés au titre du paragraphe 89(1), l'alinéa (2)b) ne s'applique qu'à ceux qui découlent de l'application du sous-alinéa 89(1)b)(i). Exception
Limitation	(4) The amount of security that the federal Minister may apply under subsection (2) in respect of any particular incident or matter may not exceed in the aggregate the amount of the security referred to in subsection (1).	10	(4) Le ministre fédéral ne peut s'autoriser du paragraphe (2) pour utiliser, pour quelque motif que ce soit, une somme qui excède le montant de la garantie. 5 Limitation de la garantie
Refund of security	(5) Any portion of the security that, in the federal Minister's opinion, will not be required under subsection (2) shall be refunded without delay to the licensee or assignor, as the case may be, if the federal Minister is satisfied that	15	(5) Dans les cas où le ministre fédéral est convaincu que l'entreprise en cause est définitivement fermée ou abandonnée ou que le permis d'utilisation des eaux a été cédé, la partie de la garantie qui, selon lui, n'est pas nécessaire pour l'application du paragraphe (2) est immédiatement remboursée au titulaire du permis ou au cédant, selon le cas. 10 Remboursement de la garantie
	(a) the appurtenant undertaking has been permanently closed or permanently abandoned; or	20	
	(b) the licence has been assigned.		
Renewal, amendment and cancellation	72.12 (1) Subject to subsections (2) and (3), a board may, in respect of a federal area,	25	72.12 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), l'office peut : Renewellement, modification et annulation
	(a) renew a licence, if the licensee applies for its renewal or if the renewal appears to the board to be in the public interest, with or without changes to its conditions, for a term		a) soit à la demande du titulaire, soit lorsqu'il estime que cela sert l'intérêt public, 20 renouveler un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale, pour une durée n'excédant pas celle prévue ci-après, avec ou sans modification des conditions du permis :
	(i) of not more than 25 years, in the case of a type A licence that is in respect of a class of undertakings prescribed by the regulations or a type B licence, or	30	(i) vingt-cinq ans, dans le cas d'un permis de type A à l'égard des catégories d'entreprises prévues par règlement ou d'un permis de type B,
	(ii) of not more than the anticipated duration of the appurtenant undertaking, in the case of a type A licence other than one described in subparagraph (i);	35	(ii) la durée prévue de l'entreprise en cause, dans le cas de tout autre permis de type A;
	(b) amend, for a specified term or otherwise, any condition of a licence		b) modifier, pour une durée déterminée ou non, toute condition d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale :
	(i) if the licensee applies for its amendment,	40	(i) soit à la demande du titulaire du permis,
	(ii) if the amendment is required to deal with a water shortage in any water management area, or		(ii) soit en cas de pénurie d'eau dans une zone de gestion des eaux,

	<p>(iii) in any other case, if the amendment appears to the board to be in the public interest; and</p> <p>(c) cancel a licence</p> <p>(i) if the licensee applies for its cancellation,</p> <p>(ii) if the licensee, for three successive years, fails to exercise their rights under the licence, or</p> <p>(iii) in any other case, if the cancellation appears to the board to be in the public interest.</p>	<p>(iii) soit dans tout autre cas où il estime que la modification sert l'intérêt public;</p> <p>c) annuler un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale dans l'une des situations suivantes :</p> <p>(i) le titulaire le demande,</p> <p>(ii) le titulaire n'a pas exercé ses droits pendant trois années consécutives,</p> <p>(iii) tout autre cas où il estime que l'annulation sert l'intérêt public.</p>	
<p>Application of certain provisions</p>	<p>(2) Sections 72.03 to 72.11 apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a renewal of, or an amendment to, a licence.</p>	<p>(2) Les articles 72.03 à 72.11 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du renouvellement ou de la modification d'un permis d'utilisation des eaux.</p>	<p>Application de certaines dispositions</p>
<p>Application to cancel licence</p>	<p>(3) An application to cancel a licence shall be in the form and contain the information that is,</p> <p>(a) if the licence applies with respect to a federal area, prescribed by the regulations; and</p> <p>(b) if the licence applies with respect to lands outside a federal area, required under any territorial law.</p>	<p>(3) Toute demande d'annulation d'un permis d'utilisation des eaux doit respecter, quant à sa forme et à son contenu :</p> <p>a) les modalités réglementaires, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise une zone fédérale;</p> <p>b) les modalités prévues par les règles de droit territoriales, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale.</p>	<p>Demande d'annulation</p>
<p>Approval to issue, renew, amend or cancel</p>	<p>72.13 A board may issue, renew, amend or cancel—in respect of a federal area or lands outside a federal area—a type A licence, or a type B licence in connection with which a public hearing is held by the board with respect to its issuance, renewal, amendment or cancellation, only with the approval of the federal Minister.</p>	<p>72.13 La délivrance, le renouvellement, la modification et l'annulation des permis d'utilisation des eaux ci-après visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale sont subordonnés à l'agrément du ministre fédéral :</p> <p>a) les permis de type A;</p> <p>b) les permis de type B, dans le cas où l'office tient des audiences publiques à cet égard.</p>	<p>Agrément — délivrance, renouvellement, modification et annulation de permis</p>
<p>Assignment</p>	<p>72.14 (1) Any sale or other disposition of any right, title or interest, of a licensee who holds a licence in respect of a federal area, in an appurtenant undertaking constitutes, without further action by the licensee, an assignment of the licence to the person or persons to whom the sale or other disposition is made if the assignment of the licence was authorized by a board.</p>	<p>72.14 (1) L'aliénation, notamment par vente, de droits, titres et intérêts dans une entreprise en cause d'un titulaire de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale emporte, sans autre action de la part de celui-ci, cession du permis aux personnes auxquelles est faite l'aliénation à condition que la cession soit autorisée par l'office.</p>	<p>Cession</p>

Authorization of assignment	<p>(2) A board shall authorize the assignment of a licence if it is satisfied that neither the sale or other disposition of any right, title or interest of the licensee in the appurtenant undertaking at the time, in the manner and on the terms and conditions agreed to by the licensee, nor the operation of the appurtenant undertaking by the prospective assignee would be likely to result in a contravention of, or failure to comply with, any condition of the licence or any provision of this Act or the regulations.</p>	<p>(2) L'office autorise la cession du permis d'utilisation des eaux s'il est convaincu que l'aliénation, notamment par vente, de droits, titres et intérêts du titulaire dans l'entreprise en cause, à la date, de la manière et selon les modalités acceptées par celui-ci, de même que l'exploitation de l'entreprise par le cessionnaire éventuel n'entraîneraient vraisemblablement pas de contravention à une condition du permis ou à une disposition de la présente loi ou de ses règlements.</p>	Autorisation de cession
Licence not otherwise assignable	<p>(3) Except as provided in this section, a licence in respect of a federal area is not assignable.</p>	<p>(3) Sauf dans la mesure où le prévoit le présent article, le permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale n'est pas cessible.</p>	Incessibilité sans autorisation
Optional hearing	<p style="text-align: center;"><i>Public Hearings and Procedure</i></p> <p>72.15 (1) If a board is satisfied that it would be in the public interest, it may hold a public hearing in connection with any matter relating to its objects, including, in respect of a federal area or lands outside a federal area,</p> <p>(a) the issuance or renewal of, or an amendment to, a type B licence;</p> <p>(b) an amendment to a type A licence under which neither the use, flow or quality of waters nor the term of the licence would be altered; and</p> <p>(c) the cancellation of a type B licence under subparagraph 72.12(1)(c)(i).</p>	<p style="text-align: center;"><i>Audiences publiques et procédure</i></p> <p>72.15 (1) L'office peut, s'il est convaincu qu'elles servent l'intérêt public, tenir des audiences publiques sur toute question qui relève de sa compétence et qui concerne notamment, en ce qui a trait à une zone fédérale ou à des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale :</p> <p>a) la délivrance, le renouvellement ou la modification d'un permis d'utilisation des eaux de type B;</p> <p>b) la modification d'un permis d'utilisation des eaux de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;</p> <p>c) l'annulation d'un permis d'utilisation des eaux de type B dans la situation prévue au sous-alinéa 72.12(1)c)(i).</p>	Audiences facultatives
Mandatory hearing	<p>(2) Subject to subsection (3), the board shall hold a public hearing if it is considering, in respect of a federal area,</p> <p>(a) the issuance or renewal of a type A licence;</p> <p>(b) an amendment to a type A licence under which the use, flow or quality of waters, or the term of the licence, would be altered;</p> <p>(c) the cancellation of a type A licence under paragraph 72.12(1)(c); or</p> <p>(d) the cancellation of a type B licence under subparagraph 72.12(1)(c)(ii) or (iii).</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), doivent faire l'objet d'audiences publiques :</p> <p>a) la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'utilisation des eaux de type A visant une zone fédérale;</p> <p>b) la modification d'un tel permis qui aurait des répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;</p> <p>c) l'annulation d'un tel permis dans les situations prévues à l'alinéa 72.12(1)c);</p>	Audiences obligatoires

Exception

(3) Subsection (2) does not apply

(a) if, after giving notice of a public hearing under section 72.16, the board receives no notification on or before the 10th day before the day of the proposed hearing that any person or body intends to appear and make representations and the applicant or the licensee, as the case may be, consents in writing to the disposition of the matter without a public hearing;

(b) if, in the case of a renewal of a type A licence, the licensee has filed with the board an application for renewal in accordance with the regulations made under paragraphs 90.3(1)(d) and (e) and the term of the renewal or renewals granted by the board does not exceed 60 days in the aggregate; or

(c) if, in the case of an amendment to a type A licence under which the use, flow or quality of waters would be altered, the board, with the consent of the federal Minister, declares the amendment to be required on an emergency basis.

Notice of applications

72.16 (1) Subject to subsection (4), a board shall give notice of each application made to it — in respect of a federal area or lands outside a federal area — by publishing the application in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the board considers appropriate.

Notice of public hearing

(2) Subject to subsection (4), a board shall give notice of a public hearing to be held by it by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the board considers appropriate. The day fixed for the public hearing shall be at least 35 days after the day on which the requirements of this subsection have been met.

d) l'annulation d'un permis d'utilisation des eaux de type B visant une zone fédérale dans les situations prévues aux sous-alinéas 72.12(1)c)(ii) ou (iii).

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas dans les circonstances suivantes :

a) le demandeur ou le titulaire du permis d'utilisation des eaux a accepté par écrit que l'office prenne sa décision sans audience publique, pourvu que personne, après la publication d'avis prévue à l'article 72.16, n'ait informé l'office, au plus tard le dixième jour précédant la date fixée pour l'audience, de son intention de comparaître et de présenter ses observations;

b) l'office, saisi d'une demande de renouvellement d'un permis d'utilisation des eaux de type A par le titulaire faite conformément aux règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)d) et e), ne renouvelle le permis que pour une période totale de soixante jours;

c) l'office, saisi d'une modification à un permis d'utilisation des eaux de type A qui aurait des répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau, déclare, avec le consentement du ministre fédéral, que la modification s'impose d'urgence.

72.16 (1) Sous réserve du paragraphe (4), l'office donne avis des demandes de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale qui lui sont faites par publication de celles-ci dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

(2) Sous réserve du paragraphe (4), l'office annonce ses audiences, au moins trente-cinq jours avant leur tenue, par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

5 Exception

15

Avis

35

Avis d'audition

40

Public hearing not held	(3) Subject to subsection (4), if a public hearing is not held by a board in connection with an application, the board may not act on the application until at least 10 days after the requirements of subsection (1) have been met. 5	(3) Sous réserve du paragraphe (4), dans les cas où il ne tient pas d'audience publique à son égard, l'office doit attendre au moins dix jours après s'être conformé au paragraphe (1) avant de se prononcer sur une demande. 5	Absence d'audience publique
Exception	(4) Subsections (1) to (3) do not apply in respect of an application for the amendment of a licence if a board, with the consent of the federal Minister in respect of a federal area or in accordance with any territorial law in respect of 10 lands outside a federal area, declares the amendment to be required on an emergency basis.	(4) Les paragraphes (1) à (3) ne s'appliquent pas à l'égard d'une demande de modification de permis d'utilisation des eaux lorsque l'office déclare, avec le consentement du ministre fédéral dans le cas d'une zone fédérale ou, en 10 conformité avec les règles de droit territoriales, dans le cas des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale, que la modification s'impose d'urgence.	Exception
Notice — federal area	72.17 (1) A board shall give notice of its intention to consider, on its own initiative, the 15 renewal of a licence under paragraph 72.12(1)(a), or the amendment of a condition of a licence under subparagraph 72.12(1)(b)(ii) or (iii), by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if 20 there is no such newspaper, in any other manner that the board considers appropriate.	72.17 (1) L'office annonce son intention 15 d'examiner, de sa propre initiative, la possibilité soit de renouveler un permis d'utilisation des eaux en vertu des alinéas 72.12(1)a), soit d'en modifier une condition en vertu des sous-alinéas 72.12(1)b)(ii) ou (iii), par publication d'un avis 20 dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.	Avis — zone fédérale
Notice — lands outside a federal area	(2) A board shall give notice of its intention to consider, on its own initiative, the renewal, or the amendment of a condition, of a licence in 25 respect of lands outside a federal area in accordance with any territorial law by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the 30 board considers appropriate.	(2) L'office annonce son intention d'examiner, de sa propre initiative, la possibilité soit de 25 renouveler un permis d'utilisation des eaux visant des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale en conformité avec les règles de droit territoriales, soit d'en modifier une condition en conformité avec celles-ci, par publication d'un 30 avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.	Avis — terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale
Exception	(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of an application for the amendment of a licence if a board, with the consent of the federal Minister in respect of a federal area or in 35 accordance with any territorial law in respect of lands outside a federal area, declares the amendment to be required on an emergency basis.	(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à l'égard d'une demande de modification de 35 permis d'utilisation des eaux lorsque l'office déclare, avec le consentement du ministre fédéral dans le cas d'une zone fédérale, ou, en conformité avec les règles de droit territoriales, dans le cas d'une terre située à l'extérieur d'une 40 zone fédérale, que la modification s'impose d'urgence.	Exception
Time limit — type A licence and type B licence	72.18 (1) With respect to a federal area or 40 lands outside a federal area, on an application for the issuance, renewal or amendment of a type A licence, or a type B licence in connection with which a public hearing is held, or if the board intends to consider, on its own initiative, 45	72.18 (1) L'office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisa- 45 tion des eaux de type A, ou d'un permis d'utilisation des eaux de type B qui fait l'objet d'une audience publique visant une zone	Délais — permis de type A et permis de type B

	the renewal or amendment of such a licence, the board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the board's intention is published under subsection 72.17(1) or (2).	5	fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu aux paragraphes 72.17(1) ou (2).	5	
Referral to Minister for approval	(2) If the board decides to issue, renew or amend the licence, that decision shall be immediately referred to the federal Minister for approval.	10	(2) La décision de l'office de délivrer, de renouveler ou de modifier le permis d'utilisation des eaux est renvoyée immédiatement au ministre fédéral pour agrément.	10	Renvoi de la décision pour agrément
Decision of Minister and reasons	(3) The federal Minister shall, within 45 days after the board's decision is referred to him or her, notify the board whether or not the decision is approved and, if it is not approved, provide written reasons in the notification.	15	(3) Le ministre fédéral notifie son agrément ou son refus à l'office dans les quarante-cinq jours suivant la réception de la décision. En cas de refus, il en expose les motifs par écrit.	15	Délai — agrément
Extension of time limit	(4) The federal Minister may extend the 45-day time limit by not more than an additional 45 days if he or she notifies the board of the extension within the first 45 days.		(4) Le ministre fédéral peut prolonger ce délai d'au plus quarante-cinq jours s'il en avise l'office avant l'expiration du délai.		Prolongation
Absence of decision	(5) If the federal Minister does not notify the board whether or not the decision is approved within the time limit referred to in subsection (3) or (4), whichever is applicable, the federal Minister is deemed to have given approval.	20	(5) Faute d'avoir notifié son agrément ou son refus à l'office à l'expiration du délai de quarante-cinq jours ou de quatre-vingt-dix jours, selon le cas, suivant la réception de la décision, le ministre fédéral est réputé avoir donné son agrément.	20	Absence de décision
Time limit — other type B licences	72.19 With respect to a federal area or lands outside a federal area, on an application for the issuance, renewal or amendment of a type B licence in connection with which no public hearing is held or if the board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the board's intention is published under subsection 72.17(1) or (2).	25 30 35	72.19 L'office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux de type B visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale qui ne fait pas l'objet d'une audience publique ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu aux paragraphes 72.17(1) ou (2).	25 30 35	Délais — délivrance des autres permis d'utilisation des eaux de type B
Time limit — other licences	72.2 On an application for the issuance, renewal or amendment of a licence in respect of lands outside a federal area — other than a type A or type B licence — or, if the board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the	40	72.2 L'office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux — autre qu'un permis de type A ou de type B — visant des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois	40	Délais — délivrance des autres permis d'utilisation des eaux

Day on which application is made	application is made or on which notice of the board's intention is published under subsection 72.17(2).	suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu au paragraphe 72.17(2).	Date de présentation réputée
Excluded period — information or studies	<p>72.21 An application for the issuance, renewal or amendment of a licence is considered to be made on the day on which the board is satisfied that the application is in the form, and contains all of the information,</p> <p>(a) if the licence applies with respect to a federal area, prescribed by the regulations; and</p> <p>(b) if the licence applies with respect to lands outside a federal area, required under any territorial law.</p>	<p>72.21 La demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux est réputée être présentée à la date à laquelle l'office est convaincu qu'elle respecte, quant à sa forme et à son contenu :</p> <p>a) les modalités réglementaires, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise une zone fédérale;</p> <p>b) les modalités prévues par les règles de droit territoriales, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale.</p>	Date de présentation réputée
Excluded period — environmental assessment, etc.	<p>(a) if the licence applies with respect to a federal area, prescribed by the regulations; and</p> <p>(b) if the licence applies with respect to lands outside a federal area, required under any territorial law.</p> <p>72.22 (1) If the board requires the applicant or the licensee to provide information or studies, then the period that is taken by that applicant or licensee, in the board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 or of its extension.</p> <p>(2) If the proposed use of waters or deposit of waste to which the application or the licence relates is part of a proposed development in respect of which an environmental assessment, an environmental impact review or an examination of impacts on the environment that stands in lieu of an environmental impact review is conducted under Part 5, then the period that is taken to complete that assessment, review or examination is not included in the calculation of the time limit under subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 or of its extension.</p>	<p>a) les modalités réglementaires, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise une zone fédérale;</p> <p>b) les modalités prévues par les règles de droit territoriales, dans le cas où le permis faisant l'objet de la demande vise des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale.</p> <p>72.22 (1) Dans le cas où l'office exige du demandeur ou du titulaire du permis d'utilisation des eaux qu'il lui fournisse des renseignements ou des études, la période prise, à son avis, par le demandeur ou le titulaire, pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 ou de leur prolongation.</p> <p>(2) Dans le cas où l'activité projetée — utilisation des eaux ou dépôt de déchets — visée par la demande ou le permis d'utilisation des eaux s'insère dans le cadre d'un projet de développement à propos duquel une évaluation environnementale, une étude d'impact ou un examen des répercussions environnementales qui tient lieu d'étude d'impact est effectuée sous le régime de la partie 5, la période prise pour compléter l'évaluation, l'étude ou l'examen n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 ou de leur prolongation.</p>	Période exclue des délais — renseignements ou études
Suspension of time limit	<p>72.23 A board may suspend a time limit referred to in subsection 72.18(1) or section 72.19 or 72.2 or its extension</p> <p>(a) if the board determines that the applicant is required to pay compensation, or to enter into a compensation agreement, under subsection 72.03(5), until the applicant satisfies the board that the compensation has been or will be paid or that they have entered into a compensation agreement, as the case may be;</p>	<p>72.23 L'office peut suspendre les délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 ou leur prolongation, tant que :</p> <p>a) dans le cas où l'office décide que le demandeur est tenu de payer une indemnité — ou de conclure un accord d'indemnisation — au titre du paragraphe 72.03(5), le demandeur n'a pas prouvé à l'office qu'il a payé ou qu'il paiera l'indemnité ou qu'il a conclu l'accord, selon le cas;</p>	Période exclue des délais — évaluations environnementales et études d'impact
Suspension of time limit	<p>(2) If the proposed use of waters or deposit of waste to which the application or the licence relates is part of a proposed development in respect of which an environmental assessment, an environmental impact review or an examination of impacts on the environment that stands in lieu of an environmental impact review is conducted under Part 5, then the period that is taken to complete that assessment, review or examination is not included in the calculation of the time limit under subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 or of its extension.</p>	<p>(2) Dans le cas où l'activité projetée — utilisation des eaux ou dépôt de déchets — visée par la demande ou le permis d'utilisation des eaux s'insère dans le cadre d'un projet de développement à propos duquel une évaluation environnementale, une étude d'impact ou un examen des répercussions environnementales qui tient lieu d'étude d'impact est effectuée sous le régime de la partie 5, la période prise pour compléter l'évaluation, l'étude ou l'examen n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 ou de leur prolongation.</p>	Période exclue des délais — évaluations environnementales et études d'impact
Suspension of time limit	<p>72.23 A board may suspend a time limit referred to in subsection 72.18(1) or section 72.19 or 72.2 or its extension</p> <p>(a) if the board determines that the applicant is required to pay compensation, or to enter into a compensation agreement, under subsection 72.03(5), until the applicant satisfies the board that the compensation has been or will be paid or that they have entered into a compensation agreement, as the case may be;</p>	<p>72.23 L'office peut suspendre les délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 ou leur prolongation, tant que :</p> <p>a) dans le cas où l'office décide que le demandeur est tenu de payer une indemnité — ou de conclure un accord d'indemnisation — au titre du paragraphe 72.03(5), le demandeur n'a pas prouvé à l'office qu'il a payé ou qu'il paiera l'indemnité ou qu'il a conclu l'accord, selon le cas;</p>	Suspension du délai

	<p>(b) if the board is not permitted to issue a licence except in accordance with subsection 72.05(1), until the applicant has entered into a compensation agreement under paragraph 72.05(1)(a) or until a determination of compensation has been made under paragraph 72.05(1)(b), as the case may be;</p> <p>(c) if the board is not permitted to issue a licence with respect to lands outside a federal area except in accordance with any compensation requirement under any territorial law, until the requirement has been fulfilled; or</p> <p>(d) if the board determines that the applicant is required to enter into a compensation agreement under section 77 or 79.1, until the applicant satisfies the board that they have done so or the board has determined, under section 79 or 79.3, the compensation payable by the applicant.</p>	<p>b) dans le cas où l'office ne peut délivrer un permis qu'en conformité avec le paragraphe 72.05(1), le demandeur n'a pas conclu un accord d'indemnisation en application de l'alinéa 72.05(1)a) ou qu'une indemnité n'a pas été fixée en vertu de l'alinéa 15.1(1)b) de cette loi, selon le cas;</p> <p>c) dans le cas où l'office ne peut délivrer un permis visant des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale qu'en conformité avec toute exigence requise en matière d'indemnité en application des règles de droit territoriales, cette exigence n'a pas été satisfaite;</p> <p>d) dans le cas où l'office décide que le demandeur est tenu de conclure un accord d'indemnisation au titre des articles 77 ou 79.1, le demandeur n'a pas prouvé à l'office qu'il l'a conclu ou l'office n'a pas fixé l'indemnité prévue aux articles 79 ou 79.3.</p>	
Extension of time limit by federal Minister	<p>72.24 (1) The federal Minister may, at the request of the board, extend the time limit referred to in subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the issuance, renewal or amendment of the licence.</p>	<p>72.24 (1) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'office, prolonger d'au plus deux mois les délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 pour tenir compte des circonstances particulières de la délivrance, du renouvellement ou de la modification du permis d'utilisation des eaux en cause.</p>	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	<p>(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (1) any number of times.</p>	<p>(2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu paragraphe (1).</p>	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Reasons—decisions and orders	<p>72.25 A board shall issue, and make available to the public, written reasons for its decisions or orders relating to any licence, or any application for a licence, in respect of a federal area or lands outside a federal area.</p>	<p>72.25 L'office motive par écrit et met à la disposition du public toutes les décisions ou ordonnances qu'il rend concernant un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou une demande visant un tel permis.</p>	Motifs—décisions et ordonnances
	<p><i>Rights and Duties of Licensees and Others With Authorizations to Use Waters</i></p>	<p><i>Droits et obligations des titulaires de permis d'utilisation des eaux et autres autorisations d'utilisation des eaux</i></p>	
Precedence	<p>72.26 (1) If more than one person has a licence, or other authorization to use waters issued by any authority responsible for the management of waters in the Northwest Territories or in Nunavut, in respect of a federal area, the person who first applied is entitled to the use</p>	<p>72.26 (1) Lorsque plus d'une personne est titulaire d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou d'une autre autorisation d'utilisation des eaux visant une telle zone délivrée par une autorité ayant compétence pour la gestion des eaux dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, celle qui a présenté</p>	Priorité

	<p>of the waters in accordance with that person's licence or authorization in precedence over the other persons.</p>	<p>sa demande en premier lieu a priorité sur les autres quant à l'utilisation des eaux visée par son permis ou son autorisation.</p>	
<p>Amendments to a licence or authorization</p>	<p>(2) Subsection (1) applies, with any modifications that the circumstances require, in respect of any rights a person acquires through an amendment to that person's licence or authorization.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des droits acquis par un titulaire grâce à la modification de son permis ou de son autorisation.</p>	<p>Modifications d'un permis ou d'une autorisation</p>
<p>Renewal or assignment of a licence or authorization</p>	<p>(3) Subject to subsection (2), a licence or authorization that has been renewed or assigned shall, for the purposes of this section, be deemed to be a continuation of the original licence or authorization.</p>	<p>(3) Pour l'application du présent article et sous réserve du paragraphe (2), le permis ou l'autorisation renouvelé ou ayant fait l'objet d'une cession est assimilé au permis ou à l'autorisation original.</p>	<p>Renouvellement ou cession d'un permis ou d'une autorisation</p>
<p>Right to sue for compensation</p>	<p>72.27 (1) Except as otherwise provided by a compensation agreement referred to in subparagraph 72.03(5)(a)(ii), a person who is adversely affected as a result of the issuance of a licence in respect of a federal area or a use of waters or deposit of waste authorized by regulations made under paragraph 90.3(1)(m) or (n) is entitled to be compensated by the licensee, authorized user or authorized waste depositor in respect of that adverse effect, and may sue for and recover any such compensation in any court of competent jurisdiction.</p>	<p>72.27 (1) Sauf entente contraire par l'accord d'indemnisation visé au sous-alinéa 72.03(5)a(ii), les personnes qui subissent un préjudice du fait de la délivrance d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou de l'utilisation des eaux ou du dépôt de déchets autorisé par règlement pris en vertu des alinéas 90.3(1)m) ou n) ont droit à une indemnisation du titulaire du permis, de l'utilisateur agréé ou de la personne autorisée à déposer des déchets pour tout préjudice qu'elles subissent de ce fait et peuvent en poursuivre le recouvrement devant tout tribunal compétent.</p>	<p>Droit de réclamation</p>
<p>Rights protected</p>	<p>(2) A person is not barred from exercising any rights conferred by subsection (1) merely because of having been paid the compensation referred to in subsection 72.03(5), or because of having been paid compensation under paragraph 72.11(2)(a) or under a compensation agreement referred to in subparagraph 72.03(5)(a)(ii).</p>	<p>(2) Le fait d'avoir déjà reçu une indemnité dans le cadre du paragraphe 72.03(5) ou de l'alinéa 72.11(2)a) ou en vertu de l'accord visé au sous-alinéa 72.03(5)a(ii) ne fait pas obstacle à l'exercice des droits prévus au paragraphe (1).</p>	<p>Protection des droits</p>
<p>Copies of licences</p>	<p>72.28 A board shall provide the territorial Minister with copies of licences issued under this Part and of any decisions and orders relating to such licences.</p>	<p>72.28 L'office fournit au ministre territorial une copie des permis d'utilisation des eaux qui sont délivrés sous le régime de la présente partie et de toute décision ou ordonnance rendue relativement à ceux-ci.</p>	<p>Copie des permis d'utilisation des eaux</p>
<p>Issuance</p>	<p>146. (1) Subsection 72.03(1) of the Act is replaced by the following: 72.03 (1) Subject to this section, the Board may issue, in accordance with the criteria set out in the regulations made under paragraph 90.3(1)(c), type A licences and type B licences permitting the applicant for the licence, on payment of the fees prescribed by regulations</p>	<p>146. (1) Le paragraphe 72.03(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 72.03 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, l'Office peut délivrer, en conformité avec les critères énoncés dans les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)c), des permis d'utilisation des eaux de type A ou de type B autorisant, aux conditions qui y sont</p>	<p>Délivrance</p>

made under paragraph 90.3(1)(k), at the times and in the manner prescribed by any applicable regulations made under subparagraph 90.3(1)(l) or, in the absence of such regulations, at the times and in the manner set out in the licence, to use waters or deposit waste, or both, in a federal area in connection with the operation of an appurtenant undertaking and in accordance with the conditions specified in the licence.

(2) Subsections 72.03(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

Specific uses

(3) The Board shall not issue a licence in respect of a use of waters referred to in subsection 72(2).

Refusal to issue

(4) The Board shall not refuse to issue a licence merely because the use of waters or deposit of waste in respect of which the application for the licence is made is already authorized by regulations made under paragraph 90.3(1)(m) or (n).

(3) The portion of subsection 72.03(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Conditions for issue

(5) The Board shall not issue a licence in respect of a federal area unless the applicant satisfies the Board that

(4) The portion of paragraph 72.03(5)(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(b) compensation that the Board considers appropriate has been or will be paid by the applicant to any other applicant who is described in clause (a)(i)(B) but to whom paragraph (a) does not apply, and to any of the following who were licensees, users, depositors, owners, occupiers or holders, whether in or outside the federal area to which the application relates, at the time when the applicant filed an application with the Board in accordance with the regulations made under paragraphs 90.3(1)(d) and (e), who would be adversely affected by the use of waters or the deposit of waste proposed by the applicant, and who have notified the Board within the time period stipulated in the notice of the application given under subsection 72.16(1):

fixées et sur paiement des droits d'utilisation fixés par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)k, les demandeurs à utiliser les eaux ou à déposer des déchets, ou les deux, dans une zone fédérale, aux dates et de la manière prévues soit par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)l soit, à défaut, par le permis, pour l'exploitation de l'entreprise en cause.

(2) Les paragraphes 72.03(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) L'Office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux à l'égard des utilisations des eaux mentionnées au paragraphe 72(2).

(4) L'Office ne peut refuser de délivrer un permis d'utilisation des eaux au seul motif que les règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)m ou n) autorisent déjà l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets en cause.

(3) Le passage du paragraphe 72.03(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(5) L'Office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale que si le demandeur lui prouve :

(4) Le passage de l'alinéa 72.03(5)b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) qu'une indemnité appropriée a été ou sera payée par le demandeur aux autres demandeurs mentionnés à la division a)(i)(B) mais auxquels l'alinéa a) ne s'applique pas ainsi qu'aux personnes, qu'elles soient ou non dans la zone fédérale visée par la demande, qui ont notifié l'Office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci en application du paragraphe 72.16(1) et à qui nuirait l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté, si, au moment de la demande faite conformément aux règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)d) et e), ces personnes étaient :

Utilisations spécifiques

Refus

Conditions

(5) Subparagraphs 72.03(5)(c)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:

- (i) water quality standards prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(h) or, in the absence of such regulations, any water quality standards that the Board considers acceptable, and
- (ii) effluent standards prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(i) or, in the absence of such regulations, any effluent standards that the Board considers acceptable; and

(6) The portion of subsection 72.03(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(6) In determining the compensation that is appropriate for the purpose of paragraph (5)(b), the Board shall consider all relevant factors, including

147. (1) The portion of subsection 72.04(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

72.04 (1) Subject to this Act and its regulations, the Board may include in a licence in respect of a federal area any conditions that it considers appropriate, including conditions

(2) The portion of subsection 72.04(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) In fixing the conditions of a licence, the Board shall make all reasonable efforts to minimize any adverse effects of the issuance of the licence on any of the following who would be adversely affected by the use of waters or deposit of waste proposed by the applicant, and who have notified the Board within the time period stipulated in the notice of the application given under subsection 72.16(1), whether they are in or outside the federal area to which the application relates, at the time when the Board is considering the fixing of those conditions:

(3) Subsections 72.04(3) to (5) of the English version of the Act are replaced by the following:

(5) Les sous-alinéas 72.03(5)c(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- (i) les normes de qualité des eaux fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)h) ou, à défaut, celles que l'Office juge acceptables,
- (ii) les normes relatives à la qualité des effluents fixées par règlement pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)i) ou, à défaut, celles que l'Office juge acceptables;

(6) Le passage du paragraphe 72.03(6) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(6) Pour déterminer l'indemnité appropriée pour l'application de l'alinéa (5)b), l'Office tient compte de tous les facteurs pertinents, notamment :

147. (1) Le passage du paragraphe 72.04(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

72.04 (1) Sous réserve de la présente loi et de ses règlements, l'Office peut assortir le permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale des conditions qu'il juge indiquées, notamment en ce qui touche :

(2) Le passage du paragraphe 72.04(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Le cas échéant, l'Office s'efforce, dans la mesure du possible, de minimiser les effets négatifs des conditions — du fait de l'utilisation des eaux ou du dépôt de déchets projeté — sur les personnes mentionnées aux alinéas a) à h) qui ont notifié l'Office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci en application du paragraphe 72.16(1), qu'elles soient ou non, à ce moment, dans la zone fédérale visée par la demande :

(3) Les paragraphes 72.04(3) à (4) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Factors in determining compensation

Facteurs de détermination de l'indemnité

Conditions

Conditions

Board to minimize adverse effects

Décision de l'Office

Conditions relating to waste

(3) If the Board issues a licence in respect of a federal area whose waters form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of the regulations made under paragraph 18(2)(a) of that Act with respect to those waters.

(3) If the Board issues a licence in respect of a federal area whose waters form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of the regulations made under paragraph 18(2)(a) of that Act with respect to those waters.

Conditions relating to waste

Non-application of regulations under *Canada Water Act*

(4) If the Board issues a licence in respect of a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*,

(4) If the Board issues a licence in respect of a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*,

Non-application of regulations under *Canada Water Act*

(a) if any regulations made under paragraph 90.3(1)(h) are in force for those waters, the Board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are not based on the water quality standards prescribed for those waters by those regulations; and

(a) if any regulations made under paragraph 90.3(1)(h) are in force for those waters, the Board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are not based on the water quality standards prescribed for those waters by those regulations; and

(b) if any regulations made under paragraph 90.3(1)(i) are in force for those waters, the Board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the effluent standards prescribed in relation to those waters by those regulations.

(b) if any regulations made under paragraph 90.3(1)(i) are in force for those waters, the Board is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the effluent standards prescribed in relation to those waters by those regulations.

Application of *Fisheries Act*

(5) If the Board issues a licence in respect of a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*, and to which any regulations made under subsection 36(5) of the *Fisheries Act* apply, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of those regulations that relate to the deposit of deleterious substances as defined in subsection 34(1) of that Act.

(5) If the Board issues a licence in respect of a federal area whose waters do not form part of a water quality management area designated under the *Canada Water Act*, and to which any regulations made under subsection 36(5) of the *Fisheries Act* apply, it is not permitted to include in the licence any conditions relating to the deposit of waste in those waters that are less stringent than the provisions of those regulations that relate to the deposit of deleterious substances as defined in subsection 34(1) of that Act.

Application of *Fisheries Act*

148. (1) The portion of subsection 72.05(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

148. (1) Le passage du paragraphe 72.05(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Inuit-owned land

72.05 (1) The Board shall not issue a licence in respect of a use of waters or a deposit of waste in a federal area that may substantially alter the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land, unless

72.05 (1) L'Office ne peut délivrer de permis d'utilisation des eaux à l'égard d'une activité—utilisation des eaux ou dépôt de déchets dans une zone fédérale—susceptible

Terres inuites

d'altérer sensiblement la qualité, la quantité ou le débit des eaux traversant une terre inuite que dans les cas suivants :

(2) Subparagraph 72.05(1)(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) on the request of the applicant or the designated Inuit organization, the Board has made a joint determination of the appropriate compensation with the Nunavut Water Board, or

(3) Subparagraph 72.05(1)(b)(ii) of the English version of the Act is replaced by the following:

(ii) if the Board and the Nunavut Water Board are unable to jointly determine compensation, a judge of the Nunavut Court of Justice has determined the compensation.

149. Section 72.06 of the Act is replaced by the following:

72.06 The Board shall not consider a request referred to in subparagraph 72.05(1)(b)(i) unless the requester has negotiated in good faith and has been unable to reach an agreement.

150. Subsection 72.1(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The Board shall require an applicant for a licence to provide the Board with the information and studies concerning the use of waters or deposit of waste proposed by the applicant that will enable the Board to evaluate any qualitative and quantitative effects of the use or deposit on waters.

151. Subsection 72.11(1) of the Act is replaced by the following:

72.11 (1) The Board may require an applicant for a licence that is to apply with respect to a federal area, a holder of such a licence or a prospective assignee of such a licence to furnish and maintain security with the federal Minister, in an amount specified in, or determined in accordance with, the regulations made under paragraph 90.3(1)(g) and in a form prescribed by those regulations or a form satisfactory to the federal Minister.

(2) Le sous-alinéa 72.05(1)(b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) soit l'Office a, à la requête de l'une ou l'autre des parties et conjointement avec l'Office des eaux du Nunavut, fixé une indemnité convenable,

(3) Le sous-alinéa 72.05(1)(b)(ii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) if the Board and the Nunavut Water Board are unable to jointly determine compensation, a judge of the Nunavut Court of Justice has determined the compensation.

149. L'article 72.06 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

72.06 L'Office n'examine la requête visée au sous-alinéa 72.05(1)(b)(i) que si le requérant a tenté, de bonne foi mais sans succès, de négocier un accord d'indemnisation.

150. Le paragraphe 72.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'Office doit exiger du demandeur qu'il lui communique les renseignements et les études relatives à l'utilisation des eaux ou au dépôt de déchets projeté qui lui permettront d'évaluer les effets qualitatifs et quantitatifs sur les eaux.

151. Le paragraphe 72.11(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

72.11 (1) L'Office peut exiger du demandeur ou du titulaire d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale, ou d'un éventuel cessionnaire d'un tel permis, qu'il fournisse une garantie au ministre fédéral — et qu'il la maintienne en permanence au même montant — pour le montant prévu par les règlements pris en vertu de l'alinéa 90.3(1)(g) ou déterminé en conformité avec ceux-ci et en la forme qui y est prévue ou que le ministre fédéral juge acceptable.

Negotiation to be in good faith

Information and studies

Security — federal area

5

5

10

15

20

25

30

35

40

Négociation de bonne foi

Renseignements et études

Demande de garantie — zone fédérale

152. (1) The portion of subsection 72.12(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Renewal,
amendment and
cancellation

72.12 (1) Subject to subsections (2) and (3), the Board may

(2) The portion of paragraph 72.12(1)(a) of the English version of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) renew a licence, if the licensee applies for its renewal or if the renewal appears to the Board to be in the public interest, with or without changes to its conditions, for a term

(3) Subparagraph 72.12(1)(b)(iii) of the English version of the Act is replaced by the following:

(iii) in any other case, if the amendment appears to the Board to be in the public interest; and

(4) Subparagraph 72.12(1)(c)(iii) of the English version of the Act is replaced by the following:

(iii) in any other case, if the cancellation appears to the Board to be in the public interest.

153. Section 72.13 of the Act is replaced by the following:

Approval to
issue, renew,
amend or cancel

72.13 The Board may issue, renew, amend or cancel—in respect of a federal area or lands outside a federal area—a type A licence, or a type B licence in connection with which a public hearing is held by the Board with respect to its issuance, renewal, amendment or cancellation, only with the approval of the federal Minister.

154. (1) Subsection 72.14(1) of the Act is replaced by the following:

Assignment

72.14 (1) Any sale or other disposition of any right, title or interest, of a licensee who holds a licence in respect of a federal area, in an appurtenant undertaking constitutes, without further action by the licensee, an assignment of the licence to the person or persons to whom

152. (1) Le passage du paragraphe 72.12(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

72.12 (1) Sous réserve des paragraphes (2) 5 et (3), l'Office peut :

(2) Le passage de l'alinéa 72.12(1)a) de la version anglaise de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

(a) renew a licence, if the licensee applies for its renewal or if the renewal appears to the Board to be in the public interest, with or without changes to its conditions, for a term

(3) Le sous-alinéa 72.12(1)b)(iii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) in any other case, if the amendment appears to the Board to be in the public interest; and

(4) Le sous-alinéa 72.12(1)c)(iii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) in any other case, if the cancellation appears to the Board to be in the public interest.

153. L'alinéa 72.13b) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

b) les permis de type B, dans le cas où l'Office tient des audiences publiques à cet égard.

154. (1) Le paragraphe 72.14(1) de la 30 même loi est remplacé par ce qui suit :

72.14 (1) L'aliénation, notamment par vente, de droits, titres et intérêts dans une entreprise en cause d'un titulaire de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale emporte, sans autre action de la part de celui-ci, cession du permis aux personnes auxquelles est faite l'aliénation à condition que la cession soit autorisée par l'Office.

Renouvellement,
modification et
annulation

15

25

35

Cession

the sale or other disposition is made if the assignment of the licence was authorized by the Board.

(2) Subsection 72.14(2) of the Act is replaced by the following:

Authorization of assignment

(2) The Board shall authorize the assignment of a licence if it is satisfied that neither the sale or other disposition of any right, title or interest of the licensee in the appurtenant undertaking at the time, in the manner and on the terms and conditions agreed to by the licensee, nor the operation of the appurtenant undertaking by the prospective assignee would be likely to result in a contravention of, or failure to comply with, any condition of the licence or any provision of this Act or the regulations.

155. (1) The portion of subsection 72.15(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Optional hearing

72.15 (1) If the Board is satisfied that it would be in the public interest, it may hold a public hearing in connection with any matter relating to its objects, including, in respect of a federal area or lands outside a federal area,

(2) The portion of subsection 72.15(2) of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Mandatory hearing

(2) Subject to subsection (3), the Board shall hold a public hearing if it is considering, in respect of a federal area,

(3) Paragraphs 72.15(3)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:

(a) if, after giving notice of a public hearing under section 72.16, the Board receives no notification on or before the 10th day before the day of the proposed hearing that any person or body intends to appear and make representations and the applicant or the licensee, as the case may be, consents in writing to the disposition of the matter without a public hearing;

(b) if, in the case of a renewal of a type A licence, the licensee has filed with the Board an application for renewal in accordance with

(2) Le paragraphe 72.14(2) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :

(2) L'Office autorise la cession du permis d'utilisation des eaux s'il est convaincu que l'aliénation, notamment par vente, de droits, titres et intérêts du titulaire dans l'entreprise en cause, à la date, de la manière et selon les modalités acceptées par celui-ci, de même que l'exploitation de l'entreprise par le cessionnaire éventuel n'entraîneraient vraisemblablement pas de contravention à une condition du permis ou à une disposition de la présente loi ou de ses règlements.

155. (1) Le passage du paragraphe 72.15(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

72.15 (1) L'Office peut, s'il est convaincu qu'elles servent l'intérêt public, tenir des audiences publiques sur toute question qui relève de sa compétence et qui concerne notamment, en ce qui a trait à une zone fédérale ou à des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale :

(2) Le passage du paragraphe 72.15(2) de la version anglaise de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Subject to subsection (3), the Board shall hold a public hearing if it is considering, in respect of a federal area,

(3) Les alinéas 72.15(3)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) le demandeur ou le titulaire du permis d'utilisation des eaux a accepté par écrit que l'Office prenne sa décision sans audience publique, pourvu que personne, après la publication d'avis prévue à l'article 72.16, n'ait informé l'Office, au plus tard le dixième jour précédant la date fixée pour l'audience, de son intention de comparaître et de présenter ses observations;

b) l'Office, saisi d'une demande de renouvellement d'un permis d'utilisation des eaux de type A par le titulaire faite conformément

Autorisation de cession

Audiences facultatives

Mandatory hearing

the regulations made under paragraphs 90.3(1)(d) and (e) and the term of the renewal or renewals granted by the Board does not exceed 60 days in the aggregate; or

(c) if, in the case of an amendment to a type A licence under which the use, flow or quality of waters would be altered, the Board, with the consent of the federal Minister, declares the amendment to be required on an emergency basis.

156. Sections 72.16 to 72.2 of the Act are replaced by the following:

72.16 (1) Subject to subsection (4), the Board shall give notice of each application made to it—in respect of a federal area or lands outside a federal area—by publishing the application in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the Board considers appropriate.

(2) Subject to subsection (4), the Board shall give notice of a public hearing to be held by it by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is not such a newspaper, in any other manner that the Board considers appropriate. The day fixed for the public hearing shall be at least 35 days after the day on which the requirements of this subsection have been met.

(3) Subject to subsection (4), if a public hearing is not held by the Board in connection with an application, the Board may not act on the application until at least 10 days after the requirements of subsection (1) have been met.

(4) Subsections (1) to (3) do not apply in respect of an application for the amendment of a licence if the Board, with the consent of the federal Minister in respect of a federal area or in accordance with any territorial law in respect of lands outside a federal area, declares the amendment to be required on an emergency basis.

72.17 (1) The Board shall give notice of its intention to consider, on its own initiative, the renewal of a licence under paragraph 72.12(1)(a), or the amendment of a condition

aux règlements pris en vertu des alinéas 90.3(1)d) et e), ne renouvelle le permis que pour une période totale de soixante jours;

c) l'Office, saisi d'une modification à un permis d'utilisation des eaux de type A qui aurait des répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau, déclare, avec le consentement du ministre fédéral, que la modification s'impose d'urgence.

156. Les articles 72.16 à 72.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

72.16 (1) Sous réserve du paragraphe (4), l'Office donne avis des demandes de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale qui lui sont faites par publication de celles-ci dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

(2) Sous réserve du paragraphe (4), l'Office annonce ses audiences, au moins trente-cinq jours avant leur tenue, par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), dans les cas où il ne tient pas d'audience publique à son égard, l'Office doit attendre au moins dix jours après s'être conformé au paragraphe (1) avant de se prononcer sur une demande.

(4) Les paragraphes (1) à (3) ne s'appliquent pas à l'égard d'une demande de modification de permis d'utilisation des eaux lorsque l'Office déclare, avec le consentement du ministre fédéral dans le cas d'une zone fédérale ou, en conformité avec les règles de droit territoriales, dans le cas des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale, que la modification s'impose d'urgence.

72.17 (1) L'Office annonce son intention d'examiner, de sa propre initiative, la possibilité soit de renouveler un permis d'utilisation des eaux en vertu de l'alinéa 72.12(1)a), soit d'en

Notice of applications

Notice of public hearing

Public hearing not held

Exception

Notice—Board's initiative

Avis

Avis d'audition

Absence d'audience publique

Exception

Avis—initiative de l'Office

of a licence under subparagraph 72.12(1)(b)(ii) or (iii), by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is not such a newspaper, in any other manner that the Board considers appropriate.

Notice— lands outside a federal area

(2) The Board shall give notice of its intention to consider, on its own initiative, the renewal, or the amendment of a condition, of a licence in respect of lands outside a federal area in accordance with any territorial law by publishing a notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in any other manner that the Board considers appropriate.

Exception

(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of an application for the amendment of a licence if the Board, with the consent of the federal Minister in respect of a federal area or in accordance with any territorial law in respect of lands outside a federal area, declares the amendment to be required on an emergency basis.

Time limit— type A licence and type B licence

72.18 (1) With respect to a federal area or lands outside a federal area, on an application for the issuance, renewal or amendment of a type A licence, or a type B licence in connection with which a public hearing is held, or if the Board intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the Board shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the Board's intention is published under subsection 72.17(1) or (2).

Referral to Minister for approval

(2) If the Board decides to issue, renew or amend the licence, that decision shall be immediately referred to the federal Minister for approval.

Decision of Minister and reasons

(3) The federal Minister shall, within 45 days after the Board's decision is referred to him or her, notify the Board whether or not the decision is approved and, if it is not approved, provide written reasons in the notification.

modifier une condition en vertu des sous-alinéas 72.12(1)*b*(ii) ou (iii) par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

5

(2) L'Office annonce son intention d'examiner, de sa propre initiative, la possibilité soit de renouveler un permis d'utilisation des eaux visant des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale en conformité avec les règles de droit territoriales, soit d'en modifier une condition en conformité avec celles-ci, par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué.

Avis— terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale

15

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à l'égard d'une demande de modification de permis d'utilisation des eaux lorsque l'Office déclare, avec le consentement du ministre fédéral dans le cas d'une zone fédérale, ou, en conformité avec les règles de droit territoriales, dans le cas d'une terre située à l'extérieur d'une zone fédérale, que la modification s'impose d'urgence.

Exception

72.18 (1) L'Office rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux de type A, ou d'un permis d'utilisation des eaux de type B qui fait l'objet d'une audience publique visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu aux paragraphes 72.17(1) ou (2).

Délais— permis de type A et permis de type B

25

(2) La décision de l'Office de délivrer, de renouveler ou de modifier le permis d'utilisation des eaux est renvoyée immédiatement au ministre fédéral pour agrément.

Renvoi de la décision pour agrément

40

(3) Le ministre fédéral notifie à l'Office son agrément ou son refus dans les quarante-cinq jours suivant la réception de la décision. En cas de refus, il en expose les motifs par écrit.

Délai— agrément

45

Extension of time limit	(4) The federal Minister may extend the 45-day time limit by not more than an additional 45 days if he or she notifies the <u>Board</u> of the extension within the first 45 days.	(4) Le ministre fédéral peut prolonger ce délai d'au plus quarante-cinq jours s'il en avise l' <u>Office</u> avant l'expiration du délai.	Prolongation
Absence of decision	(5) If the federal Minister does not notify the <u>Board</u> whether or not the decision is approved within the time limit referred to in subsection (3) or (4), whichever is applicable, the federal Minister is deemed to have given approval.	(5) Faute d'avoir notifié à l' <u>Office</u> son agrément ou son refus à l'expiration du délai de quarante-cinq jours ou de quatre-vingt-dix jours, selon le cas, suivant la réception de la décision, le ministre fédéral est réputé avoir donné son agrément.	Absence de décision
Time limit — other type B licences	72.19 With respect to a federal area or lands outside a federal area, on an application for the issuance, renewal or amendment of a type B licence in connection with which no public hearing is held or if the <u>Board</u> intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the <u>Board</u> shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the <u>Board's</u> intention is published under subsection 72.17(1) or (2).	72.19 L' <u>Office</u> rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux de type B visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale qui ne fait pas l'objet d'une audience publique ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu aux paragraphes 72.17(1) ou (2).	Délais — délivrance des autres permis d'utilisation des eaux de type B
Time limit — other licences	72.2 On an application for the issuance, renewal or amendment of a licence in respect of lands outside a federal area — other than a type A or type B licence — or, if the <u>Board</u> intends to consider, on its own initiative, the renewal or amendment of such a licence, the <u>Board</u> shall make a decision within a period of nine months after the day on which the application is made or on which notice of the <u>Board's</u> intention is published under subsection 72.17(2).	72.2 L' <u>Office</u> rend sa décision à l'égard d'une demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux — autre qu'un permis de type A ou de type B — visant des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou de l'examen, de sa propre initiative, du renouvellement ou de la modification d'un tel permis dans les neuf mois suivant la date de présentation de la demande ou de la publication de l'avis prévu au paragraphe 72.17(2).	Délais — délivrance des autres permis d'utilisation des eaux
Day on which application is made	157. The portion of section 72.21 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	157. Le passage de l'article 72.21 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	
	72.21 An application for the issuance, renewal or amendment of a licence is considered to be made on the day on which the <u>Board</u> is satisfied that the application is in the form, and contains all of the information,	72.21 La demande de délivrance, de renouvellement ou de modification d'un permis d'utilisation des eaux est réputée être présentée à la date à laquelle l' <u>Office</u> est convaincu qu'elle respecte, quant à sa forme et à son contenu :	Date de présentation réputée
	158. Subsection 72.22(1) of the Act is replaced by the following:	158. Le paragraphe 72.22(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Excluded period — information or studies	72.22 (1) If the <u>Board</u> requires the applicant or the licensee to provide information or studies, then the period that is taken by that applicant or licensee, in the <u>Board's</u> opinion, to comply with	72.22 (1) Dans le cas où l' <u>Office</u> exige du demandeur ou du titulaire du permis d'utilisation des eaux qu'il lui fournisse des renseignements ou des études, la période prise, à son avis,	Période exclue des délais — renseignements ou études

the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 or of its extension.

159. Section 72.23 of the Act is replaced by the following:

Suspension of time limit

72.23 The Board may suspend a time limit referred to in subsection 72.18(1) or section 72.19 or 72.2 or its extension

(a) if the Board determines that the applicant is required to pay compensation, or to enter into a compensation agreement, under subsection 72.03(5), until the applicant satisfies the Board that the compensation has been or will be paid or that they have entered into a compensation agreement, as the case may be;

(b) if the Board is not permitted to issue a licence except in accordance with subsection 72.05(1), until the applicant has entered into a compensation agreement under paragraph 72.05(1)(a) or until a determination of compensation has been made under paragraph 72.05(1)(b), as the case may be;

(c) if the Board is not permitted to issue a licence with respect to lands outside a federal area except in accordance with any compensation requirement under any territorial law, until the requirement has been fulfilled; or

(d) if the Board determines that the applicant is required to enter into a compensation agreement under section 77 or 79.1, until the applicant satisfies the Board that they have done so or the Board has determined, under section 79 or 79.3, the compensation payable by the applicant.

160. Subsection 72.24(1) of the Act is replaced by the following:

Extension of time limit by federal Minister

72.24 (1) The federal Minister may, at the request of the Board, extend the time limit referred to in subsection 72.18(1), section 72.19 or 72.2 by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the issuance, renewal or amendment of the licence.

par le demandeur ou le titulaire, pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul des délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 ou de leur prolongation.

159. L'article 72.23 de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :

72.23 L'Office peut suspendre les délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 ou leur prolongation, tant que :

a) dans le cas où l'Office décide que le 10 demandeur est tenu de payer une indemnité—ou de conclure un accord d'indemnisation—au titre du paragraphe 72.03(5), le demandeur n'a pas prouvé à l'Office qu'il a payé ou qu'il paiera l'indemnité ou qu'il a conclu l'accord, selon le cas;

b) dans le cas où l'Office ne peut délivrer un permis qu'en conformité avec le paragraphe 72.05(1), le demandeur n'a pas conclu un accord d'indemnisation en application de 20 l'alinéa 72.05(1)a) ou qu'une indemnité n'a pas été fixée en vertu de l'alinéa 15.1(1)b) de cette loi, selon le cas;

c) dans le cas où l'Office ne peut délivrer un permis visant des terres situées à l'extérieur 25 d'une zone fédérale qu'en conformité avec toute exigence requise en matière d'indemnité en application des règles de droit territoriales, cette exigence n'a pas été satisfaite; 30

d) dans le cas où l'Office décide que le demandeur est tenu de conclure un accord d'indemnisation au titre des articles 77 ou 79.1, le demandeur n'a pas prouvé à l'Office qu'il l'a conclu ou l'Office n'a pas fixé 35 l'indemnité prévue aux articles 79 ou 79.3.

160. Le paragraphe 72.24(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

72.24 (1) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux 40 mois les délais prévus au paragraphe 72.18(1) et aux articles 72.19 ou 72.2 pour tenir compte des circonstances particulières de la délivrance, du renouvellement ou de la modification du permis d'utilisation des eaux en cause. 45

Suspension du délai

Prolongation du délai par le ministre fédéral

161. Section 72.25 of the Act is replaced by the following:

72.25 The Board shall issue, and make available to the public, written reasons for its decisions or orders relating to any licence, or any application for a licence, in respect of a federal area or lands outside a federal area.

Reasons—
decisions
and orders

162. Section 72.28 of the Act is replaced by the following:

72.28 The Board shall provide the territorial Minister with copies of licences issued under this Part and of any decisions and orders relating to such licences.

Copies of
licences

163. Sections 73 and 74 of the Act are replaced by the following:

73. (1) Despite sections 72 and 72.01 or any territorial law, the Gwich'in and Sahtu First Nations have the right to use waters or to deposit waste without a licence for purposes of trapping and non-commercial wildlife harvesting other than trapping, for purposes of transportation related to those activities and for traditional heritage, cultural and spiritual purposes.

2005, c. 1, s. 39

Use without
licence

(2) Despite sections 72 and 72.01 or any territorial law—and subject to any applicable Tlicho laws and, in relation to waters that are on settlement lands, any limitations under the applicable land claim agreement that are of the same type as those that apply in relation to waters on Tlicho lands—Tlicho citizens have the right to use water in the part of Monfwi Gogha De Niitlee that is in the Northwest Territories without a licence, for purposes of wildlife harvesting under 10.1.1 of chapter 10 of the Tlicho Agreement, for purposes of transportation related to such wildlife harvesting and for heritage, cultural or spiritual purposes of the Tlicho First Nation.

Use without
licence—Tlicho
citizens

74. Despite section 7.1, the Gwich'in and Sahtu First Nations have the exclusive right to the use of waters when on or flowing through

Exclusive right

161. L'article 72.25 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

72.25 L'Office motive par écrit et met à la disposition du public toutes les décisions ou ordonnances qu'il rend concernant un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou des terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale ou une demande visant un tel permis.

Motifs—
décisions et
ordonnances

162. L'article 72.28 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

72.28 L'Office fournit au ministre territorial une copie des permis d'utilisation des eaux qui sont délivrés sous le régime de la présente partie et de toute décision ou ordonnance rendue relativement à ceux-ci.

10

Copie des
permis
d'utilisation
des eaux

163. Les articles 73 et 74 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

73. (1) Malgré les articles 72 et 72.01 ou les règles de droit territoriales, les premières nations des Gwich'in et du Sahtu ont le droit d'utiliser les eaux ou de déposer des déchets, sans permis d'utilisation des eaux, soit pour leurs activités de piégeage, soit pour toute autre forme d'exploitation—à des fins non commerciales toutefois—des ressources fauniques, soit en core pour les activités de transport s'y rattachant ou à des fins patrimoniales, culturelles et spirituelles traditionnelles.

15

2005, ch. 1,
art. 39

Utilisation sans
permis

(2) Malgré les articles 72 et 72.01 ou les règles de droit territoriales, tout citoyen tlicho a le droit d'utiliser les eaux se trouvant dans la partie du Monfwi gogha de niitlee comprise dans les Territoires du Nord-Ouest, sans permis d'utilisation des eaux, pour l'exploitation des ressources fauniques au titre de l'article 10.1.1 de l'accord tlicho, pour les activités de transport s'y rattachant ou à des fins patrimoniales, culturelles ou spirituelles propres à la première nation tlicho, sous réserve de toute loi tlicho applicable et, s'agissant des eaux se trouvant sur des terres désignées, des limites prévues dans l'accord de revendication applicable qui sont analogues aux limites relatives aux eaux se trouvant sur des terres tlichos.

Utilisation sans
permis—
citoyen tlicho

74. Malgré l'article 7.1, les premières nations des Gwich'in et du Sahtu ont, en ce qui touche les eaux qui sont sur leurs terres ou qui les

Droit exclusif

their first nation lands and to the deposit of waste in relation to those waters in accordance with the other provisions of this Part or any territorial law, as the case may be.

traversent, un droit exclusif d'utilisation ou de dépôt de déchets, le tout en conformité avec les autres dispositions de la présente partie ou des règles de droit territoriales, selon le cas.

2005, c. 1, s. 40

164. The portion of section 76 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

164. Le passage de l'article 76 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

5 2005, ch. 1, art. 40

Issuance, amendment or renewal of licences, etc.

76. The Board may issue, amend or renew a licence, permit or other authorization if the use of land or waters or the deposit of waste proposed by the applicant would, in the Board's opinion, interfere with a first nation's rights under section 75, if the Board is satisfied that

76. L'Office peut délivrer, modifier ou renouveler un permis ou une autre autorisation dans les cas où, à son avis, l'utilisation des terres ou l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets aurait pour effet de porter atteinte au droit accordé par l'article 75 s'il est convaincu de ce qui suit :

Délivrance, modification ou renouvellement de permis

2005, c. 1, s. 41

165. The portion of section 77 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

165. L'article 77 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15 2005, ch. 1, art. 41

Conditions for licence

77. The Board may issue, amend or renew a licence under section 76 only if

77. L'Office ne peut délivrer, modifier ou renouveler un permis d'utilisation des eaux dans les cas visés à l'article 76 que si le demandeur a conclu avec la première nation un accord d'indemnisation en ce qui touche les pertes ou les dommages résultant de toute altération importante de la qualité, de la quantité ou du débit des eaux qui sont sur les terres de cette dernière, qui les traversent ou qui y sont adjacentes, ou si la question de l'indemnité à payer à la première nation a fait l'objet de la demande prévue au paragraphe 79(1).

Conditions : permis d'utilisation des eaux

2000, c. 32, s. 54; 2005, c. 1, s. 42

166. (1) Subsections 78(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

166. (1) Les paragraphes 78(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

20 2000, ch. 32, art. 54; 2005, ch. 1, art. 42

Application to water authority

78. (1) The Board shall notify a water authority in writing if the Board determines that a use of waters or a deposit of waste that is proposed, in an application made to the water authority, to be carried out in one of the places set out below would be likely to substantially alter the quality, quantity or rate of flow of waters when on or flowing through first nation lands of the Gwich'in or Sahtu First Nation or waters adjacent to those first nation lands:

78. (1) S'il conclut que les activités — utilisation des eaux ou dépôt de déchets — visées par une demande d'autorisation présentée à une autorité de gestion des eaux auront vraisemblablement pour effet d'altérer de façon importante la qualité, la quantité ou le débit des eaux qui sont sur les terres de la première nation des Gwich'in ou de celle du Sahtu — selon le cas —, qui les traversent ou qui y sont adjacentes, l'Office notifie sa conclusion à cette autorité, dans les cas où ces activités doivent être exercées :

Demande présentée à une autorité de gestion des eaux

(a) Nunavut or an area of the Northwest Territories outside the Mackenzie Valley;

a) au Nunavut ou dans la partie des Territoires du Nord-Ouest située à l'extérieur de la vallée du Mackenzie;

30 45

	(b) a park to which the <i>Canada National Parks Act</i> applies, or lands acquired <u>under</u> the <i>Historic Sites and Monuments Act</i> , in a <u>settlement area</u> .	b) à l'intérieur d' <u>une région désignée</u> , dans un parc régi par la <i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> ou sur des terres acquises sous le régime de la <i>Loi sur les lieux et monuments historiques</i> .	5	
Access to information	(2) A water authority shall provide <u>the Board</u> with <u>any</u> information in its possession <u>that the Board</u> requires in order to make a determination under subsection (1).	(2) L'autorité de gestion des eaux est tenue de fournir à l' <u>Office</u> les renseignements qui sont en sa possession et que celui-ci peut exiger pour parvenir à la conclusion visée au paragraphe (1).	5	Renseignements
	(2) The portion of subsection 78(3) of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 78(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :	10	
Conditions for authorization	(3) <u>Despite</u> any other Act, a water authority that is notified under subsection (1) <u>is not permitted</u> to authorize the proposed use of waters or deposit of waste unless	(3) <u>Despite</u> any other Act, a water authority that is notified under subsection (1) <u>is not permitted</u> to authorize the proposed use of waters or deposit of waste unless	15	Conditions for authorization
2005, c. 1, s. 43(1)	167. (1) Subsection 79(1) of the Act is replaced by the following:	167. (1) Le paragraphe 79(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :		2005, ch. 1, par. 43(1)
Referral of compensation to Board	79. (1) If a compensation agreement referred to in section 77 or 78, as the case may be, is not entered into within the period allowed by the rules of the Board, the applicant or the first nation may apply to the <u>Board</u> for a determination of compensation.	79. (1) <u>Faute d'avoir conclu</u> l'accord d'indemnisation visé aux articles 77 ou 78 dans le délai fixé par les règles de l' <u>Office</u> , le demandeur de permis ou <u>autre</u> autorisation ou la première nation peut demander à l' <u>Office</u> de fixer l'indemnité.	20	Renvoi à l'Office
	(2) The portion of subsection 79(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	(2) Le passage du paragraphe 79(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	25	
Determination of compensation	(2) On an application <u>under</u> subsection (1), the <u>Board</u> shall determine the compensation payable in respect of the proposed use of waters or deposit of waste, taking into consideration	(2) Saisi d'une telle demande, l' <u>Office</u> tient compte, pour fixer l'indemnité, des facteurs suivants :	30	Indemnité
	(3) Paragraph 79(2)(d) of the English version of the Act is replaced by the following:	(3) L'alinéa 79(2)d) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :		
	(d) any other factor that the <u>Board</u> considers relevant in the circumstances.	(d) any other factor that the <u>Board</u> considers relevant in the circumstances.	35	
2005, c. 1, s. 44	168. The portion of section 79.1 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	168. Le passage de l'article 79.1 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	35	2005, ch. 1, art. 44
Conditions for licence	79.1 The Board <u>is not permitted</u> to issue, amend or renew a licence for the use of waters or the deposit of waste if, in its opinion, that use or deposit is likely to substantially alter the	79.1 L' <u>Office</u> ne peut délivrer, modifier ou renouveler un permis d'utilisation des eaux s'il conclut que les activités — utilisation des eaux ou dépôt de déchets — auront vraisemblablement pour effet d'altérer de façon importante la qualité, la quantité ou le débit des eaux qui sont	40	Délivrance, modification ou renouvellement d'un permis d'utilisation des eaux

quality, quantity or rate of flow of waters when on or flowing through Tlicho lands or waters adjacent to Tlicho lands unless

sur les terres tlichos, les traversent ou y sont adjacentes, sauf si les conditions ci-après sont réunies :

2005, c. 1, s. 44

169. Subsection 79.2(1) of the Act is replaced by the following:

169. Le paragraphe 79.2(1) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 44

Application to water authority

79.2 (1) The Board shall notify a water authority in writing if the Board determines that a use of waters or a deposit of waste that is proposed, in an application made to the water authority, to be carried out in one of the places 10 set out below would be likely to substantially alter the quality, quantity or rate of flow of waters when on or flowing through Tlicho lands or waters adjacent to Tlicho lands:

79.2 (1) S'il conclut que les activités — utilisation des eaux ou dépôt de déchets — visées par une demande d'autorisation présentée à une autorité de gestion des eaux auront vraisemblablement pour effet d'altérer de façon importante 10 la qualité, la quantité ou le débit des eaux qui sont sur les terres tlichos, les traversent ou y sont adjacentes, l'Office notifie sa conclusion à cette autorité dans les cas où ces activités doivent être exercées : 15

Activités ailleurs dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut

(a) Nunavut or an area of the Northwest 15 Territories outside the Mackenzie Valley;

a) au Nunavut ou dans les Territoires du Nord-Ouest mais à l'extérieur de la vallée du Mackenzie;

(b) a park to which the *Canada National Parks Act* applies, or lands acquired under the Historic Sites and Monuments Act, in Wekeezhii. 20

b) à l'intérieur du Wekeezhii, dans un parc régi par la *Loi sur les parcs nationaux du Canada* ou sur des terres acquises sous le régime de la *Loi sur les lieux et monuments historiques*.

2005, c. 1, s. 44

170. Subsection 79.3(1) of the Act is replaced by the following:

170. Le paragraphe 79.3(1) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 44

Referral of compensation to Board

79.3 (1) If a compensation agreement referred to in paragraph 79.1(b) or 79.2(3)(a), as the case may be, is not entered into, the 25 applicant or the Tlicho Government may, after having participated in mediation under chapter 6 of the Tlicho Agreement, apply to the Board for a determination of compensation.

79.3 (1) Faute d'avoir conclu l'accord d'indemnisation visé à l'alinéa 79.1b) ou au paragraphe 79.2(3), selon le cas, le demandeur ou le gouvernement tlicho peut demander à l'Office, après avoir participé à la médiation 30 prévue au chapitre 6 de l'accord tlicho, de fixer l'indemnité.

Renvoi à l'Office

2005, c. 1, s. 45(2)

171. (1) The portion of subsection 80(3) of 30 the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

171. (1) Le paragraphe 80(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, par. 45(2)

Reference to Board

(3) On application by the person or department or agency requesting the supply or access, the Board shall

(3) L'Office, sur demande de quiconque 35 réclame les matériaux ou l'accès à ceux-ci, soit se prononce sur la présence de sources d'approvisionnement accessibles, sans difficulté excessive, dans la région avoisinante, soit tranche tout conflit sur les modalités de 40 l'approvisionnement en matériaux, sur l'accès à ceux-ci ou sur l'ordre de préséance entre la première nation et les autres utilisateurs.

Renvoi à l'Office

(2) Subsection 80(4) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 80(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 45

Settlement lands outside settlement area	(4) If first nation lands from which construction materials are requested are situated outside the first nation's settlement area but within the Northwest Territories, the <u>Board</u> shall consult the resource management authority having jurisdiction in respect of those lands before making any determination under subsection (3).	(4) Dans les cas où les terres visées par la demande d'approvisionnement sont situées dans les Territoires du Nord-Ouest mais à l'extérieur de la région désignée de la première nation, l' <u>Office</u> est tenu de consulter l'autorité de gestion des ressources ayant compétence sur ces terres avant de se prononcer en <u>application</u> du paragraphe (3).	Terres extérieures à la région désignée
2005, c. 1, s. 46	172. The portion of subsection 80.1(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	172. Le passage du paragraphe 80.1(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, art. 46
Reference to Board	(4) On application by any person, department, agency or government requesting the supply of, or access to, materials under subsection (1) and after the applicant has participated in mediation under chapter 6 of the Tlicho Agreement, the Board shall	(4) Selon le cas, l'Office, sur demande de quiconque réclame les matériaux ou l'accès à ceux-ci et a participé à la médiation prévue au chapitre 6 de l'accord tlicho :	Renvoi à l'Office — demandeur
Ministerial approval	173. (1) Section 81 of the Act is replaced by the following: 81. A board is not permitted to issue, amend, renew or cancel a type A licence referred to in the Northwest Territories Waters Act, or a type B licence referred to in that Act in connection with which a public hearing is held by the board with respect to its issuance, renewal, amendment or cancellation, without the approval of the federal Minister.	173. (1) L'article 81 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 81. Sont subordonnés à l'agrément du ministre fédéral, la délivrance, le renouvellement, la modification et l'annulation des permis de type A au sens de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, et, si l'office tient des audiences publiques à cet égard, des permis de type B au sens de cette loi.	Agrément ministériel
2005, c. 1, s. 47	(2) Section 81 of the Act is repealed. 174. (1) Section 82 of the Act is replaced by the following:	(2) L'article 81 de la même loi est abrogé. 174. (1) L'article 82 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, art. 47
Consultation with boards	82. The federal Minister shall consult the boards with respect to the amendment of this Act or the making or amendment of any instrument under this Act.	82. Le ministre fédéral est tenu de consulter l'office en ce qui touche les propositions de modification de la présente loi et la prise ou les propositions de modification de ses textes d'application.	Consultation de l'office
Consultation with Board	(2) Section 82 of the Act is replaced by the following: 82. The federal Minister shall consult the Board with respect to the amendment of this Act or the making or amendment of any instrument under this Act.	(2) L'article 82 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 82. Le ministre fédéral est tenu de consulter l'Office en ce qui touche les propositions de modification de la présente loi et la prise ou les propositions de modification de ses textes d'application.	Consultation de l'Office
2005, c. 1, s. 47	175. (1) Subsection 83(1) of the Act is replaced by the following:	175. (1) Le paragraphe 83(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, art. 47

Minister's policy directions to board

83. (1) The federal Minister may, after consultation with a board, give written policy directions that are binding on the board with respect to the exercise of any of its functions under this Act. The federal Minister shall also consult the Tlicho Government before giving such written policy directions to the Wekeezhii Land and Water Board.

(2) Subsections 83(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

Minister's policy directions to Board

83. (1) The federal Minister may, after consultation with the Board and the Tlicho Government, give written policy directions that are binding on the Board with respect to the exercise of any of its functions under this Act.

Policy directions by the Tlicho Government to Board

(2) The Tlicho Government may, after consultation with the Board and the federal Minister, give written policy directions with respect to the exercise of any of the Board's functions under this Part in relation to the use of Tlicho lands. Policy directions shall be binding on the Board to the extent that compliance with them does not require the Board to exceed its approved budget.

Limitation

(3) Except as provided by subsection (4), policy directions do not apply in respect of any application that, at the time the directions are given, is pending before the Board or has been approved by the Board and is awaiting approval under section 72.13 or under any territorial law, as the case may be.

2005, c. 1, s. 47

(3) Subsection 83(3) of the Act is replaced by the following:

Limitation

(3) Except as provided by subsection (4), policy directions do not apply in respect of any application that, at the time the directions are given, is pending before a board or has been approved by a board and is awaiting approval under section 72.13 or under any territorial law, as the case may be.

176. The Act is amended by adding the following after section 83:

83. (1) Le ministre fédéral peut, après consultation de l'office, lui donner par écrit des instructions générales obligatoires relativement à l'exercice des attributions conférées à celui-ci par la présente loi. Le ministre consulte également le gouvernement tlicho avant de donner par écrit de telles instructions à l'Office des terres et des eaux du Wekeezhii.

(2) Les paragraphes 83(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

83. (1) Le ministre fédéral peut, après consultation de l'Office et du gouvernement tlicho, donner par écrit à l'Office des instructions générales obligatoires relativement à l'exercice des attributions conférées à celui-ci par la présente loi.

(2) Le gouvernement tlicho peut, après consultation de l'Office et du ministre fédéral, donner par écrit à l'Office des instructions générales obligatoires relativement à l'exercice des attributions conférées à celui-ci par la présente partie en ce qui touche l'utilisation des terres tlichos. Ces instructions lient l'Office dans la mesure où elles ne l'obligent pas à dépasser le budget approuvé à son égard.

(3) Sauf dans la mesure prévue au paragraphe (4), les instructions ne visent toutefois pas la demande qui, au moment où elles sont données, soit est pendante devant l'Office, soit a été accueillie par celui-ci mais n'a pas encore reçu l'agrément prévu à l'article 72.13 ou par les règles de droit territoriales, selon le cas.

(3) Le paragraphe 83(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Sauf dans la mesure prévue au paragraphe (4), les instructions ne visent toutefois pas la demande qui, au moment où elles sont données, soit est pendante devant l'office, soit a été accueillie par celui-ci mais n'a pas encore reçu l'agrément prévu à l'article 72.13 ou par les règles de droit territoriales, selon le cas.

176. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 83, de ce qui suit :

Instructions ministérielles

Instructions ministérielles

Instructions du gouvernement tlicho

Non-application

2005, ch. 1, art. 47

Non-application

	RECOMMENDATIONS	RECOMMANDATIONS	
Recommendations to federal Minister	83.1 (1) The Board shall, at the request of the federal Minister, make recommendations to the federal Minister with respect to the amendment of this Act or the making or amendment of any instrument under this Act.	83.1 (1) L'Office fait au ministre fédéral, sur demande de celui-ci, des recommandations concernant soit la modification de la présente loi, soit la prise ou la modification de ses textes d'application.	Recommandations au ministre fédéral
Other recommendations	(2) The Board may make recommendations to <ul style="list-style-type: none"> (a) the Minister responsible for any Act of Parliament regarding the use of land or waters or the deposit of waste, with respect to the amendment of that Act or the making or amendment of any instrument under that Act; (b) the territorial Minister with respect to the amendment of territorial laws regarding the use of land or waters or the deposit of waste; (c) a local government with respect to the amendment of bylaws enacted by that government regarding the use of land or waters or the deposit of waste; and (d) the Tlicho Government with respect to the amendment of Tlicho laws regarding the use of Tlicho lands or waters on those lands or a deposit of waste on those lands or in those waters. 	(2) Il peut également, de sa propre initiative, faire des recommandations au ministre responsable, au ministre territorial et à toute administration locale, respectivement, selon qu'il s'agit de la modification d'une loi fédérale — ou de la prise ou de la modification de ses textes d'application —, d'une règle de droit territoriale ou d'un règlement municipal régissant l'utilisation des terres ou des eaux ou le dépôt de déchets. Il peut en outre faire des recommandations au gouvernement tlicho concernant la modification d'une loi tlicho régissant l'utilisation des terres tlichos ou des eaux qui s'y trouvent ou le dépôt de déchets dans ces lieux.	Autres recommandations
Coordination	COOPERATION WITH OTHER AUTHORITIES 83.2 If a use of land or waters or a deposit of waste proposed by an applicant for a licence or permit is likely to have an impact in an area outside the Mackenzie Valley, whether within or outside the Northwest Territories, the Board may consult any government, aboriginal group or other body responsible for the regulation of such uses or deposits in that area and may, with the approval of the federal Minister, hold joint hearings with or enter into agreements with any of them for the coordination of activities and the avoidance of duplication.	COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANES 83.2 Dans le cas où un projet d'utilisation des terres ou des eaux ou de dépôt de déchets devant être réalisé dans la vallée du Mackenzie aura vraisemblablement des répercussions à l'extérieur de celle-ci — ou même des Territoires du Nord-Ouest —, l'Office peut consulter les gouvernements, groupes autochtones ou autres organes chargés de régir ces activités dans la région ainsi touchée et, avec l'agrément du ministre fédéral, soit mener avec eux des audiences conjointes, soit conclure des ententes afin de coordonner leurs activités de manière qu'elles ne fassent pas double emploi.	Ententes
2005, c. 1, ss. 48 and 49	177. The heading before section 84 and sections 84 to 89 of the Act are replaced by the following:	177. L'intertitre précédant l'article 84 et les articles 84 à 89 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	2005, ch. 1, art. 48 et 49

	<u>ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT</u>	EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION	
	<i>Designation</i>	<i>Désignation</i>	
Designation	<p>84. (1) The federal Minister may designate any qualified person, or a class of qualified persons, as an inspector to exercise powers relating to verifying compliance or preventing non-compliance with this Part and orders made under section 86 or 86.1.</p>	<p>84. (1) Le ministre fédéral peut désigner toute personne qualifiée — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée — à titre d'inspecteur pour exercer des pouvoirs relativement à la vérification du respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu des articles 86 ou 86.1 ou à la prévention du non-respect de cette partie ou de ces ordres.</p>	Designation
Designation — analyst	<p>(2) The federal Minister may designate any qualified person as an analyst for the purposes of this Part.</p>	<p>(2) Le ministre fédéral peut désigner toute personne qualifiée à titre d'analyste pour l'application de la présente partie.</p>	Designation — analyste
	<i>Powers</i>	<i>Pouvoirs</i>	
Authority to enter	<p>85. (1) An inspector may, for the purpose of verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 86 or 86.1, enter a place in which they have reasonable grounds to believe that</p> <p>(a) a person is using land;</p> <p>(b) a person is using water or depositing waste in a federal area within a water management area;</p> <p>(c) in a federal area within a water management area a person is constructing any work that, on completion, will form part of an undertaking whose operation will require the use of waters or the deposit of waste, or altering or extending a work that forms part of such an undertaking;</p> <p>(d) a document or any thing relating to a use or deposit referred to in paragraph (a), (b) or (c) is located.</p>	<p>85. (1) L'inspecteur peut, pour vérifier le respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu des articles 86 ou 86.1 ou en prévenir le non-respect, entrer dans tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas :</p> <p>a) qu'une personne utilise des terres;</p> <p>b) qu'une personne utilise des eaux ou dépose des déchets dans une zone fédérale 20 située dans une zone de gestion des eaux;</p> <p>c) que, dans une zone fédérale située dans une zone de gestion des eaux, une personne soit construit des ouvrages qui, une fois achevés, feront partie d'une entreprise dont l'exploitation nécessitera l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, soit modifie ou agrandit des ouvrages qui font partie d'une telle entreprise;</p> <p>d) qu'un document ou une autre chose 30 concernant une telle utilisation ou un tel dépôt de déchets s'y trouve.</p>	Accès au lieu
Powers on entry	<p>(2) The inspector may, for the purposes referred to in subsection (1),</p> <p>(a) examine anything in the place;</p> <p>(b) use any means of communication in the place or cause it to be used;</p> <p>(c) use any computer system in the place, or cause it to be used, to examine data contained in or available to that system;</p>	<p>(2) Il peut, à ces mêmes fins :</p> <p>a) examiner toute chose se trouvant dans le lieu;</p> <p>b) faire usage, directement ou indirectement, des moyens de communication se trouvant dans le lieu;</p>	Autres pouvoirs

- | | |
|--|---|
| <p>(d) prepare a document, or cause one to be prepared, based on the data;</p> <p>(e) use any copying equipment in the place, or cause it to be used;</p> <p>(f) take measurements or samples of any- 5 thing in the place;</p> <p>(g) remove any thing from the place for examination or copying;</p> <p>(h) take photographs and make recordings or sketches; 10</p> <p>(i) order the owner or person in charge of the place or any person at the place to establish their identity to the inspector's satisfaction or to stop or start an activity;</p> <p>(j) order the owner or person having posses- 15 sion, care or control of any thing in the place to not move it, or to restrict its movement, for as long as, in the inspector's opinion, is necessary;</p> <p>(k) direct any person to put any machinery, 20 vehicle or equipment in the place into operation or to cease operating it; and</p> <p>(l) prohibit or limit access to all or part of the place.</p> | <p>c) faire usage, directement ou indirectement, de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;</p> <p>d) établir ou faire établir tout document à 5 partir de ces données;</p> <p>e) faire usage, directement ou indirectement, du matériel de reproduction se trouvant dans le lieu;</p> <p>f) prendre des mesures et prélever des 10 échantillons de toute chose se trouvant dans le lieu;</p> <p>g) emporter toute chose se trouvant dans le lieu à des fins d'examen ou pour en faire des copies; 15</p> <p>h) prendre des photographies, effectuer des enregistrements et faire des croquis;</p> <p>i) ordonner au propriétaire ou au responsable du lieu ou à quiconque s'y trouve d'établir, à sa satisfaction, son identité ou d'arrêter ou de 20 reprendre toute activité;</p> <p>j) ordonner au propriétaire de toute chose se trouvant dans le lieu ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de ne pas la déplacer ou d'en limiter le 25 déplacement pour la période de temps qu'il estime suffisante;</p> <p>k) ordonner à quiconque de faire fonctionner ou de cesser de faire fonctionner une machine, un véhicule ou de l'équipement se 30 trouvant dans le lieu;</p> <p>l) interdire ou limiter l'accès à tout ou partie du lieu.</p> |
|--|---|

Certificate

(3) The federal Minister shall provide every 25 inspector with a certificate of designation. On entering any place, the inspector shall, if so requested, produce the certificate to the occupant or person in charge of the place.

(3) Le ministre fédéral remet à chaque 35 inspecteur un certificat attestant sa qualité; celui-ci le présente, sur demande, au responsable ou à l'occupant du lieu.

Certificat

Notice

(4) If an inspector considers it reasonable to 30 do so, an inspector shall give the Gwich'in or Sahtu First Nation prior notice of entry by the inspector on its first nation lands.

(4) Dans les cas où il l'estime indiqué, 35 l'inspecteur donne aux premières nations des Gwich'in ou du Sahtu un préavis de son 40 intention de procéder à la visite de leurs terres.

Préavis

Notice to Tlicho Government	(5) An inspector shall, if it is reasonable to do so, give the Tlicho Government prior notice of entry by the inspector on Tlicho lands.	(5) Il donne au gouvernement tlicho, dans les cas où il est indiqué de le faire, un préavis de son intention de procéder à la visite des terres tlichos.	Préavis au gouvernement tlicho
Warrant for dwelling-house	85.1 (1) If the place referred to in subsection 85(1) is a dwelling-house, the inspector may only enter it with the occupant's consent or under the authority of a warrant issued under subsection (2).	85.1 (1) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois y entrer sans le consentement de l'occupant que s'il est muni d'un mandat décerné en vertu du paragraphe (2).	5 Mandat : maison d'habitation
Authority to issue warrant	(2) On <i>ex parte</i> application, a justice of the peace may issue a warrant authorizing the inspector who is named in it to enter a dwelling-house, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice of the peace is satisfied by information on oath that	(2) Sur demande <i>ex parte</i> , le juge de paix peut décerner un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à entrer dans une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que les conditions ci-après sont réunies :	10 Délivrance du mandat
	(a) the dwelling-house is a place referred to in subsection 85(1);	a) la maison d'habitation est un lieu visé au paragraphe 85(1);	
	(b) entry to the dwelling-house is necessary for the purpose of verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 86 or 86.1; and	b) l'entrée est nécessaire à la vérification du respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 86 ou 86.1 ou à la prévention du non-respect de cette partie ou de ces ordres;	20
	(c) entry was refused by the occupant or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused or that consent to entry cannot be obtained from the occupant.	c) soit l'occupant a refusé l'entrée à l'inspecteur, soit il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas ou qu'il est impossible d'obtenir le consentement de l'occupant.	25
Entering private property	85.2 (1) For the purpose of gaining entry to a place referred to in subsection 85(1), an inspector may enter and pass through private property. For greater certainty, no person has a right to object to that use of the property and no warrant is required for the entry, unless the property is a dwelling-house.	85.2 (1) L'inspecteur peut, pour accéder au lieu visé au paragraphe 85(1), entrer dans une propriété privée et y passer; il est entendu que nul ne peut s'y opposer et qu'aucun mandat n'est requis, sauf s'il s'agit d'une maison d'habitation.	30 Entrée dans une propriété privée
Person accompanying inspector	(2) A person may, at the inspector's request, accompany the inspector to assist them in gaining entry to the place referred to in subsection 85(1) and is not liable for doing so.	(2) Toute personne peut, à la demande de l'inspecteur, accompagner celui-ci en vue de l'aider à accéder au lieu, et ce, sans encourir de poursuites à cet égard.	35 Personne accompagnant l'inspecteur
Use of force	85.3 In executing a warrant to enter a dwelling-house, an inspector is not permitted to use force unless the use of force has been specifically authorized in the warrant and the inspector is accompanied by a peace officer.	85.3 L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution d'un mandat autorisant l'entrée dans une maison d'habitation que si celui-ci en autorise expressément l'usage et qu'il est accompagné d'un agent de la paix.	40 Usage de la force

	Orders	Ordres	
Inspector's order—adverse effects of land use	<p>86. (1) If an inspector has reasonable grounds to believe that a use of land has resulted in or is likely to result in an adverse effect on the environment, the inspector may, in accordance with the regulations, order the <u>person who is using the land</u> to take <u>any measures that</u> the inspector considers reasonable to mitigate, remedy or prevent the adverse effect.</p>	<p>86. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire que l'utilisation des terres soit à eu des effets négatifs sur l'environnement, soit en aura vraisemblablement, l'inspecteur peut, en conformité avec les règlements, ordonner <u>à la personne utilisant les terres</u> de prendre les mesures qu'il juge propres à éviter ces effets, à les atténuer ou à y remédier.</p>	Ordre de l'inspecteur : effets sur l'environnement
Inspector's order—contravention	<p>(2) If an inspector has reasonable grounds to believe that a <u>person who is using land</u> is contravening the regulations or the conditions of a permit, the inspector may, in accordance with the regulations, order <u>that person</u> to take <u>any measures that</u> the inspector considers reasonable in order to prevent the contravention from continuing.</p>	<p>(2) S'il a des motifs raisonnables de croire à la <u>contravention</u>, par <u>la personne utilisant les terres</u>, des règlements ou des conditions d'un permis d'utilisation des terres, l'inspecteur peut, en conformité avec les règlements, ordonner à <u>cette dernière</u> de prendre les mesures qu'il juge propres à mettre un terme à la <u>contravention</u>.</p>	Ordre de l'inspecteur en cas de contravention
Notice	<p>(3) An order shall be provided in the form of a written notice and shall include</p> <p>(a) a statement of the reasons for the order; and</p> <p>(b) the time and manner in which the order is to be carried out.</p>	<p>(3) L'ordre est communiqué sous forme d'avis écrit précisant les motifs et les délais et modalités d'exécution.</p>	Avis
Remedial measures	<p>86.1 (1) Whether or not a report has been made under subsection 72.01(3), an inspector may order a person who is using water or depositing waste in a federal area to take any reasonable measures that the inspector may specify, including the cessation of an activity, to prevent a use of waters, deposit of waste or failure of a work from occurring or to counteract, mitigate or remedy adverse effects of that use, deposit or failure, if an inspector has reasonable grounds to believe</p> <p>(a) that</p> <p>(i) waters have been or may be used in contravention of subsection 72(1) or of a condition of a licence,</p> <p>(ii) waste has been or may be deposited in contravention of subsection 72.01(1) or of a condition of a licence, or</p> <p>(iii) there has been, or may be, a failure of a work related to the use of waters or the deposit of waste, whether or not there has been compliance with any standards</p>	<p>86.1 (1) Que le fait lui ait été ou non signalé dans le cadre du paragraphe 72.01(3), l'inspecteur peut ordonner à une personne qui utilise les eaux ou qui dépose des déchets dans une zone fédérale la prise des mesures qu'il juge raisonnable d'imposer, notamment la cessation de toute activité, pour empêcher l'utilisation des eaux, le dépôt de déchets ou la défektivité d'un ouvrage, ou pour en neutraliser, atténuer ou réparer les effets négatifs, s'il a des motifs raisonnables de croire :</p> <p>a) que :</p> <p>(i) soit les eaux ont été utilisées — ou risquent de l'être — contrairement au paragraphe 72(1) ou à une condition du permis,</p> <p>(ii) soit des déchets ont été déposés — ou risquent de l'être — contrairement au paragraphe 72.01(1) ou à une condition du permis,</p> <p>(iii) soit il y a eu — ou risque d'y avoir — une défektivité dans un ouvrage lié à l'utilisation des eaux ou au dépôt de</p>	Réparation

	<p>prescribed by regulations made under paragraph 90.3(1)(j) and with any standards imposed by a licence; and</p> <p>(b) that a danger to persons, property or the environment results, or may reasonably be expected to result, from the adverse effects of that use, deposit or failure.</p>	<p>déchets même lorsque les normes fixées par règlement au titre de l'alinéa 90.3(1)j) ou celles fixées par le permis ont été respectées;</p> <p>b) que les effets négatifs de l'utilisation, du dépôt ou de la défectuosité entraînent — ou risquent d'entraîner — un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.</p>	
Notice	<p>(2) The order shall be provided in the form of a written notice and shall include</p> <p>(a) a statement of the reasons for the order; and</p> <p>(b) the time and manner in which the order is to be carried out.</p>	<p>(2) L'ordre est communiqué sous forme d'avis écrit précisant les motifs et les délais et modalités d'exécution.</p>	Avis
Failure to comply	<p>86.2 (1) If a person does not comply with an order made under subsection 86(1) or (2) or section 86.1 within the time specified, the inspector may, on their own initiative, take the measures specified in the order.</p>	<p>86.2 (1) Si la personne ne se conforme pas à l'ordre donné en vertu des paragraphes 86(1) ou (2) ou de l'article 86.1 dans le délai imparti, l'inspecteur peut, de sa propre initiative, prendre les mesures qui y sont visées.</p>	Prise de mesures par l'inspecteur
Recovery of Her Majesty's costs	<p>(2) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada in the taking of measures under subsection (1) constitutes a debt due to Her Majesty recoverable from the person in a court of competent jurisdiction or by recourse to any security furnished under section 71 or 72.11, as the case may be.</p>	<p>(2) Les frais engagés par sa Majesté du chef du Canada au titre du paragraphe (1) constituent une créance de sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi, devant tout tribunal compétent, contre la personne. Ils peuvent en outre être recouverts sur la garantie visée aux articles 71 ou 72.11, selon le cas.</p>	Recouvrement des frais
Assistance to inspectors	<p>87. (1) The owner or person in charge of the place entered under section 85, and every person in it, shall give an inspector all assistance that is reasonably required to enable the inspector to verify compliance or prevent non-compliance with this Part and orders made under section 86 or 86.1, and shall provide any documents, data or information that is reasonably required for that purpose.</p>	<p>87. (1) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité au titre de l'article 85, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance qu'il peut valablement exiger pour lui permettre de vérifier le respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu des articles 86 ou 86.1 ou d'en prévenir le non-respect, et de lui fournir les documents, données et renseignements qu'il peut valablement exiger.</p>	Assistance
Obstruction	<p>(2) It is prohibited to knowingly obstruct or hinder an inspector who is exercising their powers or performing their duties and functions under this Act.</p>	<p>(2) Il est interdit d'entraver sciemment l'action de l'inspecteur dans l'exercice des attributions que lui confère la présente loi.</p>	Entrave
False statements or information	<p>(3) It is prohibited to knowingly make a false or misleading statement or knowingly provide false or misleading information in connection</p>	<p>(3) Il est interdit de faire sciemment une déclaration fautive ou trompeuse ou de communiquer sciemment des renseignements faux ou</p>	Déclarations et renseignements faux ou trompeurs

	with any matter under this Act to an inspector who is exercising their powers or performing their duties and functions under this Act.	trompeurs, relativement à toute question visée par la présente loi, à un inspecteur qui agit dans l'exercice de ses attributions au titre de celle-ci.	
Review by board	88. A board shall, if so requested by a person who is subject to an order made by an inspector under subsection 86(1) or (2) or section 86.1, review that order without delay and confirm, vary or revoke it.	88. Sur demande de toute personne visée par un ordre donné par l'inspecteur en vertu des paragraphes 86(1) ou (2) ou de l'article 86.1, l'office révisé sans délai l'ordre et le confirme, le modifie ou l'annule.	Révision par l'office 5
Work closed or abandoned	89. (1) The federal Minister may take any reasonable measures to prevent, counteract, 10 mitigate or remedy any adverse effect, in a federal area, on persons, property or the environment, and for that purpose may enter any place in a federal area, except one that is designed to be used and is being used as a 15 permanent or temporary dwelling-house, if the federal Minister has reasonable grounds to believe that (a) a person has closed or abandoned, temporarily or permanently, a work related 20 to the use of waters or the deposit of waste, and (b) either (i) the person has contravened or failed to comply with any condition of a licence or 25 any provision of this Act or the regulations, whether or not the condition or provision relates to closing or abandonment, or (ii) a danger to persons, property or the environment may result from the past 30 operation of the work or from its closing or abandonment.	89. (1) Le ministre fédéral peut prendre les mesures nécessaires pour empêcher, neutraliser, 10 diminuer ou réparer tout effet négatif, dans une zone fédérale, sur les personnes, les biens ou l'environnement et, à cette fin, entrer dans tout lieu situé dans une zone fédérale, à l'exclusion d'un lieu conçu et utilisé de façon temporaire ou 15 permanente comme maison d'habitation, s'il a des motifs raisonnables de croire : a) qu'une personne a fermé ou abandonné, de façon temporaire ou permanente, un ouvrage lié à l'utilisation des eaux ou au 20 dépôt de déchets; b) que : (i) soit une personne a contrevenu ou ne s'est pas conformée à une condition du permis d'utilisation des eaux ou à une 25 disposition de la présente loi ou de ses règlements, indépendamment du fait que la disposition ou la condition soit liée à la fermeture ou à l'abandon, (ii) soit l'exploitation antérieure de l'ou- 30 vrage ou sa fermeture ou son abandon risque d'entraîner un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.	Fermeture ou abandon d'un ouvrage
Recovery of Her Majesty's costs	(2) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada in the taking of measures under subsection (1), to 35 the extent that the incurring of those costs was based on subparagraph (1)(b)(i), constitutes a debt due to Her Majesty recoverable from the person in a court of competent jurisdiction or by recourse to any security furnished under section 40 72.11.	(2) Les frais engagés par Sa Majesté du chef du Canada au titre du paragraphe (1) constituent 35 une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi, devant tout tribunal compétent, contre la personne visée au sous-alinéa (1)(b)(i). Ils peuvent en outre être recouverts sur la garantie visée à l'article 72.11. 40	Recouvrement des frais
	178. Subsection 85(4) of the Act is replaced by the following:	178. Le paragraphe 85(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	

Notice to first nation

(4) An inspector shall, if it is reasonable to do so, give the Gwich'in or Sahtu First Nation prior notice of entry by the inspector on its first nation lands.

179. Section 88 of the Act is replaced by the following:

Review by Board

88. The Board shall, if so requested by a person who is subject to an order made by an inspector under subsection 86(1) or (2) or section 86.1, review that order without delay 10 and confirm, vary or revoke it.

180. (1) Paragraphs 90(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

(c) respecting eligibility for permits, prescribing the conditions or kinds of conditions 15 that the Board may include in permits and respecting the duration of permits;

(d) providing for the issuance to permittees by the Board of authorizations for uses of land not authorized in their permits; 20

(2) Paragraphs 90(h) and (i) of the Act are replaced by the following:

(h) specifying the amount, or the manner of determining the amount, of the security referred to in subsection 71(1) or empowering 25 the Board to fix the amount of that security, subject to any maximum that may be specified for that purpose, prescribing the form and conditions of the security, and specifying the circumstances and manner in 30 which it shall be refunded;

(i) prescribing the form of the register to be maintained by the Board under section 68 and the information to be entered in it, and respecting the fees, if any, to be paid to 35 examine the register or to obtain copies from it;

(3) Paragraphs 90(m) and (n) of the Act are replaced by the following:

(m) authorizing the Board or an inspector to 40 relieve permittees from specified obligations under the regulations; and

(4) L'inspecteur donne aux premières nations des Gwich'in ou du Sahtu, dans les cas où il est indiqué de le faire, un préavis de son intention de procéder à la visite de leurs terres.

179. L'article 88 de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :

88. Sur demande de toute personne visée par un ordre donné par l'inspecteur en vertu des paragraphes 86(1) ou (2) ou de l'article 86.1, l'Office révisé sans délai l'ordre et le confirme, 10 le modifie ou l'annule.

180. (1) Les alinéas 90(c) et (d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) régir les conditions d'obtention et la période de validité des permis d'utilisation 15 des terres et fixer les conditions ou les types de conditions dont l'Office peut assortir ceux-ci;

d) permettre la délivrance, par l'Office, d'autorisations relatives à certaines activités 20 non visées par les permis d'utilisation des terres;

(2) Les alinéas 90(h) et (i) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

h) fixer le montant ou le mode de calcul de la 25 garantie visée au paragraphe 71(1) ou habilitier l'Office à en fixer le montant, compte tenu du plafond précisé à cet effet, fixer sa forme et ses conditions et prévoir les circonstances et les modalités de son rem- 30 boursement;

i) déterminer la forme du registre que doit tenir l'Office en application de l'article 68 et les renseignements à y porter et régir les droits à payer pour le consulter ou obtenir des 35 copies;

(3) Les alinéas 90(m) et (n) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

m) permettre à l'Office ou à l'inspecteur de soustraire les titulaires de permis d'utilisation 40 des terres à certaines obligations prévues par les règlements;

Préavis

Révision par l'Office

(n) authorizing the Board or an inspector to require permittees to submit reports to them on specified matters.

n) autoriser l'Office ou l'inspecteur à exiger des titulaires de permis d'utilisation des terres qu'ils lui communiquent un rapport sur les sujets qui y sont spécifiés.

2005, c. 1, s. 51

181. Sections 90.1 and 90.2 of the Act are replaced by the following:

181. Les articles 90.1 et 90.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 51

Regulations respecting cost recovery

90.01 The Governor in Council may, following consultation by the federal Minister with first nations, the Tlicho Government, the territorial Minister and the Board, make regulations respecting the recovery of amounts and costs for the purposes of section 68.1, including prescribing the amounts and services for the purposes of that section and exempting any class of applicants or licensees from the application of that section.

90.01 Le gouverneur en conseil peut, après consultation des premières nations, du gouvernement tlicho, du ministre territorial et de l'Office par le ministre fédéral, prendre des règlements pour régir le recouvrement des frais et des sommes pour l'application de l'article 68.1, notamment prévoir les sommes et les services pour l'application de cet article et exempter toute catégorie de demandeurs ou de titulaires de permis d'utilisation des eaux de l'application de cet article.

Règlements concernant le recouvrement des coûts

Regulations respecting consultation

90.02 The Governor in Council may, following consultation by the federal Minister with first nations, the Tlicho Government, the territorial Minister and the Board, make regulations respecting any consultation with a first nation, the Tlicho First Nation, the Tlicho Government or an aboriginal people who use an area outside the Mackenzie Valley that may occur under this Part, including the manner in which it is to be conducted, and providing for the delegation of certain procedural aspects of such a consultation.

90.02 Le gouverneur en conseil peut, après consultation des premières nations, du gouvernement tlicho, du ministre territorial et de l'Office par le ministre fédéral, prendre des règlements concernant toute consultation menée auprès des premières nations, de la première nation tlicho, du gouvernement tlicho ou d'un peuple autochtone qui utilise les ressources d'une région située à l'extérieur de la vallée du Mackenzie en application de la présente partie, notamment les modalités de celle-ci, et prévoir la délégation de certains aspects de la procédure de consultation.

Règlements concernant les consultations

Prohibition — Tlicho lands

90.1 Even if the regulations do not require a permit or other authorization under this Part for a particular use of land, no person shall use Tlicho lands without such a permit or authorization if one is required by a Tlicho law for uses of that type.

90.1 Nul ne peut, même en l'absence d'exigence réglementaire à cet égard, utiliser les terres tlichos sans détenir un permis d'utilisation des terres ou une autre autorisation délivré sous le régime de la présente partie si une loi tlicho l'exige.

Interdiction — utilisation des terres tlichos sans permis

Exception

90.2 Despite the regulations, a permit or other authorization under this Part for a particular use of land in a Tlicho community is not required if the local government of that community has enacted a bylaw providing that one is not required for uses of that type.

90.2 Malgré les règlements, l'obtention d'un permis d'utilisation des terres ou d'une autre autorisation d'utilisation des terres délivré sous le régime de la présente partie n'est pas nécessaire si un règlement municipal établi par l'administration locale de la collectivité tlicho prévoit une exemption à l'égard du type d'utilisation projetée.

Exception

2005, c. 1, s. 51

182. Section 90.2 of the Act is replaced by the following:

182. L'article 90.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 51

Exception

90.2 Despite the regulations, a permit or other authorization under Part 3 or 4 for a particular use of land in a Tlicho community is not required if the local government of that community has enacted a bylaw providing that one is not required for uses of that type.

90.2 Malgré les règlements, l'obtention d'un permis d'utilisation des terres ou d'une autre autorisation d'utilisation des terres délivré sous le régime des parties 3 ou 4, selon le cas, n'est pas nécessaire si un règlement municipal établi par l'administration locale de la collectivité tlicho prévoit une exemption à l'égard du type d'utilisation projetée.

Exception

Regulations—
federal areas

90.3 (1) The Governor in Council may, following consultation by the federal Minister with the Gwich'in and Sahtu First Nations and the Tlicho Government, make regulations respecting the use of waters and the deposit of waste in federal areas and, in particular, may make regulations

(a) on the recommendation of the federal Minister and a board,

(i) establishing water management areas consisting of river basins or other geographical areas, and

(ii) classifying purposes of waters use in any water management area;

(b) prescribing, for the purposes of paragraphs (b) to (d) of the definition "waste" in section 51,

(i) substances and classes of substances,

(ii) quantities or concentrations of substances and classes of substances in water, and

(iii) treatments, processes and changes of water;

(c) setting out the criteria to be applied by a board in determining whether a proposed use of waters or deposit of waste for which a licence is required under this Act requires a type A licence or a type B licence;

(d) setting out the procedure to be followed on an application to a board;

(e) prescribing the forms to be used for applications to a board, the information to be submitted to a board in connection with any application and the form in which any of that information is to be submitted;

(f) prescribing forms, in addition to any forms prescribed under paragraph (e);

90.3 (1) Le gouverneur en conseil peut, après consultation des premières nations des Gwich'in et du Sahtu et du gouvernement tlicho par le ministre fédéral, prendre des règlements relativement à l'utilisation des eaux et au dépôt de déchets dans les zones fédérales; il peut, notamment, prendre de tels règlements :

a) sur recommandation du ministre fédéral et de l'office :

(i) pour constituer des zones de gestion des eaux comprenant des bassins fluviaux ou autres régions géographiques,

(ii) pour classer en catégories les fins des utilisations des eaux dans les zones de gestion des eaux;

b) pour l'application des alinéas b) à d) de la définition de « déchet » à l'article 51 :

(i) pour désigner la liste des substances et catégories de substances,

(ii) pour fixer la quantité ou la concentration de substances ou de catégories de substances permises dans l'eau,

(iii) pour prescrire les modes de traitement et de transformation de l'eau;

c) pour énoncer les critères à suivre par l'office pour déterminer si l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté faisant l'objet d'une demande de permis d'utilisation des eaux requiert un permis de type A ou de type B;

d) pour fixer la procédure à suivre pour toute demande à l'office;

e) pour établir les formules de demande à l'office, déterminer les renseignements à fournir à l'office à l'appui de la demande et fixer la forme de leur présentation;

f) pour établir les autres formules à utiliser;

Règlements :
zones fédérales

- (g) respecting the amount of the security referred to in subsection 72.11(1), and prescribing the form and conditions of the security, which regulations may empower a board to fix the amount of the security subject to a maximum specified in, or determined in accordance with, those regulations; 5
- (h) prescribing water quality standards;
- (i) prescribing effluent standards;
- (j) prescribing standards for the design, 10 construction, operation and maintenance of works related to the use of waters or the deposit of waste;
- (k) prescribing fees to be paid for the right to use waters or deposit waste under a licence; 15
- (l) prescribing the times at which and the manner in which fees prescribed under paragraph (k) shall be paid;
- (m) subject to any order made under subsection 91.1(2), authorizing the use without a 20 licence of waters in a water management area for a purpose or use, in a quantity or at a rate, or for a period, or any combination of purpose, use, quantity, rate or period, specified in the regulations, and prescribing the 25 conditions under which those waters may be used without a licence;
- (n) subject to any order made under subsection 91.1(2), prescribing quantities, concentrations and types of waste that may be 30 deposited without a licence, and the conditions under which any such waste may be deposited;
- (o) prescribing the manner in which a report under subsection 72.01(3) is to be made and 35 the information to be contained in it and designating a person or authority, in lieu of an inspector, to whom the report is to be made;
- (p) requiring persons who use waters or deposit waste in a water management area 40
- (i) to maintain books and records for the proper enforcement of this Part, and
- g) pour régir le montant et fixer les modalités et les conditions de la garantie prévue au paragraphe 72.11(1), et éventuellement habilitier l'office à en fixer le montant, compte tenu du plafond précisé ou déterminé en 5 conséquence;
- h) pour fixer les normes de qualité des eaux;
- i) pour fixer les normes relatives à la qualité des effluents;
- j) pour fixer les normes de conception, de 10 construction, d'exploitation et d'entretien des ouvrages liés à l'utilisation des eaux ou au dépôt de déchets;
- k) pour fixer les droits à payer pour le droit d'utiliser des eaux ou de déposer des déchets 15 en conformité avec un permis d'utilisation des eaux;
- l) pour déterminer les modalités, temporelles et autres, de paiement des droits;
- m) sous réserve du décret prévu au para- 20 graphe 91.1(2), pour autoriser l'utilisation — et en déterminer les conditions —, sans permis d'utilisation des eaux, des eaux se trouvant dans une zone de gestion des eaux :
- (i) pour une fin ou une utilisation régle- 25 mentaire,
- (ii) en une quantité, à un régime ou pour une période ne dépassant pas la quantité, le régime ou la période prévus par les 30 règlements,
- (iii) à la fois pour une fin ou une utilisation réglementaire, et en une quantité, à un régime ou pour une période ne dépassant pas la quantité, le régime ou la période prévus par les règlements; 35
- n) sous réserve du décret prévu au paragraphe 91.1(2), pour fixer les quantités, concentrations et types de déchets qui peuvent être déposés sans permis d'utilisation des eaux et déterminer les conditions de leur 40 dépôt;
- o) pour prévoir les modalités selon lesquelles le fait doit être signalé en application du paragraphe 72.01(3) ainsi que les

- (ii) to submit to a board, on a regular monthly, quarterly, semi-annual or annual basis, a report on any of their operations to which this Part applies, and specifying the information to be contained in it; 5
- (q) requiring persons who deposit waste in a water management area
 - (i) to submit representative samples of the waste to a board for analysis, or
 - (ii) to analyse representative samples of 10 the waste and submit the results of the analysis to a board;
- (r) respecting the taking of representative samples of waters or waste and respecting the method of analysis of those samples; 15
- (s) respecting the duties of persons designated as analysts under subsection 84(2);
- (t) prescribing anything that is to be prescribed under this Act; and
- (u) generally, for carrying out the purposes 20 and provisions of this Part.

(2) The Governor in Council may, following consultation by the federal Minister with the Gwich'in and Sahtu First Nations and the Tlicho Government, make regulations respect- 25 ing the use of waters and the deposit of waste in the Mackenzie Valley

- (a) prescribing fees to be paid
 - (i) for the filing of any application with the board, and 30
 - (ii) for examination of the register maintained under section 68;
- (b) prescribing the times at which and the manner in which fees prescribed under paragraph (a) shall be paid; and 35
- (c) prescribing the form of the register to be maintained by a board under section 68 and the information to be entered in it.

- renseignements à fournir et la désignation de la personne ou de l'autorité à laquelle il doit l'être, au lieu de l'inspecteur;
- p) pour enjoindre aux personnes qui utilisent des eaux ou déposent des déchets dans une zone de gestion des eaux de tenir les livres et registres nécessaires à l'application de la présente partie et de déposer auprès de l'office les rapports mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels contenant les renseignements réglementaires sur celles de leurs activités auxquelles s'applique la présente partie;
- q) pour enjoindre aux personnes qui déposent des déchets dans une zone de gestion des eaux de fournir, pour analyse, des échantillons de ces déchets à l'office ou d'en faire l'analyse elles-mêmes et d'en communiquer les résultats à celui-ci; 15
- r) pour régir le prélèvement et la méthode 20 d'analyse d'échantillons d'eau ou de déchets;
- s) pour régir les attributions des analystes désignés en vertu du paragraphe 84(2);
- t) pour prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi; 25
- u) pour, d'une façon générale, prendre toute autre mesure nécessaire à l'application de la présente partie.

(2) Le gouverneur en conseil peut, après consultation des premières nations des Gwich'in 30 et du Sahtu et du gouvernement tlicho par le ministre fédéral, prendre des règlements relativement à l'utilisation des eaux et au dépôt de déchets dans la vallée du Mackenzie, notamment: 35

- a) pour fixer les droits à payer :
 - (i) pour le dépôt d'une demande auprès de l'office,
 - (ii) pour la consultation du registre tenu en application de l'article 68; 40
- b) pour déterminer les modalités, temporelles et autres, de paiement des droits;
- c) pour déterminer la forme du registre que doit tenir l'office en application de l'article 68 et les renseignements à y porter. 45

Regulations—
Mackenzie
Valley

Règlements :
vallée du
Mackenzie

Regulations may vary	(3) Regulations made under subsection (1) may vary according to any criterion or combination of criteria, including the use of waters, the purpose, quantity and rate of that use, and the quantities, concentrations and types of waste deposited.	(3) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent varier en fonction de certains critères, notamment l'utilisation des eaux autorisée, les fins de l'utilisation, la quantité et le régime utilisés, de même que la quantité, la concentration et le type de déchets déposés.	Variation des règlements
Incorporation by reference	90.4 (1) A regulation made under this Part may incorporate by reference any documents produced by a person other than the federal Minister or by a body.	90.4 (1) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par un organisme ou une personne autre que le ministre fédéral.	Documents externes
Reproduced or translated material	(2) A regulation made under this Part may incorporate by reference documents that the federal Minister reproduces or translates from documents produced by a body or person other than the federal Minister (a) with any adaptations of form and reference that will facilitate their incorporation into the regulation; or (b) in a form that sets out only the parts of them that apply for the purposes of the regulation.	(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la reproduction ou de la traduction, par le ministre fédéral, d'un document produit par une autre personne ou un organisme et qui comporte, selon le cas : a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à en faciliter l'incorporation; b) seulement les passages pertinents pour l'application du règlement.	Documents reproduits ou traduits
Jointly produced documents	(3) A regulation made under this Part may incorporate by reference documents that the federal Minister produces jointly with another government for the purpose of harmonizing the regulation with other laws.	(3) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit conjointement par le ministre fédéral et toute autre administration en vue d'harmoniser le règlement avec d'autres règles de droit.	Documents produits conjointement
Internally produced standards	(4) A regulation made under this Part may incorporate by reference technical or explanatory documents that the federal Minister produces, including (a) specifications, classifications, illustrations, graphs or other information of a technical nature; and (b) test methods, procedures, operational standards, safety standards or performance standards of a technical nature.	(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explicatif produit par le ministre fédéral, notamment : a) des spécifications, classifications, illustrations ou graphiques ou tout autre renseignement de nature technique; b) des méthodes d'essai, procédures ou normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité, de nature technique.	Normes techniques dans des documents internes
Incorporation as amended from time to time	(5) Documents may be incorporated by reference as amended from time to time.	(5) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.	Portée de l'incorporation
For greater certainty	(6) Subsections (1) to (5) are for greater certainty and do not limit any authority to make regulations incorporating material by reference that exists apart from those subsections.	(6) Il est entendu que les paragraphes (1) à (5) n'ont pas pour objet d'empêcher la prise de règlements incorporant par renvoi des documents autres que ceux visés à ces paragraphes.	Interprétation

Accessibility	(7) The federal Minister shall ensure that any document that is incorporated by reference in the regulation is accessible.	(7) Le ministre fédéral veille à ce que tout document incorporé par renvoi dans les règlements soit accessible.	Accessibilité des documents
Defence	(8) A person is not liable to be found guilty of an offence or subjected to an administrative sanction for any contravention in respect of which a document that is incorporated by reference in the regulation is relevant unless, at the time of the alleged contravention, the document was accessible as required by subsection (7) or it was otherwise accessible to the person.	(8) Aucune déclaration de culpabilité ni aucune sanction administrative ne peut découler d'une contravention faisant intervenir un document qui est incorporé par renvoi dans les règlements et qui se rapporte au fait reproché, sauf si, au moment de ce fait, le document était accessible en application du paragraphe (7) ou était autrement accessible à la personne en cause.	Aucune déclaration de culpabilité ni sanction administrative
No registration or publication	(9) For greater certainty, a document that is incorporated by reference in the regulation is not required to be transmitted for registration or published in the <i>Canada Gazette</i> by reason only that it is incorporated by reference.	(9) Il est entendu que les documents qui sont incorporés par renvoi dans les règlements n'ont pas à être transmis pour enregistrement ni à être publiés dans la <i>Gazette du Canada</i> du seul fait de leur incorporation.	Enregistrement ou publication non requis
	183. (1) The portion of paragraph 90.3(1)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:	183. (1) Le passage de l'alinéa 90.3(1)a de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :	
	(a) on the recommendation of the federal Minister and <u>the Board</u> ,	a) sur recommandation du ministre fédéral et de l' <u>Office</u> :	
	(2) Paragraphs 90.3(1)(c) to (e) of the Act are replaced by the following:	(2) Les alinéas 90.3(1)c) à e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	
	(c) setting out the criteria to be applied by <u>the Board</u> in determining whether a proposed use of waters or deposit of waste for which a licence is required under this Act requires a type A licence or a type B licence;	c) pour énoncer les critères à suivre par <u>l'Office</u> pour déterminer si l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté faisant l'objet d'une demande de permis d'utilisation des eaux requiert un permis de type A ou de type B;	
	(d) setting out the procedure to be followed on an application to <u>the Board</u> ;	d) pour fixer la procédure à suivre pour toute demande à l' <u>Office</u> ;	
	(e) prescribing the form of applications to <u>the Board</u> , the information to be submitted to <u>the Board</u> in connection with any application, and the form in which any of that information is to be submitted;	e) pour établir les formules de demande à l' <u>Office</u> , déterminer les renseignements à fournir à l' <u>Office</u> à l'appui de la demande et fixer la forme de leur présentation;	
	(3) Paragraph 90.3(1)(g) of the Act is replaced by the following:	(3) L'alinéa 90.3(1)g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
	(g) respecting the amount of the security referred to in subsection 72.11(1), and prescribing the form and conditions of the security, which regulations may empower <u>the Board</u> to fix the amount of the security subject to a maximum specified in, or determined in accordance with, those regulations;	g) pour régir le montant et fixer les modalités et les conditions de la garantie prévue au paragraphe 72.11(1), et éventuellement habiliter l' <u>Office</u> à en fixer le montant, compte tenu du plafond précisé ou déterminé en conséquence;	

(4) Subparagraph 90.3(1)(p)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) to submit to the Board, on a regular monthly, quarterly, semi-annual or annual basis, reports on any of their operations to which this Part applies, and specifying the information to be contained in them;

(5) Subparagraphs 90.3(1)(q)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:

(i) to submit representative samples of the waste to the Board for analysis, or
(ii) to analyse representative samples of the waste and submit the results of the analysis to the Board;

(6) Subparagraph 90.3(2)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) for the filing of any application with the Board, and

(7) Paragraph 90.3(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) prescribing the form of the register to be maintained by the Board under section 68 and the information to be entered in it;

184. The portion of section 91 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

91. The Board may make rules

185. The Act is amended by adding the following after section 91:

ORDERS

91.1 (1) The Governor in Council may, by order, reserve from disposition under any enactment relating to the disposition of any lands in a federal area, for a specified period or

Reservation of lands from disposition

(4) L'alinéa 90.3(1)p) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

p) pour enjoindre aux personnes qui utilisent des eaux ou déposent des déchets dans une zone de gestion des eaux de tenir les livres et registres nécessaires à l'application de la présente partie et de déposer auprès de l'Office les rapports mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels contenant les renseignements réglementaires sur celles de leurs activités auxquelles s'applique la présente partie;

(5) L'alinéa 90.3(1)q) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

q) pour enjoindre aux personnes qui déposent des déchets dans une zone de gestion des eaux de fournir, pour analyse, des échantillons de ces déchets à l'Office ou d'en faire l'analyse elles-mêmes et d'en communiquer les résultats à celui-ci;

(6) Le sous-alinéa 90.3(2)a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) pour le dépôt d'une demande auprès de l'Office,

(7) L'alinéa 90.3(2)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) pour déterminer la forme du registre que doit tenir l'Office en application de l'article 68 et les renseignements à y porter;

184. L'article 91 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 52

91. L'Office peut établir des règles en ce qui touche soit le délai à respecter pour la conclusion de l'accord d'indemnisation visé aux articles 77 et 78, soit la résolution des conflits visés aux articles 80 ou 80.1.

Règles

185. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 91, de ce qui suit :

DÉCRETS

91.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, empêcher la cession, en vertu d'un texte législatif ou réglementaire relatif à la cession de toute terre située dans une zone fédérale, pour

Biens-fonds non cessibles

	<p>otherwise, all or any interests in such lands if the interests are, in the opinion of the Governor in Council, required</p> <p>(a) for the protection of any waters; or</p> <p>(b) in connection with any undertaking the development or operation of which is, in the opinion of the Governor in Council, in the public interest and that would require the use of those interests in lands and of waters adjacent to those lands.</p>	<p>une période déterminée ou non, de tout ou partie des intérêts dans cette terre lorsqu'il estime que ces intérêts sont requis :</p> <p>a) pour la protection des eaux;</p> <p>b) relativement à une entreprise dont la mise en valeur ou l'exploitation sont, à son avis, d'intérêt public et nécessiteraient l'utilisation de ces intérêts et des eaux adjacentes à cette terre.</p>	
<p>Reservation of water rights</p>	<p>(2) The Governor in Council may, by order and for a specified period or otherwise, direct a board not to issue any licence in respect of a federal area relating to any waters specified in the order, or prohibit a use of waters or a deposit of waste that would otherwise be permitted under regulations made under paragraph 90.3(1)(m) or (n), as the case may be,</p> <p>(a) to enable comprehensive evaluation and planning to be carried out with respect to those waters; or</p> <p>(b) if the use and flow of those waters, or the maintenance of the quality of those waters, is required in connection with a particular undertaking whose development is, in the opinion of the Governor in Council, in the public interest.</p>	<p>(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner à l'office, pour une période déterminée ou non, de ne pas délivrer de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale à l'égard des eaux spécifiées dans le décret ou interdire l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets qui serait autrement permis au titre des alinéas 90.3(1)m) ou n) :</p> <p>a) soit afin de permettre l'évaluation et la planification détaillées de l'ensemble de ces eaux;</p> <p>b) soit dans les cas où l'utilisation de ces eaux et de leur énergie motrice ou le maintien de la qualité de celles-ci est requis à l'égard d'une entreprise déterminée dont la mise en valeur est, à son avis, d'intérêt public.</p>	<p>Réserve à l'égard de droits d'utilisation des eaux</p>
<p>Effect of contravention of order</p>	<p>(3) A disposition of all or any interests in any lands in a federal area in contravention of an order made under subsection (1), and a licence issued in contravention of an order made under subsection (2), is of no force or effect.</p>	<p>(3) La cession de tout ou partie des intérêts de toute terre d'une zone fédérale faite en contravention avec un décret pris en application du paragraphe (1), ou la délivrance d'un permis d'utilisation des eaux enfreignant un décret pris en application du paragraphe (2), est nulle et sans effet.</p>	<p>Effet d'une cession contraire au décret</p>
<p>Reservation of water rights</p>	<p>186. The portion of subsection 91.1(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</p> <p>(2) The Governor in Council may, by order and for a specified period or otherwise, direct <u>the Board</u> not to issue any licence in respect of a federal area relating to any waters specified in the order or prohibit a use of waters or a deposit of waste that would otherwise be permitted under regulations made under paragraph 90.3(1)(m) or (n), as the case may be,</p>	<p>186. Le passage du paragraphe 91.1(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</p> <p>(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner à l'<u>Office</u>, pour une période déterminée ou non, de ne pas délivrer de permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale à l'égard des eaux spécifiées dans le décret ou interdire l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets qui serait autrement permis au titre des alinéas 90.3(1)m) ou n) :</p>	<p>Réserve à l'égard de droits d'utilisation</p>

2005, c. 1,
s. 53(1)

187. (1) Subsection 92(1) of the Act is replaced by the following:

92. (1) Every person who contravenes section 90.1, any provision of regulations made under section 90, any condition of a permit or an order of an inspector under subsection 86(1) or (2) is guilty of an offence and is liable on summary conviction

(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and

(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$200,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

(2) Subsection 92(3) of the Act is repealed.

(3) Subsection 92(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Every person who contravenes subsection 87(1), (2) or (3), in relation to the use of land, is guilty of an offence and is liable on summary conviction

(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and

(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$200,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

188. The Act is amended by adding the following after section 92:

92.01 (1) Every person is guilty of an offence who

(a) contravenes subsection 72(1) or section 72.01;

(b) fails to comply with subsection 72(3); or

(c) contravenes or fails to comply with an order given by an inspector under section 86.1.

187. (1) Le paragraphe 92(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

92. (1) Quiconque contrevient à l'article 90.1, aux règlements pris en vertu de l'article 90, aux conditions d'un permis d'utilisation des terres ou à l'ordre donné par l'inspecteur en vertu des paragraphes 86(1) ou (2) commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 100 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;

b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 200 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

(2) Le paragraphe 92(3) de la même loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 92(4) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

(4) Quiconque contrevient aux paragraphes 87(1), (2) ou (3) en ce qui touche l'utilisation des terres commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure 25 sommaire :

a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 100 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;

b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 200 000\$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

188. La même loi est modifiée par adjonc- 35 tion, après l'article 92, de ce qui suit :

92.01 (1) Commet une infraction quiconque :

a) contrevient au paragraphe 72(1) ou à l'article 72.01;

b) néglige de se conformer au paragraphe 72(3);

2005, ch. 1,
par. 53(1)Infractions
principales —
utilisation
des terresPrincipal
offences —
land useContravening
ordersAutres
infractionsPrincipal
offences —
water use and
waste depositInfractions
principales —
utilisation des
eaux et dépôt de
déchets

Punishment	(2) Every person who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,	c) contrevient aux ordres donnés par l'inspecteur en vertu de l'article 86.1 ou néglige de s'y conformer.	Peine
	(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and	(2) Quiconque commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :	5
	(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.	a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;	10
Offences — type A licensees	92.02 (1) Every type A licensee who holds such a licence in respect of a federal area is guilty of an offence who	92.02 (1) Commet une infraction le titulaire d'un permis d'utilisation des eaux de type A visant une zone fédérale :	Infractions — permis d'utilisation des eaux de type A
	(a) contravenes or fails to comply with any condition of the licence, if the contravention or failure to comply does not constitute an offence under section 92.04; or	a) qui contrevient aux conditions du permis ou néglige de s'y conformer, si la contravention ou le défaut ne constitue pas une infraction prévue à l'article 92.04;	20
	(b) without reasonable excuse, fails to furnish or maintain security as required under subsection 72.11(1).	b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir ou de maintenir la garantie exigée par le paragraphe 72.11(1).	20
Punishment	(2) Every licensee who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,	(2) Le titulaire qui commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :	Peine
	(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and	a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de 30 l'une de ces peines;	25
	(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.	b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.	30
Offences — type B licensees	92.03 (1) Every type B licensee who holds such a licence in respect of a federal area is guilty of an offence who	92.03 (1) Commet une infraction le titulaire d'un permis d'utilisation des eaux de type B visant une zone fédérale :	Infractions — permis d'utilisation des eaux de type B
	(a) contravenes or fails to comply with any condition of the licence, if the contravention or failure to comply does not constitute an offence under section 92.04; or	a) qui contrevient aux conditions du permis ou néglige de s'y conformer, si la contravention ou le défaut ne constitue pas une infraction prévue à l'article 92.04;	35
	(b) without reasonable excuse, fails to furnish or maintain security as required under subsection 72.11(1).	b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir ou de maintenir la garantie exigée par le paragraphe 72.11(1).	40

Punishment	<p>(2) Every licensee who is guilty of an offence under subsection (1) is liable on summary conviction,</p> <p>(a) for a first offence, to a fine not exceeding \$37,500 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and</p> <p>(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$75,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.</p>	<p>(2) Le titulaire qui commet une infraction prévue au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :</p> <p>a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 37 500 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;</p> <p>b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 75 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.</p>	Peine
Other offences — water use and waste deposit	<p>92.04 Every person is guilty of an offence punishable on summary conviction who</p> <p>(a) contravenes or fails to comply with subsection 87(1), (2) or (3), in relation to the use of waters or the deposit of waste in a federal area, or any regulations made under paragraph 90.3(1)(p), (q) or (r); or</p> <p>(b) except as authorized under this Part or any other Act of Parliament, wilfully obstructs or otherwise interferes with a licensee who holds a licence in respect of a federal area or any person acting on behalf of the licensee in the exercise of any rights granted to the licensee under this Part.</p>	<p>92.04 Commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque :</p> <p>a) contrevient aux paragraphes 87(1), (2) ou (3) en ce qui touche l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets dans une zone fédérale ou à tout règlement pris en vertu des alinéas 90.3(1)p), q) ou r);</p> <p>b) sauf dans la mesure permise par la présente partie ou toute autre loi fédérale, entrave ou gêne volontairement de quelque autre façon l'action du titulaire d'un permis d'utilisation des eaux visant une zone fédérale ou de quiconque agit en son nom dans l'exercice des droits que lui confère la présente partie.</p>	Autres infractions — utilisation des eaux et dépôt des déchets
Continuing offences	<p>92.05 An offence under subsection 92(1), 92.01(1), 92.02(1) or 92.03(1) that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.</p>	<p>92.05 Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction prévue aux paragraphes 92(1), 92.01(1), 92.02(1) ou 92.03(1).</p>	Infractions continues
Deeming — subsequent offence for water use	<p>189. (1) Section 92.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</p> <p>(1.1) For the purposes of subsections 92.01(2), 92.02(2) and 92.03(2), a conviction for a particular offence under this Act is deemed to be a conviction for a second or subsequent offence if the court is satisfied that the offender has been previously convicted of a substantially similar offence under an Act of Parliament — or an Act of the legislature of a province — that relates to environmental or wildlife conservation or protection.</p>	<p>189. (1) L'article 92.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</p> <p>(1.1) Pour l'application des paragraphes 92.01(2), 92.02(2) et 92.03(2), il y a récidive si le tribunal est convaincu que le contrevenant a déjà été déclaré coupable, sous le régime de toute loi fédérale ou provinciale visant la conservation ou la protection de l'environnement ou des espèces sauvages, d'une infraction essentiellement semblable.</p>	Présomption — récidive relative à l'utilisation des eaux

(2) Subsection 92.1(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 92.1(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Application

(2) Subsections (1) and (1.1) apply only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province.

(2) Subsections (1) and (1.1) apply only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province.

Application

190. (1) Section 93 of the Act is replaced by the following:

190. (1) L'article 93 de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :

Deeming —
subsequent
offence for
land use

92.1 (1) For the purposes of subsections 92(1) and (4), a conviction for a particular offence under this Act is deemed to be a conviction for a second or subsequent offence if the court is satisfied that the offender has been 15 previously convicted of a substantially similar offence under an Act of Parliament — or an Act of the legislature of a province — that relates to environmental or wildlife conservation or protection or heritage resources. 20

92.1 (1) Pour l'application des paragraphes 92(1) et (4), il y a récidive si le tribunal est convaincu que le contrevenant a déjà été déclaré coupable, sous le régime de toute loi fédérale ou 15 provinciale visant la conservation ou la protection de l'environnement, des espèces sauvages ou des ressources patrimoniales, d'une infraction essentiellement semblable. 20

Présomption —
récidive relative
à l'utilisation des
terres

Application

(2) Subsection (1) applies only to previous convictions on indictment, to previous convictions on summary conviction and to previous convictions under any similar procedure under any Act of the legislature of a province. 25

(2) Les infractions pour lesquelles le contre- 20 venant a déjà été déclaré coupable doivent être des infractions qui ont été poursuivies par mise en accusation, par procédure sommaire ou par toute autre procédure semblable établie sous le régime d'une loi provinciale. 25

Limitation

Limitation
period or
prescription

93. No proceedings in respect of an offence under section 92 are to be instituted more than five years after the day on which the federal Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged offence. 30

93. Les poursuites relatives à une infraction visée à l'article 92 se prescrivent par cinq ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu connaissance des faits reprochés.

Prescription

(2) Section 93 of the Act is replaced by the following:

(2) L'article 93 de la même loi est rem- 30 placé par ce qui suit :

Limitation
period or
prescription

93. No proceedings in respect of an offence under section 92, 92.01, 92.02, 92.03, 92.04 or 92.05 are to be instituted more than five years 35 after the day on which the federal Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged offence.

93. Les poursuites relatives à une infraction visée aux articles 92, 92.01, 92.02, 92.03, 92.04 ou 92.05 se prescrivent par cinq ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu 35 connaissance des faits reprochés.

Prescription

Admissibility of
evidence

93.1 (1) In proceedings for an offence under this Part, a certificate, report or other document 40 of the federal Minister, a board or an inspector that is purported to have been signed by that person or board is admissible in evidence without proof of the signature or official

93.1 (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre fédéral, l'office ou un inspecteur est 40 admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire

Admissibilité

	character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.	de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.	
Copies and extracts	(2) In proceedings for an offence under this Part, a copy of or an extract from any document that is made by the federal Minister, a board or an inspector that appears to have been certified under the signature of that person or board as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.	(2) De même, la copie ou l'extrait de documents établis par le ministre fédéral, l'office ou l'inspecteur et paraissant certifié conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ni la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, il a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.	Copies ou extraits
Presumed date of issue	(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary, presumed to have been issued on the date that it bears.	(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont présumés avoir été établis à la date qu'ils portent.	Date
Notice	(4) No document referred to in this section is to be received in evidence unless the party intending to produce it has provided reasonable notice of that intention to the party against whom it is intended to be produced together with a copy of the document.	(4) Ils ne sont reçus en preuve que si la partie qui entend les produire contre une autre lui donne un préavis suffisant, accompagné d'une copie de ceux-ci.	Préavis
Certificate of analyst	93.2 (1) Subject to this section, a certificate purporting to be signed by an analyst and stating that the analyst has analysed or examined a sample submitted to the analyst by an inspector and stating the result of the analysis or examination is admissible in evidence in any prosecution under this Part and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in the certificate, without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.	93.2 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le certificat paraissant signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a étudié tel échantillon que lui a remis l'inspecteur et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites engagées en vertu de la présente partie et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.	Certificat de l'analyste
Attendance of analyst	(2) A party against whom a certificate of an analyst is produced under subsection (1) may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.	(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour contre-interrogatoire.	Présence de l'analyste
Notice	(3) No certificate is to be received in evidence under subsection (1) unless the party intending to produce it has provided reasonable notice of that intention to the party against whom it is intended to be produced together with a copy of the certificate.	(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire contre une autre lui donne un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.	Préavis

191. Subsections 93.1(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Admissibility of evidence

93.1 (1) In proceedings for an offence under this Part, a certificate, report or other document of the federal Minister, the Board or an inspector that is purported to have been signed by that person or board is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

Copies and extracts

(2) In proceedings for an offence under this Part, a copy of or an extract from any document that is made by the federal Minister, the Board or an inspector that appears to have been certified under the signature of that person or board as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

2005, c. 1, s. 54

192. Section 95 of the Act is replaced by the following:

Fees

95. Despite subsection 72.03(1) or any territorial law, the Gwich'in and Sahtu First Nations and the Tlicho Government are not required to pay any fee in respect of the use of waters or the deposit of waste for non-commercial purposes on their first nation lands or Tlicho lands, as the case may be.

2000, c. 32, s. 68(1); 2005, c. 1, ss. 55, 56, 57(F), 58, 59(1) and (2)(E) and 60 to 63

193. Part 4 of the Act is repealed.

194. (1) The definition "licence" in subsection 96(1) of the Act is replaced by the following:

191. Les paragraphes 93.1(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Admissibilité

93.1 (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre fédéral, l'Office ou un inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Copies ou extraits

(2) De même, la copie ou l'extrait de documents établis par le ministre fédéral, l'Office ou l'inspecteur et paraissant certifié conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ni la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, il a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

192. L'article 95 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 54

95. Malgré le paragraphe 72.03(1) et les règles de droit territoriales, les premières nations des Gwich'in et du Sahtu et le gouvernement tlicho ne sont pas tenus de payer de droits pour l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, à des fins non commerciales, sur leurs terres ou les terres tlichos, selon le cas.

Droits

193. La partie 4 de la même loi est abrogée.

2000, ch. 32, par. 68(1); 2005, ch. 1, art. 55, 56, 57(F) et 58, par. 59(1) et (2)(A) et art. 60 à 63

194. (1) La définition de « permis d'utilisation des eaux », au paragraphe 96(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

"licence" « permis d'utilisation des eaux »	<p>"licence" means</p> <p>(a) with respect to a federal area, a type A or type B licence permitting the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by the Board under this Part; or</p> <p>(b) with respect to lands outside a federal area, a type A or type B licence or any other licence relating to the use of waters or the deposit of waste, or both, issued by the Board under this Part in accordance with any 10 territorial law.</p>	<p>« permis d'utilisation des eaux »</p> <p>a) S'agissant d'une zone fédérale, permis de type A ou de type B délivré par l'Office sous le régime de la présente partie et visant 5 l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, 5 ou les deux;</p> <p>b) s'agissant de terres situées à l'extérieur d'une zone fédérale, permis de type A ou de type B ou autre permis visant l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, ou les deux, 10 délivré par l'Office sous le régime de la présente partie en conformité avec les règles de droit territoriales.</p>	« permis d'utilisation des eaux » "licence"
	<p>(2) Section 96 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</p>	<p>(2) L'article 96 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce 15 qui suit :</p>	
Meaning of "licence"	<p>(4) For the purposes of this Part, a reference to a licence in section 90.3, in the regulations 15 made under that section and in sections 72.02 and 92.02 to 92.04 include a licence as defined in subsection (1).</p>	<p>(4) Pour l'application de la présente partie, la mention de permis d'utilisation des eaux, à l'article 90.3 et dans les règlements pris en vertu de celui-ci, ainsi qu'aux articles 72.02, 92.02 à 20 92.04, vise également le permis d'utilisation des eaux au sens du paragraphe (1).</p>	Mention de permis d'utilisation des eaux
2005, c. 1, s. 58	<p>195. Subsection 102(1) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>195. Le paragraphe 102(1) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :</p>	2005, ch. 1, art. 58
Jurisdiction— Board	<p>102. (1) The Board has jurisdiction in respect of all uses of land in the Mackenzie Valley for which a permit is required under Part 3 and in respect of all uses of waters or deposits of waste in the Mackenzie Valley for which a 25 licence is required under Part 3 or any territorial law, as the case may be, and for that purpose the Board has the powers and duties of a board established under Part 3, other than powers under sections 78, 79 and 79.2 to 80.1, as if a 30 reference in that Part to a management area were a reference to the Mackenzie Valley, except that, with regard to subsection 61(2), the reference to management area continues to be a reference to Wekeezhii.</p>	<p>102. (1) L'Office a compétence en ce qui 25 touche toute forme d'utilisation des terres dans la vallée du Mackenzie pour laquelle un permis est nécessaire sous le régime de la partie 3, ou toute forme d'utilisation des eaux ou de dépôt de déchets dans la vallée du Mackenzie pour 30 laquelle un permis est nécessaire sous le régime de cette partie ou des règles de droit territoriales, selon le cas. Il exerce à cet égard les attributions conférées aux offices constitués en vertu de cette partie, exception faite toutefois de celles 35 prévues aux articles 78, 79 et 79.2 à 80.1, la mention de la zone de gestion dans les dispositions pertinentes de cette partie valant mention de la vallée du Mackenzie, sauf au 40 paragraphe 61(2) où cette mention continue de viser le Wekeezhii.</p>	Compétence de l'Office
	<p>196. Section 105 of the Act is repealed.</p>	<p>196. L'article 105 de la même loi est abrogé.</p>	
2005, c. 1, s. 61	<p>197. Subsection 106.1(1) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>197. Le paragraphe 106.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	2005, ch. 1, art. 61

Requirement to make recommendations

106.1 (1) The Board shall, at the request of the federal Minister, make recommendations to the federal Minister with respect to the amendment of this Act or the making or amendment of any instrument under this Act.

106.1 (1) L'Office fait au ministre fédéral, sur demande de celui-ci, des recommandations concernant soit la modification de la présente loi, soit la prise ou la modification de ses textes d'application.

Recommandations au ministre fédéral

198. Section 110 of the Act is replaced by the following:

198. L'article 110 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Inspector

110. An inspector designated under subsection 84(1) may exercise and shall perform, in relation to the use of land or waters or the deposit of waste, the powers, duties and functions of an inspector under Part 3.

110. L'inspecteur désigné en vertu du paragraphe 84(1) exerce, en ce qui touche l'utilisation des terres ou des eaux et le dépôt de déchets, les attributions qui lui sont conférées en vertu de la partie 3.

Inspecteur des terres

199. (1) The Act is amended by adding the following after section 111:

199. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 111, de ce qui suit :

Federal Minister — powers, duties and functions

111.1 The federal Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions of any responsible minister who is a minister of the Crown in right of Canada for the purposes of subsections 130(1) to (3) and sections 131.2, 135 and 137.2.

111.1 Pour l'application des paragraphes 130(1) à (3) et des articles 131.2, 135 et 137.2, le ministre fédéral exerce les attributions de tout ministre compétent qui est un ministre du gouvernement fédéral.

Ministre fédéral : attributions

(2) Section 111.1 of the Act is replaced by the following:

(2) L'article 111.1 de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

Federal Minister — powers, duties and functions

111.1 The federal Minister shall exercise the powers and perform the duties and functions of any responsible minister who is a minister of the Crown in right of Canada for the purposes of subsections 130(1) to (3), sections 131.2, 135 and 137.2 and subsection 142.21(10).

111.1 Pour l'application des paragraphes 130(1) à (3), des articles 131.2, 135 et 137.2 et du paragraphe 142.21(10), le ministre fédéral exerce les attributions de tout ministre compétent qui est un ministre du gouvernement fédéral.

Ministre fédéral : attributions

200. The Act is amended by adding the following after section 112:

200. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 112, de ce qui suit :

Acting after expiry of term

112.1 (1) If the chairperson is of the opinion that it is necessary for a Review Board member to continue to act after the expiry of that member's term in relation to an environmental assessment, an environment impact review or an examination of impacts on the environment that stands in lieu of an environmental impact review, as the case may be, of a proposal for a development, the chairperson may request in writing that the federal Minister authorize the member to act in relation to that proposal until the requirements of this Part in relation to that environmental assessment, environmental impact review or examination have been fulfilled. For the purpose of the appointment of a replacement, their office is deemed to be vacant as soon as their term expires.

112.1 (1) S'il estime nécessaire que le membre de l'Office dont le mandat expire au cours de l'évaluation environnementale, de l'étude d'impact ou de l'examen des répercussions environnementales qui tient lieu d'étude d'impact d'un projet de développement, selon le cas, continue d'exercer ses attributions, le président peut demander, par écrit, au ministre fédéral d'autoriser le membre à continuer de les exercer à l'égard de ce projet jusqu'à ce que les exigences de la présente partie aient été remplies à l'égard de cette évaluation environnementale, de cette étude d'impact ou de cet examen des répercussions environnementales. En ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.

Attributions postérieures au mandat

Request	(2) The request shall be made at least two months before the day on which the member's term expires.	(2) La demande doit être présentée au moins deux mois avant l'expiration du mandat.	Délai
Deemed acceptance	(3) If the federal Minister neither accepts nor rejects the request within two months after the day on which it is made, the request is deemed to be accepted.	(3) Elle est réputée agréée si le ministre fédéral n'y donne pas suite dans les deux mois suivant sa présentation.	Fiction juridique 5
	201. Section 115 of the Act is renumbered as subsection 115(1) and is amended by adding the following:	201. L'article 115 de la même loi devient le paragraphe 115(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :	10
Consideration of previous assessment activities	(2) A person or body conducting a preliminary screening, an environmental assessment, an environmental impact review or an examination of impacts on the environment that stands in lieu of an environmental impact review in respect of a proposed development shall consider, and may rely on, any assessment activities previously carried out under this Part in respect of that development.	(2) Les personnes ou organes qui effectuent un examen préalable, une évaluation environnementale, une étude d'impact ou un examen des répercussions environnementales qui tient lieu d'étude d'impact relativement à un projet de développement tiennent compte des travaux d'évaluation déjà effectués au titre de la présente partie à l'égard du projet et peuvent s'appuyer sur ceux-ci.	Prise en compte des travaux antérieurs 10
	202. The portion of section 116 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	202. Le passage de l'article 116 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	20
<i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i>	116. The <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i> does not apply in the Mackenzie Valley in respect of proposals for developments other than	116. La <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i> ne s'applique pas, dans la vallée du Mackenzie, aux projets de développement, sauf :	<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i>
	203. The Act is amended by adding the following after section 117:	203. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 117, de ce qui suit :	25
Prohibition — person or body carrying out development	117.1 (1) The person or body that proposes to carry out a development shall not carry it out, in whole or in part, unless (a) the person or body receives a notice under subsection 124(1.1) in respect of the development; (b) the development is exempted from preliminary screening under subsection 124(2); (c) the person or body receives a copy of a report under subsection 125(6) stating that the development will not be a cause of public concern and either will not have a significant adverse impact on the environment or, in the case of a proposed development that is wholly within the boundaries of a local government, is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources;	117.1 (1) Le promoteur d'un projet de développement ne peut réaliser — même en partie — le projet que si, selon le cas : a) il reçoit l'avis visé au paragraphe 124(1.1) 30 relativement au projet; b) le projet est soustrait à l'examen préalable en application du paragraphe 124(2); c) le promoteur reçoit, en application du paragraphe 125(6), une copie du rapport 35 d'examen indiquant que le projet ne sera pas la cause de préoccupations pour le public et soit qu'il n'aura pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement, soit, s'il doit être entièrement réalisé dans le 40 territoire d'une administration locale, qu'il n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables;	Interdiction — promoteur 30 35 40

(d) in the case of a proposal for a development that is the subject of an environmental assessment under section 126, the person or body carries it out in accordance with the conditions included in a development certificate issued under section 131.3, or an amended certificate issued under subsection 142.21(17), with respect to that development; or

(e) in the case of a proposal for a development that is the subject of an environmental impact review under section 132, or an examination under section 138, 140 or 141, the person or body carries it out in accordance with the conditions included in a development certificate issued under section 137.4, or an amended certificate issued under subsection 142.21(17), with respect to that development.

(2) A person or body who carries out a development, in whole or in part, is not in contravention of subsection (1) if it is carried out within the period

(a) starting on the day on which

(i) the person or body receives a notice under subsection 124(1.1) with respect to the development,

(ii) the development is exempted from preliminary screening under subsection 124(2), or

(iii) the person or body receives a copy of a report under subsection 125(6) containing the conclusions set out in paragraph (1)(c) with respect to the development, and

(b) ending on the day on which that person or body receives notice of a referral to an environmental assessment under subsection 126(5).

(3) Subsection (1) does not apply if section 119 applies.

204. (1) Section 124 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

d) dans le cas où le projet fait l'objet d'une évaluation environnementale en application de l'article 126, le promoteur le réalise en conformité avec les conditions qui sont énoncées dans le certificat ou le certificat modifié qui lui est délivré en application de l'article 131.3 et du paragraphe 142.21(17), respectivement, relativement au projet;

e) dans le cas où le projet fait l'objet d'une étude d'impact en application de l'article 132 10 ou d'un examen en application des articles 138, 140 ou 141, le promoteur le réalise en conformité avec les conditions qui sont énoncées dans le certificat ou le certificat modifié qui lui est délivré en application de l'article 137.4 et du paragraphe 142.21(17), respectivement, relativement au projet.

(2) Le promoteur ne contrevient pas au paragraphe (1) s'il réalise—même en partie— le projet pendant la période: 20

a) qui commence le jour où, selon le cas:

(i) le promoteur reçoit l'avis visé au paragraphe 124(1.1) relativement au projet,

(ii) le projet est soustrait à l'examen préalable en application du paragraphe 124(2),

(iii) le promoteur reçoit, en application du paragraphe 125(6), une copie du rapport d'examen énonçant les conclusions visées à l'alinéa (1)c) relativement au projet; 30

b) qui se termine le jour où le renvoi du projet à l'évaluation environnementale lui est notifié en application du paragraphe 126(5).

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas en cas d'application de l'article 119. 35

204. (1) L'article 124 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit:

No contravention

Aucune contravention

Exception

Exception

Notice of exemption	(1.1) If the development is exempted from preliminary screening for a reason referred to in paragraph (1)(a) or (b), the regulatory authority or designated regulatory agency shall so notify the person or body that proposes to carry out the development in writing.	(1.1) Si le projet est soustrait à l'examen préalable pour l'un des motifs mentionnés aux alinéas (1)a) ou b), l'autorité administrative ou l'organisme administratif désigné en avise par écrit le promoteur du projet.	Avis 5
2005, c. 1, s. 75(2)	(2) Subsection 124(4) of the Act is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 124(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, par. 75(2)
Cooperation	(4) <u>If</u> more than one body conducts a preliminary screening of a <u>proposal for a</u> development, any of them may consult the others, adopt another's report or participate in a joint preliminary screening and, <u>if</u> one of them is <u>the Mackenzie Valley Land and Water Board</u> , the others are not required to conduct a preliminary screening.	(4) Les organes qui effectuent un examen préalable au sujet du même projet de développement peuvent se consulter, entériner leurs rapports respectifs ou procéder à un examen conjoint. Au surplus, si l'un d'eux est <u>l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie</u> , les autres sont soustraits à cette obligation en ce qui touche ce projet.	Coopération 15
	205. (1) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):	205. (1) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :	
Delay	(1.1) If the body determines under subsection (1) that the development will not have a significant adverse impact on the environment and will not be a cause of public concern, (a) a regulatory authority, a designated regulatory agency or the Tlicho Government shall not issue a licence, permit or other authorization for the development before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination; or (b) if no licence, permit or other authorization is required under any federal, territorial or Tlicho law for the development, the person or body that proposes to carry it out shall not proceed before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination.	(1.1) Si le rapport visé au paragraphe (1) indique que, de l'avis de l'organe chargé de l'examen préalable, le projet n'aura pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public : a) l'autorité administrative, l'organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet ou le gouvernement tlicho, selon le cas, ne peut procéder à leur délivrance avant l'expiration d'un délai de dix jours après la réception du rapport par l'Office; b) dans le cas où un tel permis ou une telle autorisation n'est pas nécessaire en vertu d'une règle de droit fédérale ou territoriale ou d'une loi tlicho, le promoteur ne peut entreprendre le projet avant l'expiration du même délai.	Effet suspensif 25 30 35
Mackenzie Valley Land and Water Board	(1.2) If the Mackenzie Valley Land and Water Board is the body that determines under subsection (1) that the development will not have a significant adverse impact on the environment and will not be a cause of public concern, that Board may issue a licence, permit or other authorization for the development before the end of 10 days after the day on	(1.2) Dans le cas où l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie est chargé de l'examen préalable et qu'il indique dans son rapport que le projet n'aura pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public, il peut procéder à la délivrance du permis ou autre autorisation	Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie 40

	<p>which the Review Board receives the report of the determination but that licence, permit or other authorization shall come into force only after the end of that 10-day period and if no referral under subsection 126(2) or (3) has been made during that period.</p>	<p>nécessaire à la réalisation du projet avant l'expiration d'un délai de dix jours après la réception du rapport par l'Office, à condition que la prise d'effet du permis ou de l'autorisation soit suspendue jusqu'à l'expiration de ce délai et qu'aucun renvoi n'ait été effectué dans ce délai en vertu des paragraphes 126(2) ou (3).</p>	
<p>Computation of time</p>	<p>(1.3) If more than one body conducts a preliminary screening in respect of a development and they each determine that the development will not have a significant adverse impact on the environment and will not be a cause of public concern, the 10-day period referred to in subsections (1.1) and (1.2) begins after the day on which the Review Board receives the last of their reports of determination.</p>	<p>(1.3) Dans le cas où plus d'un organe est chargé de l'examen préalable et que chacun indique dans son rapport que le projet n'aura pas de répercussions négatives importantes sur l'environnement et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public, le délai de dix jours visé aux paragraphes (1.1) ou (1.2) commence à courir après la réception par l'Office du dernier rapport de ces organes.</p>	<p>Calcul du délai</p>
	<p>(2) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):</p>	<p>(2) L'article 125 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :</p>	
<p>Delay</p>	<p>(3) If a body determines under subsection (2) that the development is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources and will not be a cause of public concern,</p> <p>(a) a regulatory authority, a designated regulatory agency or the Tlicho Government shall not issue a licence, permit or other authorization for the development before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination; or</p> <p>(b) if no licence, permit or other authorization is required under any federal, territorial or Tlicho law for the development, the person or body that proposes to carry it out shall not proceed before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination.</p>	<p>(3) Si le rapport visé au paragraphe (2) indique que, de l'avis de l'organe chargé de l'examen préalable, le projet n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public :</p> <p>a) l'autorité administrative, l'organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet ou le gouvernement tlicho, selon le cas, ne peut procéder à leur délivrance avant l'expiration d'un délai de dix jours après la réception du rapport par l'Office;</p> <p>b) dans le cas où un tel permis ou une telle autorisation n'est pas nécessaire en vertu d'une règle de droit fédérale ou territoriale ou d'une loi tlicho, le promoteur ne peut entreprendre le projet avant l'expiration du même délai.</p>	<p>Effet suspensif</p>
<p>Mackenzie Valley Land and Water Board</p>	<p>(4) If the Mackenzie Valley Land and Water Board is the body that determines under subsection (2) that the development is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources and will not be a cause of public concern, that Board may issue a licence, permit or other authorization, as the</p>	<p>(4) Dans le cas où l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie est l'organe chargé de l'examen préalable et qu'il indique dans son rapport que le projet n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables et ne sera pas la cause de</p>	<p>Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie</p>

	<p>case may be, before the end of 10 days after the day on which the Review Board receives the report of the determination but that licence, permit or other authorization shall come into force only after the end of that 10-day period and if no referral under subsection 126(2) or (3) has been made during that period.</p>	<p>préoccupations pour le public, il peut procéder à la délivrance du permis ou autre autorisation nécessaire à la réalisation du projet avant l'expiration d'un délai de dix jours après la réception du rapport par l'Office, à condition que la prise d'effet du permis ou de l'autorisation soit suspendue jusqu'à l'expiration de ce délai et qu'aucun renvoi n'ait été effectué dans ce délai en vertu des paragraphes 126(2) ou (3).</p>	
Computation of time	<p>(5) If more than one body conducts a preliminary screening in respect of a development and they each determine that the development is unlikely to have a significant adverse impact on air, water or renewable resources and will not be a cause of public concern, the 10-day period referred to in subsections (3) and (4) begins after the day on which the Review Board receives the last of their reports of determination.</p>	<p>(5) Dans le cas où plus d'un organe est chargé de l'examen préalable et que chacun indique dans son rapport que le projet n'aura vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur l'air, l'eau ou les ressources renouvelables et ne sera pas la cause de préoccupations pour le public, le délai de dix jours visé aux paragraphes (3) et (4) commence à courir après la réception par l'Office du dernier rapport de ces organes.</p>	Calcul du délai
Copy of report	<p>(6) A body that conducts a preliminary screening of a proposal shall provide a copy of its report to the person or body that proposes to carry out the development.</p>	<p>(6) L'organe chargé de l'examen préalable fournit une copie du rapport au promoteur du projet.</p>	Copie du rapport
2005, c. 1, s. 78(1)	<p>206. Subsection 128(2) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>206. Le paragraphe 128(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	2005, ch. 1, par. 78(1)
Review Board's report	<p>(2) The Review Board shall, <u>within nine months after the day on which a proposal is referred to it under section 125 or subsection 126(2) or the day on which it starts to conduct an assessment under subsection 126(3), complete its environmental assessment and make a report of that assessment to</u></p> <p>(a) the federal Minister, who shall distribute it to every responsible minister;</p> <p>(b) any designated regulatory agency from which a licence, permit or other authorization is required for the carrying out of the development; and</p> <p>(c) if the development is to be carried out wholly or partly on Tlicho lands, the Tlicho Government.</p>	<p>(2) <u>Dans les neuf mois suivant la date où l'affaire lui a été renvoyée en application de l'article 125 ou du paragraphe 126(2) ou suivant celle où il a commencé l'évaluation environnementale du projet en application du paragraphe 126(3), l'Office termine celle-ci et adresse son rapport d'évaluation :</u></p> <p>a) au ministre fédéral, qui est tenu de le transmettre à tout ministre compétent;</p> <p>b) à l'organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet;</p> <p>c) au gouvernement tlicho, s'il s'agit d'un projet devant être réalisé — même en partie — sur les terres tlichos.</p>	Rapport de l'Office
Time limit — hearings	<p>(2.1) If the Review Board holds a public hearing during the conduct of the environmental assessment, the time limit referred to in subsection (2) is extended to 16 months.</p>	<p>(2.1) Dans le cas où l'Office tient une audience publique au cours de l'évaluation environnementale, le délai prévu au paragraphe (2) est de seize mois.</p>	Délai : audience publique

Extension of time limit by federal Minister	(2.2) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (2) or (2.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal. 5	(2.2) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu aux paragraphes (2) ou (2.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet. 5	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(2.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (2.2) any number of times.	(2.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (2.2).	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Excluded period	(2.4) If the Review Board requires the person 10 or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Review Board's 15 opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit or of its extension.	(2.4) Dans le cas où l'Office exige du 10 promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas 15 comprise dans le calcul du délai ou de sa prolongation.	Période exclue
2005, c. 1, s. 79	207. Section 129 of the Act is repealed.	207. L'article 129 de la même loi est abrogé.	2005, ch. 1, art. 79
	208. (1) Paragraph 130(1)(c) of the Act is 20 replaced by the following:	208. (1) L'alinéa 130(1)c) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :	
	(c) irrespective of the determination in the report, to refer the proposal to the Minister of the Environment, following consultation with that Minister, for the purpose of a joint review 25 under the <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i> , if the federal Minister and the responsible ministers determine that it is in the national interest to do so.	c) dans les cas où, à leur avis, l'intérêt national l'exige et après avoir consulté le ministre de l'Environnement, saisir celui-ci 25 de l'affaire, quelles que soient les conclusions 25 du rapport, pour qu'un examen conjoint soit effectué sous le régime de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i> .	
2005, c. 1, s. 80(1)	(2) Subsection 130(1.1) of the Act is 30 replaced by the following:	(2) Le paragraphe 130(1.1) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, par. 80(1)
Consultation	(1.1) Before making an order under paragraph (1)(a) or a referral under paragraph (1)(c), the federal Minister and the responsible ministers shall consult 35	(1.1) Avant de prendre la mesure visée aux alinéas (1)a) ou c), le ministre fédéral et les ministres compétents consultent :	Consultation
	(a) the Gwich'in First Nation, if the development is to be carried out wholly or partly on its first nation lands, as defined in section 51; (b) the Sahtu First Nation, if the develop- 40 ment is to be carried out wholly or partly on its first nation lands, as defined in section 51; and	a) la première nation des Gwich'in, dans le cas où le projet de développement doit être 35 réalisé — même en partie — sur les terres de cette première nation, au sens de l'article 51; b) la première nation du Sahtu, dans le cas où le projet de développement doit être réalisé — même en partie — sur les terres de cette 40 première nation, au sens de l'article 51; c) le gouvernement tlicho, dans le cas où le projet de développement doit être réalisé — même en partie — sur les terres tlichos.	

(c) the Tlicho Government, if the development is to be carried out wholly or partly on Tlicho lands.

(3) Section 130 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(3) L'article 130 de la même loi est modifié 5 par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Time limits	(4.01) The federal Minister shall distribute a decision made under this section within three months after the day on which the federal Minister receives the Review Board's report of an environmental assessment. 10	(4.01) La communication de la décision est faite dans les trois mois suivant la réception par le ministre fédéral du rapport d'évaluation de l'Office. 5	Délais
Time limit— hearings	(4.02) If the Review Board holds a public hearing during the conduct of the environmental assessment, the time limit referred to in subsection (4.01) is extended to five months.	(4.02) Dans le cas où l'Office tient une audience publique au cours de l'évaluation environnementale, le délai prévu au paragraphe (4.01) est de cinq mois. 10	Délai : audience publique
Extension of time limit by federal Minister	(4.03) The federal Minister may extend the time limit referred to in subsection (4.01) or (4.02) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal. 15	(4.03) Le ministre fédéral peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu aux paragraphes (4.01) ou (4.02) pour tenir compte des circonstances particulières du projet. 15	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(4.04) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (4.03) any number of times. 20	(4.04) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (4.03).	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Time limit— further consideration	(4.05) If a recommendation is referred back to the Review Board for further consideration under subparagraph (1)(b)(i), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (4.01) or (4.02) or of its extension. 25	(4.05) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à l'Office en vertu de l'alinéa (1)b) pour réexamen, la période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé aux paragraphes (4.01) ou (4.02) ou de sa prolongation. 25	Délai : réexamen
Excluded period	(4.06) If the federal Minister or the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the federal Minister's or the Review Board's opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (4.01) or (4.02) or of its extension. 40	(4.06) Dans le cas où le ministre fédéral ou l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé aux paragraphes (4.01) ou (4.02) ou de sa prolongation. 30	Période exclue
Notification— paragraph (1)(c)	(4.07) If, following an order by the Review Board that an environmental impact review of a proposal be conducted, the federal Minister and the responsible ministers do not refer a proposal to the Minister of the Environment under paragraph (1)(c), the federal Minister shall so 45	(4.07) Dans le cas où, après l'ordre de l'Office exigeant la réalisation d'une étude d'impact, le ministre fédéral et les ministres compétents ne saisissent pas le ministre de l'Environnement de l'affaire comme le permet 35	Notification : alinéa (1)c)

	advise the Review Board in writing within three months after the day on which the federal Minister receives the Review Board's report of an environmental assessment.		l'alinéa (1)c), le ministre fédéral en informe par écrit l'Office dans les trois mois après avoir reçu le rapport d'évaluation de l'Office.		
Time limit— hearings	(4.08) If the Review Board holds a public hearing during the conduct of the environmental assessment, the time limit referred to in subsection (4.07) is extended to five months.	5	(4.08) Dans le cas où l'Office tient une audience publique au cours de l'évaluation environnementale, le délai prévu au paragraphe (4.07) est de cinq mois.	5	Délai : audience publique
Extension of time limit by federal Minister	(4.09) The federal Minister may extend the time limit referred to in subsection (4.07) or (4.08) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.	10	(4.09) Le ministre fédéral peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu aux paragraphes (4.07) ou (4.08) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	10	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(4.1) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (4.09) any number of times.	15	(4.1) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (4.09).	15	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
2005, c. 1, s. 80(2)	(4) Subsection 130(5) of the French version of the Act is replaced by the following:		(4) Le paragraphe 130(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :		2005, ch. 1, par. 80(2)
Mise en oeuvre	(5) <u>Les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (4) sont tenus de se conformer à la décision ministérielle dans la mesure de leur compétence. La mise en oeuvre de celle-ci incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents.</u>	20	(5) <u>Les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (4) sont tenus de se conformer à la décision ministérielle dans la mesure de leur compétence. La mise en oeuvre de celle-ci incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents.</u>	25	Mise en oeuvre
	(5) Subsection 130(5) of the Act is replaced by the following:		(5) Le paragraphe 130(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :		
Effect of decision	(5) The federal Minister and responsible ministers shall carry out a decision made under this section to the extent of their respective authorities. A first nation, local government, regulatory authority or department or agency of the federal or territorial government affected by a decision made under this section shall act in conformity with the decision, <u>including by implementing the conditions set out in a development certificate issued under section 131.3, or an amended certificate issued under subsection 142.21(17), in relation to the proposed development,</u> to the extent of their respective authorities.	30	(5) Les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (4) sont tenus, dans la mesure de leur compétence, de se conformer à la décision ministérielle, <u>notamment en respectant les conditions énoncées dans le certificat ou le certificat modifié visés à l'article 131.3 et au paragraphe 142.21(17), respectivement, relativement au projet en cause.</u> La mise en oeuvre de la décision ministérielle incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents.	35	Mise en oeuvre
	209. (1) Section 131 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):		209. (1) L'article 131 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :		

Time limit	(1.1) The designated regulatory agency shall make a decision under subsection (1) within three months after the day on which the agency receives the Review Board's report of an environmental assessment.	(1.1) L'organisme administratif désigné doit rendre la décision visée au paragraphe (1) dans les trois mois suivant la réception par celui-ci du rapport d'évaluation de l'Office.	Délai
Time limit— hearings	(1.2) If the Review Board holds a public hearing during the conduct of the environmental assessment, the time limit referred to in subsection (1.1) is extended to five months.	(1.2) Dans le cas où l'Office tient une audience publique au cours de l'évaluation environnementale, le délai prévu au paragraphe (1.1) est de cinq mois.	5 Délai : audience publique
Extension of time limit by designated regulatory agency	(1.3) The designated regulatory agency may extend the time limit referred to in subsection (1.1) or (1.2) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.	(1.3) L'organisme administratif désigné peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu aux paragraphes (1.1) ou (1.2) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	10 Prolongation du délai par l'organisme administratif désigné
Extension of time limit by Governor in Council	(1.4) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister responsible for the designated regulatory agency, further extend the time limit extended under subsection (1.3) any number of times.	(1.4) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre responsable de l'organisme administratif désigné, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1.3).	15 Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Time limit— further consideration	(1.5) If a recommendation is referred back to the Review Board for further consideration under paragraph (1)(a), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (1.1) or (1.2) or of its extension.	(1.5) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à l'Office en vertu du paragraphe (1) pour réexamen, la période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé aux paragraphes (1.1) ou (1.2) ou de sa prolongation.	20 Délai : réexamen
Excluded period	(1.6) If the designated regulatory agency or the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the designated regulatory agency's or the Review Board's opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (1.1) or (1.2) or of its extension.	(1.6) Dans le cas où l'organisme administratif désigné ou l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé aux paragraphes (1.1) ou (1.2) ou de sa prolongation.	25 Période exclue
	(2) Section 131 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.6):	(2) L'article 131 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.6), de ce qui suit :	35
Provision of decision	(1.7) The designated regulatory agency shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board. 210. Section 131.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):	(1.7) L'organisme administratif désigné communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1). 210. L'article 131.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :	40 Communication de la décision

Provision of decision	(4) The Tlicho Government shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board.	(4) Le gouvernement tlicho communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1).	Communication de la décision
	211. The Act is amended by adding the following after section 131.2:	211. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 131.2, de ce qui suit :	5
Development certificate	131.3 (1) The Review Board shall issue a development certificate to the person or body that proposes to carry out the development if	131.3 (1) L'Office délivre un certificat à l'égard du projet de développement qu'il remet au promoteur, si, selon le cas :	Certificat
	<p>(a) the Review Board has made a determination under paragraph 128(1)(a) relating to that development and neither an order nor a referral is made under either paragraph 130(1)(a) or (c) relating to that development within 10 days after the Review Board receives confirmation that the federal Minister received its report relating to that determination made under subsection 128(2); or</p> <p>(b) the federal Minister and the responsible ministers adopt, under paragraph 130(1)(b), with or without modifications, the Review Board's recommendation made under subparagraph 128(1)(b)(ii) and neither the designated regulatory agency nor the Tlicho Government reject that recommendation under paragraph 131(1)(b) or 131.1(1)(b), respectively.</p>	<p>a) il a fait la déclaration prévue à l'alinéa 128(1)a) relativement au projet et, dans les dix jours suivant celui où il reçoit confirmation de la réception par le ministre fédéral du rapport d'évaluation qui lui est adressé en application du paragraphe 128(2) et qui contient la déclaration, le ministre fédéral et les ministres compétents n'ont pas pris la mesure visée aux alinéas 130(1)a) ou c) relativement au projet;</p> <p>b) le ministre fédéral et les ministres compétents acceptent, en vertu de l'alinéa 130(1)b), avec ou sans modifications, la recommandation faite par l'Office en vertu du sous-alinéa 128(1)b)(ii) et ni l'organisme administratif désigné, ni le gouvernement tlicho ne se sont prévalus des paragraphes 131(1) et 131.1(1), respectivement, pour la rejeter.</p>	
Content of certificate	(2) A development certificate shall indicate that the environmental assessment of the development has been completed and that the person or body that proposes to carry out the development may carry it out if they comply with the conditions set out in the certificate, obtain any licence, permit or other authorization required by or under any Act of Parliament or any territorial law or Tlicho law and comply with any other requirements set out in such an Act or law.	(2) Le certificat précise que l'évaluation environnementale du projet est terminée et que le promoteur peut le réaliser, à condition de respecter les conditions qui y sont énoncées, d'obtenir les permis et autres autorisations nécessaires sous le régime de toute loi fédérale, règle de droit territoriale ou loi tlicho et de se conformer aux autres exigences prévues par telles lois.	Précisions
Conditions	(3) A development certificate issued under paragraph (1)(b) shall set out the conditions that the person or body that proposes to carry out the development is to comply with, namely, the implementation of the following measures:	(3) Le certificat délivré en vertu de l'alinéa (1)b) énonce les conditions que le promoteur est tenu de respecter relativement au projet, lesquelles prévoient la mise en oeuvre des mesures suivantes :	Conditions
	(a) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt a recommendation made under subparagraph 128(1)(b)(ii), the measures that are to be implemented, in	a) si le ministre fédéral et les ministres compétents ont accepté sans modification la recommandation faite en vertu du sous-alinéa 128(1)b)(ii), les mesures qui doivent être	

	<p>whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under subparagraph 130(1)(b)(i); or</p> <p>(b) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt the recommendation referred to in paragraph (a) with modifications, the measures that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under 5 subparagraph 130(1)(b)(ii). 10</p>	<p>mises en oeuvre en tout ou en partie par le promoteur et qu'ils ont précisées dans leur décision;</p> <p>b) s'ils ont accepté avec modifications la recommandation, ces mesures, avec les 5 modifications.</p>
Time limit	<p>(4) A development certificate shall be issued,</p> <p>(a) in the case of paragraph (1)(a), within 20 days after the expiry of the 10-day time limit set out in that paragraph; or 15</p> <p>(b) in the case of paragraph (1)(b), within 30 days after the first day on which the Review Board has received all applicable decisions.</p>	<p>(4) Le certificat est délivré : Délai</p> <p>a) s'agissant de l'alinéa (1)a), dans les vingt jours suivant l'expiration du délai de dix jours visé à cet alinéa; 10</p> <p>b) s'agissant de l'alinéa (1)b), dans les trente jours suivant le premier jour où toutes les décisions en cause ont été communiquées à l'Office.</p>
Extension of time limit	<p>(5) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit 20 referred to in subsection (4) by a maximum of 45 days to take into account circumstances that are specific to the proposal.</p>	<p>(5) Le ministre fédéral peut, sur demande de 15 l'Office, prolonger d'au plus quarante-cinq jours le délai prévu au paragraphe (4) pour tenir compte des circonstances particulières du projet. Prolongation du délai</p>
Provision of certificate	<p>(6) The Review Board shall provide a copy of the development certificate to the federal 25 Minister and to every first nation, local government, regulatory authority and department and agency referred to in subsection 130(4).</p>	<p>(6) L'Office adresse une copie du certificat 20 au ministre fédéral et aux premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe 130(4). Communication du certificat</p>
Statutory Instruments Act	<p>(7) Development certificates are not statutory instruments for the purposes of the <i>Statutory 30 Instruments Act</i>.</p>	<p>(7) Les certificats ne sont pas des textes 25 réglementaires pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>. Loi sur les textes réglementaires</p>
Duty — regulatory authorities	<p>131.4 Each regulatory authority shall, to the extent of its authority to do so, incorporate the conditions referred to in subsection 131.3(3) into any licence, permit or other authorization 35 that it issues, amends or renews.</p>	<p>131.4 Les autorités administratives sont tenues, dans la mesure de leurs compétences respectives, d'assortir les permis et autres 30 autorisations qu'elles délivrent, modifient ou renouvellent des conditions visées au paragraphe 131.3(3). Obligation des autorités administratives</p>
	<p>212. Section 132 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</p>	<p>212. L'article 132 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 35 (3), de ce qui suit :</p>
Time limit	<p>(4) The Review Board shall appoint members to a review panel within three months after 40 the day on which the Review Board is advised, as the case may be,</p>	<p>(4) L'Office nomme les membres de la formation dans les trois mois suivant la date où il est informé : Délai</p>

	<p>(a) of an order for an environmental impact review under paragraph 130(1)(a), subparagraph 130(1)(b)(ii) or paragraph 131(1)(b); or</p> <p>(b) in accordance with subsection 130(4.07), that the proposal has not been referred to the Minister of the Environment.</p>	<p>a) soit que la réalisation d'une étude d'impact est ordonnée en vertu des alinéas 130(1)a) ou b) ou du paragraphe 131(1);</p> <p>b) soit que le ministre de l'Environnement n'est pas saisi de l'affaire aux termes du paragraphe 130(4.07).</p>	
Extension of time limit by federal Minister	<p>(5) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (4) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.</p>	<p>(5) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (4) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.</p>	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	<p>(6) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (5) any number of times.</p>	<p>(6) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (5).</p>	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Excluded period	<p>(7) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (4) or of its extension.</p>	<p>(7) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (4) ou de sa prolongation.</p>	Période exclue
	<p>213. (1) Paragraph 134(1)(e) of the French version of the Act is replaced by the following:</p> <p>e) la tenue d'<u>audiences</u> publiques au sein des collectivités concernées ou la consultation de celles-ci.</p> <p>(2) The Act is amended by adding the following after subsection 134(1):</p> <p>(1.1) The Review Board shall fix the terms of reference for the review panel within three months after the day on which the Review Board is advised, as the case may be,</p> <p>(a) of an order for an environmental impact review under paragraph 130(1)(a), subparagraph 130(1)(b)(ii) or paragraph 131(1)(b); or</p> <p>(b) in accordance with subsection 130(4.07), that the proposal has not been referred to the Minister of the Environment.</p>	<p>213. (1) L'alinéa 134(1)e) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>e) la tenue d'<u>audiences</u> publiques au sein des collectivités concernées ou la consultation de celles-ci.</p> <p>(2) L'article 134 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</p> <p>(1.1) L'Office établit le mandat de sa formation dans les trois mois suivant la date où il est informé :</p> <p>a) soit que la réalisation d'une étude d'impact est ordonnée en vertu des alinéas 130(1)a) ou b) ou du paragraphe 131(1);</p> <p>b) soit que le ministre de l'Environnement n'est pas saisi de l'affaire aux termes de l'alinéa 130(4.07).</p>	25
Time limit—terms of reference			Délai

Extension of time limit by federal Minister	(1.2) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (1.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal. 5	(1.2) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (1.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(1.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (1.2) any number of times.	(1.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1.2).	5 Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Excluded period	(1.4) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (1.1) or of its extension. 10 15	(1.4) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au 15 paragraphe (1.1) ou de sa prolongation.	Période exclue
2005, c. 1, s. 84(2)	(3) Subsection 134(3) of the Act is replaced by the following:	(3) Le paragraphe 134(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, par. 84(2)
Review panel's report	(3) <u>Within 15 months after the first day on which both the members of the panel are appointed and the terms of reference are established, the report of a review panel shall be submitted to</u> 25 <p>(a) the federal Minister, who shall distribute it to every responsible minister;</p> <p>(b) any designated regulatory agency from which a licence, permit or other authorization is required for the carrying out of the development; and 30</p> <p>(c) the Tlicho Government, if the development is to be carried out wholly or partly on Tlicho lands.</p>	(3) <u>Dans les quinze mois suivant la date de nomination des membres de la formation ou, si elle est postérieure, suivant celle de l'établissement de son mandat, le rapport est adressé :</u> 20 <p>a) au ministre fédéral, qui est tenu de le transmettre à tout ministre compétent;</p> <p>b) à l'organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou les autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet; 25</p> <p>c) au gouvernement tlicho, s'il s'agit d'un projet devant être réalisé — même en partie — sur les terres tlichos. 30</p>	Rapport de la formation
Extension of time limit by federal Minister	(4) The federal Minister may, at the request of the review panel, extend the time limit referred to in subsection (3) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal. 35	(4) Le ministre fédéral peut, sur demande de la formation, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (3) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(5) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (4) any number of times. 40	(5) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (4).	35 Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Excluded period	(6) If the review panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or 45	(6) Dans le cas où la formation exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou	Période exclue

	undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the review panel's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (3) or of its extension.	à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (3) ou de sa prolongation.	5
Copy of report	(7) A copy of the report of a review panel shall be provided to (a) the Gwich'in First Nation, if the development is to be carried out wholly or partly on its first nation lands, as defined in section 51; and (b) the Sahtu First Nation, if the development is to be carried out wholly or partly on its first nation lands, as defined in section 51.	(7) Une copie du rapport est adressée : a) à la première nation des Gwich'in, dans le cas où le projet doit être réalisé — même en partie — sur les terres de cette première nation, au sens de l'article 51; b) à la première nation du Sahtu, dans le cas où le projet doit être réalisé — même en partie — sur les terres de cette première nation, au sens de l'article 51.	Copie du rapport 10 15
	214. (1) Subsection 136(1) of the Act is replaced by the following:	214. (1) Le paragraphe 136(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	15
Distribution of decision	136. (1) The federal Minister shall distribute a decision <u>made</u> under section 135 to the <u>Review Board and</u> to every first nation, local government, regulatory authority and department or agency of the territorial or federal government affected by the decision.	136. (1) Le ministre fédéral communique la décision <u>prise</u> en vertu de l'article 135 à l' <u>Office</u> , aux premières nations, administrations locales et autorités administratives touchées par celle-ci et aux ministères et organismes des gouvernements fédéral et territorial concernés.	Communication de la décision ministérielle
	(2) Section 136 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):	(2) L'article 136 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :	25
Time limits	(1.1) The federal Minister shall distribute the decision within six months after the day on which the federal Minister received the review panel's report.	(1.1) La communication de la décision est faite dans les six mois suivant la réception par le ministre fédéral du rapport visé au paragraphe 134(2).	Délais
Extension of time limit by federal Minister	(1.2) The federal Minister may extend the time limit referred to in subsection (1.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.	(1.2) Le ministre fédéral peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (1.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(1.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (1.2) any number of times.	(1.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1.2).	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Time limit—further consideration	(1.4) If a recommendation is referred back to the review panel for further consideration under paragraph 135(1)(a), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (1.1) or of its extension.	(1.4) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à la formation de l'Office en vertu de l'alinéa 135(1)a pour réexamen, la période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1.1) ou de sa prolongation.	Délai : réexamen

Excluded period	<p>(1.5) If the federal Minister or the review panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the federal Minister's or the review panel's opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (1.1) or of its extension.</p>	<p>(1.5) Dans le cas où le ministre fédéral ou la formation exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1.1) ou de sa prolongation.</p>	Période exclue
2005, c. 1, s. 85	<p>(3) Subsection 136(2) of the French version of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(3) Le paragraphe 136(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	2005, ch. 1, art. 85
Mise en oeuvre	<p>(2) <u>Les</u> premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (1) sont tenus de se conformer à la décision ministérielle dans la mesure de leur compétence. La mise en oeuvre de celle-ci incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents.</p>	<p>(2) <u>Les</u> premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (1) sont tenus de se conformer à la décision ministérielle dans la mesure de leur compétence. La mise en oeuvre de celle-ci incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents.</p>	Mise en oeuvre
Effect of decision	<p>(4) Subsection 136(2) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(4) Le paragraphe 136(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	20
Effect of decision	<p>(2) The federal Minister and responsible ministers shall carry out a decision made under section 135 to the extent of their respective authorities. A first nation, local government, regulatory authority or department or agency of the federal or territorial government affected by a decision under that section shall act in conformity with the decision, including by implementing the conditions set out in a development certificate issued under section 137.4, or an amended certificate issued under subsection 142.21(17), in relation to the development, to the extent of their respective authorities.</p>	<p>(2) Les premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe (1) sont tenus, dans la mesure de leur compétence, de se conformer à la décision ministérielle, <u>notamment en respectant les conditions énoncées dans le certificat ou le certificat modifié visés à l'article 137.4 et au paragraphe 142.21(17), respectivement, relativement au projet en cause.</u> La mise en oeuvre de la décision ministérielle incombe au ministre fédéral et aux ministres compétents.</p>	Mise en oeuvre
Time limits	<p>215. (1) Section 137 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</p>	<p>215. (1) L'article 137 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</p>	35
Time limits	<p>(1.1) The designated regulatory agency shall make a decision under subsection (1) within six months after the day on which it receives the review panel's report.</p>	<p>(1.1) L'organisme administratif désigné doit prendre la décision visée au paragraphe (1) dans les six mois suivant la réception par celui-ci du rapport visé au paragraphe 134(2).</p>	Délai

Extension of time limit by designated regulatory agency	(1.2) The designated regulatory agency may extend the time limit referred to in subsection (1.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal. 5	(1.2) L'organisme administratif désigné peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (1.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet. 5	Prolongation du délai par l'organisme administratif désigné
Extension of time limit by Governor in Council	(1.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister responsible for the designated regulatory agency, further extend the time limit extended under subsection (1.2) any number of times. 10	(1.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre responsable de l'organisme administratif désigné, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1.2). 10	5 Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Time limit—further consideration	(1.4) If a recommendation is referred back to the review panel for further consideration under paragraph (1)(a), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (1.1) or of its extension. 15	(1.4) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à la formation en vertu du paragraphe (1) pour réexamen, la période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1.1) ou de sa prolongation. 15	10 Délai : réexamen
Excluded period	(1.5) If the designated regulatory agency or the review panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the designated regulatory agency's or the review panel's opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (1.1) or of its extension. 25	(1.5) Dans le cas où l'organisme administratif désigné ou la formation exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1.1) ou de sa prolongation. 25	15 Période exclue
	(2) Section 137 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.5):	(2) L'article 137 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.5), de ce qui suit :	25
Provision of decision	(1.6) The designated regulatory agency shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board. 30	(1.6) L'organisme administratif désigné communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1). 30	Communication de la décision
	216. Section 137.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):	216. L'article 137.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :	
Provision of decision	(4) The Tlicho Government shall provide a decision made under subsection (1) to the Review Board. 35	(4) Le gouvernement tlicho communique à l'Office la décision prise en vertu du paragraphe (1). 35	Communication de la décision
2005, c. 1, s. 86	217. Section 137.3 of the Act is replaced by the following:	217. L'article 137.3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, art. 86
Consultation	137.3 Before making a decision under subsection 135(1), 137(1) or 137.1(1) in respect of a proposal for a development that, as determined by the Review Board, is to be carried out partly outside the Mackenzie Valley, the person 40	137.3 Avant de prendre leur décision en vertu des paragraphes 135(1), 137(1) ou 137.1(1) à l'égard d'un projet de développement devant, selon l'Office, être réalisé en partie à l'extérieur de la vallée du Mackenzie, les 40	Consultation de toute autorité responsable

or body making the decision shall take into consideration any report in respect of the proposal that is submitted by a review panel established under the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012* and shall consult every responsible authority to whom the report is submitted under that Act.

218. The Act is amended by adding the following after section 137.3:

137.4 (1) The Review Board shall issue a development certificate to the person or body that proposes to carry out the development if

(a) the federal Minister and the responsible ministers adopt, under subsection 135(1), with or without modifications, the review panel's recommendation, set out in the report made under subsection 134(2), that the proposal for the development be approved, with or without mitigative or remedial measures or a follow-up program, and neither the designated regulatory agency nor the Tlicho Government reject that recommendation under paragraph 137(1)(b) or 137.1(1)(b), respectively; or

(b) the federal Minister and the responsible ministers reject, under subsection 135(1), the review panel's recommendation, set out in the report made under subsection 134(2), that the proposal for the development be rejected and, if applicable, the designated regulatory agency and the Tlicho Government reject that recommendation under paragraph 137(1)(b) or 137.1(1)(b), respectively.

(2) A development certificate shall indicate that the environmental impact review of the development has been completed and that the person or body that proposes to carry out the development may carry it out if they comply with the conditions set out in the certificate, obtain any licence, permit or other authorization required by or under any Act of Parliament or any territorial law or Tlicho law and comply with any other requirements set out in such an Act or law.

personnes ou organismes concernés tiennent compte de tout rapport de la commission établie en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)* concernant le projet et consultent toute autorité responsable qui doit recevoir un rapport en application de cette loi.

218. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 137.3, de ce qui suit :

137.4 (1) L'Office délivre un certificat à l'égard du projet de développement qu'il remet au promoteur, si, selon le cas :

a) le ministre fédéral et les ministres compétents acceptent, en vertu du paragraphe 135(1), avec ou sans modifications, la recommandation de la formation de l'Office — faite dans son rapport établi en vertu du paragraphe 134(2) — d'agréeer le projet avec ou sans mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi et ni l'organisme administratif désigné, ni le gouvernement tlicho ne se sont prévalus des paragraphes 137(1) et 137.1(1), respectivement, pour la rejeter;

b) le ministre fédéral et les ministres compétents rejettent, en vertu du paragraphe 135(1), la recommandation de la formation de l'Office — faite dans son rapport établi en vertu du paragraphe 134(2) — de rejeter le projet et, s'il y a lieu, l'organisme administratif désigné et le gouvernement tlicho la rejettent en vertu des paragraphes 137(1) et 137.1(1), respectivement.

(2) Le certificat précise que l'étude d'impact du projet est terminée et que le promoteur peut le réaliser, à condition de respecter les conditions qui y sont énoncées, d'obtenir les permis et autres autorisations nécessaires sous le régime de toute loi fédérale, règle de droit territoriale ou loi tlicho et de se conformer aux autres exigences prévues par de telles lois.

Development certificate

Certificat

Content of certificate

Précisions

Conditions

(3) A development certificate shall set out the conditions that the person or body that proposes to carry out the development is to comply with, namely, the implementation of the following measures or programs:

(a) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt, without modifications, a recommendation made under subsection 134(2) to approve the proposal for the development with mitigative or remedial measures or a follow-up program, the measures or program that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under paragraph 135(1)(a);

(b) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt, with modifications, a recommendation made under subsection 134(2) to approve the proposal for the development with mitigative or remedial measures or a follow-up program, the measures or program that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under paragraph 135(1)(b);

(c) if the federal Minister and the responsible ministers agree to adopt, with modifications, a recommendation made under subsection 134(2) to approve the proposal for the development without mitigative or remedial measures or a follow-up program, any mitigative or remedial measures or follow-up program that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under paragraph 135(1)(b); or

(d) if the federal Minister and the responsible ministers agree to reject a recommendation made under subsection 134(2) to reject the proposal for the development, any mitigative or remedial measures or follow-up program that are to be implemented, in whole or in part, by that person or body as specified by those ministers in their decision made under paragraph 135(1)(b).

5

15

25

30

35

45

Conditions

(3) Le certificat énonce les conditions que le promoteur est tenu de respecter relativement au projet, lesquelles prévoient la mise en oeuvre des mesures et programmes suivants :

a) si le ministre fédéral et les ministres compétents ont accepté sans modification la recommandation d'agrèer le projet avec mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi, les mesures ou programme de suivi qui doivent être mis en oeuvre en tout ou partie par le promoteur et qu'ils ont précisés dans leur décision;

b) s'ils ont accepté avec modifications la recommandation d'agrèer le projet avec mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi, ces mesures ou programme de suivi, avec les modifications;

c) s'ils ont accepté avec modifications la recommandation d'agrèer le projet sans mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi, les mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi qui doivent être mis en oeuvre en tout ou en partie par le promoteur et qu'ils ont précisés dans leur décision;

d) s'ils ont rejeté la recommandation de rejeter le projet, les mesures correctives ou d'atténuation ou programme de suivi qui doivent être mis en oeuvre en tout ou en partie par le promoteur et qu'ils ont précisés dans leur décision.

25

30

35

45

Time limit	(4) A development certificate shall be issued within 30 days after the first day on which the Review Board has received all applicable decisions.	(4) Le certificat est délivré dans les trente jours suivant le premier jour où toutes les décisions en cause ont été communiquées à l'Office.	Délai
Extension of time limit	(5) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (4) by a maximum of 45 days to take into account circumstances that are specific to the proposal.	(5) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus quarante-cinq jours le délai prévu au paragraphe (4) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	5 Prorogation du délai
Provision of certificate	(6) The Review Board shall provide a copy of the development certificate to the federal Minister and to every first nation, local government, regulatory authority and department and agency referred to in subsection 136(2).	(6) L'Office adresse une copie du certificat au ministre fédéral et aux premières nations, administrations locales, autorités administratives, ministères et organismes visés au paragraphe 136(2).	10 Communication du certificat
Statutory Instruments Act	(7) Development certificates are not statutory instruments for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(7) Les certificats ne sont pas des textes réglementaires pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	15 <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Duty—regulatory authorities	137.5 Each regulatory authority shall, to the extent of its authority to do so, incorporate the conditions referred to in subsection 137.4(3) into any licence, permit or other authorization that it issues, amends or renews.	137.5 Les autorités administratives sont tenues, dans la mesure de leurs compétences respectives, d'assortir les permis et autres autorisations qu'elles délivrent, modifient ou renouvellent des conditions visées au paragraphe 137.4(3).	Obligation des autorités administratives
2005, c. 1, s. 87	219. (1) The portion of subsection 138(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	219. (1) Le paragraphe 138(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	25 2005, ch. 1, art. 87
Report by review panel—national interest referral	138. (1) <u>Within 15 months after the day on which a review panel, that is the subject of an agreement entered into under subsection (3) or 138.1(1), is established under subsection 41(2) of the <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i> in respect of a proposal for a development that was referred under paragraph 130(1)(c) of this Act shall, in addition to satisfying the requirements of paragraph 43(1)(e) of that Act, submit the report of its recommendations to</u>	138. (1) Outre ce qui est prévu à l'alinéa 43(1)e) de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i>, à la suite du renvoi effectué en vertu de l'alinéa 130(1)c), la commission <u>qui est constituée sous le régime du paragraphe 41(2) de cette loi et qui fait l'objet de l'accord visé aux paragraphes (3) ou 138.1(1) adresse son rapport dans les quinze mois suivant la date où elle a été ainsi constituée :</u>	Rapport de la commission après un renvoi dans l'intérêt national
		<i>a)</i> au ministre fédéral, qui est tenu de le transmettre à tout ministre compétent;	
		<i>b)</i> à tout organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet de développement;	
		<i>c)</i> au gouvernement tlichos, s'il s'agit d'un projet devant être réalisé—même en partie—sur les terres tlichos.	

(2) Section 138 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) L'article 138 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Extension of time limit by federal Minister

(1.1) The federal Minister may, at the request of the review panel, extend the time limit referred to in subsection (1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

(1.1) Le ministre fédéral peut, sur demande de la commission, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

Extension of time limit by Governor in Council

(1.2) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (1.1) any number of times.

(1.2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (1.1).

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

Excluded period

(1.3) If the review panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the review panel's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (1) or of its extension.

(1.3) Dans le cas où la commission exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (1) ou de sa prolongation.

Période exclue

2005, c. 1, s. 87

(3) Subsection 138(2) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 138(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1, art. 87

Provisions applicable

(2) An examination by a review panel referred to in subsection (1) stands in lieu of an environmental impact review and paragraphs 134(1)(b), (d) and (e) and sections 135 to 137.2 and 137.4 apply, with any modifications that are required, in respect of the examination, except that a recommendation of a panel may not be referred back to the panel for further consideration.

(2) L'examen effectué par cette commission tient lieu d'étude d'impact. À cet égard, les alinéas 134(1)b), d) et e) et les articles 135 à 137.2 et 137.4 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, sauf que la recommandation ne peut être renvoyée à la commission pour réexamen.

Application de certaines dispositions

(4) The Act is amended by adding the following after subsection 138(2):

(4) L'article 138 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

30

Referral — paragraph 130(1)(c)

(3) If a proposal for a development, other than a proposal to which section 138.1 applies, is referred to the Minister of the Environment under paragraph 130(1)(c), the Review Board shall, within three months after the day on which the proposal was referred to that Minister, enter into an agreement with him or her for the purpose of jointly establishing a review panel and prescribing the manner of its examination of the development's impact on the environment in accordance with subsection 41(2) of the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*.

(3) Si le ministre de l'Environnement a été saisi, en vertu de l'alinéa 130(1)c), d'un projet de développement, à l'exception d'un projet visé à l'article 138.1, l'Office doit conclure avec lui, dans les trois mois suivant la date où ce ministre a été saisi du projet, un accord établissant une commission conjointe et régissant l'examen des répercussions environnementales du projet conformément au paragraphe 41(2) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*.

Renvoi : alinéa 130(1)c)

45

Extension of time limit by federal Minister	(4) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (3) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.	(4) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (3) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(5) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (4) any number of times.	(5) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (4).	5 Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Excluded period	(6) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Review Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (3) or of its extension.	(6) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au 15 paragraphe (3) ou de sa prolongation.	Période exclue
2005, c. 1, s. 87	220. Subsection 138.1(1) of the Act is replaced by the following:	220. Le paragraphe 138.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, art. 87
Agreement — national interest referral	138.1 (1) If a proposal for a development that, as determined by the Review Board, is to be carried out partly outside the Mackenzie Valley and either is to be carried out partly in Wekeezhii or might have an impact on the environment in Wekeezhii is referred to the Minister of the Environment under paragraph 130(1)(c), then the Review Board shall enter into an agreement with the Minister of the Environment for the purpose of jointly establishing a review panel and prescribing the manner of its examination of the development's impact on the environment in accordance with subsection 41(2) of the <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i> .	138.1 (1) Si le ministre de l'Environnement a été saisi, en vertu de l'alinéa 130(1)c), d'un projet de développement devant, selon l'Office, être réalisé en partie à l'extérieur de la vallée du Mackenzie et soit être réalisé en partie au Wekeezhii, soit être susceptible d'y avoir des répercussions sur l'environnement, l'Office doit conclure avec <u>lui</u> un accord établissant une commission conjointe et régissant l'examen des répercussions environnementales du projet conformément au paragraphe 41(2) de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> (2012).	Accord après un renvoi dans l'intérêt national
2005, c. 1, s. 87	221. Section 139 of the Act is repealed.	221. L'article 139 de la même loi est abrogé.	2005, ch. 1, art. 87
	222. (1) Section 140 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):	222. (1) L'article 140 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :	
Time limit	(2.1) Any agreement under paragraph (2)(b) shall be entered into within three months after the day on which the Review Board is advised, as the case may be,	(2.1) Toute entente conclue en vertu du paragraphe (2) visant l'examen des répercussions environnementales du projet par une formation conjointe doit l'être dans les trois mois suivant la date où l'Office est informé :	Délai

	<p>(a) of an order for an environmental impact review under subparagraph 130(1)(b)(ii) or paragraph 131(1)(b); or</p> <p>(b) in accordance with subsection 130(4.07), that the proposal has not been referred to the Minister of the Environment.</p>	<p>a) soit que la réalisation d'une étude d'impact est ordonnée en vertu de l'alinéa 130(1)b) ou du paragraphe 131(1);</p> <p>b) soit que le ministre de l'Environnement n'est pas saisi de l'affaire aux termes du paragraphe 130(4.07).</p>	
Extension of time limit by federal Minister	<p>(2.2) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (2.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.</p>	<p>(2.2) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (2.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.</p>	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	<p>(2.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (2.2) any number of times.</p>	<p>(2.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (2.2).</p>	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Excluded period	<p>(2.4) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Review Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (2.1) or of its extension.</p>	<p>(2.4) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (2.1) ou de sa prolongation.</p>	Période exclue
Environmental impact review	<p>(2.5) Despite subsections (2.1) to (2.4), if, within the time limit set out in those subsections, an agreement has not been entered into under paragraph (2)(b), a panel of the Review Board shall conduct an environmental impact review of the development.</p>	<p>(2.5) Malgré les paragraphes (2.1) à (2.4), faute de conclusion, dans le délai imparti, de l'entente, une formation de l'Office réalise l'étude d'impact.</p>	Étude d'impact
2005, c.1, s.88	<p>(2) The portion of subsection 140(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</p>	<p>(2) Le paragraphe 140(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	2005, ch. 1, art. 88
Joint panel's report	<p>(3) <u>Within 15 months after the day on which a joint panel is established under paragraph (2)(b), the panel shall make a report of its recommendations to</u></p>	<p>(3) La formation conjointe mise sur pied sous le régime d'une telle entente adresse son rapport <u>dans les quinze mois suivant la date où elle a été mise sur pied :</u></p> <p><u>a) au ministre fédéral, qui est tenu de le transmettre à tout ministre compétent;</u></p> <p><u>b) à tout organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du projet en question;</u></p> <p><u>c) au gouvernement tlichos, s'il s'agit d'un projet devant être réalisé—même en partie—sur les terres tlichos.</u></p>	Rapport de la formation conjointe

(3) Section 140 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) The federal Minister may, at the request of the joint panel, extend the time limit referred to in subsection (3) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.

(3.2) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (3.1) any number of times.

(3.3) If the joint panel requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the joint panel's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (3) or of its extension.

(4) Subsection 140(4) of the Act is replaced by the following:

(4) An examination by a joint panel established under subsection (2) stands in lieu of an environmental impact review of the proposal and paragraphs 134(1)(b), (d) and (e) and sections 135 to 137.2 and 137.4 apply, with any modifications that are required, in respect of the examination, except that a recommendation of a panel may not be referred back to the panel for further consideration.

223. (1) Paragraph 141(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) enter into an agreement with the Minister of the Environment in accordance with subsection 40(1) of the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012* to provide for an examination by a review panel, if that Act applies in respect of the development in the region or province referred to in subsection (1); and

(2) Section 141 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) L'article 140 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Le ministre fédéral peut, sur demande de la formation conjointe, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (3) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

(3.2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (3.1).

(3.3) Dans le cas où la formation conjointe exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (3) ou de sa prolongation.

(4) Le paragraphe 140(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) L'examen effectué par cette formation conjointe tient lieu d'étude d'impact. À cet égard, les alinéas 134(1)b), d) et e) et les articles 135 à 137.2 et 137.4 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, sauf que la recommandation ne peut être renvoyée à la formation conjointe pour réexamen.

223. (1) L'alinéa 141(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) dans les cas où l'examen des répercussions environnementales est, dans la région voisine ou la province, régie par la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*, conclure avec le ministre de l'Environnement un accord conformément au paragraphe 40(1) de cette loi visant un examen par une commission conjointe;

(2) L'article 141 de la même loi est modifié 40 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Extension of time limit by federal Minister

Extension of time limit by Governor in Council

Excluded period

2005, c. 1, s. 88

Provisions applicable

Prolongation du délai par le ministre fédéral

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

Période exclue

2005, ch. 1, art. 88

Application de certaines dispositions

Time limit	<p>(2.1) An agreement made under paragraph (2)(a), or an agreement made under paragraph (2)(b) that provides for an examination by a joint panel, shall be entered into within three months after the day on which the Review Board is advised, as the case may be,</p> <p>(a) of an order for an environmental impact review made under paragraph 130(1)(a), subparagraph 130(1)(b)(ii) or paragraph 131(1)(b); or</p> <p>(b) in accordance with subsection 130(4.07), that the proposal has not been referred to the Minister of the Environment.</p>	<p>(2.1) Tout accord conclu en vertu de l'alinéa (2)a) — ou toute entente conclue en vertu de l'alinéa (2)b) visant l'examen des répercussions environnementales du projet par une formation conjointe — doit l'être dans les trois mois suivant la date où l'Office est informé :</p> <p>a) soit que la réalisation d'une étude d'impact est ordonnée en vertu des alinéas 130(1)a) ou b) ou du paragraphe 131(1);</p> <p>b) soit que le ministre de l'Environnement n'est pas saisi de l'affaire aux termes du paragraphe 130(4.07).</p>	Délai
Extension of time limit by federal Minister	<p>(2.2) The federal Minister may, at the request of the Review Board, extend the time limit referred to in subsection (2.1) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal.</p>	<p>(2.2) Le ministre fédéral peut, sur demande de l'Office, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (2.1) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.</p>	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	<p>(2.3) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (2.2) any number of times.</p>	<p>(2.3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (2.2).</p>	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Excluded period	<p>(2.4) If the Review Board requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the Review Board's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (2.1) or of its extension.</p>	<p>(2.4) Dans le cas où l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (2.1) ou de sa prolongation.</p>	Période exclue
Environmental impact review	<p>(2.5) Despite subsections (2.1) to (2.4), if, within the time limit set out in those subsections, an agreement has not been entered into under paragraph (2)(b), a panel of the Review Board shall conduct an environmental impact review of the development, but the review shall be limited to the part of the development to be carried out in the Mackenzie Valley.</p>	<p>(2.5) Malgré les paragraphes (2.1) à (2.4), faute de conclusion, dans le délai imparti, de l'accord ou de l'entente, selon le cas, une formation de l'Office réalise une étude d'impact portant sur les seules parties du projet devant être réalisées dans la vallée du Mackenzie.</p>	Étude d'impact
2005, c. 1, s. 89(2)	<p>(3) Paragraph 141(3)(b) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(3) L'alinéa 141(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	2005, ch. 1, par. 89(2)
	<p>(b) with the Minister of the Environment if that Minister is authorized under subsection 40(1) of the <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i> to enter into such an agreement.</p>	<p>b) avec le ministre de l'Environnement, un accord établissant une commission conjointe et régissant l'examen des répercussions environnementales du projet effectué par celle-ci, dans les cas où ce ministre est</p>	

2005, c. 1,
s. 89(2)

(4) The portion of subsection 141(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Report— review panel or joint panel

(5) Within 15 months after the day on which a review panel or joint panel is established by an agreement referred to in subsection (2) or (3), the panel shall make a report of its examination to

habilité à conclure un accord en vertu du paragraphe 40(1) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*.

(4) Le paragraphe 141(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1,
5 par. 89(2)

(5) La formation conjointe ou la commission conjointe adresse son rapport dans les quinze mois suivant la date où a été conclu l'entente visée au paragraphe (2) ou l'accord visé aux paragraphes (2) ou (3) :

Rapport de la formation conjointe ou de la commission conjointe

a) au ministre fédéral, qui est tenu de le transmettre à tout ministre compétent;

b) à tout organisme administratif désigné chargé de délivrer les permis ou autres autorisations nécessaires à la réalisation du 15 projet en question;

c) dans le cas d'une entente ou d'un accord visé aux alinéas (2)b) et (3)a), respectivement, au ministre des gouvernements fédéral, provincial ou territorial ayant compétence en 20 ce qui touche l'examen effectué par l'organisme en question;

d) au gouvernement tlicho, s'il s'agit d'un projet devant être réalisé en partie sur les terres tlichos. 25

(5) Section 141 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

(5) L'article 141 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Extension of time limit by federal Minister

(5.1) The federal Minister may, at the request of the review panel or joint panel, extend the time limit referred to in subsection (5) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the proposal. 15

(5.1) Le ministre fédéral peut, sur demande de la formation conjointe ou de la commission 30 conjointe, prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (5) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.

Prolongation du délai par le ministre fédéral

Extension of time limit by Governor in Council

(5.2) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (5.1) any number of times.

(5.2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder 35 une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (5.1).

Prolongation du délai par le gouverneur en conseil

Excluded period

(5.3) If the review panel or joint panel 20 requires the person or body that proposes to carry out the development to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the 25

(5.3) Dans le cas où la formation conjointe ou la commission conjointe exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements 40 ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour

Période exclue

panel's opinion, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (5) or of its extension.

remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (5) ou de sa prolongation.

2005, c. 1,
s. 89(2)

(6) Subsection 141(6) of the Act is replaced by the following:

(6) Le paragraphe 141(6) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 1,
par. 89(2)

Provisions
applicable

(6) An examination by a review panel or joint panel referred to in subsection (2) or (3) stands in lieu of an environmental impact review of the proposal referred to in that subsection and paragraphs 134(1)(b), (d) and 10 (e) and sections 135 to 137.2 and 137.4 apply, with any modifications that are required, in respect of the examination, except that a recommendation of a panel may not be referred back to the panel for further consideration. 15

(6) L'examen effectué par la formation conjointe ou la commission conjointe tient lieu d'étude d'impact. À cet égard, les alinéas 134(1)b), d) et e) et les articles 135 à 137.2 et 10 137.4 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, sauf que la recommandation ne peut être renvoyée à la formation conjointe ou à la commission conjointe pour réexamen.

Application de
certaines
dispositions

224. (1) The Act is amended by adding the following after section 142:

224. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 142, de ce qui suit : 15

COST RECOVERY

RECouvreMENT DES COÛTS

Obligation to
pay costs

142.01 (1) For the federal Minister to recover costs incurred in the course of an environmental assessment, an environmental 20 impact review or an examination—carried out by a review panel, or a joint panel, established jointly by the Review Board and any other person or body—that stands in lieu of an environmental impact review, the person or 25 body that proposes to carry out the development shall pay to the federal Minister

142.01 (1) Le promoteur d'un projet de développement est tenu de payer au ministre fédéral, afin de permettre à celui-ci de recouvrer les coûts liés à l'évaluation environnementale, à l'étude d'impact ou à l'examen—effectué par 20 une formation conjointe ou une commission conjointe établie par l'Office et une autre autorité—qui tient lieu d'étude d'impact :

Obligation de
paiement

(a) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise 30 of the powers and performance of the duties and functions of the Review Board or its members or of members of the Review Board's review panels or of a review panel or a joint panel;

a) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions de l'Office ou de 25 celles de ses membres ou des membres de ses formations, de la formation conjointe ou de la commission conjointe;

(b) any costs incurred by the Review Board 35 for services that are prescribed by the regulations and that are provided to it by a third party; and

b) les frais engagés par l'Office pour les services réglementaires qui lui ont été fournis 30 par des tiers;

(c) any amounts that are prescribed by the regulations and that are related to the exercise 40 of the powers and performance of the duties and functions of the federal Minister.

c) les sommes réglementaires afférentes à l'exercice des attributions du ministre fédéral.

Scope	<p>(2) For the purposes of subsection (1), the services, powers, duties or functions described in that subsection are limited to those provided, exercised or performed</p> <p>(a) during the period that begins when a proposed development is referred to the Review Board under section 125, or when a person or body that proposes to carry out a development is given notice under subsection 126(5), and ends when a copy of the final decision under the process set out in this Part is issued to that person or body; or</p> <p>(b) during any period prescribed by the regulations that is within the period referred to in paragraph (a).</p>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), les services et les attributions en cause se limitent à ceux fournis ou exercés au cours de l'une des périodes suivantes :</p> <p>a) à partir du moment où le projet de développement fait l'objet d'un renvoi effectué en application de l'article 125 — ou de la notification prévue au paragraphe 126(5) — jusqu'au moment où une copie de la décision définitive formulée dans le cadre du processus prévu par la présente partie est remise au promoteur du projet;</p> <p>b) toute période réglementaire comprise dans la période visée à l'alinéa a).</p>	Champ d'application
Debt due to Her Majesty	<p>(3) The costs and amounts that a person or body that proposes to carry out a development must pay under subsection (1) constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.</p>	<p>(3) Les frais et les sommes que le promoteur est tenu de payer en application du paragraphe (1) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.</p>	Créances de Sa Majesté
<p>(2) The Act is amended by adding the following after section 142:</p>			
<p style="text-align: center;">PUBLIC REGISTER</p>			
Public register	<p>142.1 (1) The Review Board shall maintain at its main office a register convenient for use by the public in which shall be entered the following:</p> <p>(a) all documents that are produced, collected or received by the Review Board, a review panel of the Review Board, a review panel or a joint panel established jointly by the Review Board and any other person or body in relation to any environmental assessment or environmental impact review;</p> <p>(b) any notice it receives under subsection 124(1) or (2); and</p> <p>(c) any report it receives under paragraph 125(1)(a) or (2)(a).</p>	<p style="text-align: center;">REGISTRE PUBLIC</p> <p>142.1 (1) L'Office tient à son siège un registre accessible au public dans lequel sont portés :</p> <p>a) tous les renseignements produits, recueillis ou reçus par lui et par ses formations, les formations conjointes et les commissions conjointes établies par lui et une autre autorité dans le cadre de l'évaluation environnementale ou de l'étude d'impact d'un projet de développement;</p> <p>b) la notification relative au projet visée aux paragraphes 124(1) ou (2);</p> <p>c) le rapport d'examen visé aux paragraphes 125(1) ou (2).</p>	Registre public
Register to be open to inspection	<p>(2) The register shall be open to inspection by any person during the Review Board's normal business hours, subject to the payment of any fee prescribed by the regulations.</p>	<p>(2) Toute personne peut, sur paiement des droits réglementaires, consulter le registre pendant les heures de bureau de l'Office.</p>	Consultation

Copies of contents of register	(3) The Review Board shall, on request and on payment of any fee prescribed by the regulations, make available copies of information contained in the register.	(3) L'Office fournit, sur demande et sur paiement des droits réglementaires, copie des renseignements contenus dans le registre.	Copies d'extraits du registre
Internet access	(4) The register shall also be made accessible to the public via the Internet.	(4) Le registre doit également être accessible au public dans Internet.	Accessibilité dans Internet
Categories of available information	<p>(5) Despite any other provision of this Act, the register shall contain information only if</p> <p>(a) it has otherwise been made publicly available; or</p> <p>(b) in the case of a record, the Review Board</p> <p>(i) determines that it would have been disclosed to the public in accordance with the <i>Access to Information Act</i> if a request had been made in respect of that record under that Act at the time the record came under the control of the Review Board, including any record that would be disclosed in the public interest under subsection 20(6) of that Act, or</p> <p>(ii) has reasonable grounds to believe that it would be in the public interest to disclose the record because it is required for the public to participate effectively in a preliminary screening, environmental assessment or environmental impact review, other than any record whose disclosure would be prohibited under section 20 of the <i>Access to Information Act</i>.</p>	<p>(5) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le registre ne comporte que les renseignements :</p> <p>a) qui ont par ailleurs été rendus publics;</p> <p>b) dont, de l'avis de l'Office, dans le cas de 10 documents :</p> <p>(i) soit la communication serait faite conformément à la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> si une demande en ce sens était faite sous le régime de celle-ci au 15 moment où l'Office prend le contrôle des documents, y compris les documents qui seraient communiqués dans l'intérêt public en vertu du paragraphe 20(6) de cette loi,</p> <p>(ii) soit il existe des motifs raisonnables de 20 croire qu'il serait dans l'intérêt public de les communiquer parce qu'ils sont nécessaires à une participation efficace du public à l'examen préalable, à l'évaluation environnementale ou à l'étude d'impact d'un 25 projet, à l'exception des documents contenant des renseignements dont la communication doit être refusée au titre de l'article 20 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>.</p>	Genre d'information disponible
Applicability of sections 27, 28 and 44 of <i>Access to Information Act</i>	<p>(6) Sections 27, 28 and 44 of the <i>Access to Information Act</i> apply to any information described in subsection 27(1) of that Act that the Review Board intends to be included in the register with any necessary modifications, including the following:</p> <p>(a) the information is deemed to be a record that the head of a government institution intends to disclose; and</p> <p>(b) any reference to the person who requested access shall be disregarded.</p>	<p>(6) Sous réserve des adaptations nécessaires, 30 notamment de celles ci-après, les articles 27, 28 et 44 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> s'appliquent à tout renseignement visé au paragraphe 27(1) de cette loi que l'Office a l'intention de faire verser au registre : 35</p> <p>a) le renseignement est réputé constituer un document que le responsable d'une institution fédérale a l'intention de communiquer;</p> <p>b) il ne doit pas être tenu compte des 40 mentions de la personne qui fait la demande de communication des renseignements.</p>	Application des articles 27, 28 et 44 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>

	POLICY DIRECTIONS	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES OBLIGATOIRES	
Minister's policy directions to Review Board	142.2 (1) The federal Minister may, after consultation with the Review Board and the Tlicho Government, give written policy directions that are binding on the Review Board or its review panels with respect to the exercise of any of their functions under this Act.	142.2 (1) Le ministre fédéral peut, après consultation de l'Office et du gouvernement tlicho, donner par écrit des instructions générales obligatoires à l'Office ou à ses formations relativement à l'exercice de leurs attributions en vertu de la présente loi.	Instructions ministérielles
Limitation	(2) Policy directions do not apply in respect of a proposal for a development that, at the time the directions are given, is before the Review Board or one of its review panels.	(2) Les instructions ne visent toutefois pas le projet de développement dont l'Office ou l'une de ses formations est saisi au moment où ces instructions sont données.	Non-application
Conflict	(3) If there is a conflict between policy directions given under this section and the provisions of any Act of Parliament, any regulations made under an Act of Parliament or any territorial law, those provisions prevail to the extent of the conflict.	(3) Les dispositions des lois fédérales, de leurs règlements et des règles de droit territoriales l'emportent sur les instructions incompatibles données en vertu du présent article.	Incompatibilité entre la loi et les instructions
	(3) The Act is amended by adding the following after section 142.2:	(3) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 142.2, de ce qui suit :	
	AMENDMENT OF CERTIFICATE	MODIFICATION DU CERTIFICAT	
Examination	142.21 (1) With the approval of the federal Minister, the Review Board may, on its own initiative or at the request of the person or body to which a development certificate was issued under section 131.3 or 137.4 or any interested person, examine the conditions of that certificate if	142.21 (1) Avec l'approbation du ministre fédéral, l'Office peut, de sa propre initiative ou sur demande du promoteur ou de tout intéressé, examiner les conditions prévues dans le certificat qu'il a délivré si, selon le cas :	Examen des conditions : Office
	(a) the conditions are not achieving their intended purpose or are having effects that are significantly different from those anticipated at the time the certificate was issued;	a) elles ne permettent pas d'atteindre leurs objectifs ou produisent des effets très différents de ceux prévus lors de la délivrance du certificat;	25
	(b) the circumstances relating to the development are significantly different from those anticipated at the time the certificate was issued; or	b) le contexte dans lequel s'inscrit le projet de développement est très différent de celui qui était alors prévu;	25
	(c) technological developments or new information provides a more efficient method of achieving the intended purpose of the conditions.	c) des progrès techniques ou de nouvelles connaissances offrent des moyens plus efficaces d'atteindre les objectifs en question.	30
Minister's initiative	(2) The Review Board shall examine the conditions set out in a development certificate that it has issued if the federal Minister is of the opinion that any of paragraphs (1)(a) to (c) applies and so advises the Review Board.	(2) L'Office examine également les conditions dans le cas où le ministre fédéral l'avise qu'il est parvenu à l'une ou l'autre des conclusions visées aux alinéas (1)a) à c).	Initiative ministérielle

	(b) refer it back to the Review Board for further consideration; or (c) after consulting the Review Board, adopt it with modifications.	l'Office pour réexamen, soit, après avoir consulté ce dernier, l'accepter avec modifications.	
Distribution of decision	(11) The federal Minister shall distribute a decision made under subsection (10) to the Review Board and to every first nation, local government, regulatory authority and department and agency of the federal or territorial government affected by the decision.	(11) Le ministre fédéral est chargé de communiquer la décision ainsi rendue à l'Office, aux premières nations, administrations locales et autorités administratives touchées par celle-ci ainsi qu'aux ministères et organismes des gouvernements fédéral et territorial concernés.	Communication de la décision
Time limits	(12) The federal Minister shall distribute a decision made under this section within three months after the day on which the federal Minister receives the Review Board's report under subsection (5).	(12) La communication de la décision est faite dans les trois mois suivant la réception par le ministre fédéral du rapport de l'Office.	Délais
Extension of time limit by federal Minister	(13) The federal Minister may extend the time limit referred to in subsection (12) by a maximum of two months to take into account circumstances that are specific to the development.	(13) Le ministre fédéral peut prolonger d'au plus deux mois le délai prévu au paragraphe (12) pour tenir compte des circonstances particulières du projet.	Prolongation du délai par le ministre fédéral
Extension of time limit by Governor in Council	(14) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, further extend the time limit extended under subsection (13) any number of times.	(14) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, accorder une ou plusieurs prolongations du délai prolongé en vertu du paragraphe (13).	Prolongation du délai par le gouverneur en conseil
Time limit—further consideration	(15) If a recommendation is referred back to the Review Board for further consideration under paragraph (10)(b), the time taken for that referral and consideration is included in the calculation of the time limit set out in subsection (12) or of its extension.	(15) Dans le cas où la recommandation est renvoyée à l'Office en vertu du paragraphe (10) pour réexamen, la période nécessaire au renvoi et au réexamen est comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (12) ou de sa prolongation.	Délai : réexamen
Excluded period	(16) If the federal Minister or the Review Board requires the person or body to which the development certificate in question was issued to provide information, or collect information or undertake a study with respect to the development, then the period that is taken by that person or body, in the federal Minister's or the Review Board's opinion, as the case may be, to comply with the requirement is not included in the calculation of the time limit under subsection (12) or of its extension.	(16) Dans le cas où le ministre fédéral ou l'Office exige du promoteur du projet qu'il lui fournisse des renseignements ou qu'il procède à des études ou à la collecte de renseignements relativement au projet, la période prise, à son avis, par le promoteur pour remplir l'exigence n'est pas comprise dans le calcul du délai visé au paragraphe (12) ou de sa prolongation.	Période exclue
Amended development certificate	(17) Within 30 days after the day on which the Review Board receives the decision under subsection (10), it shall issue an amended development certificate that sets out the conditions contained in that decision.	(17) Dans les trente jours suivant la réception de la décision rendue en vertu du paragraphe (10), l'Office délivre à l'égard du projet un	Certificat modifié

		certificat modifié faisant état des conditions, énoncées dans la décision, dont est assortie sa réalisation.	
Application	(18) Subsections 131.3(2), (6) and (7) or subsections 137.4(2), (6) and (7) apply, as the case may be, to an amended development certificate.	(18) Les paragraphes 131.3(2), (6) et (7) ou 137.4(2), (6) et (7), selon le cas, s'appliquent au certificat modifié.	Application 5
Duty — regulatory authorities	142.22 Each regulatory authority shall, to the extent of its authority to do so, incorporate the conditions referred to in subsection 142.21(17) into any licence, permit or other authorization that it issues, amends or renews.	142.22 Les autorités administratives sont tenues, dans la mesure de leurs compétences respectives, d'assortir les permis et autres autorisations qu'elles délivrent, modifient ou 10 renouvellent des conditions visées au paragraphe 142.21(17).	Obligation des autorités administratives
	DEVELOPMENTS NOT CARRIED OUT	PROJETS NON RÉALISÉS	
Development certificate not valid	142.23 (1) A development certificate issued 10 under section 131.3 or 137.4 ceases to be valid five years after the day on which it is issued, if the proposed development for which that certificate is issued is not commenced within those five years.	142.23 (1) Tout certificat délivré en vertu des articles 131.3 ou 137.4 relativement à un projet de développement cesse d'être valide 15 cinq ans après la date de sa délivrance si la réalisation du projet n'a pas commencé dans ce délai.	Certificat non valide
Amended development certificate	(2) An amended development certificate issued under subsection 142.21(17) expires five years after the day on which the development certificate in relation to that development is issued under section 131.3 or 137.4, as the case 20 may be, if the proposed development for which the certificate is issued is not commenced within those five years.	(2) Tout certificat modifié délivré en vertu du paragraphe 142.21(17) relativement à un projet 20 de développement cesse d'être valide cinq ans après la date de la délivrance du certificat en vertu des articles 131.3 ou 137.4, selon le cas, relativement à ce projet si la réalisation du projet n'a pas commencé dans ce délai. 25	Certificat modifié non valide
Prohibition	(3) It is prohibited to carry out a proposed development, in whole or in part, if the 25 development certificate or amended development certificate issued in relation to it has ceased to be valid.	(3) Il est interdit de réaliser — même en partie — le projet en question après la cessation de validité du certificat, modifié ou non.	Interdiction
New environmental assessment	(4) If a development certificate or amended development certificate has ceased to be valid, 30 the person or body that proposes to carry out the development may make a request to the Review Board that it conduct a new environmental assessment of the proposed development and, in that case, the proposal is deemed to be referred 35 to the Review Board under section 125.	(4) En cas de cessation de validité du certificat, modifié ou non, le promoteur du 30 projet peut demander à l'Office qu'il procède à une nouvelle évaluation environnementale du projet; le cas échéant, l'affaire est réputée renvoyée à l'Office, au titre de l'article 125, pour qu'il procède à celle-ci. 35	Nouvelle évaluation environnementale
Consideration of previous assessment activities	(5) In conducting the new environmental assessment, the Review Board shall consider, and may rely on, any assessment activities 40 previously carried out under this Part in respect of the proposed development.	(5) Dans le cadre de cette nouvelle évaluation environnementale, l'Office tient compte des travaux d'évaluation déjà effectués au titre de la présente partie à l'égard du projet et peut s'appuyer sur ceux-ci. 40	Prise en compte des travaux antérieurs

	ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT	EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION	
	<i>Designation</i>	<i>Désignation</i>	
Designation	<p>142.24 The federal Minister may designate qualified persons, or classes of qualified persons, as inspectors to exercise powers relating to verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 142.29.</p>	<p>142.24 Le ministre fédéral peut désigner toute personne qualifiée — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie donnée — à titre d'inspecteur pour exercer des pouvoirs relativement à la vérification du respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou à la prévention du non-respect de cette partie ou de ces ordres.</p>	Désignation
	<i>Powers</i>	<i>Pouvoirs</i>	
Authority to enter	<p>142.25 (1) An inspector may, for the purpose of verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 142.29, enter a place in which they have reasonable grounds to believe that a development is being carried out or a document or any thing relating to a development is located.</p>	<p>142.25 (1) L'inspecteur peut, pour vérifier le respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou en prévenir le non-respect, entrer dans tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un projet de développement y est réalisé ou qu'un document ou une autre chose relatif à un projet de développement s'y trouve.</p>	Accès au lieu
Powers on entry	<p>(2) The inspector may, for the purposes referred to in subsection (1),</p> <p>(a) examine anything in the place;</p> <p>(b) use any means of communication in the place or cause it to be used;</p> <p>(c) use any computer system in the place or cause it to be used to examine data contained in or available to that system;</p> <p>(d) prepare a document or cause one to be prepared based on the data;</p> <p>(e) use any copying equipment in the place or cause it to be used;</p> <p>(f) remove anything from the place for examination or copying;</p> <p>(g) take photographs and make recordings or sketches;</p> <p>(h) order the owner or person in charge of the place or any person at the place to establish their identity to the inspector's satisfaction or to stop or start an activity;</p>	<p>(2) Il peut, à ces mêmes fins :</p> <p>a) examiner toute chose se trouvant dans le lieu;</p> <p>b) faire usage, directement ou indirectement, des moyens de communication se trouvant dans le lieu;</p> <p>c) faire usage, directement ou indirectement, de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;</p> <p>d) établir ou faire établir tout document à partir de ces données;</p> <p>e) faire usage, directement ou indirectement, du matériel de reproduction se trouvant dans le lieu;</p> <p>f) emporter toute chose se trouvant dans le lieu à des fins d'examen ou pour en faire des copies;</p> <p>g) prendre des photographies, effectuer des enregistrements et faire des croquis;</p> <p>h) ordonner au propriétaire ou au responsable du lieu ou à quiconque s'y trouve d'établir, à sa satisfaction, son identité ou d'arrêter ou de reprendre toute activité;</p>	Autres pouvoirs

	<p>(i) order the owner or person having possession, care or control of anything in the place to not move it or to restrict its movement for as long as, in the inspector's opinion, is necessary;</p> <p>(j) direct any person to put any machinery, vehicle or equipment in the place into operation or to cease operating it; and</p> <p>(k) prohibit or limit access to all or part of the place.</p>	<p>5</p> <p>10</p>	<p>i) ordonner au propriétaire de toute chose se trouvant dans le lieu ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de ne pas la déplacer ou d'en limiter le déplacement pour la période de temps qu'il estime suffisante;</p> <p>f) ordonner à quiconque de faire fonctionner ou de cesser de faire fonctionner une machine, un véhicule ou de l'équipement se trouvant dans le lieu;</p> <p>k) interdire ou limiter l'accès à tout ou partie du lieu.</p>	<p>5</p> <p>10</p>	
Certificate	<p>(3) The federal Minister shall provide every inspector with a certificate of designation. On entering any place, the inspector shall, if so requested, produce the certificate to the occupant or person in charge of the place.</p>	15	<p>(3) Le ministre fédéral remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité; celui-ci le présente, sur demande, au responsable ou à l'occupant du lieu.</p>	15	Certificat
Duty to assist	<p>(4) The owner or person in charge of the place and every person in it shall give all assistance that is reasonably required to enable the inspector to verify compliance or prevent non-compliance with this Part or orders made under section 142.29 and shall provide any documents, data or information that are reasonably required for that purpose.</p>	20	<p>(4) Le propriétaire ou le responsable du lieu, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance qu'il peut valablement exiger pour lui permettre de vérifier le respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou d'en prévenir le non-respect, et de lui fournir les documents, données et renseignements qu'il peut valablement exiger.</p>	25	Assistance
Notice	<p>(5) If an inspector considers it reasonable to do so, an inspector shall give the Gwich'in or Sahtu First Nation prior notice of entry by the inspector on its first nation lands.</p>	25	<p>(5) Dans les cas où il l'estime indiqué, l'inspecteur donne aux premières nations des Gwich'in ou du Sahtu un préavis de son intention de procéder à la visite de leurs terres.</p>		Préavis
Notice to Tlicho Government	<p>(6) An inspector shall, if it is reasonable to do so, give the Tlicho Government prior notice of entry by the inspector on Tlicho lands.</p>	30	<p>(6) Il donne au gouvernement tlicho, dans les cas où il est indiqué de le faire, un préavis de son intention de procéder à la visite de leurs terres tlichos.</p>	30	Préavis au gouvernement tlicho
Warrant for dwelling-house	<p>142.26 (1) If the place referred to in subsection 142.25(1) is a dwelling-house, the inspector may only enter it with the occupant's consent or under the authority of a warrant issued under subsection (2).</p>	35	<p>142.26 (1) Dans le cas d'une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois y entrer sans le consentement de l'occupant que s'il est muni d'un mandat décerné en vertu du paragraphe (2).</p>	35	Mandat : maison d'habitation
Authority to issue warrant	<p>(2) On <i>ex parte</i> application, a justice of the peace may issue a warrant authorizing the inspector who is named in it to enter a dwelling-house, subject to any conditions specified in the warrant, if the justice of the peace is satisfied by information on oath that</p>	40	<p>(2) Sur demande <i>ex parte</i>, le juge de paix peut décerner un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à entrer dans une maison d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que les conditions ci-après sont réunies :</p>	40	Délivrance du mandat

	<p>(a) the dwelling-house is a place referred to in subsection 142.25(1);</p> <p>(b) entry to the dwelling-house is necessary for the purpose of verifying compliance or preventing non-compliance with this Part or orders made under section 142.29; and</p> <p>(c) entry was refused by the occupant or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused or that consent to entry cannot be obtained from the occupant.</p>	<p>a) la maison d'habitation est un lieu visé au paragraphe 142.25(1);</p> <p>b) l'entrée est nécessaire à la vérification du respect de la présente partie ou des ordres donnés en vertu de l'article 142.29 ou à la prévention du non-respect de cette partie ou de ces ordres;</p> <p>c) soit l'occupant a refusé l'entrée à l'inspecteur, soit il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas ou qu'il est impossible d'obtenir le consentement de l'occupant.</p>	
Entering private property	<p>142.27 (1) For the purpose of gaining entry to a place referred to in subsection 142.25(1), an inspector may enter and pass through private property. For greater certainty, no person has a right to object to that use of the property and no warrant is required for the entry, unless the property is a dwelling-house.</p>	<p>142.27 (1) L'inspecteur peut, pour accéder au lieu visé au paragraphe 142.25(1), entrer dans une propriété privée et y passer; il est entendu que nul ne peut s'y opposer et qu'aucun mandat n'est requis, sauf s'il s'agit d'une maison d'habitation.</p>	Entrée dans une propriété privée
Person accompanying inspector	<p>(2) A person may, at the inspector's request, accompany the inspector to assist them in gaining entry to the place referred to in subsection 142.25(1) and is not liable for doing so.</p>	<p>(2) Toute personne peut, à la demande de l'inspecteur, accompagner celui-ci en vue de l'aider à accéder au lieu, et ce, sans encourir de poursuites à cet égard.</p>	Personne accompagnant l'inspecteur
Use of force	<p>142.28 In executing a warrant to enter a dwelling-house, an inspector shall not use force unless the use of force has been specifically authorized in the warrant and the inspector is accompanied by a peace officer.</p>	<p>142.28 L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution d'un mandat autorisant l'entrée dans une maison d'habitation que si celui-ci en autorise expressément l'usage et qu'il est accompagné d'un agent de la paix.</p>	Usage de la force
Measures required	<p style="text-align: center;"><i>Orders</i></p> <p>142.29 (1) If an inspector has reasonable grounds to believe that there is a contravention of this Part, they may, among other things, order a person to</p> <p>(a) stop doing something that is in contravention of this Part or cause it to be stopped; or</p> <p>(b) take any measure that is necessary in order for the person to comply with this Part or to mitigate the effects of the contravention.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Ordres</i></p> <p>142.29 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a contravention à la présente partie, l'inspecteur peut notamment ordonner à toute personne :</p> <p>a) de cesser de faire toute chose en contravention de la présente partie ou de la faire cesser;</p> <p>b) de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à la présente partie ou pour atténuer les effets découlant de la contravention.</p>	Mesures exigées
Notice	<p>(2) The order shall be provided in the form of a written notice and shall include</p> <p>(a) a statement of the reasons for the order; and</p>	<p>(2) L'ordre est communiqué sous forme d'avis écrit précisant les motifs et les délais et modalités d'exécution.</p>	Avis

Measures taken by inspector	(b) the time and manner in which the order is to be carried out.	142.3 (1) If a person does not comply with an order made under section 142.29 within the time specified, the inspector may, on their own initiative, take the measures specified in the order.	Prise de mesures par l'inspecteur
Recovery of Her Majesty's costs	(2) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada in the taking of measures under subsection (1) constitutes a debt due to Her Majesty recoverable from the person in a court of competent jurisdiction.	142.3 (1) Si la personne ne se conforme pas à l'ordre donné en vertu de l'article 142.29 dans le délai imparti, l'inspecteur peut, de sa propre initiative, prendre les mesures qui y sont précisées. (2) Les frais engagés par Sa Majesté du chef du Canada au titre du paragraphe (1) constituent une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi, devant tout tribunal compétent, contre la personne.	Recouvrement des frais
Activities — inspectors	<i>Coordination</i> 142.31 An inspector shall coordinate their activities with those of any inspector designated under Part 3 and any person designated for the purposes of verifying compliance or preventing non-compliance with any other Act of Parliament or territorial law so as to ensure efficiency and avoid duplication.	<i>Coordination</i> 142.31 Les inspecteurs coordonnent leurs activités avec celles des inspecteurs désignés en vertu de la partie 3 et des personnes désignées pour vérifier le respect de toute autre loi fédérale ou de toute règle de droit territoriale — ou en prévenir le non-respect — par souci d'efficacité et pour éviter tout double emploi.	Activités des inspecteurs
Notice	225. Subsection 142.25(5) of the Act is replaced by the following:	225. Le paragraphe 142.25(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	Préavis
	(5) An inspector shall, if it is reasonable to do so, give the Gwich'in or Sahtu First Nation prior notice of entry by the inspector on its first nation lands.	(5) L'inspecteur donne aux premières nations des Gwich'in ou du Sahtu, dans le cas où il est indiqué de le faire, un préavis de son intention de procéder à la visite de leurs terres.	
	226. (1) Paragraph 143(1)(d) of the Act is replaced by the following:	226. (1) L'alinéa 143(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	25
	(d) prescribing the form of the register to be maintained by the Review Board under section 142.1 and the information to be entered in it, and respecting the fees, if any, to be paid to examine the register or to obtain copies from it;	d) déterminer la forme du registre que doit tenir l'Office en application de l'article 142.1 et les renseignements à y porter et régir les droits à payer pour sa consultation ou l'obtention de copies;	30
	(2) Subsection 143(1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of paragraph (f) and by adding the following after paragraph (g):	(2) Le paragraphe 143(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :	35
	(h) respecting any consultation with a first nation, the Tlicho First Nation, the Tlicho Government or an aboriginal people who use an area outside the Mackenzie Valley that may occur under this Part, including the	h) prendre des mesures concernant toute consultation menée auprès des premières nations, de la première nation tlicho, du gouvernement tlicho ou d'un peuple autochtone qui utilise les ressources d'une région située à l'extérieur de la vallée du Mackenzie	35

	<p>manner in which it is to be conducted, and providing for the delegation of certain procedural aspects of such consultation; and</p> <p>(i) respecting the recovery of amounts and costs for the purposes of section 142.01, including prescribing anything that is to be prescribed by that section and exempting any class of person or body that proposes to carry out the development from the application of that section.</p>	<p>en application de la présente partie, notamment les modalités de celle-ci, et prévoir la délégation de certains aspects de la procédure de consultation;</p> <p>i) régir le recouvrement des frais et des sommes pour l'application de l'article 142.01, notamment prévoir toute mesure d'ordre réglementaire prévue à cet article et exempter toute catégorie de promoteur de l'application de cet article.</p>	
2005, c. 1, s. 90(3)	<p>(3) Subsection 143(2) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(3) Le paragraphe 143(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	2005, ch. 1, par. 90(3)
Consultation with Review Board	<p>(2) Regulations may only be made or amended under paragraph (1)(a), (d), (e), (f), (g), (h) or (i) or amended under paragraph (1)(b) or (c), following consultation by the federal Minister with the Review Board.</p>	<p>(2) La prise ou la modification de tout règlement en vertu des alinéas (1)a) et d) à j) et la modification des règlements pris en vertu des alinéas (1)b) et c) sont en outre subordonnées à la consultation, par le ministre fédéral, de l'Office.</p>	Consultation de l'Office
Consultation — Mackenzie Valley Land and Water Board	<p>(2.1) In addition to the consultation referred to in subsection (2), the federal Minister shall consult the Mackenzie Valley Land and Water Board before making or amending any regulations under paragraph (1)(h) that relate to a preliminary screening by that Board.</p>	<p>(2.1) Outre la consultation de l'Office prévue au paragraphe (2), la prise ou la modification de tout règlement en vertu de l'alinéa (1)h) en ce qui a trait à un examen préalable d'un projet de développement effectuée par l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie est subordonnée à la consultation, par le ministre fédéral, de cet office.</p>	Consultation de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie
	<p>(4) Subsection 143(3) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(4) Le paragraphe 143(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	
Exemptions	<p>(3) No development is to be exempted for a reason set out in paragraph 124(1)(b) if it is a designated project or belongs to a class of designated projects, within the meaning of the <i>Canadian Environmental Assessment Act, 2012</i>, by virtue of regulations made under paragraph 84(a) of that Act.</p>	<p>(3) Ne peuvent faire l'objet d'une exemption pour le motif prévu à l'alinéa 124(1)b) les projets de développement ayant fait l'objet, individuellement ou par catégorie, de la désignation prévue à l'alinéa 84a) de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i>.</p>	Limite
	<p>(5) Section 143 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</p>	<p>(5) L'article 143 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :</p>	
Externally produced documents	<p>(4) A regulation made under this Part may incorporate by reference documents that are produced by a person other than the federal Minister or a body.</p>	<p>(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par un organisme ou une personne autre que le ministre fédéral.</p>	Documents externes

Reproduced or translated material	(5) A regulation made under this Part may incorporate by reference documents that the federal Minister reproduces or translates from documents produced by a body or person other than the federal Minister	(5) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la reproduction ou de la traduction, par le ministre fédéral, d'un document produit par une autre personne ou un organisme et qui comporte, selon le cas :	Documents reproduits ou traduits
	(a) with any adaptations of form and reference that will facilitate their incorporation into the regulation; or	a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à en faciliter l'incorporation;	
	(b) in a form that sets out only the parts of them that apply for the purposes of the regulation.	b) seulement les passages pertinents pour l'application du règlement.	
Jointly produced documents	(6) A regulation made under this Part may incorporate by reference documents that the federal Minister produces jointly with another government for the purpose of harmonizing the regulation with other laws.	(6) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit conjointement par le ministre fédéral et toute autre administration en vue d'harmoniser le règlement avec d'autres règles de droit.	Documents produits conjointement
Internally produced standards	(7) A regulation made under this Part may incorporate by reference technical or explanatory documents that the federal Minister produces, including	(7) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explicatif produit par le ministre fédéral, notamment :	Normes techniques dans des documents internes
	(a) specifications, classifications, illustrations, graphs or other information of a technical nature; and	a) des spécifications, classifications, illustrations ou graphiques ou tout autre renseignement de nature technique;	
	(b) test methods, procedures, operational standards, safety standards or performance standards of a technical nature.	b) des méthodes d'essai, procédures ou normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité, de nature technique.	
Incorporation as amended from time to time	(8) Documents may be incorporated by reference as amended from time to time.	(8) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.	Portée de l'incorporation
For greater certainty	(9) Subsections (4) to (8) are for greater certainty and do not limit any authority to make regulations incorporating material by reference that exists apart from those subsections.	(9) Il est entendu que les paragraphes (4) à (8) n'ont pas pour objet d'empêcher la prise de règlements incorporant par renvoi des documents autres que ceux visés à ces paragraphes.	Interprétation
Accessibility	(10) The federal Minister shall ensure that any document that is incorporated by reference in the regulation is accessible.	(10) Le ministre fédéral veille à ce que tout document incorporé par renvoi dans les règlements soit accessible.	Accessibilité des documents
Defence	(11) A person is not liable to be found guilty of an offence or subjected to an administrative sanction for any contravention in respect of which a document that is incorporated by reference in the regulation is relevant unless, at the time of the alleged contravention, the document was accessible as required by subsection (10) or it was otherwise accessible to the person.	(11) Aucune déclaration de culpabilité ni aucune sanction administrative ne peut découler d'une contravention faisant intervenir un document qui est incorporé par renvoi dans les règlements et qui se rapporte au fait reproché, sauf si, au moment de ce fait, le document était accessible en application du paragraphe (10) ou était autrement accessible à la personne en cause.	Aucune déclaration de culpabilité ni sanction administrative

No registration or publication	(12) For greater certainty, a document that is incorporated by reference in the regulation is not required to be transmitted for registration or published in the <i>Canada Gazette</i> by reason only that it is incorporated by reference.	(12) Il est entendu que les documents qui sont incorporés par renvoi dans les règlements n'ont pas à être transmis pour enregistrement ni à être publiés dans la <i>Gazette du Canada</i> du seul fait de leur incorporation.	Enregistrement ou publication non requis
2005, c. 1, s. 91	227. Subsection 144(1) of the Act is replaced by the following:	227. Le paragraphe 144(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2005, ch. 1, art. 91
Schedule	144. (1) The Governor in Council may, by regulations made following consultation by the federal Minister with the territorial Minister, the Review Board, the first nations and the Tlicho Government, amend the schedule by adding, or by deleting, the name of any agency, other than the <u>Mackenzie Valley Land and Water Board</u> , that exercises regulatory powers under territorial or federal laws and that is not subject to specific control or direction by a minister of the federal or territorial government or the Governor in Council.	144. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement pris après consultation, par le ministre fédéral, du ministre territorial, de l'Office, 10 des premières nations et du gouvernement tlicho, modifier l'annexe afin d'y ajouter ou d'y supprimer le nom de tout organisme — exception faite de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie — auquel sont conférés, 15 sous le régime des règles de droit fédérales ou territoriales, des pouvoirs de régulation et qui n'est pas assujéti à des mesures de contrôle ou d'orientation spécifiques d'un ministre des gouvernements fédéral ou territorial ou du 20 gouverneur en conseil.	Modification de l'annexe
	228. The Act is amended by adding the following after section 144:	228. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 144, de ce qui suit :	
	PROHIBITIONS, OFFENCES AND PUNISHMENT	INTERDICTIONS, INFRACTIONS ET PEINES	
Obstruction	144.01 It is prohibited to knowingly obstruct or hinder an inspector who is exercising their powers or performing their duties and functions under this Part.	144.01 Il est interdit d'entraver sciemment l'action de tout inspecteur dans l'exercice des attributions que lui confère la présente partie.	Entrave
False statements or information	144.02 It is prohibited to knowingly make a false or misleading statement or knowingly provide false or misleading information in connection with any matter under this Part to any person who is exercising their powers or performing their duties and functions under this Part.	144.02 Il est interdit de faire sciemment une déclaration fautive ou trompeuse ou de communiquer sciemment des renseignements faux ou trompeurs, relativement à toute question visée par la présente partie, à toute personne qui agit dans l'exercice de ses attributions au titre de celle-ci.	Renseignements faux ou trompeurs
Offence — certificates	144.03 (1) Every person or body that proposes to carry out a development and that contravenes section 117.1 and every person who contravenes subsection 142.23(3) or an order made under subsection 142.29(1) is guilty of an offence and is liable on summary conviction (a) for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; and	144.03 (1) Le promoteur d'un projet de développement qui contrevient à l'article 117.1 ou quiconque contrevient au paragraphe 142.23(3) ou à l'ordre donné en vertu du paragraphe 142.29(1) commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire : a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;	Infraction — certificats

	(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.	b) en cas de récidive, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.	
Obstruction or false statements or information	(2) Every person who contravenes section 144.01 or 144.02 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.	(2) Quiconque contrevient aux articles 144.01 ou 144.02 commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 250 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.	Entrave ou renseignements faux ou trompeurs
Continuing offences	(3) An offence under subsection (1) that is committed or continued on more than one day constitutes a separate offence for each day on which it is committed or continued.	(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction prévue au paragraphe (1).	Infractions continues
Due diligence defence	(4) No one is to be convicted of an offence under subsection (1) if they establish that they exercised due diligence to prevent the commission of the offence.	(4) Nul ne peut être déclaré coupable de l'infraction prévue au paragraphe (1) s'il prouve qu'il a pris toutes les précautions voulues pour prévenir sa perpétration.	Disculpation : précautions voulues
Limitation period or prescription	144.04 No proceedings in respect of an offence under this Part are to be instituted more than five years after the day on which the federal Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged offence.	144.04 Les poursuites visant une infraction à la présente partie se prescrivent par cinq ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu connaissance des faits reprochés.	Prescription
Admissibility of evidence	144.05 (1) In proceedings for an offence under this Part, a certificate, report or other document of the federal Minister, the Review Board, a regulatory authority, a designated regulatory agency or an inspector that is purported to have been signed by that person, board or authority is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.	144.05 (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre fédéral, l'Office, l'autorité administrative, l'organisme administratif désigné ou l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.	Admissibilité
Copies and extracts	(2) In proceedings for an offence under this Part, a copy of or an extract from any document that is made by the federal Minister, the Review Board, a regulatory authority, a designated regulatory agency or an inspector that appears to have been certified under the signature of that person, board or authority as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.	(2) De même, la copie ou l'extrait de documents établis par le ministre fédéral, l'Office, l'autorité administrative, l'organisme administratif désigné ou l'inspecteur et paraissant certifié conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ni la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, il a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.	Copies ou extraits

Presumed date of issue	(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary, presumed to have been issued on the date that it bears.	(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont présumés avoir été établis à la date qu'ils portent.	Date
Notice	(4) No document referred to in this section is to be received in evidence unless the party intending to produce it has provided reasonable notice of that intention to the party against whom it is intended to be produced together with a copy of the document.	(4) Ils ne sont reçus en preuve que si la partie qui entend les produire contre une autre lui donne un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.	Préavis
<p>229. The Act is amended by adding the following after section 144:</p>			
<p>229. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 144, de ce qui suit :</p>			
PART 5.1 REGIONAL STUDIES		PARTIE 5.1 ÉTUDES RÉGIONALES	
Establishment of committee	144.1 (1) The federal Minister may establish a committee to conduct a study of the effects of existing or future physical activities carried out in a region of the Mackenzie Valley.	144.1 (1) Le ministre fédéral peut constituer un comité chargé de procéder à l'étude des effets d'activités concrètes actuelles ou éventuelles exercées dans une région de la vallée du Mackenzie.	Constitution d'un comité
Mandate and appointment of members	(2) If the federal Minister establishes a committee, he or she shall establish its terms of reference and appoint as a member of the committee one or more persons.	(2) Le cas échéant, il nomme le ou les membres du comité et en fixe le mandat.	Mandat et nomination des membres
Advice — first nations	144.2 Before establishing the committee's terms of reference, the federal Minister shall seek and consider the advice of the territorial government, any affected first nation and, if the study affects the Tlicho First Nation, the Tlicho Government.	144.2 Avant de fixer le mandat du comité, le ministre fédéral doit demander et étudier l'avis du gouvernement territorial, de toute première nation concernée et, s'agissant d'une étude ayant une incidence sur la première nation tlicho, du gouvernement tlicho.	Avis des intéressés
Participation in study	144.3 The federal Minister, if he or she considers it appropriate, may enter into an agreement or arrangement with any person or body with relevant knowledge or expertise with respect to their participation in the committee's study.	144.3 Le ministre fédéral peut, s'il l'estime opportun, conclure un accord ou un arrangement avec toute personne ou tout organisme dont les connaissances ou l'expertise sont pertinentes en vue de leur participation à l'étude que le comité entreprend.	Participation à l'étude
Joint establishment of committee	144.4 If the federal Minister is of the opinion that it is appropriate to conduct a study of the effects of existing or future physical activities carried out in a region of the Mackenzie Valley and in a region contiguous to it, the federal Minister may enter into an agreement or arrangement with an authority responsible for the examination of environmental effects in that region respecting the joint establishment of a committee to conduct the study and the manner in which the study is to be conducted.	144.4 S'il estime indiqué de faire procéder à l'étude des effets d'activités concrètes actuelles ou éventuelles exercées dans une région de la vallée du Mackenzie et d'une région qui y est contiguë, le ministre fédéral peut conclure avec l'organisme compétent en matière d'examen des effets sur l'environnement dans cette région un accord ou un arrangement relatif à la constitution d'un comité conjoint chargé de procéder à l'étude et relatif aux modalités de l'étude.	Constitution conjointe d'un comité

Elements to consider	144.5 In conducting its study, the committee shall consider any traditional knowledge and scientific information that is made available to it.	144.5 Dans le cadre de l'étude, le comité tient compte des connaissances traditionnelles et des renseignements scientifiques mis à sa disposition.	Éléments à considérer
Information	144.6 Subject to any other federal or territorial law, a committee may obtain, from any board established or continued by this Act or from any department or agency of the federal or territorial government, any information in the possession of the board, department or agency that is required for it to conduct its study.	144.6 Le comité peut, sous réserve de toute autre règle de droit fédérale ou territoriale, obtenir de tout office constitué ou maintenu en vertu de la présente loi et des ministères et organismes des gouvernements fédéral et territorial les renseignements qui sont en leur possession et dont il a besoin pour procéder à l'étude.	5 Renseignements
Report to federal Minister	144.7 On completion of its study, the committee established under subsection 144.1(1) or under an agreement or arrangement entered into under section 144.4 shall provide a report to the federal Minister, who shall make it available to the public.	144.7 Au terme de l'étude qu'il est tenu d'effectuer, le comité constitué en vertu du paragraphe 144.1(1) ou au titre d'un accord ou d'un arrangement conclu en vertu de l'article 144.4 adresse un rapport au ministre fédéral, qui le met à la disposition du public.	Rapport au ministre fédéral
Consideration of report	144.8 The Gwich'in Land Use Planning Board, the Sahtu Land Use Planning Board, the Mackenzie Valley Land and Water Board, the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, its review panels, a review panel, or a joint panel established jointly by the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board and any other person or body, and any body conducting a preliminary screening of a proposal for a development under section 124 shall consider any report referred to in section 144.7.	144.8 Sont tenus d'examiner le rapport du comité l'Office gwich'in d'aménagement territorial, l'Office d'aménagement territorial du Sahtu, l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie, ses formations, les formations conjointes et les commissions conjointes établies par cet office et une autre autorité, ainsi que les organes qui effectuent l'examen préalable d'un projet de développement en application de l'article 124.	Examen du rapport
Conflict of interest	144.9 (1) A member of a committee shall not participate in a study if that participation would place the member in a material conflict of interest.	144.9 (1) Est incompetent pour prendre part à l'étude le membre du comité qui se trouve en situation de conflit d'intérêts sérieux par rapport à celle-ci.	Conflit d'intérêts
Status or entitlements under agreement	(2) A member of a committee is not placed in a material conflict of interest merely because of any status or entitlement conferred on the member under the Gwich'in Agreement, the Sahtu Agreement, the Tlicho Agreement or any other agreement between a first nation and Her Majesty in right of Canada for the settlement of a land claim.	(2) N'ont pas pour effet de créer, à eux seuls, une situation de conflit d'intérêts sérieux le statut ou les droits conférés à une personne aux termes soit de l'accord gwich'in, de l'accord du Sahtu ou de l'accord tlicho, soit de tout autre accord relatif aux revendications territoriales conclu entre une première nation et Sa Majesté du chef du Canada.	Statut et droits conférés par accord
Information	230. Section 149 of the Act is replaced by the following: 149. Subject to any other federal or territorial law, a responsible authority or a person or body that performs an environmental audit may	230. L'article 149 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 149. L'autorité compétente ou le vérificateur peut, sous réserve de toute autre règle de droit fédérale ou territoriale, obtenir de tout office	Renseignements

obtain, from any board established by or continued under this Act or from any department or agency of the federal or territorial government, any information in the possession of the board, department or agency that is required for the performance of the functions of the responsible authority or person under this Part.

constitué ou maintenu en vertu de la présente loi et des ministères et organismes des gouvernements fédéral et territorial les renseignements qui sont en leur possession et qui sont nécessaires à l'exercice des attributions qui lui sont conférées par la présente partie.

231. The Act is amended by adding the following after section 150:

231. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 150, de ce qui suit :

	PART 6.1 ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES INTERPRETATION	PARTIE 6.1 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES DÉFINITIONS	
Definitions	150.01 The following definitions apply in this Part.	150.01 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"Board" « Office »	"Board" has the same meaning as in section 51.	« inspecteur » Personne désignée à ce titre en vertu des articles 84 ou 142.24.	« inspecteur » "inspector"
"inspector" « inspecteur »	"inspector" means a person designated as an inspector under section 84 or 142.24.	« Office » S'entend au sens de l'article 51.	« Office » "Board"
"penalty" « pénalité »	"penalty" means an administrative monetary penalty imposed under this Part for a violation.	« pénalité » Sanction administrative pécuniaire infligée en vertu de la présente partie pour une violation.	« pénalité » "penalty"
"review body" « réviseur »	"review body" means (a) in respect of a violation relating to Part 3, the Board; and (b) in respect of a violation relating to Part 5, the federal Minister.	« réviseur » a) S'agissant d'une violation relative à la partie 3, l'Office; b) s'agissant d'une violation relative à la 20 partie 5, le ministre fédéral.	« réviseur » "review body"
Regulations	FEDERAL MINISTER'S POWERS 150.02 (1) The federal Minister may, with the approval of the Governor in Council, make regulations for the purposes of sections 150.03 to 150.23, including regulations (a) designating as a violation that may be proceeded with in accordance with this Act (i) the contravention of any specified provision of this Act or of any of its regulations, (ii) the contravention of any order, direction or decision—or of any order, direction or decision of any specified class—made or given under this Act, or	ATTRIBUTIONS DU MINISTRE FÉDÉRAL 150.02 (1) Le ministre fédéral peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, prendre des règlements pour l'application des articles 150.03 à 150.23, notamment afin : a) de désigner comme violation punissable au titre de la présente loi la contravention : (i) à toute disposition spécifiée de la présente loi ou de ses règlements, (ii) à tout ordre ou à toute ordonnance ou 30 décision—ou à tout ordre ou à toute ordonnance ou décision appartenant à une	Règlements

	<p>(iii) the failure to comply with a term or condition of any licence, permit or other authorization or development certificate issued under this Act or a term or condition of a specified class of licences, permits or other authorizations; 5</p> <p>(b) respecting the determination of or the method of determining the amount payable as the penalty, which may be different for individuals and other persons, for each 10 violation;</p> <p>(c) establishing the form and content of notices of violations;</p> <p>(d) respecting the service of documents required or authorized under this Act, including the manner and proof of service and the circumstances under which documents are considered to be served; 15</p> <p>(e) respecting reviews by the review body in respect of a notice of violation; and 20</p> <p>(f) respecting the publication of the nature of a violation, the name of the person who committed it and the amount of the penalty.</p>	<p>catégorie spécifiée—donné ou rendue, selon le cas, sous le régime de la présente loi,</p> <p>(iii) à toute condition—appartenant ou non à une catégorie spécifiée—dont est assorti un permis ou autre autorisation ou un certificat délivrés en vertu de la présente loi;</p> <p>b) de prévoir l'établissement ou la méthode d'établissement de la pénalité applicable à chaque violation—la pénalité prévue pour les personnes physiques pouvant différer de celle prévue pour les autres personnes;</p> <p>c) d'établir la forme et le contenu des procès-verbaux de violation; 15</p> <p>d) de régir, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signification de documents autorisée ou exigée sous le régime de la présente loi;</p> <p>e) de régir la révision des procès-verbaux par le réviseur; 20</p> <p>f) de régir la publication de la nature de la violation, du nom de son auteur et du montant de la pénalité.</p>	
<p>Maximum amount of penalty</p>	<p>(2) The amount that may be determined under any regulations made under paragraph (1)(b) as the penalty for each violation shall not be more than \$25,000, in the case of an individual, and \$100,000 in the case of any other person. 25</p>	<p>(2) Le montant de la pénalité établi en application d'un règlement pris en vertu de l'alinéa (1)b) et applicable à chaque violation est plafonné, dans le cas des personnes physiques, à 25 000 \$ et, dans le cas des autres personnes, à 100 000 \$. 30</p>	<p>Plafond—montant de la pénalité</p>
	<p style="text-align: center;">VIOLATIONS</p>	<p style="text-align: center;">VIOLATIONS</p>	
<p>Who may issue notices</p>	<p>150.03 Inspectors are authorized to issue notices of violation. 30</p>	<p>150.03 Les inspecteurs sont autorisés à agir à titre d'agents verbalisateurs.</p>	<p>Attributions</p>
<p>Commission of violation</p>	<p>150.04 (1) Every person who contravenes or fails to comply with a provision, order, direction, decision, term or condition designated under paragraph 150.02(1)(a) commits a violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations. 35</p>	<p>150.04 (1) La contravention à une disposition, à une décision, à un ordre, à une ordonnance ou à une condition désignés en vertu de l'alinéa 150.02(1)a) constitue une violation pour laquelle l'auteur s'expose à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements. 35</p>	<p>Violations</p>
<p>Purpose of penalty</p>	<p>(2) The purpose of the penalty is to promote compliance with this Act and not to punish. 40</p>	<p>(2) L'imposition de la pénalité vise non pas à punir, mais plutôt à favoriser le respect de la présente loi. 40</p>	<p>But de la pénalité</p>

Liability of directors, officers, etc.	<p>150.05 If a corporation commits a violation, any director, officer or agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the violation is a party to the violation and is liable to a penalty in the amount that is determined in accordance with the regulations, whether or not the corporation has been proceeded against in accordance with this Act.</p>	<p>150.05 Si une personne morale commet une violation, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de la violation et s'exposent à une pénalité dont le montant est déterminé conformément aux règlements, que la personne fasse ou non l'objet d'une procédure en violation engagée au titre de la présente loi.</p>	Participants à la violation : dirigeants, administrateurs et mandataires
Proof of violation	<p>150.06 In any proceedings under this Act against a person in relation to a violation, it is sufficient proof of the violation to establish that it was committed by an employee or agent or mandatary of the person, whether or not the employee or the agent or mandatary is identified or proceeded against in accordance with this Act.</p>	<p>150.06 Dans les procédures en violation engagées au titre de la présente loi, il suffit, pour prouver la violation, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'auteur de la violation, que l'employé ou le mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.</p>	Preuve
Issuance and service of notice of violation	<p>150.07 (1) If an inspector has reasonable grounds to believe that a person has committed a violation, the inspector may issue a notice of violation and cause it to be served on the person.</p>	<p>150.07 (1) L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise peut dresser un procès-verbal qu'il fait signifier au prétendu auteur de la violation.</p>	Procès-verbal — établissement et signification
Contents	<p>(2) The notice of violation shall</p> <p>(a) name the person that is believed to have committed the violation;</p> <p>(b) set out the relevant facts surrounding the violation;</p> <p>(c) set out the amount of the penalty;</p> <p>(d) inform the person of their right to request a review with respect to the violation or the amount of the penalty, and of the period within which that right shall be exercised;</p> <p>(e) inform the person of the time and manner of paying the penalty; and</p> <p>(f) inform the person that, if they do not pay the penalty or exercise their right referred to in paragraph (d), they are considered to have committed the violation and are liable to the penalty.</p>	<p>(2) Le procès-verbal mentionne les éléments suivants :</p> <p>a) le nom du prétendu auteur de la violation;</p> <p>b) les faits pertinents concernant la violation;</p> <p>c) le montant de la pénalité;</p> <p>d) la faculté qu'a le prétendu auteur de la violation de demander la révision de celle-ci ou du montant de la pénalité, ainsi que le délai pour ce faire;</p> <p>e) les délais et modalités de paiement de la pénalité;</p> <p>f) le fait que le prétendu auteur de la violation, s'il ne fait pas de demande de révision ou s'il ne paie pas la pénalité, est réputé avoir commis la violation et est tenu du paiement de cette pénalité.</p>	Contenu
Copy of notice of violation	<p>(3) The inspector shall, without delay after issuing the notice of violation, provide a copy to the Board and the federal Minister.</p>	<p>(3) L'inspecteur fournit une copie du procès-verbal à l'Office et au ministre fédéral sans délai après l'avoir dressé.</p>	Copie du procès-verbal

	RULES ABOUT VIOLATIONS	RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS	
Certain defences not available	<p>150.08 (1) A person named in a notice of violation does not have a defence by reason that the person</p> <p>(a) exercised due diligence to prevent the commission of the violation; or</p> <p>(b) reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would exonerate the person.</p>	<p>150.08 (1) Le prétendu auteur de la violation ne peut invoquer en défense le fait qu'il a pris les mesures nécessaires pour empêcher la violation ou qu'il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'exonéreraient.</p>	Exclusion de certains moyens de défense
Common law principles	<p>(2) Every rule and principle of the common law that renders any circumstance a justification or excuse in relation to a charge for an offence under this Act applies in respect of a violation to the extent that it is not inconsistent with this Act.</p>	<p>(2) Les règles et principes de common law qui font d'une circonstance une justification ou une excuse dans le cadre d'une poursuite pour infraction à la présente loi s'appliquent à l'égard d'une violation dans la mesure de leur compatibilité avec la présente loi.</p>	Principes de common law
Continuing violation	<p>150.09 A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.</p>	<p>150.09 Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue la violation.</p>	Violation continue
Violation or offence	<p>150.1 (1) Proceeding with any act or omission as a violation under this Act precludes proceeding with it as an offence under this Act, and proceeding with it as an offence under this Act precludes proceeding with it as a violation under this Act.</p>	<p>150.1 (1) S'agissant d'un acte ou d'une omission qualifiable à la fois de violation et d'infraction aux termes de la présente loi, la procédure en violation et la procédure pénale s'excluent l'une l'autre.</p>	Cumul interdit
Violations not offences	<p>(2) For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of a violation.</p>	<p>(2) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions; en conséquence, nul ne peut être poursuivi à ce titre sur le fondement de l'article 126 du <i>Code criminel</i>.</p>	Précision
Limitation period	<p>150.11 No notice of violation is to be issued more than two years after the day on which the federal Minister becomes aware of the acts or omissions that constitute the alleged violation.</p>	<p>150.11 Le délai dans lequel le procès-verbal peut être dressé est de deux ans à compter de la date où le ministre fédéral a eu connaissance des faits reprochés.</p>	Prescription
	REVIEWS	RÉVISION	
Right to request review	<p>150.12 A person who is served with a notice of violation may, within 30 days after the notice is served or within any longer period prescribed by the regulations, make a request to the review body for a review of the amount of the penalty or the facts of the violation, or both.</p>	<p>150.12 Le prétendu auteur de la violation peut, dans les trente jours suivant la signification d'un procès-verbal ou dans tout délai supplémentaire prévu dans les règlements, saisir le réviseur d'une demande de révision du montant de la pénalité ou des faits quant à la violation, ou des deux.</p>	Droit de faire une demande de révision

Correction or cancellation of notice of violation	150.13 At any time before a request for a review in respect of a notice of violation is received by the review body, an inspector may cancel the notice of violation or correct an error in it.	150.13 Tant que le réviseur n'est pas saisi d'une demande de révision du procès-verbal, tout inspecteur peut soit l'annuler, soit corriger toute erreur qu'il contient.	Annulation ou correction du procès-verbal
Review	150.14 On receipt of a request for a review in respect of a notice of violation, the review body shall conduct the review.	150.14 Sur réception de la demande de révision, le réviseur procède à la révision.	5 Révision
Witnesses	150.15 (1) When conducting a review, the Board may summon any person to appear as a witness and may order the witness to give evidence orally or in writing and produce any documents and things that the Board considers necessary for the purpose of the review.	150.15 (1) L'Office peut citer toute personne à comparaître devant lui et ordonner à celle-ci de déposer oralement ou par écrit, ou de produire toute pièce qu'il juge nécessaire à la révision.	Témoins
Enforcement of summonses and orders	(2) Any summons issued or order made under subsection (1) may be made a summons or an order of the Federal Court or of the superior court of a province and is enforceable in the same manner as a summons or an order of that court.	(2) Les citations et les ordres visés au paragraphe (1) peuvent être homologués par la Cour fédérale ou une juridiction supérieure provinciale; le cas échéant, leur exécution s'effectue selon les mêmes modalités que les citations et ordonnances de la juridiction saisie.	15 Homologation des citations et ordres
Procedure	(3) To make a summons issued or an order made under subsection (1) a summons or an order of the Federal Court or of the superior court of a province, the usual practice and procedure of the court in such matters may be followed or a certified copy of the summons or order may be filed with the court's registrar and the summons or order then becomes a summons or an order of that court.	(3) L'homologation se fait soit selon les règles de pratique et de procédure de la juridiction, soit par le dépôt au greffe de celle-ci d'une copie certifiée conforme de la citation ou de l'ordre.	20 Procédure
Fees for witnesses	(4) A witness who is served with a summons is entitled to receive the fees and allowances to which persons who are summoned to appear as witnesses before the Federal Court are entitled.	(4) La personne citée à comparaître a droit aux indemnités applicables aux convocations de la Cour fédérale.	25 Indemnités
Object of review	150.16 (1) The review body shall determine, as the case may be, whether the amount of the penalty for the violation was determined in accordance with the regulations or whether the person committed the violation, or both.	150.16 (1) Le réviseur décide, selon le cas, si le montant de la pénalité a été établi conformément aux règlements ou si le demandeur a commis la violation, ou les deux.	35 Objet de la révision
Determination	(2) The review body shall render a determination in writing and cause the person who requested the review to be served with a copy of the determination, with reasons. A copy of the determination, with reasons, shall also be provided without delay to the federal Minister in the case of a violation relating to Part 3 or to the Board in the case of a violation relating to Part 5.	(2) Il rend sa décision par écrit et en fait signifier une copie au demandeur, motifs à l'appui. Il en fournit aussi une copie sans délai après avoir rendu la décision au ministre fédéral, dans le cas d'une violation relative à la partie 3, et à l'Office, dans le cas d'une violation relative à la partie 5.	30 40 45 Décision

Correction of penalty	(3) If the review body determines that the amount of the penalty for the violation was not determined in accordance with the regulations, the review body shall correct it.	(3) Il modifie le montant de la pénalité s'il estime qu'il n'a pas été établi conformément aux règlements.	Correction du montant de la pénalité
Responsibility	(4) If the review body determines that the person who requested the review committed the violation, the person who requested the review is liable to the penalty as set out in the determination.	(4) En cas de décision défavorable, l'auteur de la violation est tenu du paiement de la pénalité mentionnée dans la décision.	Obligation de payer la pénalité
Determination final	(5) A determination made under this section is final and binding and, except for judicial review under the <i>Federal Courts Act</i> , is not subject to appeal or to review by any court.	(5) La décision est définitive et exécutoire et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> , n'est pas susceptible d'appel ou de révision en justice.	Décision définitive
Burden of proof	150.17 If the facts of a violation are reviewed, the inspector who issued the notice of violation shall establish, on a balance of probabilities, that the person named in it committed the violation identified in it.	150.17 En cas de révision portant sur les faits, il incombe à l'inspecteur qui a dressé le procès-verbal d'établir, selon la prépondérance des probabilités, que le demandeur a commis la violation qui y est mentionnée.	Fardeau de la preuve
	RESPONSIBILITY	RESPONSABILITÉ	
Payment	150.18 If a person pays the penalty set out in a notice of violation, the person is considered to have committed the violation and proceedings in respect of it are ended.	150.18 Vaut aveu de responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure le paiement de la pénalité mentionnée au procès-verbal.	Paiement
Failure to act	150.19 A person that neither pays the penalty within the period set out in the notice of violation—nor requests a review within the period referred to in section 150.12—is considered to have committed the violation and is liable to the penalty.	150.19 Vaut aveu de responsabilité, en cas de non-paiement de la pénalité dans le délai prévu dans le procès-verbal, le fait de ne pas demander de révision dans le délai prévu à l'article 150.12. Le cas échéant, le contrevenant est tenu du paiement de la pénalité.	Défaut
	RECOVERY OF PENALTIES	RECouvreMENT DES PÉNALITÉS	
Debt to Her Majesty	150.2 (1) A penalty constitutes a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in any court of competent jurisdiction.	150.2 (1) La pénalité constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.	Créance de Sa Majesté
Limitation period or prescription	(2) No proceedings to recover the debt are to be instituted more than five years after the day on which the debt becomes payable.	(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle est devenue exigible.	Prescription
Certificate	150.21 (1) The federal Minister may issue a certificate of non-payment certifying the unpaid amount of any debt referred to in subsection 150.2(1).	150.21 (1) Le ministre fédéral peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance visée au paragraphe 150.2(1).	Certificat de non-paiement

Registration in Federal Court	(2) Registration in other court of competent jurisdiction of a certificate of non-payment has the same effect as a judgment of that court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs. 5	(2) L'enregistrement à tout tribunal compétent confère au certificat de non-paiement valeur de jugement pour la somme visée et les frais afférents à l'enregistrement.	Enregistrement à la Cour fédérale
Authenticity of documents	<p style="text-align: center;">GENERAL</p> <p>150.22 In the absence of evidence to the contrary, a document that appears to be a notice issued under subsection 150.07(1) is presumed to be authentic and is proof of its contents in any proceeding in respect of a violation. 10</p>	<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS GÉNÉRALES</p> <p>150.22 Dans les procédures pour violation, le document qui paraît être un procès-verbal dressé en application du paragraphe 150.07(1) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité et de son contenu.</p>	Authenticité de documents
Publication	150.23 The Board may, subject to any regulations, make public the nature of a violation, the name of the person who committed it and the amount of the penalty.	150.23 Sous réserve des règlements, l'Office peut procéder à la publication de la nature de la violation, du nom de son auteur et du montant de la pénalité.	Publication
	232. Section 151 of the Act is repealed. 15	232. L'article 151 de la même loi est abrogé. 15	
	233. Sections 152 and 153 of the Act are replaced by the following:	233. Les articles 152 et 153 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	
Existing rights and interests	152. Rights to the use of land under any lease, easement or other interest in land that was granted under the <i>Territorial Lands Act</i> or the regulations made under that Act, or under any territorial law, and that exist on <u>December 22, 1998, with respect to a settlement area, or on March 31, 2000, with respect to any other portion of the Mackenzie Valley</u> , continue in effect, subject to the terms and conditions of exercising those rights. 20 25	152. Les droits d'utilisation des terres découlant d'un bail, d'une servitude ou d'un autre intérêt sur les terres accordé sous le régime soit de la <i>Loi sur les terres territoriales</i> , soit d'une règle de droit territoriale, et, en ce qui touche <u>une région désignée, existant le 22 décembre 1998 ou, en ce qui touche toute autre région de la vallée du Mackenzie, existant le 31 mars 2000</u> , sont maintenus, ainsi que les conditions auxquelles leur exercice est assujéti.	Droits existants
Existing licences continued	153. Licences issued under the <i>Northwest Territories Waters Act</i> respecting a use of waters or deposit of waste in a settlement area that exist on <u>December 22, 1998 — and, respecting a use of waters or deposit of waste in another portion of the Mackenzie Valley, that exist on March 31, 2000 —</u> continue in effect and are deemed to be licences within the meaning of Part 3. 30 35	153. Les permis délivrés sous le régime de la <i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i> en ce qui touche <u>une région désignée et existant le 22 décembre 1998 ou, en ce qui touche toute autre région de la vallée du Mackenzie, existant le 31 mars 2000</u> , sont maintenus et assimilés aux permis d'utilisation des eaux au sens de la <u>partie 3</u> . 30 35	Permis d'utilisation des eaux existants
	234. Sections 154 to 156 of the Act are repealed.	234. Les articles 154 à 156 de la même loi sont abrogés.	
	235. Subsection 157(2) of the Act is repealed.	235. Le paragraphe 157(2) de la même loi est abrogé.	
	236. Sections 158 and 159 of the Act are repealed. 40	236. Les articles 158 et 159 de la même loi sont abrogés.	

237. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canadian Nuclear Safety Commission
Commission canadienne de sûreté nucléaire

237. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Commission canadienne de sûreté nucléaire
Canadian Nuclear Safety Commission

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Access to Information Act

R.S., c. A-1

1998, c. 25,
s. 160(1)

238. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS":

Gwich'in Land and Water Board
Office gwich'in des terres et des eaux
Sahtu Land and Water Board
Office des terres et des eaux du Sahtu

Office des terres et des eaux du Sahtu
Sahtu Land and Water Board
Office gwich'in des terres et des eaux
Gwich'in Land and Water Board

Privacy Act

R.S., c. P-21

1998, c. 25,
s. 167(1)

239. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading "OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS":

Gwich'in Land and Water Board
Office gwich'in des terres et des eaux
Sahtu Land and Water Board
Office des terres et des eaux du Sahtu

239. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :

Office des terres et des eaux du Sahtu
Sahtu Land and Water Board
Office gwich'in des terres et des eaux
Gwich'in Land and Water Board

Tlicho Land Claims and Self-Government Act

2005, c. 1

240. Section 95 of the *Tlicho Land Claims and Self-Government Act* is repealed.

Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho

2005, ch. 1

240. L'article 95 de la *Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho* est abrogé.

TRANSITIONAL PROVISIONS

241. The following definitions apply in this section and in sections 242 to 252.

"other Act" means the *Mackenzie Valley Resource Management Act*.

"regional panels" means the Gwich'in Land and Water Board, the Sahtu Land and Water Board and the Wekeezhii Land and Water Board that are continued as regional panels of the Mackenzie Valley Land and Water Board by subsections 99(2) and (2.1) of the

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

241. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 242 à 252.

« autre loi » La *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*.

« formations régionales » L'Office gwich'in des terres et des eaux, l'Office des terres et des eaux du Sahtu et l'Office des terres et des eaux du Wekeezhii, qui sont devenus des formations régionales de l'Office des terres et

Définitions

« other Act »
« autre loi »

« regional panels »
« formations régionales »
« regional panels »

Définitions

« autre loi »
« other Act »

« formations régionales »
« regional panels »

other Act, as those subsections read immediately before the day on which section 193 comes into force.

des eaux de la vallée du Mackenzie en vertu des paragraphes 99(2) et (2.1) de l'autre loi, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 193.

Licences, permits and authorizations continued

242. (1) All licences, permits and other authorizations that are issued under Parts 3 and 4 of the other Act as those Parts read immediately before the day on which section 136 comes into force, are continued as licences, permits and other authorizations under Part 3 of the other Act, as that Part reads on that day, including any terms and conditions attached to them.

242. (1) Les permis ou autres autorisations délivrés en vertu des parties 3 et 4 de l'autre loi, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 136, sont maintenus à titre de permis ou autres autorisations régis par la partie 3 de l'autre loi, 10 dans sa version à cette date, y compris les conditions dont ils sont assortis.

5 Permis ou autres autorisations délivrés sous l'ancien régime

For greater certainty

(2) For greater certainty, the Mackenzie Valley Land and Water Board may exercise all its powers and perform all its duties and functions under Part 3 of the other Act, as that Part reads on the day on which section 136 comes into force, with respect to the licences, permits or other authorizations that are continued by subsection (1).

(2) Il est entendu que l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie peut exercer les attributions qui lui sont conférées 15 par la partie 3 de l'autre loi, dans sa version à la date d'entrée en vigueur de l'article 136, à l'égard des permis ou autres autorisations visés au paragraphe (1).

Précision

For greater certainty — regional panels

243. For greater certainty, the Mackenzie Valley Land and Water Board is, on the day on which section 136 comes into force, seized of any application that a regional panel had been seized of immediately before that day.

243. Il est entendu que l'Office des terres 20 et des eaux de la vallée du Mackenzie est saisi, à la date d'entrée en vigueur de l'article 136, de toute demande dont une formation régionale a été saisie avant cette date.

20 Précision : formation régionale

For greater certainty — employees

244. (1) For greater certainty, persons that were said to be employed, and agents, advisers and experts that were said to be engaged, by the regional panels before the day on which section 136 comes into force 30 are, on the day on which that section comes into force, employed and engaged by the Mackenzie Valley Land and Water Board.

244. (1) Il est entendu que les personnes 25 qui sont, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 136, présentées comme étant des membres du personnel, des mandataires, des conseillers ou des experts des formations régionales sont, à la date d'entrée en vigueur 30 de cet article, des employés — ou des personnes au service — de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie.

25 Précision : employés

For greater certainty — rights and property

(2) For greater certainty, all rights and property that were said to be held by or in 35 the name of the regional panels before the day on which section 136 comes into force are, on the day on which that section comes into force, the rights and property of the Mackenzie Valley Land and Water Board. 40

(2) Il est entendu que les droits et les biens 35 qui sont, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 136, présentés comme étant détenus par ou au nom des formations régionales appartiennent, à la date d'entrée en vigueur de cet article, à l'Office des terres et des eaux 40 de la vallée du Mackenzie.

Précision : droits et biens

Members ceasing to hold office

245. The members of the Mackenzie Valley Land and Water Board, including members of the regional panels, who held office immediately before the day on which section 136 comes into force cease to hold office on 45

245. La personne qui occupe le poste de 45 membre de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie ou d'une formation régionale à la date d'entrée en vigueur de l'article 136 cesse de l'occuper à cette date.

Terme : poste de membre

that day, but are eligible to be appointed to the Board in accordance with section 11 or 12, as the case may be, and subsection 54(2) of the other Act, as those provisions read on that day.

Elle est toutefois admissible à occuper le poste de membre de cet office en conformité avec les articles 11 ou 12 et du paragraphe 54(2) de l'autre loi, dans leur version à cette date.

Deemed members

246. (1) Despite section 245, a member of the Mackenzie Valley Land and Water Board, including a member of a regional panel, who is not re-appointed as of the day on which section 136 comes into force is deemed to continue as a member of the Board until a final decision is made in respect of an application, or until the applicant withdraws an application, that is pending before the Board or the regional panel if, before the day on which section 136 comes into force, that member had been designated to dispose of that application and

246. (1) Malgré l'article 245, le membre de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, y compris celui d'une formation régionale, dont le mandat n'est pas reconduit à la date d'entrée en vigueur de l'article 136 et qui, avant cette date, a été désigné pour l'instruction d'une demande dont cet office ou la formation a été saisi, est réputé occuper le poste de membre de cet office jusqu'à l'issue de celle-ci ou jusqu'à ce que le demandeur l'ait retirée, dans les cas suivants :

Statut du membre

(a) that member has considered all the evidence produced in relation to it; or

a) il a examiné tous les éléments de preuve produits à l'égard de la demande;

(b) a notice of hearing has been published in relation to it.

b) un avis a été publié pour la tenue d'une audience à l'égard de la demande.

Limitation of powers, functions and duties

(2) A deemed member may exercise only the powers, and perform only the functions and duties, of a member that are necessary to dispose of the application in relation to which they are designated.

(2) Toutefois, il ne peut exercer que les attributions nécessaires pour l'instruction de la demande.

Limitation des attributions

Designation

(3) The members and deemed members of the Mackenzie Valley Land and Water Board who, immediately before the day on which section 136 comes into force, are designated to dispose of an application that is pending are deemed, as of that day, to be designated under section 56 of the other Act, as that section reads on that day, to dispose of that application.

(3) Le membre — réputé ou non — de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie qui est désigné, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 136, pour l'instruction de la demande en cours est réputé être désigné à cette date pour l'instruction de celle-ci en vertu de l'article 56 de l'autre loi, dans sa version à cette date.

Désignation

Designation

247. Any person who, immediately before the day on which section 177 comes into force, is designated as an inspector or analyst under subsection 35(1) of the Northwest Territories Waters Act, is deemed, as of that day, to be designated as an inspector or analyst under section 84(1) or (2), respectively, of the other Act, as that subsection reads on that day.

247. Les personnes désignées à titre d'inspecteur ou d'analyste en vertu du paragraphe 35(1) de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 177, sont réputées, à cette date, être désignées à titre d'inspecteur ou d'analyste en vertu des paragraphes 84(1) et (2), respectivement, de l'autre loi, dans leur version à cette date.

Désignation

Remedial
measures

248. Any direction that was given by an inspector under subsection 37(1) of the *Northwest Territories Waters Act* immediately before the day on which section 177 comes into force, and that is in respect of lands in the Mackenzie Valley that are in a federal area as defined in section 51 of the other Act as that section reads on that day, is deemed on that day to be an order made under subsection 86.1(1) of the other Act, as that subsection reads on that day.

248. Toute prise de mesures ordonnée par un inspecteur en vertu du paragraphe 37(1) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 177, à l'égard de terres de la vallée du Mackenzie qui sont situées dans une zone fédérale, au sens de l'article 51 de l'autre loi, dans sa version à cette date, est réputée, à cette date, avoir été ordonnée en vertu du paragraphe 86.1(1) de l'autre loi, dans sa version à cette date.

Réparation

Reservation of
lands from
disposition

249. (1) Any order that was made by the Governor in Council under subsection 34(1) of the *Northwest Territories Waters Act*, before the day on which section 185 comes into force, and that is in respect of interests in lands in the Mackenzie Valley that are in a federal area as defined in section 51 of the other Act as it reads on that day, is deemed, on that day, to be an order made under subsection 91.1(1) of the other Act, as enacted by that section 185.

249. (1) Les décrets pris par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 34(1) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 185, à l'égard d'intérêts dans des terres de la vallée du Mackenzie qui sont situées dans une zone fédérale, au sens de l'article 51 de l'autre loi, dans sa version à cette date, sont réputés, à cette date, avoir été pris en vertu du paragraphe 91.1(1) de l'autre loi, édicté par l'article 185.

Biens-fonds non
cessiblesReservation of
water rights

(2) Any order that was made by the Governor in Council under subsection 34(2) of the *Northwest Territories Waters Act*, before the day on which section 185 comes into force, and that was in respect of lands in the Mackenzie Valley that are in a federal area, as defined in section 51 of the other Act as it reads on that day, is deemed, on that day, to be an order made under subsection 91.1(2) of the other Act, as enacted by that section 185.

(2) Les décrets pris par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 34(2) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 185, à l'égard de terres de la vallée du Mackenzie qui sont situées dans une zone fédérale, au sens de l'article 51 de l'autre loi, dans sa version à cette date, sont réputés, à cette date, avoir été pris en vertu du paragraphe 91.1(2) de l'autre loi, édicté par l'article 185.

Réserve à
l'égard de droits
d'utilisation des
eaux

Time limits

250. Any time limit that is applicable — on the day on which section 206 comes into force — to the exercise of a power or the performance of a duty or function, under Part 5 of the other Act, as it reads on that day, in relation to a proposal for a development, as defined in section 111 of the other Act, that was being undertaken immediately before the day on which that section 206 comes into force, is counted from that day.

250. Tout délai auquel est subordonné, à la date d'entrée en vigueur de l'article 206, l'exercice d'une attribution au titre de la partie 5 de l'autre loi, dans sa version à cette date, qui est liée à un projet de développement, au sens de l'article 111 de l'autre loi, entrepris avant cette date, commence à courir à compter de cette date.

Délai

Ongoing
proposals for
development

251. Part 5 of the other Act, as it read immediately before the day on which section 211 comes into force, continues to apply to a proposal for development, as defined in

251. La partie 5 de l'autre loi, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 211, continue de

Projet de
développement
en cours

section 111 of the other Act, that, immediately before that day, was being considered by any of the following:

- (a) a designated regulatory agency, as defined in that section 111, for the purposes of sections 131 and 137 of the other Act, as those sections 131 and 137 read immediately before that day;
- (b) the Tlicho Government, as defined in section 2 of the other Act, for the purposes of sections 131.1 and 137.1 of the other Act, as those sections 131.1 and 137.1 read immediately before that day;
- (c) the federal Minister and the responsible minister, as defined in that section 111;
- (d) the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board or one of its panels; or
- (e) a joint panel established under subsection 140(2), paragraph 141(2)(b) or (3)(a) of the other Act or a review panel referred to in subsection 41(2) of the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*.

252. The provisions of the *Northwest Territories Waters Regulations*, that are made under the *Northwest Territories Waters Act*, chapter 39 of the Statutes of Canada, 1992, that are in force immediately before the day on which section 182 comes into force, are deemed, as of that day, to have been made under the other Act and shall remain in force, to the extent that they are not inconsistent with the other Act, as it reads on that day, until they are repealed or replaced.

COMING INTO FORCE

253. (1) Sections 113, 116, 125 and 126, subsection 128(3), section 130, subsections 132(2) and (4) and 135(1), sections 139 and 140, subsections 141(1) and 142(2), sections 145 and 163, subsections 173(2), 174(1) and 175(3), sections 177, 182 and 185, subsection 187(2), sections 188 and 189, subsection 190(2), sections 192 and 194 to 198 and subsection 213(1) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

s'appliquer au projet de développement, au sens de l'article 111 de l'autre loi, dont sont saisis, avant cette date :

- a) un organisme administratif désigné, au sens de cet article 111, pour l'application des articles 131 et 137 de l'autre loi, dans leur version antérieure à cette date;
- b) le gouvernement tlicho, au sens de l'article 2 de l'autre loi, pour l'application des articles 131.1 et 137.1 de l'autre loi, dans leur version antérieure à cette date;
- c) le ministre fédéral et le ministre compétent, au sens de cet article 111;
- d) l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie ou l'une de ses formations;
- e) une formation conjointe visée au paragraphe 140(2) ou aux alinéas 141(2)b) ou (3)a) de l'autre loi ou une commission visée au paragraphe 41(2) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*.

252. Les dispositions du *Règlement sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* pris en vertu de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, chapitre 39 des Lois du Canada (1992), qui sont en vigueur avant la date d'entrée en vigueur de l'article 182, sont réputées, à cette date, avoir été édictées par règlement pris en vertu de l'autre loi et demeurent en vigueur, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec l'autre loi, dans sa version à cette date, jusqu'à leur abrogation ou remplacement.

ENTRÉE EN VIGUEUR

253. (1) Les articles 113, 116, 125 et 126, le paragraphe 128(3), l'article 130, les paragraphes 132(2) et (4) et 135(1), les articles 139 et 140, les paragraphes 141(1) et 142(2), les articles 145 et 163, les paragraphes 173(2), 174(1) et 175(3), les articles 177, 182 et 185, le paragraphe 187(2), les articles 188 et 189, le paragraphe 190(2), les articles 192 et 194 à 198 et le paragraphe 213(1) entrent en vigueur à la date fixée par décret.

Order in council	<p>(2) Section 112, subsection 115(2), sections 118 to 122 and 127, subsections 128(2) and (4) and 132(1) and (3), sections 133 and 134, subsection 135(2), sections 136 and 137, subsection 142(1), sections 143, 144, 146 to 162 and 164 to 172, subsections 174(2) and 175(2), sections 176, 179 to 181, 183, 184, 186, 191, 193 and 200, subsections 204(2), 224(1) and 226(2), (3) and (5), sections 227, 229, 230 and 238 to 240 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council that is made not earlier than one day after the day on which an order is made under subsection (1).</p>	<p>(2) L'article 112, le paragraphe 115(2), les articles 118 à 122 et 127, les paragraphes 128(2) et (4) et 132(1) et (3), les articles 133 et 134, le paragraphe 135(2), les articles 136 et 137, le paragraphe 142(1), les articles 143, 144, 146 à 162 et 164 à 172, les paragraphes 174(2) et 175(2), les articles 176, 179 à 181, 183, 184, 186, 191, 193 et 200, les paragraphes 204(2), 224(1) et 226(2), (3) et (5), les articles 227, 229, 230, 238 à 240 entrent en vigueur à la date fixée par décret, lequel peut être pris au plus tôt le jour suivant la date de prise du décret visé au paragraphe (1).</p>	Décret
Order in council	<p>(3) Section 117, subsections 141(2) and 199(2), section 203, subsection 204(1), sections 205 and 207, subsections 208(5) and 209(2), sections 210 and 211, subsections 214(1) and (4) and 215(2), sections 216 and 218, subsections 219(3), 222(4), 223(6) and 224(3) and sections 228 and 231 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council that is made not earlier than one day after the day on which an order is made under subsection (2).</p>	<p>(3) L'article 117, les paragraphes 141(2) et 199(2), l'article 203, le paragraphe 204(1), les articles 205 et 207, les paragraphes 208(5) et 209(2), les articles 210 et 211, les paragraphes 214(1) et (4) et 215(2), les articles 216 et 218, les paragraphes 219(3), 222(4), 223(6) et 224(3) et les articles 228 et 231 entrent en vigueur à la date fixée par décret, lequel peut être pris au plus tôt le jour suivant la date de prise du décret visé au paragraphe (2).</p>	Décret
Order in council	<p>(4) Sections 178 and 225 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council that is made not earlier than one day after the day on which an order is made under subsection (3).</p>	<p>(4) Les articles 178 et 225 entrent en vigueur à la date fixée par décret, lequel peut être pris au plus tôt le jour suivant la date de prise du décret visé au paragraphe (3).</p>	Décret

Available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>